

Washington et les alliés de Moscou

Les subtils distinguos sur lesquels Washington fonde sa politique à l'égard de l'Europe de l'Est peuvent surprendre. Le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, vient d'entreprendre dans la région une tournée limitée en fait à trois pays : Yougoslavie, Hongrie et Roumanie. Déjà, en 1983, le vice-président Bush avait fait la même sélection : ces pays sont considérés comme plus « fréquents » que les autres.

Pour la Yougoslavie, qui depuis bien longtemps a échappé à l'étreinte soviétique, cette distinction s'explique sans mal. Quant à la Hongrie, elle jouit de la meilleure réputation au sein du « bloc », en raison de sa relative prospérité économique et de l'espèce de « bon sens réaliste » qu'aiment afficher ses dirigeants.

Mais pourquoi la Roumanie, aux mains d'un homme qui, pour avoir eu parfois le courage d'affronter la mauvaise humeur de Moscou, n'en est pas moins devenu au fil des ans un mégalomane qui considère son peuple comme sa chose (et celle de sa famille) et le traite comme tel ? Pas facile d'expliquer à un Congrès américain de plus en plus réticent que la Roumanie soit avec la Hongrie, le seul pays du pacte de Varsovie à bénéficier, dans son commerce avec les Etats-Unis, de la clause de la nation la plus favorisée.

En dépit des apparences, l'attitude de Washington procède, pourtant, d'une certaine logique. Elle repose d'abord sur un principe fondamental rappelé, à la veille de sa tournée, par M. Shultz, qui a d'ailleurs choisi symboliquement de le faire depuis Berlin. La situation faite à tous les peuples de l'Europe de l'Est, en violation, et non en application, des accords de Yalta, est inadmissible : ces peuples n'ont jamais eu la possibilité après la guerre de choisir leur destinée.

Cela posé, il s'agit pour Washington de pratiquer l'art du possible et d'encourager les dirigeants auxquels, pour telle ou telle raison, on reconnaît un mérite particulier. En leur disant en substance : nous savons que vous ne pouvez pas tout faire, ni même faire grand-chose, mais au moins essayez, dans un domaine ou dans un autre.

Naturellement, une telle attitude ne peut que hérisser les Soviétiques. L'agence Tass a violemment réagi aux propos de M. Shultz, « vaine tentative pour miner l'unité de la communauté socialiste ».

Le critère de réussite est évidemment l'efficacité. Sur ce plan, Washington peut se vanter de quelques succès.

C'est sans doute avec la Pologne que la situation est la plus délicate. Les Etats-Unis s'efforcent de pratiquer avec Varsovie une politique des petits pas, faisant dépendre certaines concessions de l'attitude adoptée par le général Jaruzelski envers l'opposition. Ainsi ont-ils attendu l'application complète de l'amnistie décrétée en 1984 pour lever leur veto à l'entrée de la Pologne au FMI (dont la Roumanie et la Hongrie sont membres).

Depuis, de nouvelles arrestations ont été opérées, et le régime de Varsovie a malgré tout enregistré quelques spectaculaires succès de politique étrangère qui placent Washington dans une position inconfortable. C'est sans doute pourquoi M. Shultz a déclaré que « les progrès dans les négociations avec l'Est dépendront avant tout de l'unité et de la persévérance des Occidentaux ».

(Lire nos informations page 3.)

L'ENGAGEMENT DU CHEF DE L'ÉTAT ET LA CAMPAGNE DU PS

M. Mitterrand soumet sa liberté d'action aux contours de la future majorité

M. François Mitterrand, qui a participé le dimanche 15 décembre sur TF1, pendant une heure et quart, à l'émission d'Yves Mourois « Ça nous intéresse, monsieur le président », a assuré que « la majorité élue (en mars 1986) verra naturellement le président lui confier le soin de gouverner ».

« Les Français sont bien libres de voter pour qui ils voudront, a ajouté le chef de l'Etat, mais il serait vraiment dommage qu'ils se privent des conquêtes sociales » de l'actuelle majorité. M. Mitterrand a lié sa liberté d'action aux contours de la future majorité en cas de victoire de la droite en mars 1986. D'autre part, le comité directeur du Parti socialiste, réuni samedi, a adopté la plate-forme du parti pour les élections législatives.

Il y a pléthore de présidentialismes, mais il n'y a qu'un seul président. De droite comme de gauche, tous les candidats ont pris la parole ce week-end.

M. Barre pour annoncer la réconciliation, sous sa propre autorité, de de Gaulle et de Pétain (« travail, famille, patrie ; mais dans une France libre »).

Il n'y a pas de quoi rire, papy !

M. Chirac pour se rallier aux TUC, agacé des déboires comme une supercherie ; M. Rocard pour prédire la défaite de son propre camp. Mais tous ont encore affaire à un homme fort de la plénitude de ses attributions, et dont nul ne conteste la capacité à les exercer.

M. Giscard d'Estaing, président, avait dû affronter toutes sortes de contestations, y compris venant du RPR les plus vives, mettant en cause cette capacité. M. Mitterrand y échappe, ne serait-ce que parce que l'opposition non barriste a toujours intérêt à cohabiter avec lui. Elle doit donc le ménager.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 8.)

La montée du terrorisme en Belgique

1. - Sur la piste des lampistes

Depuis le 2 octobre 1984, les Cellules communistes combattantes (CCC) ont revendiqué vingt-sept attentats en Belgique et en France. Si les enquêteurs belges n'ont pas réussi à cerner le noyau du mouvement terroriste, ils tirent un fil après l'autre. Petites pistes, maigres succès. Et si l'on s'adresse aux lampistes ?

De nos envoyés spéciaux

Bruxelles. « Il existe des indices sérieux et concordants montrant que l'inculpé est animé d'un état d'esprit tendant à encourager et faciliter le recours à la violence en vue de déstabiliser le régime démocratique. » C'est en ces termes, pour le moins flous, que vient d'être notifiée une nouvelle inculpation pour « association de malfaiteurs » à M^{me} Chantal Paternostre. Cette jeune femme, interpellée le 15 août dernier, représente, aux yeux des autorités belges, le seul coin véritablement enfoncé dans l'opacité d'un mouvement terroriste insaisissable, les Cellules communistes combattantes, qui ont signé vingt-sept attentats depuis leur apparition, le 2 octobre 1984.

Chantal Paternostre, trenteneuf ans, mariée, mère d'un enfant, est une assistante sociale anarcho-saint-simonienne d'une émission féministe, « Renversons les marmottes », sur les ondes de Radio-Air libre. Incarcérée depuis près de quatre mois, elle continue d'affirmer qu'elle n'a aucun lien avec un mouvement terroriste. « Je suis contre toutes les dictatures, dit-elle, y compris celle du prolétariat. » Policiers et gendarmes sont pourtant convaincus d'avoir retrouvé sa trace, « empreintes et filatures à l'appui », dans deux appartements « conspiratifs » de Bruxelles.

Dans le premier, à Anderlecht, elle avait l'habitude de rencontrer un jeune homme « en veste de tweed » qui l'aurait, un jour, prise en stop. « Michel s'est présenté comme un ethnologue travaillant pour la CEE et spécialiste de l'étude de la violence dans les sociétés contemporaines. » Fréquentement en déplacement, il demandait à la jeune femme — même ou complice — de passer voir sa boîte aux lettres en son absence, « pour ne pas attirer les cambrioleurs par une masse de prospectus ». Dans cet appartement, les policiers ont retrouvé du fil électrique, des prises de courant et un petit capuchon de détecteur : du matériel semblable à

celui qui avait été utilisé, le 26 juin dernier, lors d'un attentat manqué contre une entreprise de matériel électrique, ACEC, à Drogenbos, revendiqué par le FRAP (Front révolutionnaire d'action prolétarienne).

« Michel » conduisait un véhicule qui aurait été repéré lors du vol, en juin 1984, dans une carrière à Ecaussines, près de Bruxelles, de 816 kilos de gomme F 15, un explosif au fort pouvoir brisant, qui a été utilisé lors de deux attentats manqués revendiqués par Action directe et la Fraction armée rouge. Quatre bâtons de dynamite de même provenance ont été retrouvés lors de l'arrestation, au mois d'avril dernier à Paris, d'un ressortissant turc, M. Muzaffer Cakar, alors qu'il descendait du train de Bruxelles. Enfin, plus récemment, l'explosif aurait servi à faire sauter un fourgon postal à Verviers (1 million de francs français avaient été dérobés et deux policiers tués).

Ce n'est pas tout. Les autorités belges estiment avoir décelé une empreinte de Chantal Paternostre sur un fer à repasser, dans un autre appartement « conspiratif », rue des Cottages, à Bruxelles.

AGATHE LOGEART et JOSÉ-ALAIN FRALON.

(Lire la suite page 15.)

Des missiles syriens près de la frontière libanaise

Israël dénonce ce redéploiement qui l'empêchera de poursuivre en toute sécurité ses vols de reconnaissance sur la Bekaa, base des commandos chiïtes et palestiniens.

PAGE 7

Six Blancs tués en Afrique du Sud

L'ANC a revendiqué l'explosion d'une mine à la frontière du Zimbabwe.

PAGE 6

Cinq mille musulmans réunis à Lyon

Ils veulent restaurer l'image de l'islam dans l'opinion publique française.

PAGE 14

M. Barre : travail, famille, patrie mais dans une France libre

L'ancien premier ministre en appelle au retour des « valeurs fondamentales » érodées par la crise.

PAGE 13

Les industriels dans la course du capital-risque

Banques et organismes spécialisés mettent en place les moyens de financer les PME performantes.

PAGE 39

Le nouveau numéro de téléphone du « Monde »

(1) 42-47-97-27

Le Monde

ÉCONOMIE

Questions sur la stabilisation du dollar

« A travers les revues françaises » par Daniel Vitry

La chronique de Paul Fabra

Pages 35 à 38

Débats : l'enfant dans la vie quotidienne (2) • Etranger (3 à 7) • Politique (8 à 13) • Société (14 à 16) • Culture (17) • Communication (19) • Sports (20) • Économie (39 à 43)

Programmes des spectacles (18) • Radio-télévision (19) • Informations services : Météorologie, Mts enrisés, Loto (34) • Carnet (16) • Annonces classées (21 à 32)

EFFERVESCENCE AVANT L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU PATRONAT

Brutus au CNPF

Le CNPF devait réunir, ce lundi 16 décembre, son conseil exécutif à la veille d'une assemblée générale où le rôle du président, M. Yvon Gattaz, pourrait être contesté.

Les vicissitudes de la politique n'ont jamais laissé indifférent le monde des affaires. Mais, à l'approche des échéances de mars 1986, alors que se profile une possible alternance, le patronat entre en effervescence. C'est à qui s'affichera, s'engagera, prendra parti, se désengagera ou rentrera dans le rang. Le devant de la scène s'agite autant que la coulisse. Sans parler des nombreux chefs d'entreprise qui ont décidé de figurer, parfois en bonne place, sur les listes législatives.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que l'assemblée générale du CNPF, fasse l'objet de

manœuvres, de mises en cause, de règlements de comptes qui visent non seulement le patron des patrons, M. Yvon Gattaz, mais le rôle que l'organisation professionnelle devrait jouer auprès du gouvernement issu des urnes du printemps.

Alors que l'ordre du jour officiel de l'assemblée générale ne devrait, en principe, en faire qu'une réunion de routine (le conseil exécutif de trente-cinq membres, véritable gouvernement du CNPF, a été renouvelé l'an dernier), les divergences, les rivalités de personnes et les craquements qui agitent depuis plusieurs mois la galaxie patronale ont pris soudain une ampleur nouvelle. Longtemps contenue et minimisée, la crise a éclaté au grand jour lorsque, fin octobre, M. Jean-Louis Giral, président de la puissante fédération des travaux

publics, a démissionné de son poste de vice-président du CNPF pour protester contre les méthodes mises en œuvre par M. Gattaz et ses principaux adjoints.

Depuis deux mois, les contempteurs de M. Gattaz n'ont pas désarmé. Chef de file des opposants, bien qu'il se défende de vouloir prendre le fauteuil du président lorsque M. Gattaz arrivera, en décembre 1986, à la fin de son mandat, M. Giral a eu la satisfaction de voir, à un moment ou à un autre, ses thèses comprises, voire relayées par des hommes comme M^{me} Jacques Dermagne, président du Conseil national du commerce, ou Francis Lapatte, président de l'Association des industries agro-alimentaires.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(Lire la suite page 40.)

Force 10.
Des nœuds forts comme la mer.



Avec du câble marin d'acier et de l'or, Fred crée des nœuds plats pour les nouveaux bœufs Force 10.

FRED
JOAILLER

6, rue Royan, Paris. Tél. 42.60.30.45 • Le Carriage, 74, Champs-Élysées • Hôtel Meridien, Paris.
Aéroport d'Orly • 21, bd de la Croix, Casseurs Hôtel Louvre, Montreuil.
20, avenue Hoche, Gendres & Boudry • 11, rue de la Harpe • 11, rue de la Harpe • 11, rue de la Harpe.

صوتنا من الامم

débats

Reconquérir l'espace collectif

Il faut retrouver le sens de la communauté sur les lieux de circulation

par DENIS MOREAU (*)

NOTRE société industrielle est profondément marquée par la priorité accordée à la circulation automobile dans l'aménagement urbain, qui a fait perdre à la rue sa fonction de lieu de rencontre. Les enfants profitent autrefois comme les adultes de cet espace public avant d'être exclus.

Ce mouvement s'est accompagné d'une part d'un aménagement de l'espace public : « La fonctionnalisme a proposé tout naturellement de reléguer l'enfant dans les « réserves » institutionnelles : aires de jeu, maisons de jeunes, fermes d'enfants, etc. » (1) et d'autre part avec la psychanalyse, d'une valorisation très accentuée de l'enfance au sein de l'espace privé.

Aujourd'hui, cette distorsion entre un espace public livré aux voitures et à ses dangers et un espace privé protecteur, a entraîné un déséquilibre de civilisation. Alors que la route et la rue continuent de marquer chaque année 700 enfants et d'en blesser 35 000, les ouvrages et les campagnes sur l'éducation, la santé et le confort ou l'accueil des enfants se multiplient. On sait les soins que l'on doit apporter au brossage de leurs dents dès le plus jeune âge, on ignore qu'avant neuf ans il est dangereux de laisser un enfant aller ou revenir seul de l'école. Si l'histoire retient la dureté des placements en nourricier au dix-huitième siècle, elle s'étonnera de l'indifférence avec laquelle au vingtième siècle l'enfant surprotégé dans l'espace privé est sacrifié à la circulation dans l'espace public.

Après avoir constaté que plus de 80 % des accidents impliquant des enfants ont lieu à proximité du domicile, des municipalités hollandaises ont mis en pratique une conception différente de la coexistence quotidienne dans les zones résidentielles en développant des « cours urbaines ».

« Une cour urbaine est une partie continue de l'espace urbain où la fonction d'habitat prend clairement le pas sur la fonction de circulation et dans laquelle ce choix s'exprime par un aménagement particulier de l'espace ».

Ces réalisations (plus de 1 000 en 1985) s'inspirent de principes dont l'évidence a été étouffée par l'automobile. « L'environnement de l'habitat doit être tel que le plus grand nombre d'activités individuelles et collectives puisse s'y dérouler. On doit pouvoir s'y assoir, s'y promener, y courir, ne rien faire, regarder, s'asseoir, attendre, chercher un espace de stationnement et bien d'autres choses encore. » (2)

Depuis deux ans des opérations qui privilégient une approche globale du traitement de l'espace urbain sont expérimentées en France aussi. Le programme : « Une ville plus sûre, des quartiers sans accidents » affirme que « la réduction des coûts sociaux et des coûts économiques des accidents de la circulation, notamment en milieu urbain, est un enjeu national : 50 % des blessés et 30 % des tués sont dus à des accidents en milieu urbain ».

Le lieu du danger

L'espace collectif est un domaine de découverte nécessaire au développement de l'enfant. Ecole de la vie, c'est l'espace et le temps intermédiaire entre l'école et la famille. C'est là où il peut découvrir une autonomie chère aux pédagogues. Pourtant, c'est aussi, faute d'une solidarité élémentaire, le lieu du danger. L'enfant n'a pas le droit à l'erreur. Nous ignorons ou oublions souvent que l'enfant n'est pas un adulte en miniature. S'il traverse en courant, à la recherche d'un ballon sa faute sera mise en avant, il doit faire attention. L'adulte au volant reste indifférent aux formes d'expression propres à l'enfance, la rue est perçue comme un domaine réservé à la

naïveté différente de la famille et de l'école et d'inscrire leur histoire dans l'histoire des rues qu'ils parcourent. Ainsi, à Romorville-Saint-Agne, près de Toulouse, un plan de déplacement des écoliers a été mis en place, à Noisy-le-Roi ou à Chambéry, c'est la traversée de la ville et le paysage urbain qui a changé et qui donne aux enfants un espace plus libre, et plus sûr, dans la mesure où la communauté des habitants a retrouvé droit de cité, son droit à la cité.

Ces quelques expériences ne pourront cependant se développer que si elles correspondent à un besoin exprimé par les habitants. Or, il existe peu de cas de changements du cadre de vie provoqués par les habitants d'une rue ou d'une zone industrielle. Quels sont les facteurs de blocage propres à notre pays ?

La bête automobile

La valorisation de la vitesse (facteur concourant à provoquer 46 % des accidents) est l'un des éléments-clés de notre mentalité. La vitesse de pointe des véhicules a considérablement augmenté en quinze ans, et Renault envisage de sacrifier les véhicules bas de gamme. Les constructeurs automobiles font de l'agressivité et du caractère « sauvage » de la bête automobile l'axe de leur politique de communication. Comment dans ces conditions, s'étonner du règne de la ligne droite en milieu urbain ?

Un engagement des partenaires associatifs dans l'aménagement du cadre de vie suppose parallèlement un refus culturel et politique des conséquences dramatiques ou des nuisances quotidiennes de l'automobile dans la vitesse dans nos rues et sur la route.

Les pouvoirs publics ont une responsabilité importante en ce domaine : les enjeux industriels et sociaux du secteur automobile ne doivent pas, même sous le couvert d'une « modernité » à conquérir, faire reculer la civilisation.

(1) L'espace collectif à reconquérir. L'Architecture aujourd'hui, par G. Bauer, septembre 1979.

(2) Citations extraites du document publié par le Royal Tooting Club des Pays-Bas, à Woonst.

L'enfant dans la vie quotidienne

Du 9 au 15 décembre, s'est déroulée aux Tuileries — avec l'accompagnement des forains non prévu au départ — une exposition-forum, aboutissement de la campagne « Ouvrons la France aux enfants » lancée en mai dernier par le ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale. Denis Moreau s'interroge sur les conditions de la sécurité des jeunes dans l'espace urbain, et François Testu sur une question redevenue à la mode, celle des rythmes scolaires.

Le «dada» des rythmes scolaires

On pense trop à l'adulte lorsqu'on remet sur le métier la question de l'aménagement du temps de travail des enfants.

par FRANÇOIS TESTU (*)

LES rythmes scolaires sont de nouveau à l'ordre du jour ! Depuis une vingtaine d'années la question est épisodiquement posée, et les aménagements du temps scolaire semblent répondre davantage aux exigences socio-économiques culturelles du moment qu'aux véritables besoins d'équilibre et de santé de l'élève. En leur temps, les vacances d'été ont été choisies suffisamment longues pour que les fils et filles d'agriculteurs, de viticulteurs, constituent une main-d'œuvre supplémentaire, et participent aux récoltes fruitières. Le congé du jeudi (momentanément avancé au mercredi) résulte d'un accord entre les Eglises et l'Etat pour permettre l'instruction religieuse. « Bientôt fut » a partagé la France en trois zones de vacances pour remédier aux engorgements des axes routiers et, certains ajoutent : pour mieux rentabiliser l'industrie hôtelière et touristique.

Si l'on veut résoudre au mieux le problème des « rythmes scolaires », on ne peut pas continuer de la sorte, on ne peut pas oublier, négliger l'enfant, l'adolescent et ne s'intéresser qu'à leur environnement socio-économique. 1981 a été marqué par un changement de majorité, pouvons-nous dire que nous avons progressé ? Pouvons-nous dire que l'échange nécessaire entre parents, enseignants, scientifiques et autorités politiques a eu lieu ? S'est-il concrétisé par des mesures pratiques ? Il paraît difficile que nous puissions encore répondre par l'affirmative.

Certes le ministre de la jeunesse et des sports, M. Alain Calmat, a manifesté, en juillet 1984, son intention de se préoccuper des « rythmes scolaires », le ministre de l'éducation nationale, M. Jean-Pierre Chevènement, a reconnu, fin mars 1985, qu'une modification de la semaine scolaire méritait réflexion, et tout récemment un projet est venu sous les feux de la rampe.

On ne peut que se réjouir de voir les autorités politiques sensibilisées par le problème de la rythmicité scolaire, mais un bilan objectif, précis des recherches entreprises en France comme à l'étranger dans le domaine, fait toujours défaut : un vaste programme d'études scientifiques où les variables socio-économiques,

biologiques, psychologiques seraient prises en compte n'a toujours pas été lancé.

Il est inexact d'appeler expérimentales les écoles dont seul l'emploi du temps hebdomadaire est original (comme à Niort), si des études ne sont pas entreprises entre ces dernières et d'autres établissements soumis à l'emploi du temps habituel. En psychologie, comme en de nombreuses autres disciplines scientifiques, si l'on veut juger de l'efficacité d'une méthode par rapport à une autre, on constitue deux groupes et l'on observe leurs résultats. Il doit en être de même pour juger de la validité de tel ou tel emploi du temps.

Les expériences de terrain ne sauraient transformer les écoles en laboratoires, les enfants en cobayes ; il s'agit seulement de se donner de réels moyens pour fournir aux décideurs les informations les plus complètes et les plus objectives possibles. Si tel n'était pas le cas, nous serions en droit de nous interroger sur l'opportunité d'une mesure ministérielle donnant la possibilité aux conseils d'école de choisir entre le samedi et le mercredi matin.

(*) Assistant en psychologie. Laboratoire de psychologie expérimentale, Tours.

Certes, cette mesure, s'intégrant dans le contexte de la décentralisation, serait nouvelle et séduisante et l'on pourrait imaginer des conseillers d'école (parents, enseignants, autorités politiques locales) oublier leurs propres intérêts et décider en toute sérénité de l'aménagement du temps scolaire des enfants. Malheureusement, je doute qu'il en soit ainsi : je crains qu'en l'absence d'informations suffisantes, mentionnée par le ministre de l'éducation nationale, guide seule les choix futurs.

Une dernière remarque. Parents, enseignants, médecins, psychologues, journalistes, hommes politiques, partent de « rythmes scolaires ». L'expression « à elle pour tous la même signification ? S'agit-il pour les uns, des rythmes de l'environnement de l'élève, ou plus précisément de l'alternance des moments de repos et d'activités scolaires imposés par l'école à l'enfant ? Ou bien, pour les autres, des variations périodiques des fonctions physiologiques, physiques et psychologiques de l'élève à l'école ?

En optant pour la seconde définition n'effectuerions-nous pas un pas en avant vers la clarté des choix ultérieurs, vers le respect de l'enfant ?

COURRIER DES LECTEURS

L'essentiel et la parade

La participation de M. Barre à « L'heure de vérité », le 4 décembre, avait été précédée d'un sondage indiquant que près de 58 % des auteurs désiraient que l'ancien ministre soit interrogé, en priorité, sur le chômage.

L'absence de débat sur le sujet ne provoqua aucune réaction de l'interrogé, des interrogateurs et du moment de jeu. Même les journalistes du Monde n'ont pas relevé cette situation absurde.

A quoi servent les sondages ? Les journalistes de l'audiovisuel, emportés par le verbe, n'ont-ils pas une fâcheuse tendance à sacrifier l'essentiel à la parade ?

RENÉ AZOULAY (Toulon.)

Histoire d'une injure (suite)

Le rédacteur de l'encadré « Histoire d'une injure » (le Monde du 7 décembre) cite un passage du jugement intervenu dans le procès en diffamation intenté par M. Guy Barre, éditeur de France-Sol, à M. Jean-François Kahn, directeur de l'Evénement du jeudi. Le président du tribunal, M. Emile Cablé, pense « qu'il sera difficile de déterminer l'époque à laquelle ce vocable (cnn) est apparu en tant qu'injure ». Permettez-moi de vous signaler que Stendhal pourrait bien en être le responsable ; dans une lettre à lui adressée par Mérimée (31 mai 1831) on peut lire ceci : « Ainsi ne me croyez pas trop con. Cette expression dont vous êtes l'auteur me plaît... et un peu plus loin : « Je comprends qu'il ne fallait pas faire le con... ».

Cette lettre figurait très récemment dans une vente publique à l'hôtel Drouot.

JEAN VIARDOT, Libraire-expert (Paris.)

Le plurilinguisme rend-il idiot ?

(...) A propos de l'article de M. Vassal (le Monde du 10 décembre) dans une page consacrée à la francophonie, je vous signale qu'à la fin de l'année 1984 une association occitaniste « Italienne » du nom de Soulestréh a fait adopter par plusieurs communes « vaudoises » et par les Communautés Montane des vallées vaudoises (Pellice, Chisone et Germanasca) un vœu demandant que soit protégé, aux côtés de l'occitan, le français (...). Voilà donc des occitanistes, défenseurs de l'occitan, qui prennent position pour le français. Existe-t-il des francophones, défenseurs du français, qui prennent position pour l'occitan et pour les autres langues de France ? Il y en a peut-être ; j'avoue n'en avoir jamais

rencontré. (...) Tous francophones, soit. Mais uniquement francophones, quel gain peut-on y trouver quand on a la possibilité de bénéficier d'une ouverture sur d'autres cultures ? Depuis quand le plurilinguisme rend-il idiot ?

PHILIPPE MARTEL (Paris.)

Un appel

Je suis fidèle lecteur du Monde. Cela fait deux ans que je le lis grâce au centre culturel français. Je vous m'abonne depuis que je le connais, mais ce sont les moyens qui me manquent.

Je suis avec ma mère qui n'est qu'une ménagère. Mon père a été dérangé par le train. Il n'avait pas d'emploi dans sa vie. Il m'a laissé dans une profonde misère. Une fois, c'était un jeudi, ma mère et pleure de faim (...). Nous ne menons qu'une vie de chien et la misère nous carresse à point. Monsieur le directeur, j'en suis sûr, vous voudriez faire paraître une annonce dans le Monde mais je n'ai pas de moyens. Voici mon annonce :

Jeune homme, dix-sept ans, cherche personnes, usines, entreprises pour travail temporaire, ou définitif.

M. OKOU-JUSTIN, 1204, rue Rossmann-Ouenné, (Brazzaville).

Légitime défense

(...) Si, pour financer une chaîne commerciale, il faut diffuser des messages publicitaires pendant une émission, si, donc, la publicité se met à détruire — tel un parasite — le support qu'elle utilise, le téléspectateur se trouve en situation de légitime défense. Le moyen le plus approprié paraît alors être la « contre-publicité » : boycotter toute marque qui prendrait le risque de faire diffuser un message pendant une émission. Cela devrait faire réfléchir plus d'une agence.

CHRISTIAN CLASTRES (Ramonville.)

UN VOYANT DANS LA VILLE

Le cabinet de consultation d'un voyant contemporain : Georges de Bellerive

Sous la direction de FRANÇOIS LAPLANTINE

Richard Aloiach • Georges de Bellerive • André Brui • Françoise Laplantine • Eliane Moulin • Paul-Louis Rabeyron

PAYOT

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75447 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 694572 F
Tél. MONDIPR 42-47-95-29
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Faurat (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 500 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.
Administrateur : Bernard Wons.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Correspondant en chef : Claude Saux.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 90 fr. ; Canada, 1,50 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 120 pes. ; États-Unis, 1,20 \$; Grèce, 20 dr. ; Israël, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 6 000 L. ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 5 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 300 esc. ; Sénégal, 350 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 F. ; Yougoslavie, 110 din.

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS	487 F	1 337 F	1 952 F	2 430 F
ÉTRANGER (par mandat)				
I - BELGIQUE-LUXEMBOURG	399 F	762 F	1 089 F	1 386 F
II - SUISSE, TUNISIE	394 F	772 F	1 044 F	1 280 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changement d'adresse définitif ou provisoire (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande sur un coupon ou un mot et leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

collectif

étranger

DIPLOMATIE

LA VISITE DU CHANCELIER KOHL

Une « clarification » bien nécessaire entre Paris et Bonn

Le chancelier Kohl est attendu mardi soir 17 décembre à l'Élysée pour un dîner de travail avec M. Mitterrand. Cette rencontre sera la dixième de l'année entre le chef de gouvernement ouest-allemand et le président français, toutes circonstances confondues. Cette fréquence, unique dans la diplomatie française, doit-elle être prise pour un signe de bonne santé des rapports Paris-Bonn ? C'est plutôt le contraire, paradoxalement, qui est vrai. La multiplication de ces dîners de clarification, si cordiale qu'en soit l'atmosphère, confirme que les relations entre la France et la République fédérale traversent depuis de longues années une phase difficile.

L'année qui s'achève aura ainsi été marquée, sur ce terrain, par une série de déconvenues. Dans le domaine économique et monétaire, Bonn n'a guère montré de complaisance, ou même simplement de compréhension, pour les positions françaises, notamment lors du sommet des pays industrialisés, à propos des relations commerciales avec les États-Unis.

Récemment encore, le ministre des finances de RFA, M. Stolzberg, faisait savoir qu'un « rajustement » serait nécessaire entre les monnaies européennes — ce qui, au minimum, ne ferait pas l'affaire de la France — et insistait sur le fait que l'inflation demeurait, dans l'Hexagone, environ deux fois et demie supérieure à ce qu'elle est en République fédérale. D'une manière générale, M. Stolzberg et la Bundesbank sont plus que réticents à l'égard des projets français en faveur de l'extension de la coopération des Douze en matière monétaire.

Plusieurs projets technico-industriels pour lesquels la France et l'Allemagne fédérale devaient coopérer ont en outre été abandonnés par Bonn ces derniers mois, explicitement ou tacitement, de la navette spatiale Hermès au satellite d'observation. Même celui qui concerne le TGV Paris-Cologne se traîne à un rythme qui ne correspond guère à la célérité suggérée par le sigle.

Dans le domaine communautaire, de même, la belle entente Paris-Bonn, dont il était si souvent dit qu'elle était le pilier central de la construction européenne, ne semble plus soutenir grand-chose de concret aujourd'hui. Sans doute l'accord demeure-t-il profond, intellectuellement, en faveur de nouveaux pro-

grès institutionnels, même s'il lui est arrivé de s'exprimer sous des formes peu habiles, comme ce « projet de traité d'union européenne » ficelé à la hâte, et bien mal présenté au sommet de Maastricht, en juin. Mais, de toute façon, le passage au concret semble chaque fois plus difficile. Au sommet de Luxembourg, dernièrement, la RFA est restée relativement ferme dans ses demandes de dérogations aux règles du futur grand marché unique, après avoir, au printemps, fait jouer son droit de veto lors de la discussion agricole, pour ne citer que deux exemples. Et l'affaire de l'initiative de défense stratégique américaine, à laquelle la participation allemande devrait être annoncée au conseil des ministres de mercredi alors que la France s'y refuse toujours, n'est pas faite pour arranger les choses.

« Condescendance »

On aurait cependant tort de croire que seuls les Français sont amers. Dans l'entourage de M. Kohl, la déception affichée à l'égard de l'état actuel des relations avec Paris n'est pas moins vive. Le conseiller spécial du chancelier, M. Horst Tetschik, a

résumé les griefs de Bonn dans une note confidentielle en dix points récemment transmise à l'Élysée, et qui devrait servir de canevas aux discussions de mardi soir. Beaucoup d'officiels allemands ont en particulier le sentiment que, tout en proclamant sans cesse sa volonté de jouer un rôle très actif dans la construction européenne, M. Mitterrand est trop souvent tenté de faire cavalier seul. Et l'accusation de « condescendance », parfois formulée *mezza voce* à Paris à l'encontre de Bonn (en matière économique et monétaire principalement), est de plus en plus souvent retournée à la France par Bonn, tout aussi officieusement, sur le terrain diplomatique et stratégique en particulier.

Pourtant, la volonté politique de travailler ensemble est, jure-t-on de part et d'autre, intacte. Et la France sait qu'elle dispose, en la personne de M. Genscher, le ministre fédéral des affaires étrangères, d'un interlocuteur à la fois plus compréhensif et plus « européen » que la plupart de ses collègues, chanceliers compris. Mais on peut s'attendre que plusieurs « rencontres de clarification » soient encore nécessaires.

BERNARD BRIGOUÉUX

LA TOURNÉE DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AMÉRICAIN EN EUROPE DE L'EST

Bucarest : une étape délicate

De notre correspondant

Vienne. — Le secrétaire d'État américain, M. George Shultz, après une tournée en Europe de l'Ouest, a entamé dimanche 15 décembre la seconde partie de son voyage par une visite éclair à Bucarest. M. Shultz devait être lundi à Budapest et mardi à Belgrade.

Comme le vice-président américain, M. George Bush, qui, il y a deux ans, avait choisi Vienne pour analyser, à l'issue d'une tournée en Europe de l'Est, les lignes de force de la politique américaine à l'égard de ces pays, M. Shultz a fait cette fois-ci, avant même d'avoir commencé ses visites, en utilisant la tribune du Club de la presse de Berlin-Ouest.

Si M. Bush avait, carrément classé les pays est-européens en deux catégories — les « bons » et les « mauvais » — M. Shultz a réaffirmé, de façon plus générale, que les États-Unis « n'accepteront jamais que l'Europe de l'Est soit intégrée dans la sphère d'influence soviétique ». « La frontière politique en Europe n'est pas le résultat d'une décision démocratique des populations concernées », n'a-t-il ajouté, car les pays est-européens

« n'ont jamais pu faire usage de leur droit de choisir librement leurs gouvernements, et leurs formes de vie, un droit qui leur a été garanti par les accords conclus pendant et après la guerre et aussi par les accords de Yalta ».

En se rendant à Bucarest, Budapest et Belgrade, M. Shultz reste fidèle à la politique américaine de « différenciation », dont on retrouve aussi la trace dans les mesures de restriction de déplacement imposées récemment aux ressortissants est-allemands, polonais, bulgares et tchécoslovaques qui résident aux États-Unis, alors que les Roumains et les Hongrois en restent exemptés.

L'étape la plus pénible du voyage de M. Shultz a été sans aucun doute celle de Bucarest, d'ailleurs réduite à six heures seulement. En dépit des « nouvelles impulsions pour les rapports américains-roumains » dont fait état la presse roumaine, des tensions sérieuses existent entre Washington et Bucarest. M. Shultz et le président Ceausescu n'ont pas caché à l'issue de leurs entretiens que les relations entre les deux pays « pouvaient être meilleures ». M. Shultz a dû avertir le président Nicolas Ceausescu du profond mécontentement du Congrès américain en raison des violations des droits de l'homme en Roumanie, qui procèdent de plus en plus l'option autoritaire. Il lui a remis une lettre du président Reagan, dont le contenu n'a pas été rendu public. Ses entretiens avec le président Ceausescu et le ministre roumain des affaires étrangères, M. Ilie Vaduva, ont été qualifiés de « constructifs et francs » par M. Shultz.

par la crise de l'économie roumaine. Washington reconnaît toujours une certaine « originalité » à la politique extérieure roumaine. M. Shultz a lui-même évoqué, à Bucarest, la participation des sportifs roumains aux Jeux de Los Angeles — en dépit du boycott de Moscou, suivi par tous ses alliés — pour souligner que Washington respectait toujours certaines « positions intéressantes » adoptées par la Roumanie.

L'administration Reagan s'inquiète cependant des restrictions à l'émigration et du traitement répressif des minorités ethniques et religieuses dont certaines sont proches de différentes communautés de foi établies aux États-Unis.

La Roumanie, de son côté, a pleinement tiré profit du traitement préférentiel de ses exportations aux États-Unis. En 1984, les échanges roumano-américains ont atteint le volume record de 1,2 milliard de dollars. La balance commerciale a été nettement excédentaire en faveur de la Roumanie, qui exporte essentiellement des produits pétroliers de raffinage. La suppression de la clause de la nation la plus favorisée — qui doit être renouvelée l'année prochaine par le Congrès américain — serait, pour Washington, une arme à double tranchant, dans la mesure où elle priverait le gouvernement américain de tout moyen de pression sur un régime qui n'a pris ces dernières années des traits nettement néo-staliniens et qui soumet sa population aux plus dures épreuves morales et physiques.

Sous la pression des Américains, Bucarest a laissé émigrer, en été dernier, le prêtre orthodoxe roumain Gheorghe Calciu, longtemps persécuté et emprisonné, et l'écrivain dissident Dorin Tudoran. La Roumanie, où réside, après l'URSS et la Hongrie, la plus importante communauté juive à l'Est, avec quelque trente mille membres, avait également laissé partir ces dernières années, sans trop de difficultés, plusieurs milliers de juifs. La coquette somme de quelque 500 millions de dollars, valeur évaluée des avantages tarifaires dont jouit Bucarest, vaut bien de temps en temps un geste de bonne volonté.

En Hongrie et en Yougoslavie, M. Shultz n'a pas du problèmes bilatéraux à régler. Son séjour en Hongrie doit lui permettre avant tout de se « faire une idée de l'expérience économique hongroise », qu'il a qualifiée de « hautement intéressante », avant de quitter Washington. La Hongrie, qui bénéficie, depuis 1978, de la clause de la nation la plus favorisée vis-à-vis des États-Unis, s'est engagée dans la voie d'une réelle réforme économique en réintroduisant certains éléments de l'économie de marché pour améliorer la compétitivité de ses produits sur le marché mondial.

Une arme à double tranchant

Le différend en matière de droits de l'homme a rebondi à la suite de la publication du rapport semi-annuel du département d'État sur l'application de l'Acte final d'Helsinki, soumis récemment au Congrès américain et qui critique vivement la Roumanie. L'enjeu est important pour ce pays, qui risque de se voir retirer la clause de la nation la plus favorisée dans son commerce avec les États-Unis, clause qui lui avait été accordée en 1975 pour signaler au président Ceausescu l'intérêt que Washington accordait à ses talents diplomatiques et à la relative indépendance de sa politique extérieure à l'égard de Moscou.

Washington a notamment apprécié que la Roumanie n'ait pas suivi l'exemple des autres pays du pacte de Varsovie qui ont rompu leurs relations diplomatiques avec Israël au lendemain de la guerre de six jours en 1967. Bien au contraire, le président Ceausescu, en gardant des liens avec Israël et les pays arabes, a assumé un rôle non négligeable dans la préparation du voyage historique du président Sadate à Jérusalem.

En dépit d'un rapprochement entre la Roumanie et l'URSS dicté

WALTRAUD BARYLL

LA VISITE DE PARLEMENTAIRES FRANÇAIS À TÉHÉRAN

L'Iran renouvelle sa condamnation de la politique de Paris

Deux des membres de la mission parlementaire française à Téhéran, MM. Jean-Marie Dailliet et Loïc Bouvard (UDF), devaient regagner Paris ce lundi 16 décembre, les deux autres, MM. Yves Taverrier et Guy Vadepied (PS), prolongeant leur séjour jusqu'à mardi. Jusqu'à présent, aucun des membres de cette délégation — qui entendait établir une « meilleure compréhension » entre Paris et Téhéran — n'a, semble-t-il, été reçu par une personnalité importante du gouvernement iranien.

Les parlementaires, arrivés vendredi en Iran, ont fait valoir à la presse à Téhéran qu'ils venaient observer au gouvernement français le bilan de leurs entretiens avec MM. Reza Moayeri, chargé auprès du premier ministre de la direction des affaires politiques, Ahmad Azizi, président de la commission des affaires étrangères du Parlement, Fazel Ahmadi, président de la

commission des affaires économiques, et Larijani, secrétaire d'État aux affaires étrangères.

M. Azizi, selon l'agence iranienne Irna, a souligné à la délégation française qu'une amélioration des relations entre les deux pays supposait préalablement « un changement fondamental des choix économiques, politiques et militaires hostiles du gouvernement français ».

M. Moayeri a été plus explicite, citant la question « de la dette française vis-à-vis de l'Iran (le prêt iranien à la société Eurodif), l'asile politique accordé par la France aux terroristes (des opposants iraniens) et l'aide économique et militaire de la France au régime de Bagdad ».

Le quotidien *Arbakh* (proche des milieux radicaux) écrivait dimanche que cette visite n'a pas pu être « utile », car, « en suivant les ordres de la Maison Blanche, les dirigeants français se sont engagés dans

un soutien au régime baasiste d'Irak (...) qui a placé la France parmi les ennemis de l'Iran et de l'Islam ».

En principe, les parlementaires soulaient aborder la question des quatre otages français détenus au Liban et dont les ravisseurs seraient proches du régime iranien. Mais le gouvernement de Téhéran aurait refusé d'aborder cette affaire, dans laquelle il dit n'avoir aucune responsabilité. — (AFP.)

« Dans une interview publiée lundi par le Los Angeles Times, le cheikh Mohamed Hussein Fadlallah, chef spirituel des Hezboallah (extrémistes chiites libanais, pro-iraniens), assure que tous les efforts qu'il a tentés pour obtenir la libération des otages américains « se sont heurtés à un mur », et que la situation des otages français est « encore plus complexe ».

Etats-Unis

M. Reagan attaque violemment la « dictature » sandiniste

De notre correspondant

Washington. — Les dirigeants américains veulent obtenir du Congrès un élargissement de l'aide apportée par les États-Unis à la guérilla anti-sandiniste. M. Reagan lui-même a ainsi consacré, samedi 14 décembre, la plus large part de son allocution radiophonique hebdomadaire à une violente dénonciation de la « dictature » exercée, n'a-t-il dit, par les « bandits » au pouvoir à Managua.

Le président américain a notamment affirmé que « quelques trois mille hommes des forces armées cubaines dirigent et conseillent maintenant l'armée nicaraguayenne jusqu'aux plus bas échelons (...) ». Les Cubains, n'a-t-il ajouté, « pilotent les hélicoptères d'assaut soviétiques qui tirent sur les combattants de la liberté » et, en tout, « plus de sept mille Cubains, Russes, Allemands de l'Est, Bulgares, Libyens, membres de l'OLP et d'autres groupes de la terreur sont en train de faire de Managua un terrain de développement de la subversion ».

Le Nicaragua devient une « nation d'agression internationale », a encore dit M. Reagan, qui n'a fait état de la présence d'une délégation sandiniste à Téhéran et du rôle qu'elle jouait dans la Cour suprême colombienne à Bogotá.

Le secrétaire d'État, M. George Shultz, et son adjoint pour l'Amérique latine et centrale, M. Abrams, avaient déjà accusé Cuba, il y a dix jours, de renforcer sa présence militaire au Nicaragua, et l'on ne fait pas mystère dans les milieux officiels de la volonté de la Maison Blanche de faire de cette manière pression sur les parlementaires en

favor du rétablissement d'une aide militaire aux « contras ».

Après avoir, l'année dernière, refusé, dans un premier temps, d'allouer le moindre crédit à la guérilla anti-sandiniste, le Congrès n'avait, en effet, débloqué 27 millions de dollars qu'à la condition que cette somme soit exclusivement utilisée pour une assistance « humanitaire ». M. Reagan n'avait à l'époque accepté ce compromis que faute de pouvoir obtenir mieux. Il veut aujourd'hui, en se donnant le temps de pousser ses arguments, éviter d'avoir à composer de nouveau.

Si les premières réactions des élus étaient trop négatives, le président américain pourrait se replier sur une simple demande d'augmentation des crédits actuels — possibilité qu'il a laissée ouverte en évoquant, samedi, le besoin de fournir « une aide plus efficace ». Au passage, M. Reagan a confirmé que son nouveau conseiller pour les affaires de sécurité nationale venait de se rendre dans les « démocraties » d'Amérique centrale. Le vice-amiral Poindexter n'aurait en particulier cherché à y obtenir le concours du Honduras dans l'acheminement de l'assistance américaine aux « quelques vingt mille hommes » qui luttent contre « l'emprisonnement » du Nicaragua par « un dictateur aux lunettes de verre et ses camarades ivres de pouvoir ».

À la fin de mois d'octobre dernier, la presse américaine avait écrit qu'en se rendant à l'Assemblée générale de l'ONU, M. Daniel Ortega, le président nicaraguayen, avait acheté pour plusieurs milliers de dollars de montures de lunettes chez un opticien new-yorkais.

BERNARD GUETTA

AMÉRIQUES

TRIBUNE INTERNATIONALE

Chili

Les prisonniers politiques en danger de mort

par JULIEN LAFERRIÈRE (*)

Il y a danger de mort, pour les détenus politiques, dans les prisons chiliennes. Les prisonniers politiques craignent pour leur sécurité et pour leur vie même. Ils sont convaincus que les autorités chiliennes utilisent les détenus de droit commun — parmi lesquels figurent des carabiniers et des membres de la CNI, la police secrète du régime — comme instruments d'un plan visant à les exterminer.

C'est ce qui a conduit neuf prisonniers politiques de la *Penitenciaría de Santiago* à entamer, le lundi 9 décembre, une grève de la faim, sans absorption de liquide. Il s'agit là d'une décision extrêmement grave, car ils risquent la mort très rapidement.

Ce mode d'action n'a pas été décidé à la légère. Lorsque nous leur avons rendu visite, au cours de notre mission au Chili, le 24 novembre, ils nous en avaient fait part en nous précisant qu'ils commencent leur grève s'ils n'obtenaient pas, des autorités compétentes — ministères de la justice et de l'intérieur, directeur des services pénitentiaires — l'engagement que des négociations seraient ouvertes sur les quelques revendications qu'ils formulent, selon nous, à bon droit.

Que demandent-ils ?

- 1) Ne plus être mélangés avec les prisonniers de droit commun.
- 2) Obtenir l'accélération de l'instruction de leurs procès.
- 3) Pouvoir bénéficier des peines de substitution, notamment du bannissement qui consiste en une interdiction de séjour pendant toute la durée de la peine, avec possibilité de retour à son expiration.
- 4) Se voir reconnaître la qualité et le statut de prisonniers politiques.

Il n'y a rien, dans cette liste, qui soit injustifié. Et c'est même l'opinion que nous a exprimée, du moins en ce qui concerne les premier et troisième points, le secrétaire d'État à l'intérieur, M. Alberto Cardemil, au cours de l'entretien qu'il nous a accordé.

Les autorités chiliennes vont-elles laisser mourir ces hommes et ces femmes qui se borborent à exiger que justice leur soit rendue et que leurs droits soient reconnus ? Et l'opinion internationale peut-elle rester indifférente à ce qui risque, dans les tout prochains jours, de tourner à l'horreur ?

(*) Avocat au barreau de Paris, mandaté par la Fédération internationale des droits de l'homme, avec le docteur Bernard Tayon, pour enquêter sur la situation des prisonniers politiques au Chili.

Jean-Marie COLOMBANI



Portrait du Président

Le monarque imaginaire

« Ce livre n'est pas seulement le portrait d'un président : c'est aussi une première contribution à une histoire du gouvernement de la gauche depuis 1981 » René Rémond / Le Monde

GALLIMARD *rfr*

سكنا من الامم

سكنا من الامل

EUROPE

RFA

Contre toute attente, le congrès des Verts maintient la tendance « fondamentaliste » à la direction du parti

De notre correspondant

Offenburg. — Il est toujours dangereux pour les Verts allemands d'avoir à choisir entre le cœur et la raison. Allant à contre-courant de leur évolution de ces derniers mois, ils ont confirmé dimanche 15 décembre à Offenburg une direction fédérale dominée par les adversaires de tout compromis avec les sociaux-démocrates. Ce congrès s'était interrompu la veille pour permettre aux huit-cents délégués de se rendre sur le site de Wackersdorf, à 400 kilomètres de là, pour prendre part aux manifestations contre l'implantation d'une usine de retraitement de déchets nucléaires.

Trois jours après l'installation officielle de M. Joschka Fischer comme ministre de l'environnement dans le gouvernement régional de Hesse, ceux qui croyaient que le parti avait définitivement tiré le leçon de ses échecs électoraux du début de l'année déclarent ambivalent. Le député Otto Schily, l'un des vedettes de l'aile réaliste, a menacé en fin de congrès de tirer des conséquences personnelles de cet échec, qu'il estime catastrophique pour la crédibilité des Verts à un an des prochaines législatives.

Devenus majoritaires dans les fédérations régionales les plus importantes, les réalistes reprochent à leurs adversaires d'utiliser leur position à la tête du parti pour mener une politique partisane au lieu de tenter d'intégrer les différents courants. Leur refus d'assumer la responsabilité de la campagne électorale aux représentants de la tendance « fondamentaliste » paraît d'une certaine logique. Mais ils ont commis l'erreur, par excès de confiance, de se placer davantage sur le terrain des règlements de comptes personnels plutôt que sur celui d'une analyse politique rigoureuse. Cela leur a été fatal. Ils ont ainsi permis à leur cible principale, la fondamentaliste Juste Dittmar, pourtant discrétionnaire, de remporter un succès personnel en rassemblant sur son nom 468 voix contre 214 au cours d'un vote à bulletin secret. La confirmation à leur poste, des trois porte-parole de la direction n'a plus été suivie qu'une formalité.

La décision du congrès de se transporter à Wackersdorf n'a pas contribué, il est vrai, à la clarté des débats, largement escamotés faute de temps. Le ministre-président de Bavière, M. Franz-Josef Strauss, aux prises avec une mobilisation des organisations écologistes comme on n'en avait pas vu depuis longtemps, s'était vu offrir l'occasion de semer la zizanie chez les Verts. Tombée quelques jours avant le congrès, la décision de justice auto-

risant le lancement des travaux à Wackersdorf avait placé les écologistes devant un dilemme. Le devoir de solidarité l'a finalement emporté sur l'importance de l'enjeu politique. Il est apparu impossible de ne pas répondre à l'appel à la manifestation sans renoncer à une partie de soi-même.

Depuis plusieurs jours déjà, des escarmouches opposaient les forces de l'ordre à des manifestants s'opposant aux bûcherons chargés de nettoyer le site. Quelques dizaines de manifestants, parmi lesquels Juste Dittmar elle-même, avaient été interpellés. Joschka Fischer avait préféré émettre ses nouvelles épithètes de ministre en se rendant vendredi soir directement à Wackersdorf plutôt qu'au congrès d'Offenburg.

Retour aux sources

L'aventure avait au moins un certain panache. Affrétés en toute hâte, quatorze autobus ont quitté Offenburg, près de Strasbourg, samedi à l'aube pour transporter les participants au congrès. Après six heures de route, les malheureux délégués n'étaient toujours pas au bout de leur peine : les forces de l'ordre, qui avaient reçu pour consigne d'éviter les affrontements, avaient en revanche celle de tout faire pour rendre l'approche du site difficile. Les manifestants, qui avaient réussi à atteindre les parkings prévus, avaient encore une heure de marche à pied à travers bois, par une brume glaciale, pour atteindre leur but. Quarante mille personnes, cependant, étaient au rendez-vous dimanche. Quelques centaines d'entre elles ont installé sur le site un camp de branchage pour pouvoir rester sur place, avec l'appui des habitants de la région.

Ce retour aux sources a-t-il convaincu momentanément les délégués du congrès, réunis à Offenburg dans la nuit de samedi à dimanche, qu'il y avait plus important que de réclamer des élections ? L'erreur d'appréciation des « réalistes » a entraîné le parti dans un cul-de-sac. Alors que les Verts de Hesse participent à un gouvernement d'union, que ceux de Basse-Saxe font des offres de service au SPD en prévision des élections régionales de 1986, que ceux de Rhénanie-du-Nord-Westphalie viennent de se doter, après leur échec du mois de mai dernier, d'une majorité « réaliste », le parti poura difficilement défendre des positions intransigeantes au niveau fédéral sans risquer sa crédibilité. Une fois passé leur moment de triomphe, les fondamentalistes risquent de se retrouver rapidement en porte à faux.

HENRI DE BRESSON.

Portugal

Les élections municipales confirment la percée du Parti social-démocrate

De notre correspondant

Lisbonne. — Baisse sensible de l'électorat du Parti rénovateur démocratique, légère reprise du Parti socialiste et poussée du Parti social-démocrate : telles sont les principales conclusions que l'on peut tirer des élections municipales qui ont eu lieu dimanche 15 décembre au Portugal. Selon les résultats provisoires fournis par le ministère de la Justice, le taux d'abstention a atteint 36 %. Le PSD a recueilli 34,6 % des suffrages exprimés, le PS 27,2 %, l'Alliance peuple uni constituée par le Parti communiste et par le Mouvement démocratique populaire 18,9 %, le CDS (Centre démocratique et social) 10 % et le PRD 4,6 %.

A l'issue du scrutin, le premier ministre, M. Aníbal Cavaco Silva a souligné que son parti, le PSD, avait confirmé sa victoire aux élections législatives. Pour lui, le grand vainqueur est le Parti communiste, qui a cédé du terrain dans tout le pays, notamment dans le Sud. L'ancien premier ministre socialiste, M. Mário Soares, a de son côté reconnu ce qu'il a appelé la « dynamique de la victoire du PSD », tout en soulignant que son parti avait récupéré des forces par rapport à sa défaite aux dernières législatives. M. Mário Soares a d'autre part souligné que le Parti rénovateur démocratique, soutenu par le président de la République, M. Ramalho Eanes, avait coulé à pic.

Plusieurs facteurs expliquent la baisse du PRD, qui, lors des élections législatives d'octobre, avait obtenu un score surprenant de 18 %. En effet, ce parti ne s'est présenté que dans cent quarante des trois cent cinquante municipalités : des irrégularités

commises lors de la présentation des listes l'ont même exclu du scrutin pour la municipalité de Lisbonne. Récentriste, le PRD marque en outre d'implantation locale. Enfin, la décision prise il y a peu d'appuyer la candidature de M. Salgado Zinha à l'élection présidentielle de janvier prochain aura probablement déstabilisé un nombre considérable d'électeurs potentiels de ce parti qui ne cachent pas leurs préférences pour M. Pinto Silva.

Dans les municipalités à majorité communiste, les socialistes et les sociaux-démocrates ont conjugué leurs efforts pour tenter de battre l'adversaire commun. Dans ces cas, les votes obtenus par le liste de coalition ont été comptabilisés dans le parti auquel appartenait la personnalité placée en tête de la liste. Aussi les résultats officiellement attribués à chacune de ces deux forces politiques sont-ils d'interprétation très délicate. L'initiative du PS et du PSD a porté ses fruits à Mourão et à Setúbal, deux municipalités où le PCP était largement majoritaire et qui seront désormais dirigées par des maires socialistes. En revanche, dans les villes de Amadora et Loures, véritables châteaux-forts de la capitale, les communistes ont résisté à l'assaut et ont même consolidé leurs positions.

Personnalités très controversées, le maire de Lisbonne, M. Abecassis (chrétien de droite), a cependant réussi à se faire élire pour la troisième fois consécutive. Il a réalisé un score de 44,8 % contre 27,5 % à l'APU, 18 % pour le PS et 5 % à un monarchiste, M. Teles, bien connu pour ses prises de position écologistes.

JOSÉ REBELO.

Espagne

Le corps d'un jeune Basque disparu a été retrouvé dans la Bidassoa

De notre correspondant

Madrid. — Le corps de Miguel Zabaltza, un Basque de trente-deux ans, mystérieusement disparu le 26 novembre dernier après avoir été arrêté par la garde civile (le *Monde* du 14 décembre), a été retrouvé le dimanche 15 décembre flottant dans la Bidassoa. Repêché en présence du juge, des avocats de la famille et de la garde civile, le corps a été enterré à Pampelune, où sera pratiquée une autopsie dont les résultats ne devraient être connus que dans quelques jours.

Suivant la version donnée par la garde civile, Miguel Zabaltza soupçonné d'appartenir à FETA, était en fait, menottes aux mains, alors qu'il était emmené par trois membres des forces de l'ordre pour repêcher une canoë d'armes près du village d'Endarizana, en Navarre, à

proximité de la frontière française. Après que le groupe eut pénétré dans un tunnel, Zabaltza se serait brusquement enfoncé, sans pouvoir être rattrapé, dans une petite ouverture donnant sur un à-pic au-dessus de la Bidassoa.

Son corps a effectivement été retrouvé quelques centaines de mètres en aval, avec les menottes. Selon des informations non officielles, les premières observations indiqueraient qu'il est mort par noyade il y a plus de deux semaines, et que le cadavre ne présenterait pas de signes de mauvais traitements.

Plusieurs points d'interrogation subsistent cependant. Comment la garde civile a-t-elle pu laisser échapper de la sorte un prisonnier aux mains liées ? En outre, des plongeurs de la Croix-Rouge avaient dragué durant trois jours, sur ordre du juge,

la Bidassoa à cet endroit, à la recherche du corps. Pourquoi n'avaient-ils rien trouvé ?

La version de la garde civile a été largement mise en doute dans l'opinion publique. La disparition de Zabaltza avait commencé à prendre les dimensions d'un scandale national : le Parlement de Madrid avait débattu de l'affaire, tandis que les manifestations de protestation contre sa disparition étaient devenues quotidiennes à Saint-Sébastien et Pampelune, s'accompagnant plus d'une fois de sérieux accrochages avec les forces de l'ordre. Si les résultats définitifs de l'autopsie confortaient la thèse de la garde civile, le soulèvement serait donc d'autant plus grand au ministère de l'Intérieur, où l'on craignait que l'affaire Zabaltza ne mette à nouveau le feu aux poudres au Pays basque.

THIERRY MALINAK.

URSS

Un ancien adjoint de M. Ryjkov est nommé ministre des finances

De nouveaux changements de personnel ont été annoncés ces derniers jours à Moscou. Le poste de ministre des finances de l'URSS, vacant depuis le récent décès de M. Garbouzov, son titulaire pendant vingt-cinq ans, a été confié le samedi 14 décembre à M. Boris Gostev, qui dirigeait depuis août dernier le département économique du comité central du parti.

Agé de cinquante-huit ans, M. Gostev a été pendant trois ans le premier adjoint de M. Ryjkov, qui dirigeait le même département depuis la création à la mort de Brejnev, en novembre 1982, jusqu'à sa récente promotion au poste de chef du gouvernement. Il avait auparavant travaillé au ministère de l'Industrie légère, puis au Gosplan, puis dirigé le département des organes financiers et de planification au comité central du parti, ancêtre du « département économique » actuel.

Dimanche, l'agence Tass a également annoncé la mise à la retraite du ministre de l'Industrie chimique, M. Boris Stratchenko (soixante-trois ans), qui démissionnait ce porte-

feuille depuis vingt ans, et son remplacement par M. Mikhail Chichadov, son premier adjoint, âgé de cinquante-huit ans.

De même, le chef du parti pour la République d'Oudmourte dans l'Oural, M. Marikov, a été mis à la retraite après un règne de vingt et un ans. Le premier secrétaire du parti pour la République du Tadjikistan, en Asie centrale, M. Rakhman Nabiev a subi lui aussi le même sort pour « raisons de santé », bien qu'il ne soit âgé que de cinquante-cinq ans et n'ait exercé cette fonction que depuis avril 1982 : il a été remplacé par M. Makhkamov, jusqu'à présent chef du gouvernement de cette république.

D'autres évictions ont été plus brutales, comme au Kazakhstan, où le premier secrétaire pour la région de la capitale, Alma-Ata, M. Koit-choupanov, a été limogé et expulsé du parti pour « falsification de sa biographie, immixtion et abus de pouvoir ». En Arménie, également, deux « fonctionnaires » ont été rétrogradés à des fonctions beaucoup moins importantes dans l'appareil d'Etat, tandis que les responsables des cadres de la propagande et de l'industrie du bâtiment étaient remplacés. — (AFP, Reuters, Tass.)

Le meurtre d'un diplomate mexicain assassiné, le 30 octobre à Moscou, avec sa femme (le *Monde* du 7 novembre) ont aussi été les auteurs d'une double meurtre, à

annoncé, samedi soir 14 décembre, l'ambassade du Mexique. L'ambassadeur du Mexique a précisé que les deux fils du diplomate, George, vingt-deux ans, et José, quinze ans, avaient été aussi assassinés leur père, Manuel Portillo Osevedo, à cause de « problèmes familiaux » et que leur mère, Valentina Soumine, d'origine soviétique, a été inculpée de « trafic d'objets d'art et de marchandises noires ». Valentina Soumine a perdu son immunité diplomatique en divorçant et sera jugée en URSS en même temps que son fils George, né d'un premier mariage. Le plus jeune, José, qui est mineur et bénéficiaire de l'immunité diplomatique, a été placé sous l'autorité d'un tuteur. — (AFP.)

ASIE

Philippines

MORT DE CARLOS ROMULO ANCIEN MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Carlos Romulo, ancien ministre philippin des affaires étrangères et diplomate, dont la carrière s'étendait sur près d'un demi-siècle, est mort, dimanche 15 décembre à Manille, des suites d'une longue maladie.

Carlos Romulo avait été l'un des signataires de la Charte des Nations unies (1945) : il avait présidé l'assemblée générale de l'Organisation internationale, en 1946, et son Conseil de sécurité en 1957. Ce diplomate infatigable, plein d'humour et résolument progressiste, avait également participé à la création de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Il défendait, au sein de cette organisation, l'idée d'une zone régionale neutre, pacifique et démocratique. En 1971, à l'âge de soixante-dix ans, Romulo avait été nommé par le président Marcos à la tête de la diplomatie philippine. Il ne quitta ce poste qu'en 1984, pour raisons de santé — et aussi, semble-t-il, parce qu'il était de plus en plus contesté par la dérive du régime, après l'assassinat du sénateur Aquino. Enfin, cet homme exceptionnel avait été le premier non-américain à recevoir le prestigieux Prix Pulitzer, alors qu'il était encore journaliste, pour ses séries d'articles sur l'Asie à la veille de la seconde guerre mondiale. Pendant le conflit du Pacifique, Carlos Romulo avait servi dans l'armée des États-Unis, en qualité d'attaché de presse du général MacArthur. — (R.P.P.)

Bangladesh

Le président Ershad a annoncé, dimanche 15 décembre, qu'il limiterait, au début de 1986, les restrictions imposées depuis dix mois aux activités politiques. Dans une allocution radiotélévisée, il a souligné que « sa politique consistait à avoir un gouvernement élu dans les délais les plus brefs ». Arrivé au pouvoir à l'occasion d'un coup d'Etat en mars 1982, le général Ershad avait interdit le 1^{er} mai 1985 toute activité politique. Le 1^{er} octobre, il avait autorisé les principaux partis d'opposition à exercer des activités politiques « limitées ». Le chef de l'Etat a déjà annoncé à trois reprises l'organisation d'élections générales. A chaque fois, les deux alliances de l'opposition ont refusé d'y participer : les soutiens du régime ont refusé de soutenir « un libre et équitable » sous le régime militaire. — (AFP.)

L'informatique à l'école, une fantastique révolution française qui met des millions d'écoliers face aux micro-ordinateurs. Pour que ce face-à-face réussisse, voici Théorème, le magazine de l'informatique à l'école. Avec Théorème, les enseignants trouveront une source d'information, d'aide et d'expérience indispensable pour utiliser au mieux les outils mis à leur disposition. Et pour les enfants, de nombreux conseils et des programmes éducatifs pour prolonger l'enseignement dispensé à l'école. Enfin, grâce à Théorème, les parents vont aider réellement leurs enfants à tirer le meilleur parti de l'informatique... et sans doute s'y intéresser eux-mêmes. L'informatique à l'école, c'est un fabuleux pari sur l'avenir des enfants. Théorème apporte les solutions pour le gagner. N° 1 CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX.



L'INFORMATIQUE EST A L'ECOLE. Les solutions sont dans Théorème.



Le renforcement

Le renforcement de la sécurité... (Text continues with details about security measures and military operations in various regions.)

Le renforcement de la sécurité... (Text continues with details about security measures and military operations in various regions.)

Le renforcement de la sécurité... (Text continues with details about security measures and military operations in various regions.)

Le renforcement de la sécurité... (Text continues with details about security measures and military operations in various regions.)

Le renforcement de la sécurité... (Text continues with details about security measures and military operations in various regions.)

ASIE

Taiwan

Le renforcement d'un commerce discret avec Pékin

De notre envoyé spécial

Taipei. — Discrètement, des contacts commerciaux sont en train de se développer entre Taiwan et la Chine, notamment par l'entremise de Hongkong. Sans remettre en cause l'impasse politique entre les deux pays, ces échanges pourraient cependant franchir le seuil du milliard de dollars en 1985, contre 554 millions de dollars l'année précédente. Ils avaient déjà augmenté de 50 % en 1984.

Les Taiwanais, grâce à ce commerce indirect, vendent en Chine des produits allant de l'ordinateur à la motocyclette, en passant par des calculatrices, des ventilateurs ou des chaînes hi-fi. Mais le plus important de leurs ventes sont les produits textiles. Sur les marchés et dans les magasins de Taiwan, on retrouve surtout des produits alimentaires et du maïs, le fameux alcool chinois, mais également des violons ou des chemises de soie brodées.

A l'exception des plantes médicinales, Taipei continue d'interdire les importations de Chine; tout commerce direct peut encore être l'objet de sévères sanctions. Ainsi, l'été dernier, un pêcheur qui faisait de la contrebande avec le continent — une pratique courante — a été condamné à huit ans de prison, et trois hommes d'affaires qui s'étaient rendus à Pékin ont été arrêtés. Mais, depuis août 1983, le commerce indirect est ouvertement toléré, et Taipei a fait savoir que les relations commerciales avec Hongkong seraient maintenues après 1997, date de la rétrocession de la colonie britannique à la Chine populaire.

Le label

« Taipei-Chine »

« Les contacts directs demeurent interdits, mais quand une société d'un pays tiers commande certains articles, nous ne pouvons rien faire », nous a expliqué M. Ding, vice-ministre taiwanais des affaires étrangères. Autrement dit, Taipei ferme les yeux sur le commerce indirect entre les deux pays, tout en observant avec pragmatisme son évolution. Il est vrai que, pour l'instant, les exportations de Taiwan vers la Chine ne représentent pas encore 2 % du total des produits vendus à l'étranger par ce pays, devant le onzième exportateur mondial.

Pour les industriels taiwanais, l'« ouverture » de la Chine, si elle se renforce, pourrait constituer une tentation formidable, surtout au moment où leur principal marché, l'Amérique du Nord (plus de 40 % de leurs exportations), est menacé par des mesures protectionnistes. Pékin fait déjà les yeux doux.

notamment en ouvrant à d'éventuels investisseurs taiwanais au Fujien (région située en face de l'île) des crédits très favorables, des avantages fiscaux et le droit d'acheter des terres.

Pékin a adopté un comportement identique à l'égard des autorités de Taipei, en promettant une réunification, dans des conditions encore plus généreuses que celles offertes à Hongkong et en proposant, dans un premier temps, des échanges commerciaux officiels, la liberté des communications et le droit de visite.

Par l'intermédiaire de Hongkong et grâce à une contrebande directe, les échanges entre les deux Chines ont doublé en un an.

Les autorités taiwanaises accueillent ces propositions comme du « poison empoisonné de sucre ». « Pékin, d'un côté, prêche l'ouverture et, de l'autre, cherche par tous les moyens à nous isoler », nous a encore déclaré M. Ding, en citant, comme exemple, la « protestation chinoise après l'adoption récente d'une résolution du Parlement européen sur le commerce avec Taiwan ». Dans l'immédiat, toujours méfiant, le gouvernement de Taipei observe attentivement la situation, tout en continuant de proclamer, comme il le fait depuis trente-six ans, qu'il demeure le seul représentant légal de la Chine, replié « provisoirement » sur la province insulaire de Taiwan. Cette attitude s'est apparemment confirmée à la suite de l'annonce de la candidature officielle de Pékin à la Banque asiatique de développement (BAD), principal organisme régional de crédit, dont Taiwan est l'un des membres fondateurs.

Tout en acceptant que Taiwan en demeure membre, Pékin exige notamment que « la petite Chine » siège, sous le label « Taipei-Chine » et non sous sa dénomination actuelle de « République de Chine ». Comme aucune décision ne semble s'annoncer avant mars 1986, les autorités de Taiwan ont simplement réagi pour l'instant en déclarant que l'« entrée de nouveaux membres ne [pouvait] se faire au détriment du statut, des droits et des appellations des membres, en particulier compte tenu du fait que la République de Chine est un membre fondateur ».

On ne peut donc exclure un retrait de Taiwan de la BAD en cas

d'admission de la Chine populaire. Les Taiwanais se consolent cependant en constatant que leur retrait, il y a quatorze ans, des organisations internationales et le fait qu'ils n'entretennent plus de relations diplomatiques qu'avec une vingtaine d'États, situés surtout en Amérique latine, ne les empêchent pas de commercer avec plus d'une centaine de pays.

Par exemple, depuis l'adoption de réglementations locales plus souples en 1979, vingt-deux banques étrangères, dont quatre françaises, se sont installées à Taipei, alors qu'il n'y en avait que dix avant cette date. Tandis que certains de leurs officiels l'affirment encore, les Taiwanais ne croient guère que le développement d'un commerce, même direct, avec le « continent » puisse constituer un sérieux moyen de pression entre les mains de Pékin.

Dans les circonstances actuelles, la Chine n'a sans doute ni les moyens ni la volonté d'imposer une réunification par la force. De toute façon, la question est un peu académique à court terme : la Chine manque de devises pour couvrir des importations et y a mis un frein; d'un autre côté, l'expansion de Taiwan marque le pas, puisque, selon M. Mo-Li, vice-ministre de l'économie, le taux de croissance économique, de 10,9 % l'an dernier, devrait se situer un peu au-dessus de 5 % cette année et de 4 % en 1986.

Dans de telles conditions, un commerce indirect entre Taipei et Pékin ne risque pas de prendre rapidement des proportions alarmantes pour les autorités taiwanaises. Ces dernières semblent considérer que le véritable test sera la rétrocession de Hongkong, « ce qui donne encore une bonne dizaine d'années pour voir venir », conclut M. Ding. Un laps de temps que les Taiwanais entendent mettre à profit pour relancer leur économie, déjà l'une des plus développées de la région Asie-Pacifique, et que bon nombre de leurs hommes d'affaires consacreront sûrement à commercer avec Pékin, du moins à rêver d'un marché, à leur porte, de plus d'un milliard de consommateurs potentiels.

JEAN-CLAUDE POMONTI

5027 ENTREPRISES
96 DÉPARTEMENTS
100 VILLES
96 LEADERS
13 PATRONS
6 CARTES
1 PREMIÈRE ?

42-27-82-14 Dessirier 43-80-50-72
MAÎTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR
9, PLACE DU MARÉCHAL JUIN (ex place Péroire) 17

Cours de dessin
et d'aquarelle
dans les musées
Téléphone : 39-56-29-03

CHAQUE JOUR,
VOUS ÊTES 1 MILLION
A PRENDRE LE RER.



Avez-vous lu le livre
de Michel Giraud ?



TOUS LES VOLS A DESTINATION OU EN
PROVENANCE DU GOLFE SONT EFFECTUES
EN TRISTAR EQUIPES



24 SIEGES PREMIERE CLASSE —
35 SIEGES BUSINESS CLASS
188 SIEGES EN ECONOMIE

LUNDI - GF 026 PARIS CDG 1 - BAHREIN - ABU DHABI DEPART 22H30
MARDI - GF 022 PARIS CDG 1 - DOHA - ABU DHABI DEPART 22H30
MERCREDI - GF 026 PARIS CDG 1 - BAHREIN - MUSCAT DEPART 22H30
VENDREDI - GF 026 PARIS CDG 1 - BAHREIN - ABU DHABI DEPART 22H30
SAMEDI - GF 022 PARIS CDG 1 - DOHA - ABU DHABI DEPART 22H30

طيران الخليج
GULF AIR

LUNDI - GF 025 PARIS CDG 1 - LONDRES DEPART 07H05
MERCREDI - GF 023 PARIS CDG 1 - LONDRES DEPART 07H05
JEUDI - GF 025 PARIS CDG 1 - LONDRES DEPART 07H05
SAMEDI - GF 025 PARIS CDG 1 - LONDRES DEPART 07H05
DIMANCHE - GF 023 PARIS CDG 1 - LONDRES DEPART 07H05

GULF AIR 117, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS 75008 - RESERVATIONS (16) 1 47-23-70-70 OU VOTRE AGENT DE VOYAGE

صكنا من الامم

صباحنا من الامل

A TRAVERS LE MONDE AFRIQUE

URSS

Un Bulgare réfugié depuis huit mois à l'ambassade de Turquie

Un jeune journaliste bulgare d'origine turque s'est réfugié depuis huit mois à l'ambassade de Turquie à Moscou, en attendant la permission des autorités soviétiques d'émigrer en Turquie. « On m'a dit, dimanche 15 décembre, à Ankara de sources officielles, que Mustafa Suleimanov, vingt-sept ans, avait été invité en avril dernier à se rendre à Moscou avec un groupe de journalistes bulgares. Aussitôt arrivé dans la capitale soviétique, il s'est rendu à l'ambassade de Turquie où il a demandé l'asile politique. Le 16 avril, a indiqué un porte-parole du ministère turc des affaires étrangères. Les contacts se poursuivent entre Ankara et Moscou pour que M. Suleimanov puisse se rendre en Turquie. Ankara souhaitant régler cette affaire sur un plan humanitaire », a ajouté le porte-parole turc. Les rapports entre la Turquie et la Bulgarie, qui possèdent une frontière commune et entretiennent des relations diplomatiques, se sont nettement dégradés depuis que Sofia a entrepris une campagne de « bulgarisation » des noms de famille. Le gouvernement turc accuse Sofia de vouloir assimiler, par la force, la minorité turque de Bulgarie, qui représente environ 10 % de la population. — (AFP.)

ETHIOPIE

L'étrange « disparition » de M. Dawit Wolde Giorgis

M. Dawit Wolde Giorgis, directeur de la commission gouvernementale éthiopienne pour l'aide et la réhabilitation (RRC), qui contrôle toute l'aide internationale en faveur de l'Éthiopie, a « disparu » depuis trois semaines au cours d'un voyage dans plusieurs capitales occidentales. Selon le *Sunday Times* de Londres, le directeur de la RRC « chercherait à obtenir l'asile politique aux États-Unis ». Parti d'Addis-Abeba le 25 octobre dernier pour solliciter des dons en Grande-Bretagne, en Belgique et aux États-Unis, M. Dawit Wolde Giorgis aurait dû regagner la capitale éthiopienne il y a trois semaines. Possédant une résidence en Grande-Bretagne et une autre sur la côte Ouest des États-Unis, il se trouvait à Washington au début novembre et s'est rendu aux Nations unies. « Deux jours après, selon un de ses proches contacts à Nairobi, il s'est rendu en Californie. Puis il est allé à Bruxelles et a disparu peu de temps après. » Nommé directeur de la commission d'aide il y a deux ans, M. Dawit Wolde Giorgis est considéré comme l'un des hommes les plus influents du régime et un ami personnel du chef de l'État, le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam. Il a été au centre de plusieurs controverses, notamment au sujet du déplacement forcé d'environ un million et demi de personnes vivantes dans les provinces du nord vers le sud et l'ouest du pays, régions plus fertiles. Ces déplacements massifs auraient fait une centaine de milliers de victimes (le *Monde* du 4 et du 11 décembre). En mai dernier, d'autre part, la RRC a été accusée de détournements et de discriminations dans la distribution de l'aide internationale. — (AP.)

POLOGNE

L'anniversaire des manifestations ouvrières de 1970

De très importantes forces de police, en tenue de combat et équipées de canons à eau ont bloqué, dimanche 15 décembre, les abords du monument érigé près du chantier Lénine à Gdansk, à la mémoire des ouvriers tués lors des manifestations de 1970. Les quelques cinquante personnes qui avaient participé, en présence de Lech Wałęsa, à une messe de requiem, à l'occasion du quinzième anniversaire des émeutes (voir le *Monde* du 15-16 décembre), ont dû renoncer à se rendre au pied du monument. Ce lundi 16 décembre, M. Lech Wałęsa devait renouveler cette tentative. Depuis la mise hors la loi de Solidarité, il tente de profiter de cette occasion pour prononcer un discours, mais en est régulièrement empêché par la police. Dans la déclaration qu'il a rendue publique par avance — prévoyant qu'il ne serait pas en mesure de la prononcer lui-même — le président de Solidarité reproche au pouvoir de s'appuyer essentiellement sur le peur. « Le pays est gouverné par-dessus la tête des Polonais et le principal instrument du pouvoir est la peur », affirme M. Wałęsa, ajoutant que « la population rejette une telle manière de gouverner, mais, conscients de ses responsabilités, fait tout pour éviter un conflit ouvert ». En même temps, M. Wałęsa appelle les Polonais à ne pas baisser les bras : « Le temps écoulé depuis la proclamation de l'état de guerre [en décembre 1981] a prouvé que seule la courage et une résistance sociale massive permettaient d'ouvrir pour le bien de la nation. Le pouvoir restreindra de plus en plus nos droits civiques s'il n'est pas confronté à une résistance obstinée », ajoute M. Wałęsa. — (AP, AFP, UPI.)

NOUVELLE-ZÉLANDE

Une suggestion de M. Lange...

Wellington. — Le premier ministre néo-zélandais, M. David Lange, a indiqué, lundi 16 décembre, que son pays pourrait envisager le transfert en France des « faux époux Turange », le commandant Mierant et le capitaine Pheur, condamnés à dix ans de réclusion à Auckland, s'ils obtiennent « des garanties qu'ils seront emprisonnés à l'Hexagone ». Le chef du gouvernement de Wellington a toutefois ajouté qu'il ne croyait pas que la chose fût possible. Le 24 novembre dernier, M. Lange avait assuré que les deux officiers français resteraient détenus en Nouvelle-Zélande pendant cinq ans au moins, aucune libération anticipée sur parole ne pouvant être prononcée avant cette date. — (AFP, Reuters.)

Algérie

MM. Ben Bella et Aït Ahmed lancent un appel « pour l'instauration de la démocratie »

Deux des neuf « chefs historiques » de la révolution algérienne, l'ancien président Ahmed Ben Bella et M. Hocine Aït Ahmed, animateur kabyle du Front des forces socialistes, arrêté sous le régime du même Ben Bella, puis évadé de prison sous Boumedienne et réfugié en Europe, devaient rendre publique, ce lundi 16 décembre à Londres, une « déclaration commune » pour l'instauration de la démocratie en Algérie.

Il ne s'agit pas de la création d'un parti d'union ou d'un front commun. Néanmoins, ce rapprochement entre deux hommes dont les parcours soulignent encore les divergences à une époque récente constitue un échec pour les autorités algériennes, qui ont cherché à « faire le vide » autour du premier président de la République. M. Hocine Aït Ahmed avait été approché à plusieurs reprises par des émissaires d'Algérie pour négocier son retour, notamment à l'occasion du trentième anniversaire de l'insurrection algérienne en novembre 1984.

M. Hocine Aït Ahmed avait affirmé sa solidarité avec les militants de la Ligue algérienne des droits de l'homme, actuellement jugés à Média. Ce procès devrait être immédiatement suivi de celui de « bebellistes » incarcérés depuis plusieurs mois.

Voici l'essentiel de la déclaration commune : « Vingt-trois ans après le scrutin d'autodétermination consacrant la souveraineté de l'État algérien, les Algériens n'ont pas accès à la souveraineté que confère le titre de citoyens ; ils sont privés des droits élémentaires et des libertés fondamentales reconnus par la Déclaration universelle et les chartes internationales des droits de l'homme. Ils ne jouissent notamment ni du droit de sûreté — les policiers font régner l'arbitraire et donnent des ordres à la justice, — ni des libertés de la presse, d'association et de participation, sans lesquelles il ne peut y avoir de gestion démocratique. »

« Les gouvernements se sont appropriés le monopole de la vie politique ; les administrés en sont exclus comme ils l'ont été du pouvoir de décision, de gestion et de contrôle concernant les questions économiques, culturelles, et internationales. Ils sont condamnés à subir les catastrophes économiques, la ruine de l'agriculture, les gaspillages financiers, la dilapidation des richesses nationales, l'abandon de l'émigration, le tout agrémenté par les manipulations épidémiques du parti unique, le matriarcat quotidien de la presse et des médias officiels... »

« L'Algérie a perdu la maîtrise de son destin. Tout se passe comme si elle, son peuple, sa mémoire historique, les richesses de son sol et de son sous-sol et jusqu'au souvenir de ses martyrs étaient la propriété exclusive de la caste au pouvoir soutenant et soutenue par des clans d'affairistes. »

« Le pouvoir absolu corrompt absolument. Il s'acharne à choisir pour les Algériens et les Algériens, leurs dirigeants, leurs locuteurs, leurs journaux étrangers, les idées qu'ils doivent avoir, les intentions qu'ils ne doivent pas avoir. L'Algérie est aujourd'hui un pays où la création d'une association pour honorer ses martyrs ou celle d'une Ligue des droits de l'homme constituent des atteintes à la sécurité de l'État. »

La déclaration se termine par un appel à des élections libres, au respect du droit d'association et de la liberté syndicale ainsi qu'à « l'officialisation dans un cadre institutionnel du droit à l'enseignement, au développement et au libre épanouissement de la langue et de la culture nationale berbère ». —

Le procès des membres de la Ligue des droits de l'homme s'est ouvert en présence d'observateurs étrangers

De notre correspondant

Alger. — Le procès des membres de la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH) et des comités de filiales de l'association (martyrs de la guerre d'indépendance) a débuté dimanche 15 décembre à Média où siège la Cour de sûreté de l'État. Il devrait durer quatre jours. Le procureur général, M. Sahraoui, nous a confirmé que le 19 décembre débiterait le procès des « bebellistes » (le *Monde* du 14 décembre).

Si les inculpés ne risquent pas leur vie pour « atteinte à l'autorité de l'État », l'atmosphère régnant dans la salle d'audience serait assez bon enfant pour un procès continuant parfois ses audiences. La salle est petite, rectangulaire. Six colonnes bariolées disposées en rangs de trois, les policiers font régner l'arbitraire et donnent des ordres à la justice, — ni des libertés de la presse, d'association et de participation, sans lesquelles il ne peut y avoir de gestion démocratique. »

« Les gouvernements se sont appropriés le monopole de la vie politique ; les administrés en sont exclus comme ils l'ont été du pouvoir de décision, de gestion et de contrôle concernant les questions économiques, culturelles, et internationales. Ils sont condamnés à subir les catastrophes économiques, la ruine de l'agriculture, les gaspillages financiers, la dilapidation des richesses nationales, l'abandon de l'émigration, le tout agrémenté par les manipulations épidémiques du parti unique, le matriarcat quotidien de la presse et des médias officiels... »

« L'Algérie a perdu la maîtrise de son destin. Tout se passe comme si elle, son peuple, sa mémoire historique, les richesses de son sol et de son sous-sol et jusqu'au souvenir de ses martyrs étaient la propriété exclusive de la caste au pouvoir soutenant et soutenue par des clans d'affairistes. »

La déclaration se termine par un appel à des élections libres, au respect du droit d'association et de la liberté syndicale ainsi qu'à « l'officialisation dans un cadre institutionnel du droit à l'enseignement, au développement et au libre épanouissement de la langue et de la culture nationale berbère ». —

Le procès des membres de la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH) et des comités de filiales de l'association (martyrs de la guerre d'indépendance) a débuté dimanche 15 décembre à Média où siège la Cour de sûreté de l'État. Il devrait durer quatre jours. Le procureur général, M. Sahraoui, nous a confirmé que le 19 décembre débiterait le procès des « bebellistes » (le *Monde* du 14 décembre).

Si les inculpés ne risquent pas leur vie pour « atteinte à l'autorité de l'État », l'atmosphère régnant dans la salle d'audience serait assez bon enfant pour un procès continuant parfois ses audiences. La salle est petite, rectangulaire. Six colonnes bariolées disposées en rangs de trois, les policiers font régner l'arbitraire et donnent des ordres à la justice, — ni des libertés de la presse, d'association et de participation, sans lesquelles il ne peut y avoir de gestion démocratique. »

« Les gouvernements se sont appropriés le monopole de la vie politique ; les administrés en sont exclus comme ils l'ont été du pouvoir de décision, de gestion et de contrôle concernant les questions économiques, culturelles, et internationales. Ils sont condamnés à subir les catastrophes économiques, la ruine de l'agriculture, les gaspillages financiers, la dilapidation des richesses nationales, l'abandon de l'émigration, le tout agrémenté par les manipulations épidémiques du parti unique, le matriarcat quotidien de la presse et des médias officiels... »

« Les gouvernements se sont appropriés le monopole de la vie politique ; les administrés en sont exclus comme ils l'ont été du pouvoir de décision, de gestion et de contrôle concernant les questions économiques, culturelles, et internationales. Ils sont condamnés à subir les catastrophes économiques, la ruine de l'agriculture, les gaspillages financiers, la dilapidation des richesses nationales, l'abandon de l'émigration, le tout agrémenté par les manipulations épidémiques du parti unique, le matriarcat quotidien de la presse et des médias officiels... »

République sud-africaine

SIX BLANCS TUÉS PAR L'EXPLOSION D'UNE MINE A LA FRONTIÈRE DU ZIMBABWE

Six Blancs tués et cinq autres grièvement blessés, dimanche soir 15 décembre, dans l'explosion de leur camion sur une mine, près de la frontière avec le Zimbabwe. Cette explosion, qui a été revendiquée par l'ANC (Congrès national africain), s'est produite près de Messina, dans une région où six mines explosives ont fait un mort et sept blessés au cours des trois dernières semaines.

Le 27 novembre dernier, les autorités de Pretoria avaient menacé d'engager des opérations militaires au Zimbabwe pour poursuivre les maquisards de l'ANC si Harare ne mettait pas un terme à leurs activités le long de la frontière. D'autre part, les forces armées sud-africaines sont intervenues dimanche, à l'aide de foudres et de gaz lacrymogènes pour disperser une foule de plusieurs milliers de Noirs à Durban, qui manifestaient après un meeting convoqué par le Front démocratique uni (UDF) pour fêter le récent acquiescement de douze de ses dirigeants et réclamer la libération de Nelson Mandela. La foule a attaqué des automobilistes blancs et des véhicules de la police avec des jets de pierres et de bouteilles. Des combats de rue se sont également produits à Johannesburg et à Pretoria au cours du week-end.

La police sud-africaine a, en outre, interdit les traditionnelles veillées aux chandelles destinées à manifester pacifiquement contre l'apartheid. Des bandes de jeunes Noirs multiplient depuis quelques semaines les contrôles dans les rues afin de vérifier que les gens qui font leurs courses n'ont rien acheté chez les commerçants blancs, détruisant toutes les marchandises « suspectes ». Enfin, six Noirs, dont une femme, ont été condamnés, vendredi 13 décembre, par la Cour suprême de Pretoria à être pendus pour avoir brûlé un conseiller municipal noir, en septembre 1984.

A Mamelodi, cité proche de Pretoria, huit journalistes étrangers ont été interpellés samedi par la police et ont reçu l'ordre de remettre leurs films et enregistrements réalisés lors des funérailles de deux Noirs victimes d'affrontements avec la police. — (AFP, Reuters, AP, UPI.)

LES BANQUES AMÉRICAINES REFUSENT QUE LES ÉCHÉANCES SUD-AFRICAINES SOIENT GELÉES

Les banques américaines ont rejeté la proposition de Pretoria de geler l'essentiel des échéances sud-africaines jusqu'en 1990, indique le *Wall Street Journal* de ce lundi 16 décembre, citant des sources bancaires.

Le médiateur entre les Sud-Africains et leurs créanciers, M. Fritz Leutwiler, a fait parvenir aux vingt-neuf principales banques engagées en Afrique du Sud un projet de « réajustement » jusqu'en 1990, prévoyant quatre ans de grâce, et assorti de taux d'intérêt considérablement nettement trop bas par les Américains, qui disposent de quelque 4,2 milliards de dollars de créances en Afrique du Sud.

A ce rejet technique s'ajoute la volonté politique de voir les dirigeants de Pretoria mettre en place des réformes crédibles contre la politique d'apartheid. Les Sud-Africains ont repoussé jusqu'au 31 mars 1986 le moratoire unilatéralement décrété sur environ 14 milliards de dollars de dettes extérieures.

Océan Indien

Ile Maurice

Sir Seewoosagur Ramgoolam est mort

Sir Seewoosagur Ramgoolam, gouverneur et ex-premier ministre de l'île Maurice, est décédé dimanche 15 décembre, à Port-Louis, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Un émérite national de trois jours a été décrété. Sa carrière politique s'est étendue sur près de quarante ans, dont près de

quinze comme premier ministre. Membre de la communauté indienne, médecin, il a été président de l'FOUA (Organisation de l'unité africaine) en 1976 et avait reçu le Prix des droits de l'homme des Nations unies en 1973.

Sir Seewoosagur Ramgoolam domait à ses interlocuteurs une impression de trompeuse modestie et de fausse torpente. Mais dès qu'il commençait à parler, il faisait preuve d'une grande finesse, s'exprimant avec une habileté et une clarté qui étaient difficiles à résister. Sa simplicité, qui contrastait avec le titre de « Sir » que lui avait décerné le reine Elizabeth II, se reflétait dans son sourire, n'était pas étrangère à la popularité qui était la sienne chez le petit

peuple des coupeurs de canne. Né dans une famille de pauvres journalistes indiens, il avait conservé un train de vie modeste et était ennemi des apparences.

Témoin d'une étonnante vitalité, cet octogenaire resta jusqu'à son éviction du pouvoir en juin 1982, à la suite de la victoire électorale de la gauche, un homme politique rusé jusqu'à la rouerie, qui, tout en semblant prêt à de multiples concessions, savait rester inflexible

lorsqu'il l'estimait nécessaire. Rompu aux subtilités du parlementarisme hérité de l'ancienne puissance coloniale, il possédait l'art de nouer des alliances tactiques, puis de les briser avant de renouer plus solidement.

En dépit du terrible handicap que faisaient peser sur lui ses origines ethniques et sociales, il fit de brillantes études secondaires au collège de Curepipe, cité résidentielle du centre de l'île Maurice, et s'installa ensuite en Grande-Bretagne, où il obtint son diplôme de docteur en médecine. Il y resta quatorze ans et fit notamment la rencontre du mahatma Gandhi.

Premier ministre en 1968, profondément réformiste, il fut présenté comme un conservateur par ses adversaires politiques. Les syndicats et les chefs du Mouvement libéral mauricien (MLM), qui menèrent la vie dure avant de parvenir à l'éliminer de la scène politique en 1982. Face à des censeurs qui agissaient en ordre dispersé, il préféra entretenir et aggraver les divisions que recourir à de véritables formes d'action répressive. Chef du Parti travailliste mauricien, dont il fut pendant un quart de siècle le dirigeant incontestable, il fit admettre ce mouvement au sein de l'Internationale socialiste.

Anticomuniste notoire, il redoutait les initiatives soviétiques dans l'Océan indien. Champion de la francophonie, il était un sincère ami de la France, à la fois par fidélité à l'histoire — avant sa cession à la Grande-Bretagne, Maurice était colonie française — et parce qu'il pensait que la France pouvait être le contrepoint à une influence britannique trop prépondérante.

CHAQUE ANNÉE, VOUS ÊTES 6 MILLIONS A PROFITER DES BASES DE PLEIN AIR.



Avez-vous lu le livre de Michel Giraud ?



tessl Giada INC. PRODUCTION DE TISSU NON TISSÉ

Plus de 1000 références de tissus non tissés pour tous les usages : hygiène, médical, agricole, industriel, domestique, etc.

NOUS CONSULTER POUR TOUTES VOS DEMANDES DE PRODUITS ET SERVICES

10000 ROUTE 138, ST-HUBERT, QUEBEC, CANADA H3V 2K6

Tél. (514) 836-1111 - Téléc. (514) 836-1112

Kosinski : Jan
Les magne
Le Who's wh
ESSANT

PROCHE-ORIENT

Israël

Jérusalem dénonce le déploiement des missiles syriens près de la frontière libanaise

De notre correspondant

Jérusalem. — Israël a réagi, le dimanche 15 décembre, que l'armée syrienne avait récemment modifié les positions de certaines batteries de missiles sol-air stationnées en territoire syrien près de la frontière libanaise. Selon un communiqué militaire publié à Tel-Aviv, le déploiement de missiles syriens a subi, au cours des trois dernières semaines, deux séries de changements.

D'abord, « un certain nombre » de batteries de SAM-2 ont été rapprochées de la frontière libanaise. Elles sont maintenant regroupées dans trois sites principaux : sur les crêtes dominant la ville de Zahdani au nord de Damas, au sud du port de Tartous et au sud de Hama. Ensuite, la Syrie a déployé des batteries de SAM-6 et SAM-8 au Liban même : sur l'autoroute Beyrouth-Damas près de Dar-El-Bachra et autour de Baalbek ; toutefois, ces derniers missiles ont été retirés quelques jours plus tard.

Le démantèlement des missiles suscite ces dernières semaines, près de la communauté, une activité diplomatique. Jérusalem a maintenu notamment à ce propos un contact permanent avec les Etats-Unis. L'armée israélienne, quant à elle, « surveille de près ces développements ». Ces sites de missiles nouvellement occupés, ajoute-t-on ici, avaient été préparés par les Syriens il y a un an et demi.

Selon Israël, ce redéploiement affaiblit « son aptitude à rassembler des renseignements sur les cibles terroristes situées dans la Bekaa et la capacité de l'armée de l'air de frapper ces cibles ». Autrement dit, Israël ne peut plus ni poursuivre en toute sécurité ses vols de reconnaissance plusieurs fois par semaine au-dessus de la Bekaa ni mener librement des raids préventifs contre les

bases d'où partent les commandos cancéris, notamment chiites et palestiniens.

Pour Israël, l'affaire est sérieuse. Les missiles SAM-2 ont une portée de 50 kilomètres. Lancés de la région frontalière syro-libanaise, ils peuvent donc abattre tout avion israélien en mission de reconnaissance. Tous qu'ils sont disposés, ils « couvrent » tout l'est et le nord du Liban et constituent pour Israël une plus grave menace que les SAM-6 et les SAM-8, missiles mobiles, en théorie pourtant plus dangereux. La Syrie posséderait au total environ cent cinquante batteries anti-aériennes et une trentaine de batteries sol-sol, dont les plus modernes sont équipées de missiles SS-21.

L'enjeu de l'opération épreuve de force entre Jérusalem et Damas est important. Aux yeux des dirigeants syriens, la poursuite des vols de routine israéliens au-dessus de la Bekaa représente un insupportable défi à leur hégémonie sur le Liban. Ils veulent, joint, dans la Bekaa d'une liberté d'action semblable à celle qu'ils possèdent dans le nord du pays.

A l'inverse, Israël ne peut accepter de laisser plusieurs milliers de Palestiniens et chiites libanais ou iraniens préparer tranquillement des opérations militaires ou terroristes contre la « zone de sécurité » au Liban du Sud, voire contre la Gailée. C'est pourquoi les informations recueillies pendant les vols de reconnaissance lui sont du plus haut intérêt. Le général Moshe Lévy, chef d'état-major de l'armée israélienne, a justifié une nouvelle fois dimanche cette activité aérienne. « Nous exigeons, a-t-il dit, la liberté de vol au-dessus du Liban, car il n'y a, là-bas, aucun gouvernement capable de garantir ce que tout Etat souverain se doit de garantir sur son territoire. Or le déploiement des mis-

siles vers la frontière syro-libanaise entrave notre liberté de vol d'une manière significative. C'est un élément fondamental qui modifie tout le tableau régional. Politiquement, nous avons fait transmettre des messages à la Syrie, militairement, nous avons pris les mesures nécessaires. »

Un conflit politico-militaire

Sur un plan juridique, Israël ne peut rien reprocher à la Syrie, souveraine sur son territoire, à la différence de ce qui se passe sur le plateau du Golan, où les deux pays sont tenus, sous l'œil vigilant des observateurs de l'ONU, à un respect scrupuleux des lignes fixées par l'accord de séparation de 1974. Le conflit est essentiellement d'ordre politico-militaire. Le 19 novembre, la chasse israélienne en mission au Liban a abattu au-dessus du territoire syrien deux MIG 23. Déplorant cet « incident isolé », Jérusalem s'est efforcé depuis d'apaiser la colère et les craintes de Damas. Le déplacement des missiles a eu lieu dans les jours ayant suivi ce duel aérien. La Syrie accepta de retirer des SAM-6 et SAM-8 du Liban, après avoir reçu, par l'entremise du secrétaire d'Etat adjoint américain, M. Richard Murphy, le message d'Israël l'avertissant que cette installation de missiles constituait, à ses yeux, une nette violation du *modus vivendi* et appelait une réaction de sa part. Dans cette partie délicate, les deux joueurs savent jusqu'où ne pas aller trop loin.

Installer des missiles est une chose ; s'en servir une autre. Israël tolérera donc leur présence, pas leur usage. Telle est la teneur du « message » adressé à Damas. Après tout, des SAM-5 à longue portée stationnés en Syrie menacent déjà, en théorie, la quasi totalité du territoire israélien, mais Damas sait que leur

utilisation relèverait pour Jérusalem du *casus belli*. L'Etat hébreu a voulu porter l'affaire sur la place publique, d'abord en raison de l'absence de relations diplomatiques directes avec son voisin, ensuite, afin d'éviter tout malentendu. Un grand nombre de ministres craignent, en effet, que Damas s'interprète le silence israélien comme un signe de faiblesse. Israël continuera donc, avec certaines précautions, ses vols de reconnaissance au Liban.

Tout en maintenant fermement sa position, Jérusalem souhaite circonscrire l'affaire. « La Syrie recherche l'affrontement, constatait dimanche M. Shimon Pérès, premier ministre. Nous devons être prêts à relever le défi. Mais nous ne souhaitons pas l'escalade. J'espère que la Syrie respectera le statu quo ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Pour lui
des idées de cadeaux
signés...

MADÉLIOS

Place de la Madeleine, Paris

Pour ceux qui savent choisir

fonds de commerce

Tous les lundis, dans le journal

spécialisé depuis 40 ans

En vente partout, 4 F et 35, r. de la, 75011 PARIS, Tél. : 48-05-30-30

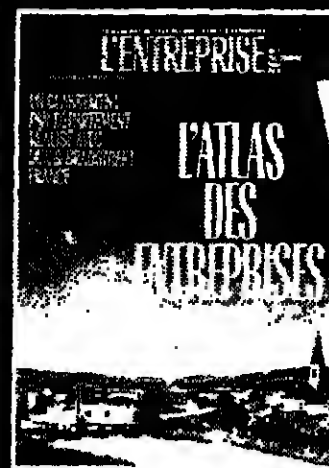
boutiques, bureaux,
locaux commerciaux

« Les Annonces »

L'ATLAS DES ENTREPRISES 1986

5027

**ENTREPRISES
CLASSÉES
DÉPARTEMENT
PAR DÉPARTEMENT**



NUMÉRO SPÉCIAL
EXCEPTIONNELLEMENT
EN VENTE CHEZ VOTRE
MARCHAND DE JOURNAUX
JUSQU'À FIN JANVIER 1986.

L'ENTREPRISE
LE MAGAZINE DE CEUX QUI ONT L'ESPRIT D'ENTREPRISE.

Une initiative qui revenait tout naturellement à L'ENTREPRISE, le magazine de ceux qui ont l'esprit d'entreprise. Ce numéro exceptionnel de près de 300 pages, réalisé avec la collaboration de DUN et BRADSTREET FRANCE, sera pour vous à la fois une mine de renseignements et un outil de travail. L'ATLAS DES ENTREPRISES 1986 : pour tout savoir sur la France qui entreprend, département par département.

**NEUF MOIS
POUR VENIR
AU MONDE**

SCIENCE
VIE

HORS
SERIE

Que se passe-t-il
entre la rencontre
de deux cellules
et la naissance
d'un petit homme ?
Quand la science explique
la vie, c'est passionnant.

18 F EN VENTE PARTOUT

**Globe,
deuxième.**

Godard est-il nul ?

La France des ringards.

Le Bloc-Notes de Bernard-Henri Lévy.

Hollywood par Helmut Newton.

Kosinski : Jaruzelski veut ma peau !

Les magnats de l'Audiovisuel.

Le Who's who du Style Français.

GLOBE

ESSENTIEL ET MENSUEL 30 F.

Des Palestiniens empêchés de se rendre à Amman. — Le gouvernement israélien a annoncé samedi 14 décembre qu'il n'autorisait pas le départ de treize personnalités palestiniennes de Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-Est qui se proposaient de se rendre lundi à Amman, pour y rencontrer le chef de l'O.L.P. M. Yasser Arafat. La radio israélienne a souligné qu'aucune explication n'avait été donnée à cette interdiction. Les autorités israéliennes ne s'étaient pas opposées à une démarche similaire, entreprise en février 1984 par trente et un notables de Cisjordanie, tous « pro-jordanien », qui avaient franchi le Jourdain pour s'entretenir avec M. Arafat et le roi Hussein de Jordanie. — (AFP.)

Le président irakien à Moscou. — Le président Saddam Hussein a quitté Bagdad ce lundi 16 décembre pour se rendre en visite à Moscou. (AFP.)

Une évocation
dense et lumineuse
NOS ANDALOUSIES
Texte :
Michel del Castillo
Photos : Michel Delacourte
320 pages - 212 pages - 250 F
Éditions Bérénice

**VOUS ÊTES
10 MILLIONS
DE FRANCILIENS.**



Avez-vous lu le livre
de Michel Giraud ?



صكنا من الامم

صوتك من الإلهام

politique

M. Mitterrand, M. Fabius et le P.S. s'engagent

Le dispositif de campagne des socialistes pour les élections de mars 1986 a été déployé à la fin de la semaine dernière. MM. Laurent Fabius et Lionel Jospin ont pris la parole devant le comité directeur du PS le samedi 14 décembre à Paris, puis dimanche devant le congrès de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR), réuni à Clichy (Hauts-de-Seine). M. François Mitterrand a répondu aux questions d'Yves Mourousi, sur TF 1, dimanche soir. « Tout le monde est sur le pont », a dit M. Jospin à Clichy, en appelant les élus socialistes à se joindre de l'offensive à ceux qui sont « jetés au premier plan de la motorité ».

Le président de la République s'est affirmé comme le « premier responsable » de l'action menée par la gauche depuis quatre ans et demi. « J'épouse absolument le combat de la majorité élue en 1981 », a déclaré M. Mitterrand, en lançant les socialistes à savoir « donner au visage de la France les traits bienveillants qu'il doit avoir ». Le chef de l'Etat a précisé que la majorité élue à l'Assemblée nationale en mars prochain « verra naturellement le président de la République lui confier le soin de

gouverner », et qu'il respectera « d'autant mieux la liberté d'action de ce gouvernement qu'il exprimera la volonté majoritaire des Français ».

« Voilà pourquoi », a ajouté M. Mitterrand, « je souhaite très vivement que (...) cette majorité qui gouvernera (...) soit celle d'aujourd'hui ».

Ces propos de M. Mitterrand ne l'empêchent pas, entre autres, d'insister sur le fait que le président de la République, plusieurs ministres de respecter la liberté d'action du gouvernement. Les socialistes continuent de s'interroger à ce sujet, même si, selon M. Jospin, la réunion de leur comité directeur a été marquée par un état d'esprit de « confiance » et d'« offensive ». M. Pierre Mauroy, au cours de cette réunion, a invité le PS à soutenir la campagne sur la viabilité d'une cohabitation de la République » et il a paru sceptique sur la viabilité d'une cohabitation entre M. Mitterrand et l'opposition. « Si la cohabitation, n'est-elle pas, en fait, une démission de la gauche ? », a-t-il demandé. « Si la cohabitation, n'est-elle pas, en fait, une démission de la gauche ? », a-t-il demandé.

« La cohabitation n'est pas la seule réponse possible », a dit M. Mauroy. Seul le scrutin pourra nous éclairer, et le choix du président

reste ouvert avant et après le scrutin. Si, par hypothèse, le chef de l'Etat se trouvait en situation de ne plus pouvoir faire fonctionner les institutions, il [devrait] qu'il demeure libre de ses choix et de ses décisions ».

Pour l'ancien premier ministre, « le vrai rendez-vous, c'est l'élection présidentielle ». A quel M. Jospin a répondu : « Pour bien réussir 1986, il faut d'abord réussir 1985 ».

Le comité directeur a adopté la plate-forme du PS pour la prochaine législature. M. Dominique Strauss-Kahn - membre du secrétariat national, chargé des études et, à ce titre, l'un des principaux responsables de l'élaboration du texte - a déclaré que ce programme est « raisonnable » mais aussi « ambitieux ». Pour M. Jospin, c'est « un programme de continuité et de construction », un bon « mélange de propositions concrètes et de grands projets d'avenir ». La version définitive de ce texte ne sera connue qu'après la réunion du bureau exécutif, qui doit, le 18 décembre, trancher sur quelques formulations encore en discussion.

LE CHEF DE L'ÉTAT A TF 1

« Les Français qui ont à se plaindre, c'est à moi qu'ils doivent s'adresser »

Interrogé par Yves Mourousi, dimanche 15 décembre sur TF1, M. Mitterrand a déclaré : « Je suis très solidaire du travail qui a été accompli pendant ces quatre ans et demi, j'en suis d'ailleurs le principal responsable. Au fond, les Français qui ont à se plaindre, c'est à moi qu'ils doivent s'adresser. Les Français qui ont aussi quelques joies ou quelques satisfactions de ce qui a été fait, peut-être voudront-ils m'en rendre témoignage. (...) Je revendique la responsabilité de ce qui est fait. Je ne veux pas me cacher derrière un arbre ».

M. Mitterrand revendique aussi l'appellation de socialiste : « Moi, dit-il, je n'éprouve aucune gêne à parler de socialisme. Je n'en parle pas tous les jours, parce que je suis président de tous les Français, mais je ne dissimule pas, je ne cache pas ma propre conviction. Je suis socialiste, je m'efforce de conduire une société où le socialisme, qui est la liberté même, devient durablement inspirer les institutions et les mentalités ».

« Je m'efforce de la faire dans le respect de nos institutions, dans le respect de nos lois. Par exemple, je pense que c'est quand même le socialisme qui a valu aux Français

et aux Françaises les très nombreux acquis sociaux pour lesquels j'ai estimé devoir me battre. Car les Français sont bien libres de voter pour qui ils voudront le 16 mars prochain, mais il serait vraiment dommage qu'ils se privent des acquis sociaux, des conquêtes sociales (...) ».

« C'est un bon Noël pour tous ceux qui vont prendre leur retraite à la fin de l'année, le plus pauvre, le plus modeste des Français. C'est un bon Noël pour ceux qui vont pouvoir partir en cinquième semaine de congés payés. C'est une bonne chose, un acquis social qui a rapporté à une famille, les allocations fortement augmentées, pour un salarié, le plus pauvre, le plus modeste des travailleurs, des salariés, avoir vu son SMIC, son salaire, augmenter de 71 % depuis 1981, c'est une chance ».

« Alors, on peut le mépriser, on regarde cela de loin. Ce n'est pas menaçant, dit-on. Seulement voilà, l'opposition actuelle a toujours été contre. Si aujourd'hui elle dit : « Mais je suis pour, c'est fait maintenant », alors on a eu raison de le faire. Et pourquoi nous critique-t-on ? Il y a là un dilemme dont on ne peut pas sortir. Et moi, je dis

aux Français : « Écoutez, faites comme vous voudrez dans trois mois, mais au moins gardez ce que vous avez gagné ».

A propos de son attitude après les élections législatives de 1986, le chef de l'Etat a déclaré : « La majorité des élus viendra naturellement le président de la République lui confier le soin de gouverner, et le président de la République respectera d'autant mieux la liberté d'action de ce gouvernement qu'il exprimera la volonté majoritaire des Français (...) ». Je souhaite très vivement que cette majorité soit celle d'aujourd'hui ».

Interrogé sur un éventuel changement de gouvernement d'ici aux élections, M. Mitterrand répond que l'émission d'Yves Mourousi ne se prête pas à l'annonce d'« initiatives politiques de grande envergure ». « Je n'ai pas dit que j'y renoncerais, ajoute-t-il. Cela reste dans les possibilités jusqu'au 16 mars prochain. Mais je n'annonce rien en disant cela. C'est mon droit. J'entends en user ».

M. Mitterrand, au cours de l'émission, a remarqué qu'il se sent « tout à fait disposé et disponible au service de la France », il a réaffirmé que son objectif est d'abord de lutter contre l'inflation : « Le B.A.-ba oblige tout gouvernement responsable à combattre d'abord l'inflation, même si cela coûte cher, même si c'est dur ». Il a indiqué que la masse fiscale continuera à diminuer, ce qui se traduira par une nouvelle baisse, de 3 à 5 % cette fois, de l'impôt sur le revenu ».

A propos de la Sécurité sociale, M. Mitterrand a exprimé son hostilité à « toute manœuvre », toute mesure, « que l'on aperçoit dans les programmes de l'opposition, qui veulent organiser une sorte de débauche individuelle ». « Il faut absolument préserver, sauvegarder la Sécurité sociale sur la base de ce qui a été accompli depuis 1945 », a-t-il dit.

Interrogé sur l'attitude de la France envers l'offre de président Reagan de participer à l'IDS, M. Mitterrand a répondu : « Je refuse de m'insérer dans un plan militaire spatial qui en réalité ne fera qu'aggraver la situation, la tension internationale, et qui placera la France en situation subalterne. Je le refuse, c'est tout ».

Après avoir noté que « Mitterrand, fond le camp », c'est « une rime pauvre », le chef de l'Etat a réitéré son attachement au vote des Français pour les élections municipales. Il se borne, note-t-il, à une difficulté constitutionnelle et aux habitudes de pensée des Français

M. Mitterrand estime qu'il convient de « relâcher un peu la politique », d'éviter « certains débats où l'on chipote, où l'on se dispute ». Quant à lui, il « éprouve absolument le combat de la majorité politique élue en 1981 », mais « ne veut pas [se] mêler de polémiques subalternes ». « Je n'ai pas, dit-il, de raison d'attaquer les personnes ni de soutenir les idées d'une opposition qui représente aussi une partie de la France ».

« Il faut parler avec fermeté, avec conviction. Il ne faut pas condamner les autres aux gémonies, à l'enfer. A ses amis, il dit : « Vous qui gouvernez, vous qui avez la majorité à l'Assemblée nationale (...), sachez donner au visage de la France les traits bienveillants qu'il doit avoir ».

LA TECHNIQUE MOUROUSI

Y a-t-il une « technique Mourousi » ? Cette fois, ce n'était pas les Jeux du cirque. C'était un show politique mi-figue, mi-maison, une émission extraordinaire, habillée, où Mourousi restait Mourousi, journaliste baladin, apocryphe, cabotin. Mais n'est-ce pas le jeu ?

Mourousi, c'est lui le star, c'est lui le maître. C'est lui qui tient les rênes, qui tire les ficelles, sur le ton du professeur à un élève de terminale. Discours off, à l'adresse du public : « On n'est pas coïncide ». Son style, c'est un mélange de provocations en tous genres, d'effets de surprise destinés à désarçonner, mettre à l'épreuve, le bon sens ou les nerfs. L'arrivée surprise de Cyrille (adolescent endoigt sur les détails et que rien n'intimide, surtout pas les hommes politiques), le spot publicitaire jeté à la face d'un président (c'est ça, votre chaîne privée ?), les images et les flashs envoyés à toute vitesse comme les questions.

Jusqu'à ces petits ridoirs roses qui donnent l'impression d'assister à l'un de ces innombrables jeux qui touchaient aujourd'hui nos écrans. Mitterrand, transformé par le gracieux de Mourousi en joyeux concourant (va-t-il gagner un voyage, une motopompe ?), doit choisir, au milieu d'un orage, une case : « Rêver, avoir, travailler, France... Va-t-il s'en sortir ? »

C. H.

M. Jospin :

M. Lionel Jospin a exhorté les élus socialistes et apparentés, que le FNESR réunit au nombre de cinquante-cinq mille, à « engager leur « crédit » dans la campagne pour les élections de 1986. « On avait pu penser que François Mitterrand serait moins engagé dans la campagne », a observé le premier secrétaire du PS, qui a déclaré se réjouir qu'il en soit autrement. « 1986, a-t-il dit, n'est pas 1988, mais c'est très important ». Il a ajouté : « Pour gagner les batailles de l'avenir, il faut mieux gagner les batailles du présent. Pour ce qui est, d'autre part, du parti et du gouvernement, il existe entre eux, a assuré M. Jospin, « une excellente coordination ». Bref, « tout le monde est sur le pont », a affirmé M. Jospin.

Le premier secrétaire estime que, dans le camp d'en face, « le paysage politique commence à changer » et que, « sur plusieurs points, la droite se dérobe ». « L'élection se profile, et la droite se défile », a-t-il lancé. Avant de préciser sa pensée sur ce point, M. Jospin s'est intéressé à ce qui se passe « aux marges » de l'affrontement électoral. L'extrême droite, a-t-il dit, est « un facteur de déséquilibre dont il ne faut pas sous-estimer l'importance », parce que ses thèmes « ont acquis droit de cité en rupture avec le consensus républicain » et parce qu'elle représente un « plus » pour la droite, mais aussi un « moins » pour la gauche, sur l'électorat de laquelle elle a réussi à mordre. Le premier secrétaire estime qu'il faut « combattre les idées de l'extrême droite et, en même temps, s'efforcer de la marginaliser au plan politique ».

A gauche, a continué M. Jospin, le problème posé par le Parti communiste tient moins aux « positions de principe » qu'il défend qu'au « comportement » de sa direction. « En se dérobant à l'action commune, en se mettant à l'écart, le Parti communiste a affaibli la gauche face à l'addition des deux forces conservatrices et de l'extrême droite », a déclaré M. Jospin. Il a ajouté : « Un plus à droite, un moins à gauche, et vous n'avez pas à chercher plus loin l'explication du déséquilibre que nous connaissons ». « Une fois de plus, la gauche ne peut pas compter sur le Parti communiste », a dit M. Jospin, mais seulement sur le PS : c'est entre ce dernier et la droite traditionnelle que se livrera, selon le premier secrétaire, la « bataille décisive ».

Or, « la droite est en train de systématiquement camoufler sa plate-forme », a affirmé M. Jospin. Plus l'élection approche, a-t-il dit, et plus les leaders de la droite se disputent pour effacer du tableau noir leurs affirmations antérieures. C'est la compétition des chiffres ! Le premier

secrétaire a exprimé la stupeur que lui avait faite la sieste entendait M. Jacques Chirac, la veille, proposer non seulement de conserver les TUC, mais de les étendre au secteur privé. « La droite, a-t-il déclaré, n'est pas allée aux législatives avec son propre programme. Du point de vue de la bataille des idées, pour la première fois depuis 1981-1982, la droite est sur le recul dans le débat politique ». Elle est, en quelque sorte, un programme minimum et un programme maximum : « Pour le 16 mars un programme doux, programme par omission », et « pour après le 16 mars, si les urnes lui donnaient la victoire, un programme dur, un programme de démolition ».

La plate-forme du PS, elle, est « en cohérence avec l'action gouvernementale » et elle « s'inscrit dans le contrat de 1981 », a affirmé M. Jospin. Surtout, a-t-il ajouté, « elle représente ce que nous pensons et ce que nous proposons vraiment pour la période qui vient », avec des « propositions concrètes » et de « grands projets pour l'avenir », tels que « le minimum social garanti et la protection contre les risques liés aux mutations ». Le premier secrétaire a appelé les socialistes à refuser « les « jeux tout faits ». « Cette chanson de la fatalité, a-t-il dit en faisant allusion à 1981, on nous l'a déjà chantée ».

M. FABRIS :

MM. Chirac et Barre portent en eux la crise

M. Laurent Fabius a traité d'abord, devant les élus socialistes, de la décentralisation, « véritable révolution culturelle, a-t-il dit, sans doute la réforme la plus importante de l'administration française depuis « Napoléon ». « Il n'est pas question, a-t-il souligné le premier ministre, de distribuer le pouvoir, de le faire passer des mains de l'Etat dans celles de ne sais quelles localités locales. » Il a observé que « la majorité des citoyens, dans leur vie quotidienne, ont l'impression que peu a changé ». Il estime que les élus socialistes doivent, à l'avenir, « développer l'information des citoyens, multiplier les comités et les commissions de quartier, renforcer la liaison entre les associations et les élus locaux ».

Le premier ministre a indiqué que la « grande entreprise » d'articulation des fonctions publiques nationale et territoriale sera menée à bien avant mars 1986. Quant au statut de l'En, « fausse de temps », a-t-il dit, il ne pourra être mis en place avant cette date, mais le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation préparera cette réforme, qui, a affirmé le premier ministre, sera inscrite dès le début de la prochaine législature si le PS conserve le pouvoir. « Quand la droite, a-t-il dit, s'engage dans ses contradictions, en nous reprochant tantôt d'affaiblir l'Etat, tantôt de lui laisser trop de compétences, tantôt d'aller trop vite, tantôt de faire traîner les choses, je pense, moi, aux années qu'elle a perdues à tergiverser entre la tentation de faire et la peur de décider ».

M. Fabius a parlé, ensuite, de l'action économique de la gauche, en soulignant que, « actuellement, le chômage est stable, voire en très

Cyrille de Vignemont : surdoué et sûr de lui

Surdoué, ou simplement un peu en avance comme il l'affirme lui-même, Cyrille de Vignemont, quatorze ans et demi, qui a interrogé avec assurance M. Mitterrand, suscite étonnement et admiration, mais aussi, pourquoi ne pas le dire ? un brin d'angoisse.

A dix ans, ce jeune Lyonnais pianotait sur son premier ordinateur. A douze, il montait seul à Paris négocier son premier contrat avec la société américaine Apple. Depuis, il se consacre à sa passion pour l'informatique, passant deux heures par jour pour le travail scolaire (il préfère suivre des cours par correspondance plutôt que d'aller à l'école), quatre à cinq pour l'élaboration de ses programmes informatiques, enfin deux heures pour la partie commerciale (contrats...).

Le reste de son temps est consacré à la lecture de magazines, la rédaction d'articles pour les revues spécialisées et la suivi des cours de Bourse, pour les obligations qu'il a achetées avec

l'argent que lui ont rapporté les deux logiciels déjà vendus à des centaines d'exemplaires.

Etre surdoué à quatorze ans, c'est apparemment ne pas avoir les mêmes occupations que les enfants de son âge (Cyrille avoue d'ailleurs ne pas avoir d'amis, « sauf en vacances »), mais les préoccupations d'un adulte de trente ans, l'âge que Cyrille aura en l'an 2000. C'est cela d'ailleurs qu'il aime le plus : le stock de heures plutôt qu'à investir dans la technologie (au demeurant l'absurdité du stock est tout aussi réelle en 1985 qu'elle pourra l'être en 2000). C'est parfois aussi avoir des idées toutes faites de politiques usées en faisant remarquer que Thomson et la CGE, engagés dans Eureka, sont deux sociétés nationalisées. Comme si, déjà en 1985, ce genre de polémique n'était pas d'arrière-garde... C. B.

Le président et sa liberté d'action

(Suite de la première page.)

Peu importe, à la limite, que MM. d'Onassis, Chaban-Delmas ou Noir (les derniers à s'être exprimés sur le sujet) ne lui accordent que le pouvoir d'« inaugurer les chrysanthèmes », comme on le disait des présidents de la III^e République, et comme le dit M. Barre. L'important est de cohabiter.

Cet intérêt-là explique que M. Mitterrand puisse se livrer, jusqu'à présent en toute impunité, à un jeu dangereux. Il possède il est vrai, mieux que personne, l'art de la contradiction. Mais enfin, le voilà qui - fort logiquement sous la V^e République - revendique haut et clair la responsabilité d'un bilan, celui que les Français vont juger le 16 mars prochain. Toute responsabilité appelle une sanction. S'il y a, précisément, sanction électorale, il serait alors logique que M. Mitterrand s'en aille. M. Barre le souhaite, M. Mauroy le suggère. Or M. Mitterrand ne va pas au bout de cette démarche. Il est privé de ce qui fut (avant de lui être fatal) l'arme absolue du général de Gaulle : soutenez-moi ou je m'en vais ! En l'état actuel de l'opinion, les Français auraient tôt fait de répondre : chérie !

A priori, la position de M. Mitterrand n'est donc pas tenable longtemps. Or il tient ! Il dit à la fois : je suis le chef de file de la campagne socialiste et je revendique la responsabilité première et entière de l'œuvre d'une législature ; mais je suis aussi le moins concerné de tous par l'échéance de mars prochain.

S'il peut jouer cette partie-là, c'est parce que l'opinion est légitime et que M. Chirac a besoin, au moins momentanément, de lui à l'Elysée. Dès lors, M. Mitterrand pousse le bouchon encore un peu plus loin : si vous voulez vraiment appliquer votre programme, lui dit-il en substance, il faudra me faire partir. Le résultat immédiat de ce chantage-là est que, plus on approche de l'échéance, plus M. Chirac met de l'eau dans son vin. Hier, l'opposition reculait en bloc et en détail la politique de la gauche. Aujourd'hui, elle la rejette en bloc, et l'approuve de plus en plus en détail. Cette évolution de l'opposition (à laquelle aide M. Barre, qui n'a jamais été acheteur d'un quelconque libéralisme absolu) place les socialistes dans une position intellectuellement, sinon électoralement,

plus confortable qu'il y a seulement quelques mois. « Si nous avons eu raison de la faire [la retraite à soixante ans, les TUC, la cinquième semaine de congés payés, la décentralisation], alors pourquoi nous critique-t-on ? », demande M. Mitterrand.

Ce message est à l'évidence le plus important car le président de la République doit résoudre un urgent problème de mobilisation de l'électorat de la gauche. D'où l'insistance avec laquelle il égrène la liste des « acquis sociaux ». D'où le retour en force d'un Mitterrand « socialiste ». De ce simple point de vue, le chef de l'Etat se heurte à une situation nouvelle : mode de scrutin : les cantons partielles (notamment le scrutin d'Attichy, dans l'Oise) montrent que la gauche profite de l'existence d'un second tour.

Le second tour, nul doute que M. Mitterrand y pense déjà : seule une dissolution de l'Assemblée élue le 16 mars (au scrutin proportionnel à un seul tour) en serait l'occasion. M. Mitterrand prenant alors l'option à témoin des impairs de la nouvelle majorité. Telle est, en fait, la véritable menace qui pèsera sur celle-ci.

Le chef de l'Etat n'a toujours pas abordé de front cette hypothèse d'une majorité hostile. On ne peut, en effet, redevenir le candidat Mitterrand de 1981 - celui qui « voit ainsi clairement que possible comment se destine l'avenir » - et admettre par avance sa défaite. Mais il a, sur ce chapitre, prononcé une petite phrase qui explicite fort bien la notion de « président à géométrie variable » ébauchée par M. Barre. « Le président, a-t-il dit, respectera d'autant mieux la liberté d'action du gouvernement (celui de l'après-mars) qu'il exprimera la volonté majoritaire des Français » : en d'autres termes, l'ampleur des pouvoirs laissés au président et celle qui sera consentie au gouvernement dépendront de l'ampleur de la victoire de la future majorité.

Ainsi positionné - incarnant lui-même les valeurs de la gauche, mais aussi la continuité de l'Etat - M. Mitterrand apporte une fois de plus la preuve qu'il aime le risque, surtout lorsque celui-ci est électoral. Ne pas prendre ce risque, il est vrai, eût conduit à un péril plus grand.

JEAN-MARIE COLOMBANI

NEUF MOIS POUR VENIR AU MONDE

SCIENCE VIE

HORS SERIE

Assistez en images à l'accomplissement inimmuable d'un programme aussi complexe que merveilleux : la vie. Quand la science explique la vie, c'est passionnant.

18 F EN VENTE PARTOUT

dans la campagne

Le comité directeur a quasiment passé sous silence la divergence qui s'était manifestée entre MM. Mitterrand et Fabius au sujet de la visite à Paris du chef de l'Etat polonais, le général Jaruzelski, visite qui avait « troublé » le premier ministre. « Le président s'est exprimé, il n'y a plus rien à dire après », a déclaré, en marge de la réunion du comité directeur, M. Fabius. Le ministre a aussi souligné par ce que M. Jean Poperes, ministre des PS, a appelé « un incident de gouvernement » à s'inscrire dans la suite de l'Assemblée nationale où le comité directeur était réuni.

L'impression provoquée par cet incident, auquel les journalistes avaient été admis à assister, a embarrassé les responsables socialistes, qui se sont employés à faire savoir, après la réunion, que M. Fabius avait été d'abord saisi par le président du comité directeur, M. Claude Estier, et appliqué au terme de son intervention. Le premier ministre, qui n'avait pas pris la parole devant le comité directeur depuis sa nomination à l'hôtel Matignon, en juillet 1984, a tenté les socialistes à faire preuve de davantage de confiance en eux-mêmes dans la bataille pour les élections de 1986.

Come pour corriger l'effet produit la veille, MM. Jospin et Fabius ont fait leur entrée ensemble, dimanche, au congrès des élus socialistes, qui les ont longuement applaudis et qui, ensuite, ont réservé le meilleur accueil au discours du premier ministre. Celui-ci a insisté, comme la veille au comité directeur, sur la gravité de la remise en cause du code de la nationalité que propose la droite, afin de substituer le « droit du sang » au droit du sol (M. Mauroy avait, lui aussi, appelé les socialistes à dénoncer cette proposition). Il a opposé à la « continuité » que représente la gauche l'instabilité économique et la crise sociale et politique dont l'opposition est portante.

M. Jospin avait observé auparavant que les responsables de la droite ont tendance, actuellement à édulcorer leur programme. La dénonciation de ce qui serait une nouvelle forme d'hommage du vice à la vertu doit, dans l'esprit du premier secrétaire, convaincre les socialistes que toute chance de voir les mérites de leur action au pouvoir reconnus par les Français n'est pas perdue.

J.-L. A. et P. J.

(Lire également page 10 le compte-rendu du comité directeur du PS.)

la droite camoufle son programme

légère diminution, que l'inflation sera cette année inférieure à 5% ce qui permet, a-t-il annoncé, de baisser d'un demi-point le taux des prêts pour les collectivités locales... et que, pour cette même année, l'investissement industriel « doit progresser de 8% en volume ». La création d'emplois ne suffira pas, a-t-il souligné de nouveau, à faire régresser le chômage; il faut augmenter et réduire la durée du travail. Il a évoqué, enfin, les grands travaux européens qui doivent être engagés, telle la liaison fixe trans-Manche.

Le premier ministre a dénoncé ceux qui, à droite, « font de l'immigration un enjeu électoral » et « lient fréquemment l'immigration à l'insécurité et à la criminalité ». « C'est une démarche irresponsable, a-t-il. Nous devons traiter ces questions sans démagogie, dans leur complexité ». Soulignant, après le président de la République, que « les immigrés qui ont travaillé ou qui travaillent régulièrement en

France sont ici, chez eux », M. Fabius a déclaré : « Il faut apprendre à vivre ensemble, en favorisant ce qui intègre plutôt que ce qui exclut ». Il a ajouté : « Je veux mettre en garde, à cet égard, contre ceux qui, à droite, évoquent une remise en cause du code de la nationalité, en voulant remplacer le droit du sol, qui est la tradition française, par une autre conception, qui lève de tristes souvenirs, celle du droit du sang. Cette remise en cause serait extrêmement grave. Nous ne l'acceptons pas ». M. Fabius a souligné, enfin, que la « question fondamentale » que pose l'immigration est celle du « développement inégal entre pays riches et pays pauvres ».

Le premier ministre a lancé une mise en garde contre les programmes de la droite, « tantôt un opportunisme couleuvreux, tantôt un libéralisme impraticable, un dogmatisme sorti de manuels dépassés » et il a invité à observer l'action des municipalités d'opposi-

tion depuis 1983. « Que personne, a-t-il lancé, ne vienne nous dire, ensuite : « Nous ne savions pas que la droite au pouvoir, c'était ça. »

« Sur bien des points, a déclaré M. Fabius, l'affrontement droite-gauche de la prochaine campagne électorale rejoindra (...) un débat entre le passé et l'avenir ». La droite, a-t-il ajouté, c'est, entre autres risques, celui de perdre du temps. M. Chirac, estime-t-il, « porte en lui la crise », à cause de son programme de décentralisation

et de remise en cause des acquis sociaux, et M. Raymond Barre aussi, qui propose pour 1986 un « schéma labyrinthique » de la démission du président de la République — « on ne sait qu'y faire », a observé M. Fabius — à l'élection d'une nouvelle Assemblée nationale au scrutin majoritaire.

M. Fabius a invité ses auditeurs à faire passer ce message : « Que le peuple français, en soutenant nos candidats, assure la stabilité et l'avancée de la France ! »

NEUF MOIS POUR VENIR AU MONDE

SCIENCE VIE

HORS SERIE

La stérilité n'est plus une fatalité. Comment la vaincre ? Ce numéro hors série de Science & Vie répond.

18 F EN VENTE PARTOUT

Les chiffres ne trompent pas.

Un marché en forte progression pour les années à venir. C'est la micro-informatique professionnelle.

Plus de 300 franchises accordées dans le monde depuis 1982. Plus de 45 en Europe dont 29 en France depuis 1984. Entré connaît sur ce marché la croissance la plus rapide. 1,5 million de dollars la 1^{re} année et 2,9 millions de dollars la 2^e année, c'est le C.A. moyen des centres déjà ouverts.

Les chiffres ne trompent pas. Devenir franchisé Entré est une opportunité exceptionnelle. Nous vous fournissons une assistance complète : recherche, conception et aménagement du centre. Gamme éprouvée de micro-ordinateurs (monopostes/multipostes), périphériques et logiciels. Formation technique et commerciale permanente. Approvisionnement et support technique centralisés. Programmes de publicité et de marketing. Support constant sur le terrain. Le concept Entré du service total à la clientèle — conseil, vente, installation, formation et S.A.V.

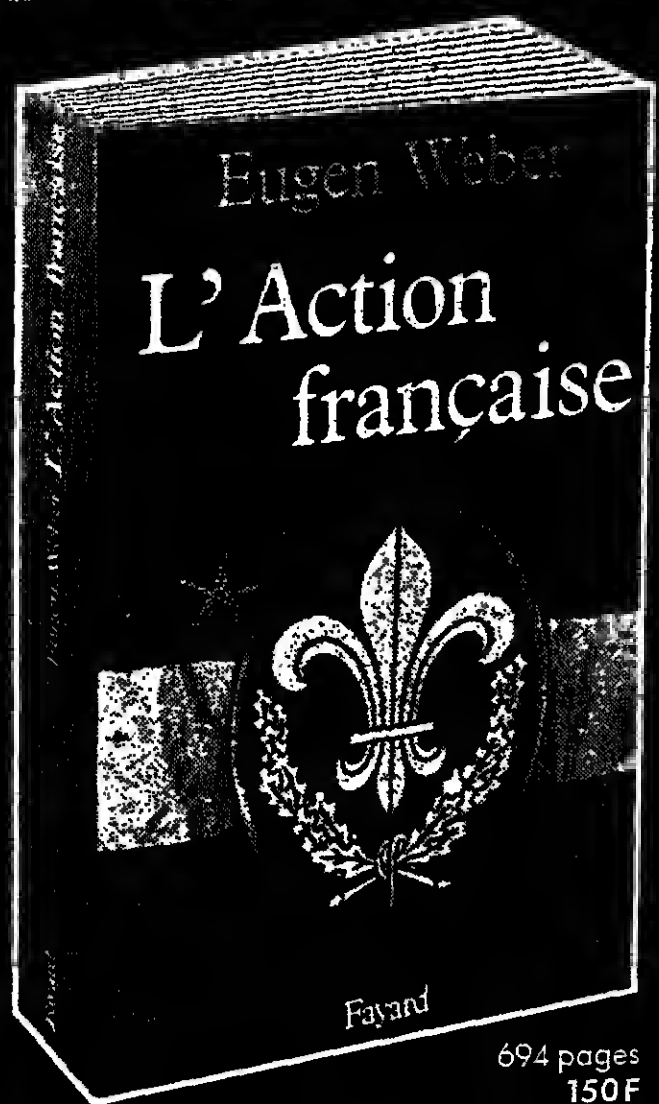
Pour créer un centre Entré, vous devez apporter votre détermination, un engagement total, votre esprit d'équipe, votre expérience réussie des affaires comme dirigeant ou "leader", votre croyance au concept Entré, et environ 1 million de francs.

Téléphonez dès aujourd'hui au (1) 45.74.97.77.

28 franchises déjà accordées.

ENTRÉ COMPUTER CENTERS

L'HISTOIRE CHEZ FAYARD



Le livre fondamental sur L'ACTION FRANÇAISE par Eugen Weber, l'auteur de LA FIN DES TERROIRS.



les

francaises

AE ITALIA

صكنا من الامم

صوتنا من الامم

EA EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

LONE MOUNTAIN CAMPUS, SAN FRANCISCO, CALIFORNIA

Communiqué par le Centre EUA pour l'Europe
31 Galerie Montpensier, Paris 75001 France

MBA Master of Business Administration
Reconnu par l'état de Californie. Programme à San Francisco en 14 mois spécialisé en Management International, associant une pédagogie active à une expérience pratique par le projet personnel/professionnel.

3° CYCLE Programme de 18 mois préparant au MBA : à Paris et à San Francisco.

2° CYCLE Intensif :
Cursus spécifique de deux ans préparant au Master of Business Administration : à Paris et à San Francisco.

AMS American Management Studies
Sessions de deux mois pour les diplômés de l'enseignement supérieur et les professionnels : Marketing, Information Systems, Finance, International Business, Management.

Informations et sélections :
EUA, Etablissement Libre d'Enseignement Supérieur,
3, imp. Rayer Collard (44, Luxembourg), Paris 75005 - (1) 46 34 66 06

Depuis 1934...
le fourreur le plus jeune
de la rue Saint-Honoré.

ALEXANDRE
FOURRURES 376, rue St-Honoré Paris (1^{re})

L'actualité croquée
avec tendresse
et férocité

PLANTU
BONNE ANNÉE
POUR TOUS!

La Découverte / Le Monde

59F

Plantu
plébiscité sur FR 3 !
par
François Mitterrand
Raymond Barre
Pierre Mauroy

Une co-édition
La Découverte / Le Monde

POLITIQUE

LE COMITÉ DIRECTEUR DU PARTI SOCIALISTE

Les deux approches de l'après-mars 86

Mao Zedong doit s'en retourner dans sa tombe. Les socialistes français ne font pas vraiment du monde l'a entendu : Longue vie au Grand Timonier François Mitterrand ! Pendant plus de quatre ans, les socialistes ont obstinément cherché dans les racines de la V^e République une place encore libre pour y cesser un parti majoritaire à la fois autonome et solidaire. Aujourd'hui, le scénario se dénoue : le PS ? C'est le parti du président, un point c'est tout. L'évolution, entre mercredi et samedi, de la plate-forme socialiste pour la prochaine législature donne le verbatim.

Le 11 décembre au soir, le texte soumis aux membres du bureau exécutif du PS chute sur : « Les deux premières phases du septennat de François Mitterrand sont maintenant achevées : après la réforme et après la rigueur, nous invitons les Français à poursuivre sur la voie de la réussite. » Samedi matin 14 décembre, le texte conclut simplement : « Au cours de la prochaine législature, notre soutien à François Mitterrand, président de la République, permettra à la France de progresser sur la voie du socialisme... »

C'est, paradoxalement, M. Pierre Mauroy qui a brandi le plus haut le drapeau de la rigueur, invitant ses camarades à se rallier au parache du chef de l'Etat, afin de courir sus à l'ennemi dans le « sillage » d'un Mitterrand qu'on imagine, dès lors, caracolant en tête d'une plate-forme socialiste qui trotte sagement derrière lui en attendant les ordres.

Une telle conception de la bataille est évidemment plus floue pour le président que pour le parti. Les rumeurs, qui ont un présidentiable dans leur manche, ne sont pas contraires. « La présidentialisation de 1986, intellectuellement, ce nous intéresse », avoue l'un d'eux. Le CERES, qui réclame sur l'air des lampions, depuis le congrès de Bourg-en-Bresse, en 1983, une meilleure affirmation du parti, est évidemment moins intéressé. « Lui, c'est lui, nous, c'est nous », a lancé M. Didier Mochane, qui juge que le parti ne doit pas s'exprimer par le vote.

C'est sans doute l'avis de M. Lionel Jospin. D'après le tableau des effectifs de l'exécutif, la bataille, il avait défini un schéma à trois personnages pour la campagne, même s'il sait bien, comme tous les socialistes, que le président de la République, auquel l'attaché - à l'a. redit à Châteauneuf - une fidélité sans faille, est l'incarnation de la majorité. C'est à peu près difficilement mobiliser la part qu'il dégage pour la campagne législative et bannir, comme l'y invite M. Mauroy, cette échance.

C'est sans doute l'avis de M. Lionel Jospin. D'après le tableau des effectifs de l'exécutif, la bataille, il avait défini un schéma à trois personnages pour la campagne, même s'il sait bien, comme tous les socialistes, que le président de la République, auquel l'attaché - à l'a. redit à Châteauneuf - une fidélité sans faille, est l'incarnation de la majorité. C'est à peu près difficilement mobiliser la part qu'il dégage pour la campagne législative et bannir, comme l'y invite M. Mauroy, cette échance.

Le premier ministre n'est pas revenu sur son différend avec le président de la République sur la visite du général Jaruzelski. Les membres du comité directeur non plus. M. Poperen, qui avait semblé vouloir parler sur le problème de fond que soulevait cette affaire, y a renoncé. Seul, finalement, M. Luc Soudry a critiqué explicitement l'attitude de M. Fabius et celle de M. Lang (à propos de la cinquième chaîne de télévision). A l'évidence, M. Fabius n'a pas encore redonné son bison dans le parti : « Je suis là pour ne pas être critiqué, mais je ne le ramène pas », résumait un ricanement. Il est vrai que, dès son entrée dans la salle, M. Fabius a été fêté sur les sentiments du comité directeur à son égard. Devant des caméramans et des photographes exceptionnellement admis à filmer son entrée, M. Fabius a, dans un silence glacial, remonté les trébuchets occupés par des socialistes apparemment captivés par l'exposé de M. André Laignel sur la logistique - le courrier, le téléphone... - de la campagne. Peu charitable, et pas très bon comédien, M. Laignel en rajoutait et lançait au-dessus de sa tête, en désignant la bousculade devant la tribune : « Vous n'êtes pas glorieux, je peux continuer ? » tandis que M. Claude Estier, président du comité directeur, attendait la fin de l'intervention de M. Laignel pour faire applaudir le premier ministre. Il ne restait plus aux responsables socialistes qu'à taper, contre toute évidence, - de couvrir les journalistes qui tout était normal.

Le premier ministre n'est pas revenu sur son différend avec le président de la République sur la visite du général Jaruzelski. Les membres du comité directeur non plus. M. Poperen, qui avait semblé vouloir parler sur le problème de fond que soulevait cette affaire, y a renoncé. Seul, finalement, M. Luc Soudry a critiqué explicitement l'attitude de M. Fabius et celle de M. Lang (à propos de la cinquième chaîne de télévision). A l'évidence, M. Fabius n'a pas encore redonné son bison dans le parti : « Je suis là pour ne pas être critiqué, mais je ne le ramène pas », résumait un ricanement. Il est vrai que, dès son entrée dans la salle, M. Fabius a été fêté sur les sentiments du comité directeur à son égard. Devant des caméramans et des photographes exceptionnellement admis à filmer son entrée, M. Fabius a, dans un silence glacial, remonté les trébuchets occupés par des socialistes apparemment captivés par l'exposé de M. André Laignel sur la logistique - le courrier, le téléphone... - de la campagne. Peu charitable, et pas très bon comédien, M. Laignel en rajoutait et lançait au-dessus de sa tête, en désignant la bousculade devant la tribune : « Vous n'êtes pas glorieux, je peux continuer ? » tandis que M. Claude Estier, président du comité directeur, attendait la fin de l'intervention de M. Laignel pour faire applaudir le premier ministre. Il ne restait plus aux responsables socialistes qu'à taper, contre toute évidence, - de couvrir les journalistes qui tout était normal.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

IMMIGRATION

« Intégration » ou « insertion » ?

Plusieurs membres du comité directeur ont émis la question de l'immigration, après les déclarations de M. Jean Poperen, numéro deux du PS, qui s'était prononcé au « Club de la presse » d'Europe 1, pour « l'assimilation » (1) des immigrés (le Mandé des 3 et 4 décembre). M. Jacques Salvaire, transfuge du PSU et nouveau membre titulaire du comité directeur, a souligné que « l'assimilation » des régions par la nation française - prise comme exemple par M. Poperen - n'est précisément pas un modèle et a souligné des « traumatismes » dans les populations concernées. M. Poperen lui-même a précisé sa position en affirmant : « La seule réponse réaliste aux problèmes raciaux, c'est la voie de l'insertion et un même peuple. Naturellement, ceux qui sont venus (...) et qui respectent [les] lois peuvent continuer [de] vivre comme étrangers s'ils le préfèrent (...) avec les garanties auxquelles ont droit tous les hommes et femmes en pays de liberté. Mais, au-delà de la génération des arrivants (...), les familles immigrées doivent être celles de citoyens à part entière, ce qui implique la reconnaissance de tous les droits et devoirs qui s'attachent à cette qualité. La France doit continuer à s'enrichir d'apports nouveaux : et tout apport est enrichissant, à condition qu'il ne choisisse pas de vivre à part. Une France diverse (...) avec de nouvelles diversités (...) mais une même France. Appliquons à la réalité nouvelle les valeurs mêmes de la gauche. »

propos des prises de position de l'opposition, il note : « Remettre en cause la procédure d'acquisition de la nationalité française, c'est remettre en cause le code de la nationalité signé de la main même du général de Gaulle. La tradition française, c'est la loi de la terre et non la loi du sang. Tous ces enfants d'immigrés qui constituent aujourd'hui une part importante du prolétariat français, ils sont des fils et des filles de travailleurs, ils sont donc en droit d'attendre que nous nous mobilisions à leurs côtés. Ils sont ici chez eux. Vouloir revenir à des notions comme la loi du sang, c'est rompre avec notre tradition républicaine pour revenir aux règles de l'Etat vichyste. »

Une référence explicite au droit de vote des immigrés réapparaît dans la plate-forme. Cette référence avait disparu à cause des problèmes constitutionnels que soulève une telle perspective. Mais, après vérification, les socialistes jugent que ces problèmes constitutionnels peuvent être surmontés.

Il a été question, dans les diverses versions du projet de plate-forme socialiste, d'« intégration » des immigrés ; mais aussi, sous l'impulsion de M. Fuchs, d'« insertion ». Le bureau exécutif du 18 décembre tranche entre ces deux termes.

(1) M. Poperen s'était dit « réservé » sur la possibilité d'une France dite pluriethnique, pluri-culturelle, si l'on veut entendre par là que s'affirmerait à l'intérieur la communauté nationale une diversité qui pourrait le décevoir.

L'Etat vichyste

M. Gérard Fuchs, secrétaire et président de l'Office national d'immigration (ONI) a affirmé de son côté : « L'assimilation conçue comme la disparition des différences avec les Français de souche plus ancienne ne saurait être un objectif réaliste pour le court terme. Elle ne définit une politique que pour la droite, qui n'accepte finalement que deux types d'immigrés : ceux qui sont chez eux, et ceux qui nous ressemblent. L'assimilation ne se décrète pas et, forcée, négatrice de l'identité, elle ne peut engendrer que destruction et marginalisation, également dangereuses. »

Pour M. Pierre Mauroy, le débat de clarification, au sein du PS, sur la question de l'immigration, peut attendre les élections. « Dans l'immédiat, souligne-t-il, ce qui importe, c'est d'interdire que les immigrés soient pris en otage lors de la campagne électorale. » A.

SEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
MÉDECINE

BAISSE DES PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES

De nombreuses réticences

Les débats du comité directeur ont confirmé, sur la question de l'évaluation des prélèvements obligatoires, la persistance de l'incertitude, la persistance de l'incertitude, la persistance de l'incertitude. Le PS d'autre part. Alors que le document de travail présenté à la convention nationale des 9 et 10 novembre prévoyait une « stabilisation » de ces prélèvements, le projet de plate-forme soumis aux membres du bureau exécutif du PS, mercredi 11 décembre, fixait comme ambition aux socialistes, pour la législature, « une stabilisation des prélèvements obligatoires » et, si possible, une diminution compatible avec la maîtrise des déficits publics et le respect des priorités de la modernisation, de l'emploi et de la solidarité.

Dans le projet soumis au comité directeur, la formulation devenait : « Pour la législature qui vient, les socialistes proposent de tendre vers une stabilisation des prélèvements obligatoires, tout en ajoutant qu'il y aurait, dans le fait d'aller vers une baisse, « un aspect psychologique et politique important ». Il serait très difficile d'amener, de conserver.

à nous une majorité de François avec des charges qui augmentent », a dit le premier ministre. De son côté, M. Lionel Jospin a souligné que soit trouvée une formule qui évite une contradiction entre les engagements de travail présentés, a-t-il rappelé, par le parti, et la position des dirigeants du PS, qui, selon lui, ont l'impression que la croissance sera probablement pas assez forte pour permettre la poursuite de la baisse.

Pour sa part, M. Pierre Mauroy a affirmé : « Il nous faut faire des choix : ou bien l'institutionnalisation de réponses sociales [au processus de marginalisation de certaines couches sociales] et le maintien au niveau actuel des prélèvements sociaux, ou bien la baisse des prélèvements obligatoires, mais l'abandon de ces catégories de citoyens. Pour moi, le choix est clair. »

Le rocardien Gérard Fuchs a déclaré : « La baisse des prélèvements obligatoires ne saurait, pour des socialistes, représenter un objectif en soi (...), un équilibre doit être trouvé entre la sécurité et le risque, entre la solidarité et la compétition ; le niveau des prélèvements obligatoires doit être une caractéristique de cet équilibre. »

Enfin, M. Dominique Strauss-Kahn, membre du secrétariat national chargé des études, a affirmé devant les journalistes : « Que les dépenses publiques (...) soient amenées à croître dans les années qui viennent, cela me paraît inévitable. Cela ne signifie pas que le taux de prélèvement obligatoires doit augmenter. Tout dépend de ce qui se passe en matière de croissance. Et si comme c'est concevable si une bonne politique est menée (...) la croissance en France, dès 1987 et encore plus en 1988, est sensiblement supérieure à la croissance moyenne européenne, alors, il y a des marges de manœuvre pour stabiliser les prélèvements obligatoires, voire, éventuellement obtenir une certaine baisse (...) ceci ne peut pas être discuté de l'abstrait. »

Lors de la discussion des amendements apportés à la plate-forme par les membres du comité directeur, M. Didier Mochane (CERES) a souligné que la notion de « maîtrise des prélèvements obligatoires » se substitue à la notion de « stabilisation ou diminution ». C'est le bureau exécutif du 18 décembre qui décidera, en dernier ressort, de la formulation définitive.

M. Strauss-Kahn a également rappelé que la mutualisation des coûts de la mutation ne peut être mise en place que progressivement, tandis que l'institution d'un revenu minimum garanti peut être rapide. M. Strauss-Kahn, qui a réaffirmé que ces deux mesures peuvent être financées par le redéploiement des aides sociales existantes, a estimé que leur mise en œuvre immédiate (hypothèse d'écoulement) coûterait environ vingt milliards de francs par an.

Les « transcourants » : d'abord changer la politique

Les « transcourants » du PS (1) ont réuni, mercredi 11 décembre, leur première assemblée générale à l'issue de laquelle ils ont diffusé un texte intitulé « La gauche pour... ». Les « transcourants » estiment que la gauche ne peut utiliser contre la droite l'arme de la peur. « Force de propositions, écoutez-la, elle doit rester une gauche du « pour » mais (...), si être moderne ne signifie pas être sans âme, l'affirmation socialiste ne doit nullement conduire à reprendre les vieilles lunes idéologiques. »

Les « transcourants » jugent que, « plus que changer la vie, les socialistes doivent d'abord changer la politique ». Pour eux, l'affirmation des valeurs socialistes « n'a nul besoin de verrouillage idéologique ou de programme universel ». Dans leur esprit, la gauche doit définir « de nouvelles pratiques autour de formes différentes de mobilisation et de revendication ». Les « transcourants » du PS réaffirment les « lignes de partage actuelles » entre la droite et la gauche, et que notent : « déjà, sur certains thèmes, de nouvelles frontières peuvent être dessinées. »

même s'ils pensent que « l'affrontement droite-gauche est inéluctable ». « L'ouverture, ajoutent-ils, est surtout en direction du mouvement social, des militants du quotidien qu'il faut rassurer. »

Les « transcourants », qui estiment que « la crédibilité des socialistes passe par la reconnaissance de leur organisation », affirment encore : « Malgré la qualité de nos prétentions à l'élection présidentielle, c'est le PS lui-même qui, à la fin des fins, reste le meilleur candidat. A une condition toutefois : qu'il accepte de se « présenter ». Pour cela, il doit reconnaître les Français non pas de ce qu'ils risquent de perdre, mais de ce qu'ils peuvent, avec lui, espérer. »

Ce texte est notamment signé par plusieurs députés socialistes, ainsi que par M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat chargé de l'économie sociale.

(1) Les « transcourants » plaident pour une modernisation du PS et le dépassement des anciens courants qui structurent le parti.

QUATRE ÉLECTIONS CANTONALES

L'opposition l'emporte dans l'Oise malgré une forte mobilisation de la gauche

Quatre élections cantonales partielles ont eu lieu le dimanche 15 décembre. Il s'agissait d'un premier tour de scrutin dans l'Arriège, et de seconds tours dans le Jura, l'Oise et le Rhône.

Le PC a gardé le canton de Vézins-Nord et M. André Gelin, qui avait déjà succédé à Marcel Houët à la mairie de Vézins, lui succède maintenant au conseil général du Rhône.

L'opposition, qui détenait un des quatre sièges à pourvoir a conservé celui de Neuvy dans le Jura où M. Mayard, UDF, était seul candidat, et a conquis celui d'Attichy dans l'Oise, sur le PS. Le candidat du RPR, M. Deganchy, n'a toutefois remporté dans ce canton qu'une courte victoire populaire: 31 voix contre

ment l'ont séparé de son adversaire socialiste. Et si M. Deganchy a fait au second tour le plein des voix de la droite et de l'extrême droite du premier tour, le candidat du PS, M. Poujard, a amélioré de près de 4 points le score réalisé par la gauche le 8 décembre.

Le canton de Foix-ville (Arriège) devrait rester au PS, le 22 décembre, puisque son candidat, M. Sarre, se trouve, à l'issue du premier tour, en ballottage favorable, le candidat de la droite et celui du Front national n'ayant recueilli ensemble que 34,14 % des suffrages exprimés.

N. A.

ARRIÈGE : canton de Foix-ville (1^{er} tour).

Inscrits, 5 950 ; votants, 3 700 ; suff. expr., 3 588. MM. Sarre, PS, 1 297 ; Lestrade, UDF-R, 1 087 ; Thiers, PS diss., 783 ; M^{me} Fritsch, PC, 282 ; MM. Calet de Grouchy, FN, 138 ; Bouteau, Ecol., 1. Il y a ballottage.

[Le candidat socialiste, M. Sarre, est arrivé en tête au premier tour de ce scrutin partiel destiné à pourvoir au remplacement d'Oliver Carol, conseiller général (PS) du canton de Foix depuis 1966 et ancien maire de Foix, récemment décédé. Oliver Carol avait été réélu à la première tour des élections cantonales de mars 1982 dans le canton de Foix, échoué au second tour de ce scrutin partiel.]

Le scrutin du 15 décembre a confirmé la position dominante du PS dans ce canton. Son candidat, M. Sarre, a recueilli 36,14 % des suffrages exprimés, soit la première d'un candidat socialiste. Aux élections municipales de mars 1983, M. Thiers avait pris la tête d'une liste socialiste dissidente concurrente de celle d'Oliver Carol, et qui avait obtenu 34,23 % des suffrages.]

JURA : canton de Neuvy (2^e tour).

Inscrits, 2 481 ; votants, 1 364 ; suff. expr., 1 054. M. Mayard, UDF, 1 054, ELU.

[M. Mayard, succède à Henri Jénot, conseiller général RPR, récemment décédé qui avait été réélu dans ce canton au second tour des élections de mars dernier avec 578 voix contre 763 à M. Finney pour 1 741 suffrages exprimés, 1 828 votants et 2 506 électeurs inscrits.]

La victoire de M. Mayard, seul candidat en lice, ne constitue pas une sur-

prise. Il était arrivé en tête au premier tour de ce scrutin partiel avec 42,77 % des suffrages, devant un autre candidat de l'opposition, M. Finney (socialiste). Ce dernier qui avait pu se maintenir au second tour s'est décliné en faveur de M. Mayard, qui avait repris le 15 décembre le soutien de tous les partis d'opposition.

As premier tour le 8 décembre six candidats d'opposition et deux candidats de gauche se disputaient la succession d'Henri Jénot - socialiste - MM. Mayard et Finney avaient franchi la barre des 10 % des inscrits l'après-midi pour se maintenir au second tour. Les résultats avaient été les suivants : Inscrits, 2 481 ; votants, 1 714 ; suff. expr., 1 695. MM. Mayard, 725 ; Finney, 312 ; Lapeyron, PS, 223 ; Ferrer, RPR, 213 ; Dole, CDS, 144 ; Arnaud, RPR, 41 ; Valtan, PC, 27 ; Valtan, CDS, RPR, 10.

OISE : canton d'Attichy (2^e tour).

Inscrits, 8 963 ; votants, 6 158 ; suff. expr., 5 943. MM. Deganchy, RPR, 2 987, ELU ; Poujard, PS, 2 956.

[M. Deganchy, RPR, succède à Henri Massey, PS, décédé le mois dernier, qui avait été réélu conseiller général de ce canton au second tour des élections de mars 1982 avec 3 642 voix contre 3 271 à M. Deganchy pour 6 913 suffrages exprimés, 7 058 votants et 8 973 inscrits.]

La victoire du candidat du RPR sur celui du PS est courte puisque 31 voix seulement ont fait la différence. A gauche comme à droite les regrets de voir se sont bien exprimés, et le candidat socialiste, M. Poujard, qui se trouvait en tête au premier tour, a bénéficié d'une plus forte participation des électeurs, a significativement amélioré le score de la gauche du premier tour. Il a en effet recueilli 2 956 voix (49,73 %), alors qu'il en avait obtenu 1 828 le 8 décembre lors de l'élection du PC 2 551 (42,97 %).

Les résultats du premier tour de ce scrutin partiel avaient été les suivants : Inscrits, 8 963 ; votants, 5 688 ; suff. expr., 5 549. MM. Poujard, 2 928 ; Deganchy, 1 677 ; Caus, UDF, 963 ; Massey, PC, 423 ; Martouret, FN, 358.

La composition du conseil général de l'Oise est désormais la suivante : 11 RPR, 7 UDF, 8 div. opp., 11 PS, 3 PC, 1 siège vacant, celui de M. Ville, PS, décédé le mois dernier.]

RHÔNE : canton de Vézins-Nord (2^e tour).

Inscrits, 17 392 ; votants, 7 164 ; suff. expr., 6 893. MM. André Gelin, PC, maire de Vézins, 4 105, ELU ; Ferrer, RPR, 2 788.

[M. André Gelin, qui a succédé à Marcel Houët (PC), décédé le 18 octobre, à la mairie de Vézins, lui succède également au conseil général du Rhône. Marcel Houët avait été réélu conseiller général de ce canton au second tour des élections de mars 1982 avec 4 662 voix contre 3 143 à M. Ferrer, pour 9 805 suffrages exprimés, 10 237 votants et 18 506 électeurs inscrits.]

Le score de M. Gelin (59,55 % des suffrages) est bien inférieur à celui réalisé par Marcel Houët au second tour de mars 1982 (67,94 %). La participation des électeurs n'est pas également assurée par rapport au premier tour de ce scrutin partiel, mais elle est restée bien faible (41,19 %).

Le 8 décembre, M. Gelin était le seul des neuf candidats en présence à avoir franchi la barre des 10 % des inscrits. Les résultats avaient été les suivants : Inscrits, 17 392 ; votants, 6 922 ; suff. expr., 6 786. MM. Gelin, 2 956 ; Ferrer, 1 128 ; Megueres, PS, 1 055 ; Dardien, FN, 958 ; Giras, UDF-R, 364 ; Vassquez, div. g., 153 ; Simian, MRC, 104 ; M^{me} Chappaz-Petit, div. g., 42 ; M. Martin, div. opp., 26.]

A L'EXTRÊME DROITE

M. Le Pen mènera campagne au nom d'un « Rassemblement national »

La convention nationale réunie, le samedi 14 décembre, à Paris par le Front national a consacré l'alliance électorale du parti de M. Jean-Marie Le Pen avec les Comités d'action républicains, créés après l'arrivée de la gauche au pouvoir et présidés par M. Bruno Mégret. Celui-ci, après avoir été, aux élections législatives de 1981, le candidat du RPR dans la troisième circonscription des Yvelines, face à M. Michel Rocard, conduira la liste de l'extrême droite dans le département de l'Eure. Un autre membre du bureau national des CAR, M. Jean-Claude Bardet-Apremont, dirigera la liste du Front national en Meurthe-et-Moselle. Ancien membre du cabinet de M. Robert Galley au ministère de la coopération, sous le septennat de M. Giscard d'Estaing, M. Mégret estime que le RPR et l'UDF « incarnent une époque révolue », et que le « renouveau » ne « pourra venir que de l'émergence d'un nouveau courant politique basé sur des convictions rigoureuses, organisé pour servir le pays et non pour s'en servir. Nous ne voulons pas troquer un calvaire contre un crocodile, a-t-il déclaré. Nous voulons

sortir du marigot et nous ne pouvons pas faire confiance à ceux qui partagent depuis plus de dix ans. »

Pour bien marquer leur volonté d'ouverture en direction de certains notables se situant généralement parmi les élus « divers droite » et des professionnels indépendants qui partagent leurs préoccupations, le Front national et ses nouveaux alliés ont décidé que leurs listes communes feront campagne sous une nouvelle appellation : le « Rassemblement national ».

Après avoir précédé ses deuxième et troisième de liste, à Paris, seront respectivement M. Edouard Frédéric-Dupont, député apparenté RPR de la cinquième circonscription de la capitale, et M. Jean-Baptiste Béggi, avocat, ancien député UNR de la Seine, maire de Cagnano (Corse). M. Le Pen a indiqué que sa formation créera en janvier, pour soutenir sa campagne une « puissante radio » dans la région parisienne.

Complicités stratégiques

L'alliance électorale de M. Le Pen avec les Comités d'action républicains, qui affirment, à leur création, n'avoir « aucune ambition électorale », marque une nouvelle étape dans l'évolution du Front national, tout en renouant avec un processus classique au sein de l'extrême droite française.

A l'automne 1972, c'est l'approche des élections législatives de mars 1973 qui provoque la constitution du Front national. L'initiative de ce premier rassemblement revient aux jeunes dirigeants du mouvement Ordre nouveau qui tentent alors le haut du pavé, milite contre le pouvoir gaulliste en se référant au Parti populaire français de Jacques Doriot (1936) et appelle à la destruction du « régime décadent » en préchant « la révolution » pour l'avènement d'un « monde libéré de l'exploitation du travailleur, un monde de beauté, de courage et de justice ». La fédération nationaliste baptisée Front national est créée le 5 octobre 1972 et baptisée Front national.

Elle regroupe autour d'Ordre nouveau, pélo-mé, des nostalgiques du pétainisme, des néo-fascistes déclarés, des anciens de FOAS, et du poujadisme, parmi lesquels M. Le Pen, qui, au-delà de son titre d'ancien député, assume la présidence de la nouvelle formation.

A partir de la dissolution d'Ordre nouveau, prononcée le 28 juin 1973, en même temps que celle de la Ligue communiste, à la suite d'incidents survenus, sept jours auparavant dans les rues de Paris, à l'issue d'un meeting consacré par l'extrême droite à la dénonciation de l'« Irniguyon sauvage », le rapport des forces, à l'intérieur de l'état-major hétéroclite du Front National, commence à basculer en faveur de M. Le Pen. Il en résulte une crise interne qui se traduit par une scission, en novembre 1973, et la création, un an plus tard, d'une formation rivale, le Parti des forces nouvelles (PFN). La première expérience unitaire n'a duré que treize mois.

La fin de l'année 1973 se caractérise, en outre, par l'émergence d'un groupuscule de marginaux qui vont jouer quelques années plus tard un rôle décisif dans la vie du Front national : les « solidaristes » qui sont en quelque sorte à l'extrême droite ce que les autogestionnaires sont à l'extrême gauche, et parmi lesquels milite alors M. Jean-Pierre Stirbois, animateur du Groupe action jeunesse (GAJ). A la veille de l'élection présidentielle de 1981, ces « solidaristes » - devenus membres du Front national ravissent aux nationalistes révolutionnaires soixante-huitards le contrôle de la

direction du parti et M. Le Pen, lâchant les anciens d'Ordre nouveau, va désormais s'appuyer sur eux pour gouverner le Front national. M. Stirbois devient son second. Le mouvement de M. Le Pen s'efforce dès lors d'effacer ses origines activistes.

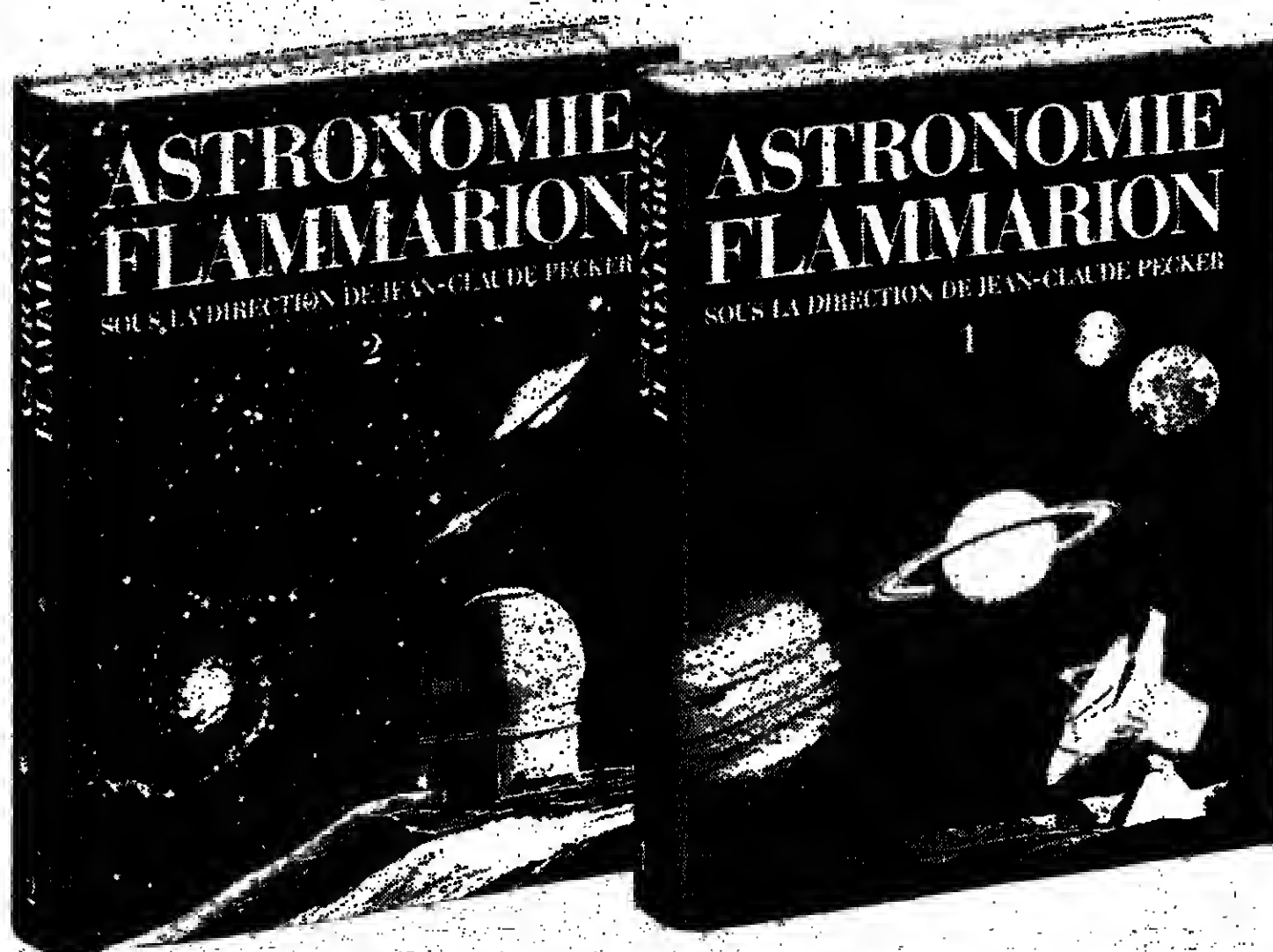
L'entreprise concurrente du PFN se soldant par un fiasco et la plupart de ses instigateurs ayant rallié le Centre national des indépendants et paysans (CNIP), le parti de M. Le Pen bénéficie seul de la poussée de l'extrême droite enregistrée à partir des élections municipales de 1983. A la veille des élections européennes de juin 1984, il s'ancre au mouvement intégriste, tout en ouvrant sa liste à des notables ruraux et à quelques transfuges du RPR et de l'UDF. Son succès accélère cette dynamique mais provoque aussi de nouvelles frictions internes et la formation d'un mouvement dissident, le Front d'opposition national, qui conteste les méthodes de M. Stirbois.

Le renfort des CAR ne fait qu'élargir l'éventail du Front national vers les « divers droite » tout en montrant à nouveau combien le dogmatisme doctrinal de M. Le Pen se double d'un pragmatisme s'accommodant de toutes les complicités de nature stratégique.

A. R.

ASTRONOMIE FLAMMARION

Faire le point sur l'univers, c'est mettre le cap sur l'avenir du savoir humain.



Plus de 100 ans après la célèbre « Astronomie populaire » de Camille Flammarion, voici, sous la direction de Jean-Claude Pecker, professeur au Collège de France, membre de l'Académie des Sciences, l'œuvre d'une équipe de grands astronomes, professeurs et chercheurs : une somme rigoureuse et claire des connaissances astronomiques actuelles.

2 volumes, 1072 pages, un millier d'illustrations en couleurs et en noir. Reliés sous jaquette. Vendus ensemble : 895 F. A dater du 1.1.86 : 995 F.



FLAMMARION

سكنا من الامم

صوتك من الامل

ACHERES, AGDE
AGEN, AIX-EN-PROVENCE, ALBI
ALENCON, ALES, ALFORTVILLE
AMIENS, ANGOULEME, ANNE-
MASSE, ANTIBES, ANTONY, AR-
GELES-SUR-MER, ARGENTEUIL
ARRAS, ASNIE, RES, AUBAGNE
AUBERVILLIERS, AUBUSSON
AUDINCOURT, AULNAY-SOUS-
BOIS, AURILLAC, AVION, BAGNEUX
BAGNOLS-SUR-CEZE, BAGNO-
LET, BASSENS, BEAUCAIRE
BEAUVAIS, BEGLES, BEL-
FORT, BERCK-
LETANG, BE-
SANCON, BE-
THUNE, BE-
ZONS, BISCHHEIM
BLANC MESNIL
BLOIS, BOBIGNY
BOISSY-SAINT-
LEGER, BONDY
BONNEUIL, BOR-
DEAUX, BOULO-
GNE-SUR-MER
BOURG-EN-
BRESSE, BREIL-
SUR-NOVA, BRE-
TIGNY-SUR-
ORGE, BRIEY
CAEN, CAGNES
LAIS, CAM-
CASSONNE
SOUS-POISSY
TRES, CENON
MARNE, CHA-
ONE, CHAMBE-
RY, CHAMBERY
FEUGEROLLES, CHAMPIGNY-SUR-
MARNE, CHANTELOUP-LES-VI-
GNES, CHARLEVILLE, MEZIERES
CHARTRES, CHATEAURoux
CHATENAY-MALABRY
CHELLES, CHENOVE

CHENNEVIERES
CHERBOURG
RUE, CHILLY-
CHOISY-LE-ROI
CLICHY, CLICHY-
GNAC, COLMAR
COMPIEGNE
SONNE, CRETEIL
PIEL, DIJON, DRAN-
ELANCOURT, EPI-
SUR-SEINE, EPRE-
EVRY, FEYZIN, FI-
FOLS-CHVILLER
FONTENAY-AUX-RO-
SOUS-BOIS, FRANCON-
VILLIERS, FRES-
NES, GAGNY, GANNAT
GARGES-LES-
GONNESSE, GENNEVILLIERS, GENTIL-
LY, GIVORS, GONNESSE, GRAND-COU-
RONNE, GRASSE, GRENOBLE, GRIGNY
GUERET, GUEGNON, GUYANCOURT
HAGUENAU, HEIM, HOENHEIM
HOUILLES, IGNY, ILE-SAINT-DENIS
ISSY-LES-MOULINEAUX, ISTRES
IVRY-SUR-SEINE, JOYEUX-TOURS
JUVISY-SUR-ORGE, LACELLE-SAINT-
CLOUD, LACOURNEUVE, LAMBER-
SART, LANES, TER, LAROCHE-SUR-
YON, LAROCHELLE, LA ROQUE-
D'ANTHERON, LA SEYNE-SUR-MER
LA TRINITE
SUR-VAL, LA
HAVRE, LE KRE-
MEE-SUR-SEI-
REUX-SUR-
SIS-ROBINSON
LE RAINCY
LES CLAYES-
MUREAUX
VILLE-SUR-OR-
PERRET, LE
LILLE, LIMO-
LINGOLSHHEIM
LONGPONT

SUR-MARNE
CHEVILLY-LA-
MAZARIN
CLAMART
SOUS-BOIS, CO-
COLOMBES
CORBEIL-ES-
DECINES-CHAR-
CY, DUGNY
NAIL, EPINAY-
CHY, EVREUX
EVRY, FEYZIN, FI-
FOLS-CHVILLER
FONTAINE
FONTENAY-AUX-RO-
SES, FONTENAY-
VILLE, PRES-
NES, GAGNY, GANNAT
GARGES-LES-
GONNESSE, GENNEVILLIERS, GENTIL-
LY, GIVORS, GONNESSE, GRAND-COU-
RONNE, GRASSE, GRENOBLE, GRIGNY
GUERET, GUEGNON, GUYANCOURT
HAGUENAU, HEIM, HOENHEIM
HOUILLES, IGNY, ILE-SAINT-DENIS
ISSY-LES-MOULINEAUX, ISTRES
IVRY-SUR-SEINE, JOYEUX-TOURS
JUVISY-SUR-ORGE, LACELLE-SAINT-
CLOUD, LACOURNEUVE, LAMBER-
SART, LANES, TER, LAROCHE-SUR-
YON, LAROCHELLE, LA ROQUE-
D'ANTHERON, LA SEYNE-SUR-MER
LA TRINITE
SUR-VAL, LA
HAVRE, LE KRE-
MEE-SUR-SEI-
REUX-SUR-
SIS-ROBINSON
LE RAINCY
LES CLAYES-
MUREAUX
VILLE-SUR-OR-
PERRET, LE
LILLE, LIMO-
LINGOLSHHEIM
LONGPONT

LORMONT, LORIENT, LUNE-
VILLE, LUTTERBACH, MACON
MAISONNALE, MAISONNALE
MANTES-LE-JOLIE, MARIGNANE
MARMANDE, MARSEILLE
MEAUX, MESECY, MERIGNAC
MERU, METZ
MILLY, MIMET
MILBOUSE, MERS-
MONTAUBAN
MONTFERMEIL
BRETONNEUX
LES-METZ
MONTLUÇON
MONTREUIL-SOUS-
SUR-ORGE, MOR-
NANTERRE
BONNE, NERAC
SANCE, NEUILLY-
SUR-MARNE
MES, NOGENT-
NOISIEL, NOISY-LE-GRAND
NOISY-LE-SEC, ORLEANS
ORLY, OSTWALD, OULLINS
PALAISEAU, PANTIN, PAU
PERPIGNAN, PERSAN, PETIT-
QUEVILLY, PIERRE-BENITE
PIERREFITTE
PIERRE-LAYE
PAMPOUL, PLAN
DE CUQUES
POISSY, POI-
TIERS, POINTE
APITRE, PON-
TAULT-COM-
BAULT, PORT-
LA-NOUVELLE
QUIMPER, RA-
MONVILLE-ET-
AGNE, RENNES
REZE, RIOM
RIS-ORANGIS
RIVE-S-DE-
GHERS, RODEZ

ROSSY-EN-ERIE, ROMANVILLE
ROMANS, ROSAY-EN-BRIE
ROSNY-BOIS, ROUBAIN, SALON
DE PROVENCE, SARAN, SARTROU-
VILLE, SAVERNE, SAVIGNY-LE-TEM-
PLE, SCHILTHIEM, SEPTHEMES
LES VALLON
SETE, SEVRAN
SIX-FOURS-LES-
MIERES, STAINS
ST-CLAUDE
ST-DIZIER
SAINT-GENE-
SAINT-FONS
ST-GRAUEN
LA RUEILLE
ST-MANDRIER
EN-JAILLES
SUR-ORGE
SAINT-OUEN
DES-CORPS
STRASBOURG
TARARE, TAR-
TORCY, TOR-
TOULOUSE
PES, TREMPAY
VALINCE, VAL-
LAURIS, VAN-
VANNES, VAN-
EN-VHIN, VAN-
VENISSIEN
SEINE, VERNON
VERNOUILLET
FONTAINE, VI-
SSAONE, VILLE-
VIGNEUX, S-
JUE, VILLEFRA-
DORMONVILLE
NEUVILLE-
GARENNE, VILLENEUVE-LE-
ROI, VILLENEUVE-SUR-SEINE
VILLEPINTE, VILLEPINE, SE-
VILLEFRANCAIS, VILLIERS-LE-
VITROLES, VITRY-SUR-SEINE, WAT-
TRELIS, WASQUEHAL, YEURE

DEPUIS LE 17 DÉCEMBRE 1982, 350 MUNICIPALITÉS REPRÉSENTANT TOUÛT L'ÉCHIQUIER POLITIQUE ONT ADOPTÉ DES MESURES QUI VISENT AU RÉTABLISSEMENT DE LA SÉCURITÉ DES FRANÇAIS. CES MESURES PRISES DANS LE CADRE DE LA COMMISSION DES MAIRES SUR LA SÉCURITÉ SONT AU NOMBRE DE 64. ELLES SONT CONTRE L'EXPLOITATION DE LA DÉLINQUANCE À DES FINS POLITIQUES, CONTRE LES RÉPONSES TOUTES FAITES ET TOUS LES "Y'A-QU'AT" ELLES SONT POUR LA SOLUTION DES PROBLÈMES AU NIVEAU DE LA VILLE, DU QUARTIER, DE LA CAGE D'ESCALIER, POUR UNE SÉCURITÉ QUI SERAIT AUTANT L'AFFAIRE DES COLLECTIVITÉS LOCALES QUE CELLE DE L'ÉTAT, POUR UNE LIAISON ÉTROITE ENTRE PRÉVENTION ET RÉPRESSION. VOILÀ POURQUOI DES PROFESSIONNELS DE TOUS BORDS (PRÉFETS, MAGISTRATS, POLICIERS, ÉDUCATEURS, URBANISTES, CONSEILLERS EN FORMATION), TRAVAILLENT DE CONCERT DANS LEUR RECHERCHE DE PROPOSITIONS SPÉCIFIQUES, POUR UNE PRISE DE CONSCIENCE COLLECTIVE QUI FERA SENTIR QU'UN CIVISME, BIEN COMPRIS PAR TOUS PEUT FAIRE CHUTER LE TAUX DE DÉLIN-

QUANCE. SUR CES BASES, 350 CONSEILS MUNICIPAUX DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE AGISSENT ET CONNAISSANT DES SUCCES, AU NIVEAU DU PAYS, LE CONSEIL NATIONAL DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE ANIME CÉREAS, DE MUNICIPALITÉS ET ASSOCIATIONS POLITIQUE DE COMMUNICATION GLOBALE (RADIO, TÉLÉVISION, JOURNAL "STOP GALÈRE"). LES RÉSULTATS SONT LÀ, ET DE PLUS EN PLUS DE MUNICIPALITÉS SIGNENT DES CONTRATS D'ACTION, CONSÉQUENCE LOGIQUE: PLUS IL Y AURA DE CONTRACTANTS, ET MEILLEUR LA SÉCURITÉ SERA ASSURÉE DANS NOS VILLES, CONNAISSANT L'ASPIRATION À LA SÉCURITÉ QU'ONT TOUS LES FRANÇAIS ET LES FRANÇAISES. NOUS SOMMES CONVAINCUS QUE DANS LES MOIS ET LES ANNÉES À VENIR, CE NE SERONT PLUS 350 MAIS 100, 800, 10 000 MUNICIPALITÉS QUI ACHRONT DANS CE SENS, PARCE QUE LA VERTU DES ACTES S'ÉTALE TOUJOURS SUPÉRIEURE À CELLE DES PAROLES.

Conseil National de Prévention de la Délinquance
71 rue Saint-Dominique, 75007 Paris, Tél. (01) 08 08 08

La sécurité. 350 villes préfèrent la vertu des actes à celle des paroles.

DEV
Chirac
et l
Propos et déb
L'États
M. Roca
M. Peyrefitte
M. Marchais
M. Piquet : le PC

POLITIQUE

DEVANT LES JEUNES DU RPR

M. Chirac souhaite le maintien du SMIC et l'extension des TUC

C'est au cri répété de « Chirac président » que quelque douze à quinze mille jeunes du RPR ont accueilli samedi 14 décembre le chef de leur parti sous la nef de béton du palais du CNIT à la Défense. Ils ont alors interrompu le festival rock qui battait son plein sans l'interrompre. Ils avaient auparavant animé des « Forums du renouveau » avec MM. Jacques Toubon et Alain Juppé et entendu Thierry Le Luron dans son numéro de politique-spectacle.

Accompagné de M. Eric Raoult, député national à la jeunesse du RPR et « qui sera en mars député de Seine-Saint-Denis », où il se présente, M. Chirac a alors participé à un dialogue de type nouveau. Les questions de ses jeunes auditeurs avaient été envoyées par courrier électronique. M. Chirac a répondu à quelques-unes par radio-téléphone avec un jeune Canaque et avec un autre jeune, résident à New-York.

Le président du RPR a été vivement applaudi lorsqu'il a proclamé : « C'est en travaillant plus qu'on règle le problème de l'emploi », après avoir souligné que « le gouvernement s'était trompé lorsqu'il a voulu réduire le temps de travail en espérant le répartir ». M. Chirac a aussi affirmé dans l'émotion de ses propos : « Il faut conserver le SMIC. Il y a un fil de protection sociale indispensable à maintenir dont le SMIC fait partie ».

Il a également évoqué les TUC (travaux d'utilité collective) créés par le gouvernement en disant : « Il faut les maintenir et même les étendre au secteur privé jusqu'à ce que la situation de l'emploi s'améliore. Car il faut toujours mieux travailler et se rendre utile que ne rien faire du tout ». Au total, selon le maire de Paris, « si on travaille

avantage et plus librement, la situation de l'emploi sera inversée en quelques années ».

M. Chirac a été interrompu par les applaudissements lorsqu'il a évoqué « la nécessaire restauration des valeurs et de la cellule familiale ».

Les Français musulmans

Il a été aussi lorsqu'il a proposé le problème de l'immigration et à ceux des musulmans et les clandestins, formant des noyaux de délinquance, qui doivent être expulsés. A son tour, il a interrompu son public en lui lançant : « N'appliquez pas seulement quand on parle d'expulsion ».

Et il a longuement insisté sur le sort des immigrés, disant tout d'abord : « Tout le problème est de faire en sorte que la petite graine qui a notre nation, et que chaque homme porte en son cœur, ne se développe jamais. Il a énuméré deux principes : « Rien ne doit être fait qui ne respecte la dignité de l'homme ; rien ne doit se faire sans accord avec les chefs d'Etat des pays d'origine ». Mais la France doit d'abord « fermer ses frontières à l'arrivée de nouveaux étrangers et lutter contre les filières clandestines ». Il faut ensuite « donner à tous ceux qui le souhaitent et à ceux qui n'ont plus de travail ici une aide pour qu'ils retournent dans leur pays ».

M. Chirac a aussi demandé que l'on ne confonde pas les Français ressortissants des départements et territoires d'outre-mer avec des étrangers du fait de la couleur de leur peau. Enfin il a évoqué le cas des « Français d'origine algérienne et de confession musulmane qui sont des citoyens français comme

vous et moi et qui doivent être considérés et respectés comme tels ». A cette occasion, le président du RPR a accusé « le gouvernement d'avoir laissé se développer à la fois l'extrême droite et le racisme pour essayer de sauvegarder ses intérêts partisans. M. Mitterrand et M. Fabius ont à cet égard une lourde responsabilité ».

Les propos de M. Chirac ont été émaillés de reproches adressés aux responsables du gouvernement et à ceux du Parti socialiste, notamment à propos de la cinquième chaîne de télévision, domnant ainsi à cette « fête » une tonalité de meeting électoral malgré son look inhabituel.

A. P.

CHER PAPY

Pour leur fête, les jeunes RPR ont aussi accueilli à l'honneur. Une édition pirate de la Lettre de la Nation distribuée sous le titre le Fruit de la passion contenait un éditorial de Cher Papy, pseudonyme d'un jour de Pierre Charpy, commentant le discours prononcé le 22 à Amiens par Jacques Chirac pour condamner le téléphone à huit chiffres instauré par le pouvoir socialiste-marseillais car « le temps passé à composer le huitième chiffre ne pourra plus être employé à produire, à investir, à créer des emplois ».

Faute de ce « nouveau coup de force », Cher Papy propose le retour progressif au téléphone à trois lettres et quatre chiffres qui a correspondu au renouveau politique et culturel de la France dans le monde ».

Au Grand Jury RTL-Le Monde

NOUS ENTRONS DANS UN RÉGIME PARLEMENTAIRE

déclare M. d'Ornano (UDF)

Invité dimanche 15 décembre au Grand Jury RTL-Le Monde, M. Michel d'Ornano, député de Calvados, chargé des élections au parti républicain, a estimé que à partir du moment où l'opposition aura gagné les élections législatives, « nous entrons dans un régime parlementaire qui aura été accentué par la proportionnelle qu'a voulu M. Mitterrand ». Ce changement aura, selon lui, des conséquences pour la désignation du premier ministre, qui « dépendra naturellement des élections ».

« Le résultat des élections, a-t-il expliqué, aura donné une indication (...) Il doit y avoir une règle du jeu, qui est celle des institutions, et je trouverais tout à fait normal que l'opposition devienne majorité indiquée, et qu'elle le fasse savoir d'elle-même très vite, celui qu'elle estime le plus capable d'appliquer le programme que les Français auront voté. Ce sera peut-être un premier test. (...) Le premier ministre sera désigné devant l'Assemblée nationale. Par conséquent, s'il y a une nouvelle majorité à l'Assemblée nationale, c'est de cette nouvelle majorité qu'il procédera et c'est devant elle qu'il est responsable ».

M. Michel d'Ornano a précisé que si le président de la République n'a plus de majorité parlementaire, « il se retrouve dans un rôle qui est défini par l'article 5 de la Constitution » et que « ce sera à lui de décider si, dans ces conditions, il estime utile de rester. S'il décide de rester, il doit respecter les institutions et la Constitution, et surtout le verdict des Français et des Françaises qui ont voté non seulement pour des hommes, mais aussi pour un programme. S'il ne laissait pas appliquer le programme (de la nouvelle majorité), cela voudrait dire que le président de la République, qui est le gardien des institutions, se met en tête d'empêcher leur fonctionnement et, naturellement, il ne pourrait pas rester ».

GANTS

FEMMES - HOMMES

CHEVREAU

AGNEAU VELOURS

LES DOUBLES SOIES

PÉCARI - NEW-ZEALAND

Tous échanges possibles

DELREY

47, rue du Four, 6^e

A LYON

M. Barre : « Travail, famille, patrie... mais dans une « France libre »

De notre correspondant régional

Lyon. — Pour sa deuxième prestation « conviviale » au parc « Exerpo » de Lyon-Chassieu, M. Raymond Barre a sensiblement durci le ton. L'ancien premier ministre a exécuté une partition-programme à l'usage de ses nombreux supporters locaux (près de quatre mille). En appelant au retour de « valeurs » : en tirant, en cinq points, les lignes d'un programme pour « rendre son dynamisme à la France » ; en souhaitant « sauvegarder les institutions » ; M. Barre a joué sur tous les registres de la différence avec les autres composantes de l'opposition. Et préambule, M. Charles Millon, député UDF-PR de l'Ain, avait fustigé le « socialisme honteux » qui a succédé au « socialisme triomphant » tandis que M. Charles Béraud, président barrière de la mot moins barrière assemblée régionale Rhône-Alpes, souhaitait voir les futurs élus de droite censurer une fois, deux fois ou trois fois le gouvernement désigné par le président de la République afin que ce dernier remette en cause son mandat. Au cours de son intervention, M. Barre n'a pas repris à son compte cette stratégie, mais il a ostensiblement applaudi...

Le « retour aux valeurs » réclamé par M. Barre a surpris par sa fermeté. La crise ayant engendré à ses yeux une « érosion » des valeurs « fondamentales » (« On a oublié d'un individualisme exorbitant, d'un égoïsme forcené détruisant les solidarités ») il s'agit, sans

retour à « l'ordre moral des pharisiens », de « favoriser un retour aux valeurs qui donnent un sens à la vie et à l'action ». M. Barre a poursuivi : « Oui au travail, oui à la famille, oui à la patrie mais dans une France libre parce que des hommes libres l'auront voulu ». Association inédite de la devise du maréchal Pétain et du symbole gaulliste de la France combattante...

Pour « rendre son dynamisme à la France », M. Barre a évoqué en priorité la sécurité sans laquelle « il n'y a pas d'action continue possible ». Une sécurité qui passe par le rétablissement de la peine de mort : en se référant au meurtre, la veille, d'un commerçant lyonnais, M. Barre s'est interrogé : « Comment voulez-vous que la vie humaine soit respectée quand les auteurs sont assurés que leur propre vie ne sera pas mise en question ? »

« Occuper les palais officiels »

Le « renouveau » démographique est indispensable pour éviter de voir une population qui « vieillit » se mouvoir craintive par rapport à l'immigration. Dans ce domaine, l'ancien premier ministre a une nouvelle fois condamné les « attitudes excessives » qui pourraient être « dangereuses demain pour la France », mais il est resté très ferme : « L'immigration ne donne pas lieu à une situation d'exception, les lois de la France doivent être acceptées par tous, d'abord par ceux qui viennent chez nous. L'aboutissement d'un individualisme exorbitant, d'un égoïsme forcené détruisant les solidarités ») il s'agit, sans

des entreprises « libres, prospères, compétitives ». Enfin, M. Barre a soutenu une « réduction » des déficits publics et un « maintien de la solidarité nationale » face aux « grands risques de l'existence ».

A propos de la « nouvelle lecture de la Constitution », M. Barre a été particulièrement acerbe pour ceux qui « détiennent le pouvoir, qui n'ont pas d'autre but que d'occuper les palais officiels ». « Ils lisent la Constitution d'une manière qui n'a jamais été appliquée (...) ». Un président de la République « mis au placard » ou qui « inaugure les chrysanthèmes » ? Ce sont là des « choses étranges de la part de certains prétendants au gouvernement de la France ». Barre les « éliminera constitutionnellement ». M. Barre a relevé les formules du type « le président nomme mais ne choisit pas » — il s'agit là d'une « subtilité distinction » à ses yeux. La formule selon laquelle le « chef du gouvernement gouverne » tandis que le président « préside » — M. Chaban Delmas est à ranger aussi dans les « éliminations » : le terme de chef de gouvernement « n'existe pas dans la Constitution ». Même sévérité à propos d'une présence biophasée aux sommets ou aux rencontres internationales : « Le président sera là et le premier ministre parlera... Comment voulez-vous que notre pays soit respecté ? ». Conclusion : « Le suffrage universel est notre maître, tous, et aussi celui du président de la République. Celui-ci ne pourra pas tenir pour nul et non avenue le vote des Français ».

CLAUDE REGENT.

Propos et débats

M. Stirbois : prisonniers de personne

M. Jean-Pierre Stirbois, qui était, dimanche 15 décembre, l'invité de « Club de la presse » d'Europe 1, a notamment déclaré : « Notre objectif, c'est de passer le barre des 15 % au plan national en 1986. Cela ferait (de) sept à huit millions de personnes en correspondance à un tiers de la population. Nous empêcherions par notre présence toute dérive à gauche du RPR et de l'UDF ».

Le secrétaire général du Front national a ajouté : « Si l'UDF et le RPR ne font que créer le socialisme après 1986 et 1988, nous ne participons pas à un gouvernement d'union et nous préparons les présidentielles de 1988. Nous ne serons prisonniers de personne. Nous serons seulement respectueux des élections et des électeurs qui auront voté pour nos listes ».

Nous ne pourrions participer à un gouvernement UDF-RPR qu'à la condition expresse où nous aurions l'assurance qu'un certain nombre de propositions de loi que nous pourrions formuler seraient votées par l'UDF et le RPR, propositions liées à nos positions sur les problèmes de l'immigration, la sécurité et la fiscalité. Si Chirac, Lecanuet et Giscard d'Estaing, nous disent non — comme nous le pensons — nous serons dans l'opposition ».

M. Rocard : espoirs

M. Michel Rocard, interrogé par l'hebdomadaire Newsweek du 15-22 décembre sur l'éventualité d'une victoire de la gauche aux élections de mars 1986, affirme : « Je l'espère, mais, en France, hélas, je ne crois pas. De toute façon, l'histoire ne s'arrête pas en mars 1986 ». Quant au fait de savoir si la collaboration est praticable, M. Rocard répond : « Je l'espère. Ce n'a pas encore été démontré. Mais aujourd'hui sur les principaux problèmes — sécurité, relations extérieures, rigueur budgétaire, l'absence de désaccord sur les moyens, mais il n'y a pas de différence sur le but. C'est pourquoi il y a une base pour une collaboration ».

A propos de sa situation dans le PS, M. Rocard affirme : « La plupart (des socialistes) comprennent maintenant que j'avais raison (en 1978) et le départ d'un tel homme ne peut que nous servir. Cette époque, nous serions probablement dans une bien meilleure position ». Enfin, à propos des candidats à l'élection présidentielle de 1988, M. Rocard affirme : « A gauche, il y aura un candidat communiste, et plus vraisemblablement, un trotskiste. Et il y aura moi, au moins, sans qu'il y ait encore de certitude sur ce qui se passera à l'intérieur du PS français. Mais nous verrons bien ! ».

M. Peyrefitte : un contrat

Pour Alain Peyrefitte, M. Mitterrand « se comporte en prince de l'équivoque ». Commentant l'intervention du président de la République, l'ancien ministre écrit dans le Figaro du 16 décembre, que si le chef de l'Etat « pressent, après le 16 mars, un membre de l'actuelle opposition pour le nommer premier ministre, celui-ci sera bien inspiré pour des conditions et de faire en sorte qu'elles fassent l'objet d'un contrat public ».

M. Marchais : si on te trompe deux fois...

M. Georges Marchais a cité un proverbe arabe, le samedi 14 décembre, devant environ deux mille personnes réunies à Agen (Lot-et-Garonne), pour mettre en garde ses auditeurs contre le Parti socialiste : « Si on te trompe une fois, c'est la faute de celui qui t'a trompé. Mais si tu es trompé deux fois, c'est de ta faute ». Pour le secrétaire général du PCF, le PS « essaie de faire renouer les réflexes du vote à deux tours, quand son candidat s'affirmait le mieux placé pour éliminer le représentant de la droite au second tour et s'emparer, ainsi, de nombre de voix communistes au premier ».

M. Piquet : le PCF est mieux « assis »

M. René Piquet, membre du bureau politique du PCF, a déclaré, le dimanche 15 décembre, au « Forum » de Radio-Monte-Carlo, que le PCF « est en train de reconquérir et de regagner, pour une part, son électeur perdu ». Selon M. Piquet, « les communistes sont beaucoup mieux assis dans le combat politique actuel qu'au lendemain des européennes, ils sont plus déterminés et plus combattifs ».

Interrogé sur les déclarations du premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin, le matin même, devant le congrès de la FNESE, selon lesquelles le PCF serait « un moins pour la gauche », M. Piquet a rétorqué : « Non, c'est un plus. Ce qu'a fait le PCF (...) au gouvernement (...) est une garantie et une espérance pour ceux qui se réclament d'un véritable changement de politique ».

Les six mois du « scénario Barre »

Si l'on se réfère au programme de réformes institutionnelles exposé par M. Raymond Barre en diverses occasions et brocardé dimanche 15 décembre par M. Laurent Fabius décrivant un « schéma labyrinthique », on peut, par application des règles fixées par la Constitution, en établir le calendrier. Toutefois, les délais prévus par la loi suprême édictée dans une « feuille blanche » — un général de quinze jours — le tableau des échéances futures ne peut être qu'approximatif. En tout état de cause, il porte sur plusieurs mois.

M. Barre souhaite qu'en cas de victoire de l'opposition aux élections législatives du 16 mars, M. Mitterrand quitte l'Élysée. La nouvelle Assemblée nationale ne pouvant s'installer qu'à l'expiration des pouvoirs de la précédente, c'est-à-dire le mercredi 2 avril, le président de la République pourra alors aussitôt donner sa démission. Mais rien ne l'empêchera non plus de demeurer en place, de nommer un premier ministre et un gouvernement et d'attendre que celui-ci soit « censuré » par l'Assemblée nationale.

Or le gouvernement, sous la V^e République, n'est pas tenu formellement de présenter son programme à l'investiture des députés — comme c'était le cas sous la IV^e République. Le président peut donc gagner du temps et, au besoin, nommer après la chute du premier désigné un autre premier ministre pour nommer aux yeux du pays. L'impossibilité de la coopération des pouvoirs : les délais deviennent alors plus élastiques, mais ils ne devraient logiquement pas excéder un mois (soit le début de mai 1986).

Si l'on demeure dans l'hypothèse que les préférences de M. Barre, le chef de l'Etat démissionnant début avril, s'ouvre alors une campagne présidentielle. L'élection du nouveau président de la République doit impérativement avoir lieu « vingt jours au moins et trente-cinq jours au plus après l'expiration de la vacance » (article 7 de la Constitution). Cela signifierait donc le premier tour de l'élection présidentielle, soit le dimanche 27 avril, soit le dimanche 4 mai. Le deuxième tour devrait avoir lieu le deuxième dimanche suivant le premier tour, le président de la République ne sera donc élu que le 11 mai ou, hypothèse longue, le dimanche 18 mai. Les résultats doivent alors être proclamés par le Conseil constitutionnel dans les dix jours qui suivent le scrutin définitif. Cela nous mène donc au maximum au 21 ou au 28 mai.

M. Barre peut alors s'installer à l'Élysée. Il nomme un gouvernement. On peut imaginer que celui-ci ne tardera pas à proposer (à la 11^e du président de la République un référendum portant sur l'organisation des pouvoirs publics et tendant à rétablir le scrutin uninominal majoritaire à deux tours pour l'élection des députés. La campagne électorale ne pouvant décemment être inférieure à trois semaines, c'est donc le 29 juin ou le 6 juillet que la consultation se déroulera.

Il est vrai que le président de la République pourrait faire l'économie d'un tel référendum s'il décidait de soumettre la réforme électorale au Parlement, mais cela ne recourrait pas sensiblement les délais.

Toujours pour respecter la cohérence de son programme,

M. Barre, devenu président de la République et ayant gagné — par hypothèse — son référendum, pourra alors prononcer la dissolution de l'Assemblée nationale élue le 16 mars. L'élection des nouveaux députés devra être précédée d'un redécoupage des circonscriptions pour tenir compte des évolutions démographiques, ainsi que l'a promis le député du Rhône.

Pour ne pas être faite dans la précipitation, l'opération ne sera menée à bien avant le début août. Si le chef de l'Etat prononce à ce moment-là la dissolution de l'Assemblée nationale, les nouvelles élections (premier tour) devront se dérouler vingt jours au moins et quarante jours au plus après la dissolution (art. 12 de la Constitution). Soit, si la dissolution est par exemple prononcée le lundi 4 août (le symbolisme pourrait ne pas repousser), ou bien le dimanche 31 août au plus tôt ou bien le dimanche 14 septembre au plus tard. Dans ce dernier cas, la nouvelle Assemblée nationale sera convoquée le deuxième jeudi qui suit sa proclamation, soit le jeudi 25 septembre, pour une session extraordinaire qui se poursuivra à partir du 2 octobre par la session normale du Parlement.

C'est donc à partir de l'installation des nouveaux députés que le président de la République qui aura dans ce schéma été élu quatre mois auparavant pourra nommer le gouvernement destiné à mettre en œuvre un programme. La mise en fonctionnement des institutions aura donc exigé un délai d'environ six mois après les élections législatives du 16 mars 1986.

ANDRÉ PASSERON.

(Publicité)

JE PENCHE A GAUCHE, NA !

« 200 000 Raisons de Pencher à Gauche » : jouez et gagnez à notre Grand Concours politique et passionnel sur Minitel. Faites le 36.15.91.77 et tapez GAO !

Priorité à Gauche tél. : 45.62.56.98

PAG Ça AGIT Moi Aussi...

☐ Je mets 86 F à gauche et je reçois un cadeau 86.
☐ Je mets 198,60 F à gauche et je reçois ma carte personnalisée.

☐ Je mets 1986 F à gauche. Le Président de P.A.G. me contacte personnellement.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____ Tél. _____

Chèques à libeller à l'ordre de Priorité à Gauche, 1, rue Paul Baudry 75008 PARIS.

صكنا من الامل

CINQ MILLE MUSULMANS RASSEMBLÉS A LYON

L'islam à cœur ouvert

actuelles » des 2,5 millions de musulmans en France. L'unité de cette communauté est à l'ordre du jour, mais se heurte à des divergences politiques. C'est pourquoi la suggestion faite à Lyon de créer un Conseil supérieur islamique, jugé prématuré, n'a pas été retenue.

Paris, depuis 1982, Algérie, de septembre-douze ans masif du Constantinois, mystérie derrière ses lunettes noires, tirant nerveusement sur un couteau lancé il ne se sépare jamais. Il s'agit donc au milieu dans un appartement parisien, à l'heure où pèse peu les cris de « *Allah, Akbar Akbar* » (Dieu est grand) et terminée par des scènes d'effusion : « *L'Occident ne comprend de l'Islam,*

*Une même volonté
de restaurer l'image de la religion,
mais aussi des divisions politiques*

s'écrit-il en arabe, que ce que nous lui disons. C'est nous qui sommes responsables de l'image caricaturale, injuste, agressive, méchante qui est donnée en France de la mosquée, d'ouverture musulmane... le procédé par les autorités islamiques voudrait être celui morçage de la violence.

Ceux qui attendaient de ce rassemblement de 5 000 musulmans un meeting politique de riposte aux agressions racistes auront été sûrement déçus. La résolution finale condamne fermement ces dernières mais insiste surtout sur « le message pacifique, fraternel et tolérant de l'islam ». C'est en affirmant leur identité religieuse que les musulmans espèrent aujourd'hui préserver leurs intérêts communautaires.

Et selon une traduction dont il garantit plus tard la fidélité, le leader spirituel des musulmans de France ajoute : « Oul, nous péchons de donner une mauvaise image de l'Islam, car nous sommes des menteurs, nous- crions, nous- sommes sales, nous jetons n'importe quoi dans les escaliers d'immeubles, nous faisons hurler nos radios... »

D'ou d'étonnantes scènes d'auto-critique. Comme celle de Cheikh Abbas, recteur de la Mosquée de

- 3) harmonisation à l'échelle européenne des campagnes de dépistage et de diagnostic précoce pour certains cancers (sein, col utérin, cancers digestifs, cancers de la prostate);
- 4) lutte contre le tabagisme (...)(baisse de la teneur en goudrons, mise au point des méthodes de désamortisation);
- 5) lutte contre les cancers professionnels: coordination des recherches, harmonisation des réglementations;

10) soutien à la formation et au recyclage des cancérologues européens (-).

Il revient donc aujourd'hui au conseil des ministres européens d'approuver, et éventuellement, d'amender, ces dix propositions et de définir un budget et un calendrier précis. De source bien informée, on se déclarait optimiste quant à l'adoption rapide de ce plan européen contre le cancer. Reste à savoir si le budget alloué à ce plan sera à la hauteur de ses ambitions.

Les brevets sur le SIDA

Ce tassement démographique tient à la baisse de fécondité des habitants, aux retours en province qui excèdent désormais largement les arrivées et au ralentissement de l'émigration étrangère, qui a représenté, entre 1945 et 1975, le tiers de la croissance régionale.

**LES AMÉRICAINS
RÉAGISSENT
A LA PLAINTÉ
DE L'INSTITUT PASTEUR**

Interrogé sur la plainte déposée, le 12 décembre, par l'Institut Pasteur auprès de la Cour d'appel de Washington, à propos de la découverte du virus responsable du SIDA, le professeur américain Robert Gallo a estimé que l'équipe de l'Institut Pasteur « exagérât sa contribution ». « Nous les avons aidés beaucoup plus qu'ils ne nous ont aidés », a-t-il brièvement déclaré aux New York Times, « et si leur brevet n'a pas été accordé, c'est parce qu'ils n'avaient pas de test de dépistage opérationnel ».

Le docteur Lowell Harrison, conseiller scientifique du département américain de la santé, se dit « pour sa part, « surpris de cette « plainte ». « L'estime, précise-t-il, « qu'il y a eu un dialogue sensé et « constructif entre les deux parties, « qui devait conduire à un commun- « accord comme établissant le rôle de « chacun des intéressés dans le décou- « vrage du virus responsable du SIDA. »

En outre, a ajouté le docteur Harrison, « le gouvernement américain « ne fait connaître sa volonté d'accor- « der à l'Institut Pasteur le droit de « commercialiser son test aux Etats- « Unis sans qu'un autre brevet lui soit

L'Institut Pasteur insiste pour sa part sur « le regret qu'il éprouve à arriver à un dépôt de plainte, ayant un grand respect pour les institutions et la communauté scientifique américaine ». « Il ne peut cependant renoncer à faire valoir ses droits, conclut-il, car un tel renoncement créerait un précédent dangereux menaçant l'éthique scientifique ».

FAITS DIVERS

Près de Mont-de-Marsan
TROIS CADAVRES
DANS UN BAUILLON

Les corps de trois personnes, gisant d'un club privé de chasse, concubine et un jeune homme, été découverts calcifiés, dimanche 15 décembre, dans un pavillon en ruine, détruit par un incendie au club de chasse de Belha (Landes).

Un témoin, alerté vers 2 heures du matin par plusieurs coups de feu, aurait vu s'enfuir deux hommes, mais alors que le pavillon était la proie

Dans les décombrés, les pompiers découvrent les corps de Jean Claude Bonnefond, quarante-quatre ans, gérant du club de chasse de Leyre; de Lucienne Consolida, cinquante ans, compagne du gérant d'un jeune homme dont l'identité n'était pas encore connue dimanche soir.

● Suicide d'un détenu à Avignon
 - Un détenu de la prison Saint-Étienne d'Avignon, Jean-Jacques Clabaz, âgé de vingt-neuf ans, s'est pendu à la barre du lit de sa cellule.
 Il avait été condamné, jeudi dernier, par le tribunal correctionnel d'Avignon à deux ans de prison, amende de 140 000 francs et 14 jours de prison avec sursis.
 Les coups avaient été infligés à la suite d'une agression et de dévalises. En 1982, il avait également été condamné par le même tribunal à six ans de réclusion pour vol. Jean-Jacques Clabaz avait été remis en liberté conditionnelle.

● Un commerçant lyonnais, n. ces jours d'un hold-up. — Trois malfaiteurs ont tué, à coups de revolver, dans la soirée du samedi 14 décembre, à Lyon, le gérant du supermarché Cordial, cours Lafayette, dans le centre de la ville. Peu avant l'heure de fermeture, du magasin, trois hommes, armés au poing, ont fait irruption dans l'établissement et ont forcé le gérant de leur remettre l'argent de la caisse de la journée, qui est, le samedi, la plus importante de la semaine. Le gérant de l'établissement, M. Hatté, âgé de cinquante ans, a été grièvement blessé, âgé d'une quarantaine d'années, qui allaient à la rencontre des bandits, a été immédiatement tué de plusieurs coups de feu.

JUSTICE

ESCROQUERIES A LA BOURSE DE COMMERCE DE PARIS

L'un des plus importants commissaires agréés à la Bourse de commerce de Paris, M. Jacques Maurer, soixante-cinq ans, président-directeur général de la société Georges Maurer, et son fils Patrick, trente-huit ans, administrateur et directeur de la société, ont été condamnés, samedi 14 décembre, sous les inculpations : d'escroquerie, tentative d'escroquerie et abus de confiance par M. Bernard Peyrat, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris.

La même inculpation a été signifiée à deux administrateurs de la société, M. et Mme. Maurice Maurer, trente-huit ans, gendre de M. Maurer, et Edouard de la Grandière, quarante-trois ans, que le magistrat a laissés en liberté, sous contrôle judiciaire, à condition qu'ils versent chacun, dans un délai de six semaines, une caution de 500.000 francs.

Georges Maurer, fondée par le père du président-directeur général, a écroulé.

Au début du mois de décembre, les membres du conseil d'administration de la société avaient démissionné et, la semaine dernière, le tribunal de commerce de Paris a nommé un administrateur provisoire, M. Desmottes, qui s'est confronté à une situation difficile.

La société de commissionnaires civils avait été créée par le président de la Cour de Commerce, et avait été condamnée à verser de très lourds dommages et intérêts aux clients lésés, dont 4 millions de francs avec « exécution provisoire ».

C'est-à-dire sans attendre que la Cour d'appel se prononce sur le jugement correctionnel, et, lundi, devant la Cour de Commerce, de la Cour, M. Edouard Brissac demandera à la Justice d'accorder un sursis.

La spéculation sur le sucre ou le cacao répond à des règles différentes de celles qui s'appliquent à la Bourse des valeurs, et de nombreux clients, souvent plaignants d'avoir été mal informés des risques encourus dans ce marché particulier, ne s'étaient pas aperçus que leurs pertes avaient perdu des sommes parfois considérables, dans des conditions relevant de l'escroquerie. Cet argument avait été repris, le 19 novembre dernier, par M. Guy Joly, président de la treuie et unique chambre correctionnelle de Paris, lors d'un jugement condamnant M. Jacques Maurer à cinq ans de prison, dont un avec sursis, et à 1 million de francs

des années 1969 à 1975 (le *Monde* des 21 et 28 novembre).

Les inculpations signifiées samedi à M. Maurer et aux administrateurs de la société visent, des fils d'étudiant sur les années 1978 à 1985 et des nouvelles poursuites s'ajoutent à l'effondrement de cours du cacao risquant de porter un coup fatal à la

DESTINATION INCONNUE PAR LE DORMEUR SOVIÉTIQUE

M. Vladimir Loovent, quarante-trois ans, le réfugié d'origine soviétique qui arriva « en dormi » à Londres, dans la soirée du jeudi 12 décembre, à Calais (le *Monde* du 14 décembre), devait quitter, ce lundi 16, pour l'Angleterre, le port de cette ville, à la fin de la semaine. L'homme n'avait été l'objet d'aucune arrestation en France. Il devait être présenté le même jour au parquet de Boulogne-sur-Mer.

Trouvé en possession d'une somme d'environ 300 000 francs, lors d'un accident de la route en Grande-Bretagne, M. Loovent avait été soupçonné d'être l'auteur d'un hold-up dans un cinéma du Havre. Pendant trois semaines, il avait fait l'objet de dormir dans une clinique que des policiers de Londres. Les policiers du Havre ont constaté que

MLA-R

LA MONTÉE DU TERRORISME EN BELGIQUE

Sur la piste des lampistes

(Suite de la première page.) Dans cette planque, outre des armes, des explosifs, des faux papiers, des fausses plaques minéralogiques et un scanner, les enquêteurs trouvent aussi les empreintes de Nathalie Mégnien et de Jean-Marc Rouillan, les « chefs » d'Action directe. Cet appartement, Chantal Paternostre affirme ne pas le connaître.

Une mitrailleuse et des textes

Autre piste bien fragile : l'arrestation, se mois de juin dernier, d'un homme lié au milieu des réfugiés espagnols anti-franquistes. De ce groupe ne reste aujourd'hui désormais qu'un ancien soldat, M. Louis-Jean Carpentier, surpris alors qu'il détenait une mitrailleuse dans les environs de Bruxelles. Dans sa voiture ont été retrouvés des fac-similés des textes des Cellules communistes combattantes écrits par une librairie d'extrême gauche, la Ligne rouge. Reste la « légendaire » figure de l'imprimeur Pierre Carrette, trente-trois ans, un proche d'Action directe qui est, depuis un an, l'objet d'un mandat d'arrêt international. Pour la deuxième fois, la justice belge vient de faire diffuser sa photo, toujours la même. On croit voir un peu partout ce personnage insaisissable, aussi bien en train de tirer sur un vigile, lors d'un attentat contre la banque Bruxelles-Lambert, qu'à Charleroi, dans la foule, juste après une action contre la Société générale de Belgique en novembre dernier.

Carrette, fasciné par la Fraction armée rouge, rompt très vite avec l'extrême classique. « Quand je l'ai rencontré, commente un journaliste flamand, il me recevait avec son pistolet sur le bureau. » Dès 1977, il annonçait la couleur : seule l'action terroriste était payante, le reste étant que bavardages petits-bourgeois. « Si Carrette est vraiment l'âme des CCC, les policiers prévenus par l'intérêt lui-même auraient pu constituer autour de lui une toile d'araignée suffisamment dense et ne pas, aujourd'hui, apparaître si démunis », constate un homme politique.

Trois noms seulement : est-ce tout ? Sans doute pas. Les enquêteurs belges ont, bien entendu, rafraîchi leurs listes d'activistes potentiels : c'est le seul résultat tangible d'opérations comme la police comme l'opération Mammouth, déclenchée au mois d'octobre 1984.

« Ce n'est guère difficile, assure un observateur. A l'époque, tout le monde se connaissait et se réunissait dans les mêmes bureaux de Bruxelles. » Certains, parmi ceux-là, se sont rangés.

D'autres continuent de militer à leur manière, comme Chantal Paternostre, mais ne peuvent, dans « le moulin des cas », que constituer une frange sympathisante, un deuxième cercle, voire un troisième, autour des CCC. Jamais, apparemment, les enquêteurs belges n'ont pu cerner le noyau des CCC. La proximité idéologique d'Action directe a pu, un temps, servir de leurre, et la tentation était grande de ne voir dans les CCC qu'un terrorisme importé. « La Belgique, nous rappelle M. Jean Gel, vice-premier ministre et ministre de la justice, a toujours, par tradition, et parce que c'est un espace de liberté, servi de repli aux extrémistes. »

Les « mots poussièreux »

Aujourd'hui, on est bien obligé d'admettre que le terrorisme des CCC a aussi ses racines nationales et peut désormais s'exporter à son tour, comme le laisse supposer la simultanéité des attentats commis le 6 décembre contre les oléoducs de l'OTAN à Wategem, en Belgique, et à Versailles.

Qui sont les CCC ? Comment les neutraliser ? Depuis un an, la question est devenue une scie. Alors, faite de mieux, il faut se contenter de ce dont on dispose : outre les éléments matériels provenant des attentats, les textes des CCC frappés de l'étoile rouge à cinq branches. Ainsi, fin novembre, au cours de l'émission « Le nom de la loi » de la RTBF, la radio-télévision francophone, un jeune linguiste, M. Théo Hachez, tentait-il de dresser un portrait-robot des CCC à travers leur littérature.

Selon lui, il ne s'agit pas de « petits jeunes ». Ils utilisent des « mots poussièreux », sont sensibles aux références historiques (dans les derniers communiqués, les CCC se réfèrent à un militant belge, Pierre-Alexandre, engagé auprès des républicains pendant la guerre d'Espagne). Ils utilisent fréquemment le passé simple. Les textes, émaillés de fautes d'orthographe, seraient rédigés par trois auteurs différents : le premier, très enthousiaste et moralisateur, aurait un caractère quasi religieux, que l'on retrouve dans ses fréquentes références au catéchisme, le deuxième, en vocabulaire plus scientifique, se caracté-

riserait par une réflexion plus articulée et serait le moteur idéologique du mouvement, dont il rédigerait les textes-clés. Quant au troisième, il pourrait s'agir d'une femme.

Autre inconnue : les CCC ne seraient-elles pas en train de faire des « émules » ? Déjà, on parle d'une deuxième cellule issue du noyau central. Quant à l'attentat contre le palais de justice de Liège, qui a fait un mort et n'a pas été revendiqué par les CCC, il ne correspond pas à leur « style ».

A moins que les enquêteurs ne gardent pour eux d'essentielles découvertes, le bilan, au bout de plus d'une année d'enquête, semble bien mince. D'autant plus insuffisant que, dans le même temps, la Belgique est confrontée à un autre danger, aussi imprévisible mais plus sanglant, que l'on nomme pour aller vite, « les tueurs fous du Brabant wallon ».

AGATHE LOGEART
et JOSÉ-ALAIN FRALON.

Prochain article :

N. - TUEURS FOUS
TUEURS FROIDS ?

La fin des jours tranquilles

De notre correspondant

Bruxelles. — La Belgique, protégée par chance de la violence depuis les spasmes de la décolonisation du Congo, vivait des jours tranquilles. Certes, les Fourons — qui pourraient exactement situer cette région sur une carte ? — étaient épisodiquement le théâtre de bagarres entre militants flammingants et francophonismes. Des coups étaient échangés ; les vireux d'un café — toujours le même — brisés ; des slogans hurlés, et... chacun rentrait chez soi.

Certes, la crise économique, qui avait touché ce pays plus tard mais plus durement peut-être que ses voisins, était en train de porter de sérieux coups à un système de protection sociale unique sans doute dans la CEE. Certes, des régions entières, Charleroi comme le Limbourg, étaient, jour après jour, vidées de leur substance par la fermeture de charbonnages ou de hauts fourneaux, mais il faisait tout de même toujours bon vivre de Bruges à Arlon et d'Anvers à Mons. Depuis la guerre, ce peuple heureux n'avait apparemment pas d'histoires.

Aujourd'hui l'histoire rattrape la Belgique. Une histoire qui s'écrit en termes de tueries, d'attentats, de hold-up. En un an — pourquoi ici ? pourquoi maintenant ? — la vague de violence a atteint une telle ampleur qu'un attentat des terroristes des CCC fait partie du lot quotidien d'informations, comme s'intégrait maintenant au paysage les chevaux de frise devant certaines grandes surfaces, la présence des paras commandos au baret rouge dans les endroits stratégiques des grandes villes ou les avis de recherche diffusés sur les ondes ou à la télévision.

Psychose

Pour la seule journée du vendredi 6 décembre : une explosion au palais de justice de Liège (un mort), un attentat contre l'oléoduc de l'OTAN à Wategem, un attentat à remise à Mons, une alerte à la bombe à Bruxelles — le centre de la ville a été entièrement paralysé pendant trois heures à cause d'une valise suspecte, — deux alertes du même style à Anvers et à Gand.

Comment, dans ces conditions, éviter la psychose ? Le vendredi

soir — c'est ce jour-là que les tueurs du Brabant wallon ont l'habitude d'opérer, — les supermarchés sont devenus quasiment déserts. Lors des matches de football — la tregédie du Heyzel n'est pas loin, — policiers et secouristes quadrillent les stades ; la vente des Golf GTI, la voiture des tueurs, est en baisse. Malheur à celui qui possède une voiture de ce type, conduit un peu vite et dont la taille dépasse 1,50 m (un des tueurs est un « géant »). Il sera contrôlé à tout instant par les forces de police.

Voilà même que le milieu est « choqué » : plus question de « travailler » tranquillement avec des centres perpétuels ! « Si je retrouve un des tueurs, je vous amène son cadavre devant votre bureau avec son pistolet et sa carte d'identité », confiait un proxénète à un responsable des forces de sécurité. Calés-ils aussi commençant à perdre leur sang-froid. Jeudi soir 5 décembre, un peintre en bâtiment qui avait refusé de s'arrêter à un barrage près de Gand a été tué par un gendarme dans des circonstances encore bien peu claires. « Nous sommes sur les nerfs vingt-quatre heures sur vingt-

quatre, nous sommes stressés en permanence », déclarait un policier à la RTBF. « Surtout, conclut-il, obtenez aux forces de l'ordre, il y va peut-être de votre vie... »

Autre conséquence : alors que la Belgique — sa survie politique peut-être à ce prix — s'acheminait vers un fédéralisme de plus en plus poussé, les nécessités de la lutte contre le banditisme et le terrorisme impliquent maintenant une nouvelle centralisation des pouvoirs. Comment un pays qui a toujours vécu sans un Etat fort pourrait-il s'adapter à cette nouvelle donne ? La confusion est grande. Voici ainsi que l'évocat Michel Grandorge, une des figures les plus marquantes de l'extrême gauche belge — il avait été accusé et blanchi, au cours d'un procès retentissant, d'avoir aidé un des complices de Mersin à s'évader, — demande, comme défenseur de certaines des familles des victimes des tueurs du Brabant wallon, une plus grande efficacité des forces de police et va même jusqu'à accepter — sous certaines conditions — la pratique, illégale jusqu'à présent en Belgique, des écoutes téléphoniques...

J.-A. F.

LE CAS GTV

OU COMMENT, AU CHAMPIONNAT DE FRANCE DES RALLYES, CONCOURIR 10 FOIS ET REMPORTER 8 VICTOIRES.



L'équipage Loubet-Vieu 8 fois vainqueur sur GTV 6 en groupe A remporte la 2^e place du Championnat de France des rallyes de 1^{re} division ■ 1^{er} au Tour de Corse ■ 1^{er} au Critérium de Touraine ■ 1^{er} au Rallye des Garrigues ■ 1^{er} au Critérium Rouergat ■ 1^{er} au Rallye Aquitaine-Pays Basque ■ 1^{er} au Rallye du Mont-Blanc ■ 1^{er} au Rallye de Modane ■ 1^{er} au Rallye d'Antibes ■ Le cas GTV, c'est aussi 3 victoires de Balas-Lainé en groupe A ■ Et encore 4 victoires de Pandolfi-Tobey en groupe N !

Alfa Romeo



LA MAESTRIA AUTOMOBILE

صوتنا من الامم

AÉRONAUTIQUE

M. Quilès rappelle à Dassault que le Rafale est un avion de démonstration

Le ministre de la défense, M. Paul Quilès, a adressé une lettre au président-directeur général du groupe Dassault-Breguet, M. Bernard Breguet, pour lui rappeler que le bi-réacteur Rafale, sorti d'usine samedi 14 décembre, n'était pas l'avion de combat souhaité par l'armée de l'air française, mais un appareil expérimental servant à la démonstration des technologies retenues.

Devant une assistance de personnalités invitées du monde de l'aéronautique, la société Dassault-Breguet a présenté, pour la première fois en public, le bi-réacteur Rafale, qui sortait des usines de Saint-Cloud (Hauts-de-Seine) et qui, une fois démonté, doit rejoindre le centre d'essais en vol d'Istres (Bouches-du-Rhône) avant son premier vol au printemps de l'année prochaine.

Le Rafale est un « démonstrateur » dont l'aile doit à double flèche - l'empennage canard de grande surface est surélevé par rapport à la voilure principale - et dont les entrées d'air, de conception nouvelle, sont en position semi-ventrale. Pour des raisons de réduction de poids (il représente au décollage, avec ses armements de défense aérienne, une masse supérieure à 14 tonnes), le Rafale utilise des matériaux nouveaux, dit composites, à base de fibres de carbone, de bore ou de kevlar, ainsi qu'un autre matériau (alliage d'aluminium et de titane).

Dans sa version présente, le Rafale dispose de deux réacteurs américains, en attendant d'être propulsé par deux réacteurs M88 de la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'avion (SNECMA), en cours de développement.

Le ministre de la défense, en adressant à la société Dassault-Breguet une lettre pour lui rappeler que le Rafale est un avion de démonstration, donne l'impression de vouloir indiquer au constructeur qu'il ne doit conserver aucune illu-

sion, en l'état actuel des négociations, sur l'attitude du client national, à savoir l'armée de l'air et l'aéronavale françaises, qui ne seront pas autorisées à commander le Rafale. Pour les services de M. Quilès, en effet, le Rafale, tel qu'il se présente aujourd'hui, est un avion dont les caractéristiques ne correspondent pas aux besoins de l'armée de l'air et de l'aéronavale, qui envisagent un avion bi-réacteur moins lourd (d'une tonne et demi, environ, pour l'appareil à vide) et ayant une surface de voilure moins importante.

D'autre part, le ministre de la défense insiste sur la nécessité d'utiliser davantage encore de matériaux nouveaux dans la conception du futur avion de combat français.

Avion expérimental, le Rafale est le « démonstrateur » que la France a opposé à l'UEFA (European Fighter Aircraft), conçu par la Grande-Bretagne pour tenter d'enlever l'adhésion de trois autres partenaires européens : l'Allemagne fédérale, l'Italie et l'Espagne. A ce jour, l'UEFA a retenu l'attention des Européens, à l'exception de la France. Dans le souci d'une meilleure « interopérabilité » des armées de l'air de l'OTAN, les Etats-Unis ont proposé à la France, d'un côté, et aux quatre autres pays européens de l'autre, une collaboration transatlantique visant à fabriquer des pièces communes aux avions européens et américains.

LES DIFFICULTÉS DU CONSTRUCTEUR BRITANNIQUE D'HELICOPTÈRES

Westland entre l'Europe et l'Amérique

De notre correspondant

Londres. - Une rude bataille s'est engagée au sein du gouvernement de M. Thatcher pour déterminer le sort de Westland, le constructeur britannique d'hélicoptères. Un choix décisif entre une solution américaine ou une coopération européenne.

En difficulté depuis des mois, avec un carnet de commandes pres-

trouées Black Hawk, commandé à des centaines d'exemplaires par l'armée américaine, Westland est lié depuis toujours à Sikorsky, dont il a fabriqué sous licence plusieurs modèles.

Très favorable à cette solution américaine qu'il juge pleine de promesses pour l'avenir, le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Leon

L'avenir d'une industrie européenne des hélicoptères dépend d'une décision de M. Thatcher

Brittan, déclare qu'il faut respecter le choix de Westland et, fidèle aux principes d'un gouvernement conservateur, il affirme que celui-ci ne doit pas « intervenir ». Mais le ministre de la défense, M. Michael Heseltine, ne l'entend pas ainsi. Il souligne que des « intérêts nationaux importants » sont en jeu, et il dénonce le projet d'association avec Sikorsky en disant que Westland ne vaudra pas à être « ravalé au rang de simple filiale » de la firme américaine. Il continue de se faire l'avocat d'une proposition « européenne » présentée par un consortium composé de British Aerospace (Grande-Bretagne), L'Aérospatiale (France), Messerschmitt-Bölkow-Blohm (RFA) et Agusta (Italie). Ce groupement est disposé à apporter à Westland 30 millions de livres (environ 340 millions de francs), et soutient différents projets de coopération, comme la conception d'un hélicoptère antichar.

M. Heseltine, avec l'appui de plusieurs autres membres du cabinet et de nombreux députés conservateurs, a indiqué durant le week-end qu'il était résolu à faire appel directement aux actionnaires qui doivent se réunir le jeudi 19 décembre. Il ne manque pas de moyens de pression : son ministère est le premier client de Westland, et il peut menacer de suspendre toute commande d'hélicoptères. Il ajoute que le Black Hawk américain n'intéresse pas plus les forces armées britanniques que celles des principaux pays européens. Enfin, M. Heseltine fait valoir que, sans renier ses liens avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne doit concourir au développement de la collaboration européenne dans tous les domaines, particulièrement celui de l'industrie militaire.

M. Thatcher va devoir vraisemblablement arbitrer entre l'Europe et les Etats-Unis. Le débat est très embarrassant pour le premier ministre qui, en général, n'hésite pas à affirmer qu'il est profondément pro-américain. Mais, alors que son gouvernement vient d'être le premier à signer un accord avec Washington pour l'initiative de défense stratégique (IDS), M. Thatcher ne veut pas donner l'impression de laisser planer davantage le doute sur ses engagements à l'égard de la Communauté.

M. Thatcher va devoir vraisemblablement arbitrer entre l'Europe et les Etats-Unis. Le débat est très embarrassant pour le premier ministre qui, en général, n'hésite pas à affirmer qu'il est profondément pro-américain. Mais, alors que son gouvernement vient d'être le premier à signer un accord avec Washington pour l'initiative de défense stratégique (IDS), M. Thatcher ne veut pas donner l'impression de laisser planer davantage le doute sur ses engagements à l'égard de la Communauté.

M. Thatcher va devoir vraisemblablement arbitrer entre l'Europe et les Etats-Unis. Le débat est très embarrassant pour le premier ministre qui, en général, n'hésite pas à affirmer qu'il est profondément pro-américain. Mais, alors que son gouvernement vient d'être le premier à signer un accord avec Washington pour l'initiative de défense stratégique (IDS), M. Thatcher ne veut pas donner l'impression de laisser planer davantage le doute sur ses engagements à l'égard de la Communauté.

M. Thatcher va devoir vraisemblablement arbitrer entre l'Europe et les Etats-Unis. Le débat est très embarrassant pour le premier ministre qui, en général, n'hésite pas à affirmer qu'il est profondément pro-américain. Mais, alors que son gouvernement vient d'être le premier à signer un accord avec Washington pour l'initiative de défense stratégique (IDS), M. Thatcher ne veut pas donner l'impression de laisser planer davantage le doute sur ses engagements à l'égard de la Communauté.

M. Thatcher va devoir vraisemblablement arbitrer entre l'Europe et les Etats-Unis. Le débat est très embarrassant pour le premier ministre qui, en général, n'hésite pas à affirmer qu'il est profondément pro-américain. Mais, alors que son gouvernement vient d'être le premier à signer un accord avec Washington pour l'initiative de défense stratégique (IDS), M. Thatcher ne veut pas donner l'impression de laisser planer davantage le doute sur ses engagements à l'égard de la Communauté.

M. Thatcher va devoir vraisemblablement arbitrer entre l'Europe et les Etats-Unis. Le débat est très embarrassant pour le premier ministre qui, en général, n'hésite pas à affirmer qu'il est profondément pro-américain. Mais, alors que son gouvernement vient d'être le premier à signer un accord avec Washington pour l'initiative de défense stratégique (IDS), M. Thatcher ne veut pas donner l'impression de laisser planer davantage le doute sur ses engagements à l'égard de la Communauté.

M. Thatcher va devoir vraisemblablement arbitrer entre l'Europe et les Etats-Unis. Le débat est très embarrassant pour le premier ministre qui, en général, n'hésite pas à affirmer qu'il est profondément pro-américain. Mais, alors que son gouvernement vient d'être le premier à signer un accord avec Washington pour l'initiative de défense stratégique (IDS), M. Thatcher ne veut pas donner l'impression de laisser planer davantage le doute sur ses engagements à l'égard de la Communauté.

M. Thatcher va devoir vraisemblablement arbitrer entre l'Europe et les Etats-Unis. Le débat est très embarrassant pour le premier ministre qui, en général, n'hésite pas à affirmer qu'il est profondément pro-américain. Mais, alors que son gouvernement vient d'être le premier à signer un accord avec Washington pour l'initiative de défense stratégique (IDS), M. Thatcher ne veut pas donner l'impression de laisser planer davantage le doute sur ses engagements à l'égard de la Communauté.

M. Thatcher va devoir vraisemblablement arbitrer entre l'Europe et les Etats-Unis. Le débat est très embarrassant pour le premier ministre qui, en général, n'hésite pas à affirmer qu'il est profondément pro-américain. Mais, alors que son gouvernement vient d'être le premier à signer un accord avec Washington pour l'initiative de défense stratégique (IDS), M. Thatcher ne veut pas donner l'impression de laisser planer davantage le doute sur ses engagements à l'égard de la Communauté.

M. Thatcher va devoir vraisemblablement arbitrer entre l'Europe et les Etats-Unis. Le débat est très embarrassant pour le premier ministre qui, en général, n'hésite pas à affirmer qu'il est profondément pro-américain. Mais, alors que son gouvernement vient d'être le premier à signer un accord avec Washington pour l'initiative de défense stratégique (IDS), M. Thatcher ne veut pas donner l'impression de laisser planer davantage le doute sur ses engagements à l'égard de la Communauté.

M. Thatcher va devoir vraisemblablement arbitrer entre l'Europe et les Etats-Unis. Le débat est très embarrassant pour le premier ministre qui, en général, n'hésite pas à affirmer qu'il est profondément pro-américain. Mais, alors que son gouvernement vient d'être le premier à signer un accord avec Washington pour l'initiative de défense stratégique (IDS), M. Thatcher ne veut pas donner l'impression de laisser planer davantage le doute sur ses engagements à l'égard de la Communauté.

M. Thatcher va devoir vraisemblablement arbitrer entre l'Europe et les Etats-Unis. Le débat est très embarrassant pour le premier ministre qui, en général, n'hésite pas à affirmer qu'il est profondément pro-américain. Mais, alors que son gouvernement vient d'être le premier à signer un accord avec Washington pour l'initiative de défense stratégique (IDS), M. Thatcher ne veut pas donner l'impression de laisser planer davantage le doute sur ses engagements à l'égard de la Communauté.

M. Thatcher va devoir vraisemblablement arbitrer entre l'Europe et les Etats-Unis. Le débat est très embarrassant pour le premier ministre qui, en général, n'hésite pas à affirmer qu'il est profondément pro-américain. Mais, alors que son gouvernement vient d'être le premier à signer un accord avec Washington pour l'initiative de défense stratégique (IDS), M. Thatcher ne veut pas donner l'impression de laisser planer davantage le doute sur ses engagements à l'égard de la Communauté.

M. Thatcher va devoir vraisemblablement arbitrer entre l'Europe et les Etats-Unis. Le débat est très embarrassant pour le premier ministre qui, en général, n'hésite pas à affirmer qu'il est profondément pro-américain. Mais, alors que son gouvernement vient d'être le premier à signer un accord avec Washington pour l'initiative de défense stratégique (IDS), M. Thatcher ne veut pas donner l'impression de laisser planer davantage le doute sur ses engagements à l'égard de la Communauté.

M. Thatcher va devoir vraisemblablement arbitrer entre l'Europe et les Etats-Unis. Le débat est très embarrassant pour le premier ministre qui, en général, n'hésite pas à affirmer qu'il est profondément pro-américain. Mais, alors que son gouvernement vient d'être le premier à signer un accord avec Washington pour l'initiative de défense stratégique (IDS), M. Thatcher ne veut pas donner l'impression de laisser planer davantage le doute sur ses engagements à l'égard de la Communauté.

M. Thatcher va devoir vraisemblablement arbitrer entre l'Europe et les Etats-Unis. Le débat est très embarrassant pour le premier ministre qui, en général, n'hésite pas à affirmer qu'il est profondément pro-américain. Mais, alors que son gouvernement vient d'être le premier à signer un accord avec Washington pour l'initiative de défense stratégique (IDS), M. Thatcher ne veut pas donner l'impression de laisser planer davantage le doute sur ses engagements à l'égard de la Communauté.

M. Thatcher va devoir vraisemblablement arbitrer entre l'Europe et les Etats-Unis. Le débat est très embarrassant pour le premier ministre qui, en général, n'hésite pas à affirmer qu'il est profondément pro-américain. Mais, alors que son gouvernement vient d'être le premier à signer un accord avec Washington pour l'initiative de défense stratégique (IDS), M. Thatcher ne veut pas donner l'impression de laisser planer davantage le doute sur ses engagements à l'égard de la Communauté.

M. Thatcher va devoir vraisemblablement arbitrer entre l'Europe et les Etats-Unis. Le débat est très embarrassant pour le premier ministre qui, en général, n'hésite pas à affirmer qu'il est profondément pro-américain. Mais, alors que son gouvernement vient d'être le premier à signer un accord avec Washington pour l'initiative de défense stratégique (IDS), M. Thatcher ne veut pas donner l'impression de laisser planer davantage le doute sur ses engagements à l'égard de la Communauté.

M. Thatcher va devoir vraisemblablement arbitrer entre l'Europe et les Etats-Unis. Le débat est très embarrassant pour le premier ministre qui, en général, n'hésite pas à affirmer qu'il est profondément pro-américain. Mais, alors que son gouvernement vient d'être le premier à signer un accord avec Washington pour l'initiative de défense stratégique (IDS), M. Thatcher ne veut pas donner l'impression de laisser planer davantage le doute sur ses engagements à l'égard de la Communauté.

M. Thatcher va devoir vraisemblablement arbitrer entre l'Europe et les Etats-Unis. Le débat est très embarrassant pour le premier ministre qui, en général, n'hésite pas à affirmer qu'il est profondément pro-américain. Mais, alors que son gouvernement vient d'être le premier à signer un accord avec Washington pour l'initiative de défense stratégique (IDS), M. Thatcher ne veut pas donner l'impression de laisser planer davantage le doute sur ses engagements à l'égard de la Communauté.

M. Thatcher va devoir vraisemblablement arbitrer entre l'Europe et les Etats-Unis. Le débat est très embarrassant pour le premier ministre qui, en général, n'hésite pas à affirmer qu'il est profondément pro-américain. Mais, alors que son gouvernement vient d'être le premier à signer un accord avec Washington pour l'initiative de défense stratégique (IDS), M. Thatcher ne veut pas donner l'impression de laisser planer davantage le doute sur ses engagements à l'égard de la Communauté.

M. Thatcher va devoir vraisemblablement arbitrer entre l'Europe et les Etats-Unis. Le débat est très embarrassant pour le premier ministre qui, en général, n'hésite pas à affirmer qu'il est profondément pro-américain. Mais, alors que son gouvernement vient d'être le premier à signer un accord avec Washington pour l'initiative de défense stratégique (IDS), M. Thatcher ne veut pas donner l'impression de laisser planer davantage le doute sur ses engagements à l'égard de la Communauté.

M. Thatcher va devoir vraisemblablement arbitrer entre l'Europe et les Etats-Unis. Le débat est très embarrassant pour le premier ministre qui, en général, n'hésite pas à affirmer qu'il est profondément pro-américain. Mais, alors que son gouvernement vient d'être le premier à signer un accord avec Washington pour l'initiative de défense stratégique (IDS), M. Thatcher ne veut pas donner l'impression de laisser planer davantage le doute sur ses engagements à l'égard de la Communauté.

M. Thatcher va devoir vraisemblablement arbitrer entre l'Europe et les Etats-Unis. Le débat est très embarrassant pour le premier ministre qui, en général, n'hésite pas à affirmer qu'il est profondément pro-américain. Mais, alors que son gouvernement vient d'être le premier à signer un accord avec Washington pour l'initiative de défense stratégique (IDS), M. Thatcher ne veut pas donner l'impression de laisser planer davantage le doute sur ses engagements à l'égard de la Communauté.

CARNET DU Monde

Naissances

M. Bernard TRÉVES et M. nés Orléans OTTENHEIMER DE GAIL, Lucille et Alice.

ont la joie d'annoncer la naissance de

Maxime.

Paris, le 11 décembre 1985.

Décès

Paris, Annonay.

M. François Fuchs, ses enfants et petits-enfants, M. et M. Guy Boegner, leurs enfants et petits-enfants. Leurs parents et amis.

ont la douleur de faire part du décès de

M. Colette BOEGNER,

leur sœur et tante,

survenue le 5 décembre 1985.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

34, rue Desaix, 75015 Paris.

16, rue de Vogues, 07100 Annonay.

La Fédération nationale des médecins omnipraticiens français.

a le regret de faire part du décès, à l'âge de cinquante-neuf ans, de son président,

docteur Jean ROUYER,

survécu à Montpellier, le dimanche 8 décembre 1985.

Les obsèques ont eu lieu à Montpellier, dans l'intimité familiale.

30, rue de Londres, 75009 Paris.

12, rue de la Salle-Fénelon, 34000 Montpellier.

M. François Joly,

Le docteur Henri Joly,

M. et M. Michel Paris,

et leur fils,

M. et M. Jean-Marc Guene,

et leurs enfants,

M. et M. Jean-Claude,

M. et M. Guy Doyen et M. et leur fils,

M. et M. François Blaino,

et leur fils,

M. et M. Hubert Lelouch,

et leurs enfants,

M. et M. Dany Magnan,

ont la douleur de faire part du décès, le 10 décembre 1985, de

docteur François JOLY,

ancien chef de clinique

à la Faculté,

chevalier de la Légion d'honneur.

Les obsèques ont eu lieu le 13 décembre, en l'église Saint-Nicolas de Chardonnat.

M. Nathalie Fiel

fait part du décès de

Léo de LORINGHOVEN,

né (pas),

docteur de l'université de Paris,

survécu le 7 décembre 1985.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, rue de la Croix-Paule, 75011 Paris.

M. et M. Souheil Merhej,

M. et M. Michel Merhej,

M. et M. Gérard Merhej,

M. et M. Samir Merhej,

Les familles Merhej,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Nazim MERHEJ,

ancien député de Hama (Syrie),

survécu à Paris, le 11 décembre 1985, à l'âge de soixante-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 19 décembre, à 15 h 45, en la cathédrale grecque orthodoxe Saint-Etienne, 7, rue Georges-Bizet, à Paris-16.

Les condoléances seront reçues à l'issue de la cérémonie.

Des dons pourront être faits à l'Eglise grecque orthodoxe d'Antioche.

24, avenue Princeps-Grieco, Principauté de Monaco.

Remerciements

Les familles Guizot-Abon,

Parents et alliés,

remercient bien sincèrement pour les nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Georges GOZLAN.

35, avenue Saint-Foy, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Pompes Funèbres

Marbrerie

CAHEN & C.

43-20-74-52

Anniversaires

— Deux ans n'ont pas effacé le souvenir de

Nicolas BERNARD,

né Dorn,

décédé trop prématurément le 16 décembre 1983, dans sa trentième année.

Se famille,

Ses enfants,

Ses amis,

avec des regrets son absence.

Messes anniversaires

— Sous la présidence de Mgr Kudo Nakashian, archevêque en l'Eglise apostolique arménienne, une messe anniversaire sera célébrée, le dimanche 22 décembre 1985, à 11 h 30, 15, rue Jean-Goujon, à Paris-9, à la mémoire de

M. Archak DJAMALIAN,

ministre de la République arménienne et leader du Parti socialiste.

Secrétaire de la Croix bleue en France, Europe, Extrême-Orient et Moyen-Orient, ainsi que de la première Maison de la culture arménienne en France à Déchy en 1930,

et à la mémoire de son épouse,

Guérette CARLOVNA,

compositrice et cantatrice du bel canto, et de son fils,

M. Arak DJAMALIAN,

journaliste international.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

— Institut d'études politiques de Paris, lundi 16 décembre, à 16 h 45, salle A-Siegfried, M. Mario-François Souchev-Zahar : « Contribution à l'étude du milieu local en France : aspects et politiques ».

— Université Paris-I, mercredi 18 décembre, à 15 h 30, salle 319, M. Hugues Pissone : « Etude fonctionnelle d'outillages lithiques préhistoriques par l'analyse des micro-traces : techniques de l'archéologie et de l'archéologie ».

— Université Paris-I, vendredi 20 décembre, à 17 heures, salle des Commissions, M. Angelos Stergion : « L'organisation interne des syndicats en Grèce : autonomie et démocratie syndicale ».

— Université Paris-I, vendredi 20 décembre, à 10 h 30, salle des Commissions (centre Panthéon), M. Abdelhak Bougassas : « Le régime juridique de la décision administrative implicite en droit français (éléments de comparaison avec le droit algérien) ».

— Université Paris-VII, mercredi 18 décembre, à 9 h 30, salle des Thèses, M. Virginie Chouy : « Le camping ou la vie en harmonie, pratique-symbiotique de l'espace de vacances ».

— Université Rennes-II, samedi 14 décembre, à 14 heures, salle B 251, M. Bernard Charvet : « Classes populaires urbaines au dix-huitième siècle : l'exemple de Chartres ».

Not abonnés bénéficient d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », sous presse de journaux à leur choix de l'année des dernières années pour justifier de cette qualité.

Jacques GAUTIER

Broche cristal sur argent 1 800 F

Broches d'oreilles 980 F

Broche cristal sur argent 880 F

OMAL, eau de parfum naturelle et originale

36, rue Jacob, Paris-6 42-60-94-33

(Publicité)

9Mach.écri-

re poche (?)

chez Duriez

Canon, Casio, Brother...

EXTRA PLATES (-5 cm

E. d'épaisseur) poids plume

(-3 kg) • Très simples ou

sophistiqués • Calculatrices •

Affichent sur écran avant de

frapper • Mémoire corrigible

(jusqu'à 14.000 caractères, 10

pages) • Jusqu'à 6 modèles

d'écriture • A piles ou fil •

Imprimantes terminales d'ordi-

nateur • Imprimant par téle-

phone • Ecriteurs qualité

Imprimerie • 1590 à 4600 F t.c.

Duriez, 112 et 132 Bd Saint-

Germain, M. Odéon.

TRANCHE DU VENDREDI 13

13 GROS LOTS DE 1 MILLION

DOUXÈME 10 F - ENTIER 52 F

TRAGÈME LE

18 DÉCEMBRE

loterie nationale



COMMUNICATION

Le lancement du satellite de télévision directe de plus en plus compromis

Le satellite de télévision directe TDF-1 a-t-il encore un avenir ? C'est la question que se posent aujourd'hui industriels et programmeurs, malgré les effets d'annonce du président de la République et du gouvernement sur la septième chaîne de télévision. La fin de la mission confiée à M. Jacques Pomonti, l'existence de la société d'exploitation, les retards techniques, les hypothèses qui pèsent sur la rentabilité économique et les programmes diffusés par le satellite laissent peu de chances de survie au projet.

Qui s'occupe du satellite de télévision directe ? Le secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, le premier ministre ou M. François Pomonti lui-même ? Avec qui négocier la candidature de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) sur les canaux restant à attribuer pour qu'elle soit, cette fois, sérieusement prise en considération ? Telles sont quelques-unes des questions que M. Jacques Rigaud, administrateur délégué de la CLT, a posées par écrit le 2 décembre à M. Jacques Pomonti, chargé par le premier ministre, il y a tout juste un an, de la mise en œuvre du projet.

Dans sa réponse, datée du 13 décembre, M. Jacques Pomonti révèle que sa mission a pris fin et que c'est le gouvernement qui est maintenant directement responsable de la mise en œuvre du dossier. Qu'en devient la société d'exploitation, en voie de constitution, qui devait assurer l'équilibre économique de l'opération ? Mystère ! A l'évidence, MM. Seydoux et Berlusconi, M. Robert Maxwell, comme la chaîne culturelle, ont négocié leur utilisation du satellite sans intermédiaire et au meilleur prix : entre 55 et 60 millions de francs par an pour disposer d'un canal un lien des 130 millions de francs prévus initialement.

On voit mal comment des investisseurs privés pourraient s'intéresser à la société d'exploitation dans de telles conditions de rabais, incapables d'amortir les investissements. On ne voit pas non plus qui remboursera les emprunts contractés par Télédiffusion de France (TDF) pour réaliser le satellite TDF 1 et qui paiera les 645 millions de francs pour TDF 2. A moins d'en déduire que l'argent public va se substituer à la société d'exploitation et que le contributeur sera appelé à financer les télévisions européennes publiques et privées.

Encore faut-il que le satellite de télévision directe trouve son marché. Sur ce point, les industriels spécialisés dans les équipements de réception demeurent sceptiques et les chaînes de fabrication de Thomson et Philips sont toujours au point mort. Nul ne sait en effet si les programmes diffusés par TDF 1 seront suffisamment attractifs pour que les

foyers consacrent 5000 F ou 7000 F à l'achat d'une parabole de réception. La « 5 », qui doit occuper un des canaux, conviendra, dit-on, la quasi-totalité du territoire français en diffusion hertzienne classique. La chaîne de M. Maxwell, intéressée surtout par les Britanniques, et la télévision culturelle « haut de gamme » risquent d'avoir un marché réduit.

Reste l'hypothèse d'une candidature de la CLT, mais les négociations avec l'Etat français n'ont pas avancé. Le conseil d'administration de la compagnie, qui doit se réunir ce lundi 16 décembre à Luxembourg, prendra-t-il le risque de lancer une chaîne francophone ou préférera-t-il se rabattre sur un projet en langue allemande avec son partenaire Bertelsmann ? La CLT choisira-t-elle TDF 1, le satellite GDL luxembourgeois ou encore TV Sat, l'homologue allemand de TDF 1, qui devrait être lancé en juillet 1986, avant le satellite français ?

En effet, le dernier élément - et non le moindre - de cet imbroglio concerne les retards techniques de TDF 1. Thomson a de graves problèmes pour mettre au point les tubes d'émission à forte puissance du satellite. Si une solution ne se dégage pas rapidement, la France sera obligée de recourir aux tubes fabriqués par le groupe allemand AEG Telefunken. De plus, les composants électroniques nécessaires pour décoder la nouvelle norme D2 MAC doivent être livrés par JTT, qui semble avoir pris quelque retard.

Le lancement du satellite français par Ariane, prévu initialement pour juillet 1986, a été une première fois reporté en novembre de la même année. On parle maintenant du début 1987, voire même d'avril ou mai. TDF 1 serait alors directement concurrencé par le satellite luxembourgeois GDL, dont le prix de location est sensiblement inférieur. Le gouvernement français ne semble pas prêt de trancher ou, à tout le moins, de clarifier les enjeux et les données de l'opération. De là à penser qu'il espère se débarrasser du dossier aux dépens d'une nouvelle majorité issue des élections de mars 1986.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

M. Chirac se déclare déterminé à « casser la concession » de la cinquième chaîne

M. Jacques Chirac, président du RPR, a violemment attaqué, samedi 14 décembre, devant des jeunes réunis à la Défense, l'accord sur la cinquième chaîne de télévision, conclu entre le gouvernement et MM. Seydoux, Riboud et Berlusconi. « On brade l'industrie française à des colporteurs (...) pour des raisons partiales. C'est scandaleux », a déclaré le maire de Paris. Le RPR, a-t-il affirmé, « fera tout pour casser cette concession. En tous les cas, elle sera annulée ».

Le premier ministre, M. Laurent Fabius, a cependant affirmé, samedi 14 décembre, que la décision du Conseil constitutionnel concernant l'amendement pour Eiffel, (le Monde daté 15-16 décembre) ne provoquerait « pas de retard » pour le lancement de la cinquième chaîne, si le Parlement ne faisait « pas d'obstruction » au nouveau projet (un article de loi) qui devrait être présenté au conseil des ministres du 18 décembre. Interrogé dimanche soir à TF 1 par Yves Mourou, le président de la République n'a pas osé casser cette concession. « Je ne suis pas le maître du monde », a-t-il dit.

Le premier ministre, M. Laurent Fabius, a cependant affirmé, samedi 14 décembre, que la décision du Conseil constitutionnel concernant l'amendement pour Eiffel, (le Monde daté 15-16 décembre) ne provoquerait « pas de retard » pour le lancement de la cinquième chaîne, si le Parlement ne faisait « pas d'obstruction » au nouveau projet (un article de loi) qui devrait être présenté au conseil des ministres du 18 décembre. Interrogé dimanche soir à TF 1 par Yves Mourou, le président de la République n'a pas osé casser cette concession. « Je ne suis pas le maître du monde », a-t-il dit.

Le premier ministre, M. Laurent Fabius, a cependant affirmé, samedi 14 décembre, que la décision du Conseil constitutionnel concernant l'amendement pour Eiffel, (le Monde daté 15-16 décembre) ne provoquerait « pas de retard » pour le lancement de la cinquième chaîne, si le Parlement ne faisait « pas d'obstruction » au nouveau projet (un article de loi) qui devrait être présenté au conseil des ministres du 18 décembre. Interrogé dimanche soir à TF 1 par Yves Mourou, le président de la République n'a pas osé casser cette concession. « Je ne suis pas le maître du monde », a-t-il dit.

Conseil constitutionnel concernant l'amendement pour Eiffel, (le Monde daté 15-16 décembre) ne provoquerait « pas de retard » pour le lancement de la cinquième chaîne, si le Parlement ne faisait « pas d'obstruction » au nouveau projet (un article de loi) qui devrait être présenté au conseil des ministres du 18 décembre. Interrogé dimanche soir à TF 1 par Yves Mourou, le président de la République n'a pas osé casser cette concession. « Je ne suis pas le maître du monde », a-t-il dit.

Conseil constitutionnel concernant l'amendement pour Eiffel, (le Monde daté 15-16 décembre) ne provoquerait « pas de retard » pour le lancement de la cinquième chaîne, si le Parlement ne faisait « pas d'obstruction » au nouveau projet (un article de loi) qui devrait être présenté au conseil des ministres du 18 décembre. Interrogé dimanche soir à TF 1 par Yves Mourou, le président de la République n'a pas osé casser cette concession. « Je ne suis pas le maître du monde », a-t-il dit.

Conseil constitutionnel concernant l'amendement pour Eiffel, (le Monde daté 15-16 décembre) ne provoquerait « pas de retard » pour le lancement de la cinquième chaîne, si le Parlement ne faisait « pas d'obstruction » au nouveau projet (un article de loi) qui devrait être présenté au conseil des ministres du 18 décembre. Interrogé dimanche soir à TF 1 par Yves Mourou, le président de la République n'a pas osé casser cette concession. « Je ne suis pas le maître du monde », a-t-il dit.

YVES AGNÈS

Une double crise au « Courrier picard »

La rédaction du quotidien le Courrier picard se réunit ce lundi 16 décembre afin de constituer une société des rédacteurs qui joueraient « un rôle d'autorité morale », aux côtés du syndicat nommé par le tribunal de commerce d'Amiens après le dépôt de bilan du journal le

12 décembre (le Monde daté 14 et 15-16 décembre) et éviterait que des débauchements intervenaient dans un lectorat « travaillé par la publicité faite autour de ce dépôt de bilan ». En outre, la Fondation pour la liberté de la presse a appelé les 783 maîtres de la

réfutation de la responsabilité des erreurs », remarque un journaliste. Le conseil d'administration - dont la majorité des onze sièges est détenue par le Livre CGT - s'oppose rapidement à M. Bernard Roux.

La révélation, à cette date, d'un déficit de 2,7 millions de francs dû à l'exercice 1984 n'était qu'un signe avant-coureur. A la fin du mois de novembre 1985, le trou s'est en effet agrandi et se situe à hauteur de 6 millions de francs, sans compter 7,5 millions de francs de dettes à court terme.

Il est dû à des raisons multiples. Le lancement en 1984 de deux magazines dans l'Oise, la Semaine de Méru et la Semaine de l'Oise, se révèle une mauvaise affaire. Les ventes ne décollent pas, la masse salariale s'alourdit. « Nous avons fait des erreurs d'analyse », reconnaît d'ailleurs M. Ivan Joly, président-directeur général, dans son bureau où s'ajoutent de nombreux drapeaux de clubs de football.

En outre, malgré une nouvelle formule lancée en novembre 1984, les quatre éditions de la Somme du Courrier picard et son édition de l'Oise, le Courrier de l'Oise, enregistré en 1985 une baisse de leur diffusion (-1,8 %) au premier semestre par rapport aux 75 959 exemplaires vendus en 1984.

Mais la crise financière n'est pas l'essentiel. Seul quotidien français, avec l'Yonne républicaine, à avoir un statut coopératif, le Courrier picard est en proie à une crise de confiance. En 1977 déjà, le quotidien avait traversé une période difficile (le Monde du 22 avril et du 14 juin 1977). Les copropriétaires s'étaient alors réunis. La nomination en 1978 de M. Bernard Roux au poste de directeur général remet le journal sur les rails. Cet énarque fêtu de communication lance des expériences de diversification : télématique, collaboration avec des radios locales privées, édition.

Mais à la révélation des difficultés, des hautes ont lieu. « Quant il n'est plus possible de se partager un gâteau qui permettrait dans les années 70 de verser jusqu'à dix-huit mois de salaire, tout le monde se

couper leurs émissions par des spots publicitaires, ce sera « une chance pour le service public », les téléspécialistes agacés ayant la possibilité de choisir.

La Fininvest, la société de M. Silvio Berlusconi, n'a fait aucun commentaire après la décision du Conseil constitutionnel. Le groupe avait rappelé toutefois, après le soulèvement exprimé par le ministre de la culture d'une renégociation des clauses du contrat des charges de la « 5 », qu'il « avait conclu un contrat avec un Etat de droit et s'attendait que cet Etat respecte ses engagements ».

La « mauvaise santé » d'Antenne 2 - Dans une interview à l'hebdomadaire le Point, le nouveau PDG d'Antenne 2, M. Jean Drucker, établit un diagnostic pessimiste sur l'état de santé de sa chaîne.

« Tous les indicateurs sont à la baisse (...) Antenne 2 est mal en point, voire malade (...) C'est Marcel Juhan qui, en 1975, à la suite de l'éclatement de l'ORTF, a donné un coup de pied dans la fourmilière et transformé l'ex-deuxième chaîne en Antenne 2. L'expérience a été un échec. Les prédécesseurs l'ont certes gérée avec sagesse, mais aujourd'hui Antenne 2 a fini d'en toucher les dividendes ». Evoquant de nombreux changements de la grille de programmes, M. Jean Drucker annonce aussi le retour, fin janvier, de son frère Michel, dans une émission de variétés le samedi soir et celui de Christine Ockrent dans un grand magazine mensuel d'informations, en septembre 1986.

Inauguration du réseau câblé de Cergy-Pontoise. - M. Bernard Schreiner, président de la mission « TV-câble », inaugurerait, mercredi 18 décembre à 15 h 30, à Cergy-Pontoise, le réseau de télévision par câble (onze chaînes) dont deux chaînes locales (le Monde du 25 octobre). M. François Mitterrand a laissé entendre sur TF 1, dimanche 15 décembre, qu'il pourrait assister personnellement au coup d'éclat de Cergy-Tél.

La « mauvaise santé » d'Antenne 2 - Dans une interview à l'hebdomadaire le Point, le nouveau PDG d'Antenne 2, M. Jean Drucker, établit un diagnostic pessimiste sur l'état de santé de sa chaîne.

« Tous les indicateurs sont à la baisse (...) Antenne 2 est mal en point, voire malade (...) C'est Marcel Juhan qui, en 1975, à la suite de l'éclatement de l'ORTF, a donné un coup de pied dans la fourmilière et transformé l'ex-deuxième chaîne en Antenne 2. L'expérience a été un échec. Les prédécesseurs l'ont certes gérée avec sagesse, mais aujourd'hui Antenne 2 a fini d'en toucher les dividendes ». Evoquant de nombreux changements de la grille de programmes, M. Jean Drucker annonce aussi le retour, fin janvier, de son frère Michel, dans une émission de variétés le samedi soir et celui de Christine Ockrent dans un grand magazine mensuel d'informations, en septembre 1986.

Inauguration du réseau câblé de Cergy-Pontoise. - M. Bernard Schreiner, président de la mission « TV-câble », inaugurerait, mercredi 18 décembre à 15 h 30, à Cergy-Pontoise, le réseau de télévision par câble (onze chaînes) dont deux chaînes locales (le Monde du 25 octobre). M. François Mitterrand a laissé entendre sur TF 1, dimanche 15 décembre, qu'il pourrait assister personnellement au coup d'éclat de Cergy-Tél.

La « mauvaise santé » d'Antenne 2 - Dans une interview à l'hebdomadaire le Point, le nouveau PDG d'Antenne 2, M. Jean Drucker, établit un diagnostic pessimiste sur l'état de santé de sa chaîne.

YVES AGNÈS

YVES AGNÈS

La guerre était ouverte depuis des mois. Et la dilution du pouvoir patente : conseil d'administration, directeur général, mais aussi comité d'entreprise prennent chacun des décisions que les autres annulent ensuite. Journalistes et ouvriers du livre se jalousaient. « L'esprit coopératif est tombé en quenouille : ce journal pêche tous les jours contre lui », déclare M. Bernard Roux. Le dépôt de bilan soulève sans doute certains des deux cent soixante-dix

sociétaires, mais en inquiète d'autres. Une assemblée générale a décidé, le 2 novembre, d'ouvrir le capital à hauteur de 40 %, mais seulement à des candidats du secteur de l'économie sociale : Mutuelles, Garantie mutuelle des fonctionnaires, Crédit agricole, Union de l'économie sociale... Les premiers contacts s'ont pas abouti.

En revanche, M. André Audinat, député de la Somme, vice-président du conseil régional et bras droit de M. Robert Hersant, candidat dans l'Oise toute proche, se déclare intéressé. « En tout cas Picard, homme de presse et homme politique local », précise-t-il. Après l'Union de Reims, où M. Philippe Hersant demeure reprendre potentiel, le Courrier picard tombera-t-il dans l'escarcelle de la famille Hersant ? Certains le craignent.

YVES-MARIE LABÉ

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 16 décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Cinéma : Citizen Kane. Film américain d'O. Welles (1940), avec O. Welles, J. Cotten, D. Connington (v.o. sous-titrée, N. Radiff).
Le journaliste cherche à trouver le sens de « noblesse », le dernier mot prononcé par un vieillard très riche et très puissant, qui vient de mourir. Le premier film, génial, de Welles. Une enquête sur l'identité, la personnalité, le destin d'un homme public, un style cinématographique créant une « distance » moderne. Une interprétation prodigieuse.
22 h 40 Étoiles et toiles. Magazine de Marine Juando et Frédéric Mitterrand.
De Welles à Comencini : comment Orson Welles mettait en scène un film, la façon de filmer du maître : le cinéma fait par les enfants (une expérience dans la Drôme) ; portraits de Comencini. Le magazine d'un passionné du grand écran.
23 h 40 Journal.
23 h 55 C'est à lire.
0 h 10 RFE.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Série : Les derniers jours de Pompeï. D'après E. Bulwer-Lytton, réal. P. Hani.
Troisième et dernier épisode. Le prétre Arbace a pris soin de mettre en scène l'assassinat d'Antonius (dont il est responsable) de façon à faire croire à Cléopâtre. Le jeune Crac a été jeté au cachot en attendant le procès. Iniquités, rivalités, amours, haines dans la petite cité pompéienne, au premier siècle après Jésus-Christ. Un dénouement violent.
22 h 20 Série documentaire : le cerveau.
De M. Tassilo, R. Thomas, J. Lallier.
Dernière partie : le Mol élastique, ou comment on soigne les maladies du cerveau. L'histoire, l'évolution de la psychiatrie. Avec les docteurs Bigelow, Kirch, H. Labail, H. Loo, Schabbel, Weinberger et le professeur P. Deniker.
23 h 10 Journal.
23 h 35 Bonssoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Cinéma : la Vieille Fille. Film de J.-P. Blais (1971), avec A. Girardot, P. Poirat, M. Keller, J.-P. Daras, M. Lonsdale, E. Scob (rediff.).

La rencontre pendant les vacances sur une plage de la Méditerranée, d'une femme célibataire timide et complexe, et d'un quadragénaire solitaire. Un couple aux maladrotes touchantes, dans un milieu paisible avec un humour noir cruel.

22 h 25 Boîte aux lettres. Émission de Jérôme Garcin : Sempé sans bord. L'illustrateur Sempé, né à Pessac (Gironde) le 17 août 1932, est interrogé par Jérôme Garcin, dans son appartement parisien. Tout en commentant des séquences d'archives et différents reportages, Sempé s'entretient de ses passions : le jazz, la littérature...
23 h 25 Prélude à la nuit.

FR3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

16 h Cinéma (cycle chansons françaises) : le Chantier de Mexico, de R. Poirier ; 17 h 45, La mémoire aux images ; 18 h, Magazine des sports ; 18 h 35, La palette rose ; 19 h 5, Atout PIC ; 19 h 15, Informations ; 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.

CANAL PLUS

20 h 35, Voyez-vous un bébé Nobel ?, film de R. Poirier ; 22 h 10, Étoiles et bats ; 22 h 25, Boxe ; 23 h 25, Football américain ; 1 h 25, Les Apôles-nuits de François Mitterrand, film de H. Paris.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 « L'hypothèse de la pile Nord », de Nicolas Peskine, avec A. de Moncault, D. Marty, C. Bittel et, au saxophone, D. Lacro.
21 h 30 Littérature, musiques judéo-arabes.
22 h 30 La nuit sur un plateau, avec Valérie Adam.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Shylock, op. 57, Pavane, op. 50, Madrigal, op. 35, de Fauré ; Fantaisie pour piano et orchestre, de Debussy ; Concerto pour flûte et orchestre, d'Ibert ; Symphonie n° 1 et ni majeur, de Bloch, par le Grand Orchestre philharmonique et chœurs de Radio-France, dir. A. Azzam, chef des chœurs J. Jouneau.
23 h Les soirées de France-Musique : Serge Rachmaninov, les racines russes ; à 1 h, Bing Crosby et les crooners.

Mardi 17 décembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

TOUTES les solutions crédit et ce soir, mardi, nocturne jusqu'à 20 h 30, à la Samaritaine Rivoli

20 h 35 Les grands écrans de TF 1 : Au plaisir de Dieu. D'après le roman de J. d'Ormesson, réal. R. Mazoyer, avec J. Dumesnil, F. Lambert, L. Barjon... (rediff.).
Le duc de Sutherland de Plessis-Vaudreuil, vicaire patriarcal d'une famille aristocratique, a quelques difficultés à suivre l'évolution du temps.
22 h 5 Série : Le plus grand musée du monde. Le quatuorcento et Léonard. Réal. J.-M. Leuen. Récitants : Marie Dubois.
Abaissement logique et registral de la longue période (trecento, quatuorcento) durant laquelle la peinture des temps modernes est née en Italie, telle est l'œuvre de Léonard de Vinci. Sa mort en France - où François I^{er} l'avait appelé - symbolise aussi les liens qui vont unir la Renaissance française à l'italienne et à celle de l'Europe du Sud.
23 h 10 Journal.
23 h 25 C'est à lire.
23 h 40 Trif.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Cinéma : Les Grandes Manœuvres. Film français de R. Clair (1955), avec G. Philippe, M. Morgan, J. Desailly, Y. Robert, S. Valère, J. Maillon, M. Noël, B. Bardot.
Candidat de mortu réside de gravité et d'avertissement. La perfection de l'univers et du style de René Clair.
22 h 25 Magazine : Cinéma-cinéma. D'A. André, M. Bonjux et C. Venturi.
Au sommaire : une rencontre avec deux producteurs bretonno-écossais ; M. Anselme Gollu et Yvon Gollu ; un document des frères Mayeux sur Orson Welles assistant à une corrida en Espagne dans les années 50 ; un entretien avec Catherine Deshayes ; les photos d'enfance de S. Bonazzi. La magazine « glamour » du cinéma.
23 h 20 Journal.
23 h 45 Bonssoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Cinéma : l'Attaque de la rivière rouge.

Film américain de R. Maté (1954), avec Van Johnson, J. Dra, R. Boone, M. Stone, J. Morrow, G. Hill.
Western inédit en France. Action et couleurs.

22 h 5 Journal.
22 h 30 Émissions régionales. Chaque station régionale compose son propre programme.
23 h 15 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

20 h 35, Causa le barbare, film de J. Milles ; 22 h 58, Les Cavaliers de l'orage, film de G. Vergez ; 0 h 30, Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine, film de M. Coluche ; 1 h 55, Mike Hammer.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Le Journal du corps : débat (médié-enté : qui va mal) ; Bon ou mauvais exemple de leurs relations, le SIDA). Avec M^{me} Georges Duflos, les professeurs P. Evon, G. Maibé, le docteur W. Rosenbaum et des journalistes.
21 h 30 Dialogues : rencontres avec Louis Furey et avec le groupe belge Mammoo.
22 h 30 Nuits magiques.
0 h 10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné le 17 juillet sur la scène des jardins de Cimiez à Nice) : Miles Davis, avec B. Berg, saxophone, B. Irving, claviers, J. Scofield, guitare, D. Jones, guitare basse, V. Wilborn, batterie, et S. Thornton, percussions.
22 h 30 Les soirées de France-Musique : rencontre avec Francis Poulenc.

Les programmes des trois chaînes de France-Culture et de France-Musique avant 20 h 30 se trouvent dans notre supplément (le Monde du 13 décembre).

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 16 DÉCEMBRE

- M. Alain Peyrefitte, ancien ministre, député RPR de Seine-et-Marne, est l'invité de l'émission « Face au public », de France-Inter, à 19 h 15.

MARDI 17 DÉCEMBRE

- M^{me} Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité, participe à l'émission « Parlons vrai », d'Europe 1, à 8 h 15.

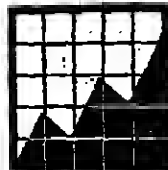
صوتنا من الامم

	Le fixe*	Le ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	114,00	135,20
DEMANDES D'EMPLOI	34,00	40,32
IMMOBILIER	75,00	90,13
AUTOMOBILES	75,00	90,13
AGENDA	75,00	90,13
PROP. COMM. CAPITAUX	224,00	265,56

ANNONCES CLASSEES

	Le fixe*	Le ligne TTC
ANNONCES ENCADRÉES	65,00	77,08
OFFRES D'EMPLOIS	19,00	22,53
DEMANDES D'EMPLOI	50,00	59,30
IMMOBILIER	50,00	59,30
AUTOMOBILES	50,00	59,30
AGENDA	50,00	59,30

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Une direction marketing/vente pour un pharmacien

Nous avons acquis la réputation de spécialistes dans le secteur des produits de grande consommation destinés au marché des officines et hôpitaux.

En liaison avec la Direction Générale, vos principales missions consisteront à :

- animer nos équipes régionales;
- participer à l'élaboration de la stratégie commerciale et marketing et d'en assurer la mise en œuvre;
- conforter et développer les ventes de nos gammes de produits;
- prendre part à la réorganisation du Service Administration des Ventes.

De formation supérieure pharmaceutique, vous avez une expérience de l'encadrement d'équipes de vente.

Vos qualités personnelles vous permettront d'associer le sens de la communication et de l'animation des hommes à ce poste évolutif, basé à Paris.

Documentation sur poste aux candidats présélectionnés.

Adresser lettre manuscrite, C.V., diplôme, salaire actuel et photo (retournée) sous référence 512 P 39, rue Étienne Marcel 75001 PARIS.



Son directeur administratif et financier

Organisme public industriel et commercial de recherche scientifique et technologique d'envergure nationale (environ 1 200 agents et un budget de 900 M.F.) recherche **SON DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER** relevant de la direction générale. Il sera chargé :

- d'organiser et de coordonner l'élaboration et le suivi d'exécution du budget;
- de rénover la comptabilité analytique et de développer le contrôle de gestion;
- d'être l'interlocuteur du département informatique pour les applications de gestion;
- d'assurer la responsabilité de la budgétisation des dépenses du siège social.

Pour réussir dans ce poste, le candidat devra posséder une formation initiale supérieure (HEC, ESSEC ou équivalent...), plusieurs années d'expérience comme Chef de Service, une pratique des techniques actuelles de l'informatique de gestion. Compte tenu de son niveau, les qualités principales souhaitées sont le sens des responsabilités, la capacité pour encadrer et animer des collaborateurs expérimentés, le sens de la méthode.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo s/réf. 1357 à PIERRE LICHOU S.A. 10, rue de Louvois - 75003 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

SON DIRECTEUR

Expérience dans la gestion, l'animation, l'élaboration de politiques et suivi de celles-ci.

Adresser C.V. et prétentions. Ecrire sous le n° 314.469 M LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montreuil, Paris-75.

POMPES GUINARD

Avec 4 unités de production en France où sont développées les technologies de pointe, 1700 personnes, un Réseau commercial international, un CA de 1 Milliard de Francs dont plus de la moitié à l'exportation.

Notre Groupe déjà premier Constructeur français de pompes, vise une des premières places mondiales et recherche :

son directeur commercial et du développement

Directement rattaché au Directoire, vous serez chargé de :

- Définir avec les chefs de Départements la politique commerciale de la Société;
- Superviser l'ensemble du Réseau Commercial;
- Animer la fonction du Marketing et Développement de l'ensemble du Groupe.

De formation supérieure commerciale, votre expérience réussie de plusieurs années dans le Marketing et la Commercialisation de biens d'équipement vous permettra de prendre en main la responsabilité de notre développement.

Homme de stratégie internationale, vous êtes également un opérationnel, brillant, « bien équipé intellectuellement », capable de communiquer votre dynamisme fondamental à vos équipes.

Une maîtrise parfaite de l'anglais vous est demandée et la pratique de l'allemand sera un atout supplémentaire.

Pour nous apporter votre compétence, voulez-vous adresser un dossier complet (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions), sous la référence C/DCP/LM, à notre Conseil, Didier LESUEUR, qui vous garantit toute discrétion.

POMPES GUINARD

AFICOREM 1187



Raymond Poulin Consultants 74, rue de la Fédération - 75016 PARIS

DIRECTEUR, REGION PARIS

Agé de 30-35 ans environ, de formation supérieure (Grande Ecole de Commerce ou Gestion), vous avez déjà prouvé, sur le terrain, vos qualités de gestionnaire, de développeur et d'animateur d'hommes, de préférence au sein d'une société de services.

Votre objectif, aujourd'hui, devenir un patron à part entière.

C'est le challenge que nous vous proposons : prendre en charge la direction et le développement de notre activité au sein d'une division importante et en pleine expansion.

Notre Groupe, de dimension internationale, leader sur son marché, vous permettra de donner toute la mesure de votre potentiel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence LM/350/DRE à



Cette société de services et d'ingénierie en informatique exerce depuis 1982 son activité au sein d'établissements financiers. Entreprise à taille humaine avec 50 salariés, elle conseille, conçoit et réalise la mise en place de systèmes informatiques.

Pour accroître son développement au sein des établissements bancaires, son Président recherche un

Directeur de département 350 000 F +

Rattaché au Président Directeur Général, il participe au sein du comité de direction à l'élaboration des différentes politiques d'activité de développement économique et humain. Véritable porteur de son unité qu'il gère comme une direction par objectifs, sa dynamique l'amène à faire croître ses effectifs de façon sensible au cours de l'exercice 1986.

Ses responsabilités sont de 3 natures :

- commerciale, où il fructifie le portefeuille existant et génère une nouvelle clientèle;
- technique, car la société prend la responsabilité des projets qui lui sont confiés, il veille à leur bon déroulement méthodologique et technique par l'intermédiaire de ses responsables de projets;
- humain, car il gère l'affectation de ses collaborateurs, leur formation technique et relationnelle ainsi que leur rémunération.

Le candidat recherché, de formation supérieure, justifie d'une dizaine d'années d'expérience en informatique. Elle s'est déroulée au moins pour partie, au sein de SSII sur des opérations de données bancaires ou financières. Il a ainsi maîtrisé une méthodologie de type Merise ou Axiol. La connaissance des matériels IBM, DEC est particulièrement appréciée.

La rémunération proposée associe 350 KF de base un intéressement aux résultats du département.

M. DHEUR examinera avec soin les dossiers (lettre manuscrite, CV photo) que vous lui ferez parvenir sous réf. 8312.01 au Cabinet M.D. - 26, rue de Condé, 75006 Paris.

Cabinet en ressources humaines.

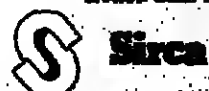
Directeur Qualité.

Au sein de notre Groupement mondial, la Direction Qualité, intimement liée à la R. et D. est une fonction clé fortement structurée (4 laboratoires en France, 20 en Europe, 40 dans le Monde).

Nous recherchons aujourd'hui notre Directeur Qualité qui, à moyen terme, devrait être notre Directeur Qualité/Recherche/Développement. Il nous faut un ingénieur chimiste (Grande Ecole ou équivalent), bilingue ou francophone, d'excellent niveau scientifique, et possédant :

- une bonne expérience du Contrôle Qualité et/ou de la R. et D. (5 ans minimum);
- un intérêt personnel pour les produits alimentaires, même si son expérience est extérieure à cette branche (Chimie Chimie fine, Parachimie, Cosmétologie...);
- une personnalité apte à la coordination, à l'animation, et à la communication de haut niveau, notamment au plan scientifique national et international (Anglais indispensable).

Adresser un dossier complet avec photo et souhait de rémunération aux consultants de SIRCA, 64 rue La Boétie, 75008 Paris, sous référence 468 352 M, qui vous garantiront la plus totale discrétion dans l'examen de votre candidature.



Membre de Syntec

Aide et Action

Association humanitaire d'aide à la scolarisation d'enfants dans le tiers-monde en forte croissance (30 MF, 21 000 enfants aidés en 5 ans).

Recherche pour

DIRECTEUR DE PROGRAMME AU TOGO

POUR ASSURER LE DÉVELOPPEMENT D'UN VASTE PROJET DE SCOLARISATION ET D'ÉDUCATION.

Pour ce poste en création, vous disposerez d'une très grande autonomie et vous prendrez en charge :

- La conception, la programmation, la mise en place et le suivi des actions;
- La gestion administrative et humaine du projet;
- Les relations avec les autorités locales.

En plus de qualités d'organisateur, de gestionnaire rigoureux et de négociateur, vous avez une personnalité de leader et d'animateur d'hommes.

Pour vivre une exceptionnelle aventure humaine, envoyez lettre manuscrite, CV et prétentions à :

AIDE et ACTION, R.F. MOI, 78/80, rue de la Réunion, 75020 PARIS.

Aide et Action

Association humanitaire d'aide à la scolarisation d'enfants dans le tiers-monde en forte croissance (30 MF, 21 000 enfants aidés en 5 ans).

Recherche pour LA FRANCE

UN JEUNE RETRAITÉ DIRECTEUR DE SON RÉSEAU

- Vous animerez et structurerez nos 45 antennes locales en province, toutes animées par des bénévoles;
- Vous développerez ce réseau de promotion de notre association, base de notre stratégie de croissance à long terme, en créant de nouvelles antennes;
- Vous souhaitez mettre les dernières années de votre vie active au service d'une grande cause. Votre expérience a fait de vous un bâtisseur de réseau méthodique. Vous aimez les déplacements. Vous avez le sens du contact et souhaitez devenir notre ambassadeur auprès du grand public;
- Rémunération appropriée.

Envoyez lettre manuscrite, CV et prétentions à : AIDE et ACTION, R.F. MOI, 78/80, rue de la Réunion, 75020 PARIS.

صحنه من العمل

سكنا من الامل



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

TRESORIER

Nous sommes une importante société industrielle implantée localement et nous vous proposons une opportunité motivante au sein de notre Direction Financière : le poste de **TRESORIER**.

Vous êtes un professionnel de la finance et de la comptabilité. Diplôme d'une Grande Ecole de Gestion et/ou du DECS.

UNE CARRIERE DANS VOTRE PAYS VOUS TENTE !

vous êtes âgé d'environ 30 ans et vous avez une expérience réussie dans un poste similaire.

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser votre C.V. + photo + prétentions : s/réf. 3896/LM, à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

Cherche personne à demeure avec expérience, minimum 25 ans, non fumeuse, pour s'occuper d'un enfant et gérer ménage à Tournai (Belgique), période de 2 ans. Références, tel. photo requises. Ecrire à M. Mervin, 6 Saskatchewan Drive, Willowdale, Ont. M2H3L1 (Canada).

IMPORTANT : GROUPE FRANCAIS D'AGRO-INDUSTRIE TROPICALE recherche pour AFRIQUE NOIRE

CHEF DE SERVICE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Niveau DECS. Expérience et connaissances : organisation de comptabilité (générale et analytique) ; ratissage de comptabilité ; informatique ; Plan OCAM ; adjoint directeur en Afrique.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à : COMPTON Pub. n° 21-112, 20, rue de Flandre, 75001 Paris ou transmettra.

MILAN

FLOW LABORATORIES

Recherche un **Chef de produit international**

basé à Milan, pour sa gamme de Diagnostic en Microbiologie

- Bon Baccalauréat en microbiologie (3 ans cycle)
- Anglais courant
- Italien bilingue
- Fondé sur nécessitant une grande mobilité et de nombreux contacts
- Disponible rapidement

Envoyer CV + Photo + Prétentions à : Sybil ACCIOLINI FLOW LABORATORIES SA BP 50 - 20022 Puteaux Cedex.



emplois régionaux

Important groupe industriel français - 4500 personnes, 1,5 Milliard de C.F. recherche pour une de ses Divisions située dans la NIEVRE (2200 personnes)

UN INGENIEUR INDUSTRIALISATION

débutant ou 1 à 2 ans d'expérience.

Il sera chargé de l'étude et de la mise au point du produit et des procédés de fabrication dans les meilleures conditions de productivité et de fiabilité.

Le poste requiert :

- une formation ingénieur mécanique grandes écoles (A.M. - I.N.S.A. Mécanique ICAM et ECAM...)
- une connaissance de l'outil informatique serait appréciée.
- des qualités d'animateur et de réalisateur.

Possibilité d'évolution de carrière au sein du groupe pour candidat de valeur.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence 1730 à Lévi-Toussaint/Assom 31, Bd Bonne-Nouvelle 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra. Discretion assurée.

PORON

Contrôleur de gestion international

Absorbe Poron, leader européen du marché de l'habillement pour l'enfant (effectif de 2.400 personnes, chiffre d'affaires de 700 millions de francs) recherche le contrôleur de gestion de ses filiales européennes (chiffre d'affaires 270 millions de francs). Rattaché au Directeur Général Adjoint en charge de l'administration et de la finance, le candidat aura pour mission d'établir les budgets et de contrôler la gestion des filiales européennes. Ce poste ne peut convenir qu'à un homme d'une trentaine d'années, de formation économique supérieure (ESCP, ESSEC, ESC...) et justifiant d'une expérience réussie du contrôle de gestion, acquise dans une entreprise commerciale à vocation internationale. La maîtrise de l'anglais est indispensable, la connaissance d'une autre langue (allemand ou espagnol) serait un plus. Ce poste basé à Troyes, comporte de fréquents déplacements en Europe. De réelles possibilités d'évolution existent pour des candidats de fort potentiel.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 543-85 M à notre conseil - 61 boulevard Haussmann - 75008 Paris.

CB Chantal Baudron, s.a.

Nous sommes un laboratoire de dimension internationale. Nous recherchons

Chef du service immunologie parasitaire

à qui nous confierons des responsabilités de fabrication, de recherche et de développement. Il participera à l'amélioration des produits et procédés existants, à la mise au point des produits futurs. Il anime et coordonne une équipe d'une vingtaine de techniciens et se positionne à terme comme l'expert de la Société.

Vous êtes docteur vétérinaire, spécialisé en parasitologie et immunologie (certificats ou doctorat). Vous avez travaillé 2 à 3 ans en recherche dans ces domaines et êtes aujourd'hui intéressé par l'approche industrielle. Un projet passionnant vous attend.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + prétentions) sous référence 853/M, à notre conseil Joëlle KHUAT DUY, qui la traitera en toute confidentialité.

HAY Managers 94, rue Servient 69003 LYON

LE CENTRE LÉON BÉARD
Centre régional de lutte contre le cancer
28, rue Léonard, 69573 Lyon
Cedex 08 - recherche

UN INTERNE
ou faisant fonction d'interne pour son service de radiothérapie.
Poste qualifiant. Ecr. ou tél. au 78-00-28-28 poste 3702.

STÉ MATÉRIEL ÉLECTRONIQUE recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIE

3/4 ans d'expérience. Études. Développement produits. Région Lyonnaise.

Ecrire sous le n° 314-498 M LE MONDE PLUS QU'UNE 5, rue de Montmartre, Paris-2.

REGISTRATION ÉDUCATION POPULAIRE - alternative
ANIMATEUR
Pour développement actions. Contrat emploi formation. Ecrire à U.F.C.M. 23, avenue du Commerce-Picard 06400 CANNES.

elf aquitaine

recherche pour sa filiale ELF ANARGAZ

INGÉNIEURS
TECHNICO-COMMERCIAUX
DIRECTIONS RÉGIONALES DE NANCY ET DE BORDEAUX

Animateur de l'équipe technico-commerciale, il assiste la Direction Régionale pour tous les problèmes techniques gaz en clientèle (interventions, réalisations d'études technico-économiques) et collabore aux démarches et négociations commerciales.

Nous souhaitons rencontrer pour ces postes des ingénieurs diplômés E.N.S.I., A.M., I.N.S.A., I.D.N. et justifiant d'une expérience dans le domaine THERMIQUE.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à ELF ANARGAZ Recrutement 4, rue Léon Jost - 75828 Paris Cedex 7.

INSPECTEUR
TECHNICO-COMMERCIAL
DIRECTION RÉGIONALE DE LILLE

Il aura en charge la conception et la réalisation des études techniques d'installations, le suivi et le développement de la clientèle, la négociation des contrats. Secteur principal d'activité : l'Aisne (résidence indispensable ans ce secteur).

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste des D.U.T. ou B.T. thermique ou électromécanique. Une expérience dans une fonction similaire serait appréciée.

Direction

STÉ FINANCIÈRE D'AMÉNAGEMENT
EN PLEINE EXPANSION
RECHERCHE UN
DIRECTEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF

MISSIONS :

- Montage financier des opérations de construction ;
- Relations bancaires, assurances, notaires ;
- Gestion des ventes et du patrimoine local de la Société ;
- Contrôle comptabilité.

Ce poste correspond à un professionnel de 30 ans environ. PROFIL SOUHAITÉ : FORMATION H.E.C., SCES PO, ou équivalent. Connaissance indispensable de la fiscalité immobilière, 5 ans minimum d'expérience dans un poste comptable (Cabinet audit, Direction financière de société de construction...).

Personnalité capable d'animer la Direction générale. Goût pour l'écrit P.M.E. Mobilité - Sans des restrictions.

Au salaire sera attaché un intéressement aux résultats.

Envoyer C.V. + PHOTO A NOBELL A. CONSEIL 5, AVENUE MATHISON 75006 PARIS.

MAISON DE LA CULTURE FERRIERE

DIRECTEUR
Ecrire présidente M.C., route de St-Just-Malmont, 42702 FERRIERE avant le 31 décembre 1985.

SOCOPA 12 milliards de F.C.F. 5.000 salariés. leader des transformateurs de viande recherche dans le cadre de son développement pour son unité de production de CHERTE (Somme) un

JEUNE ESC

Le candidat retenu pourrait évoluer après un stage de formation d'un an vers un poste d'

ANALYSTE COMMERCIAL

Envoyer CV, photo et prétentions à Direction des Affaires Sociales - SOCOPA CHERRE - B.P. 70 - 72401 LA FERTE BERNARD Cedex.

Consultants

→ niveau élevé ←

Si notre Société de Conseil se développe de 25 % par an, en intervenant dans des entreprises de pointe, qui investissent et se renouvellent (Gervais-Ducreux, PUK, Peugeot, Superbe, Vital...), c'est que ces entreprises nous font confiance pour CONCEVOIR, CONDUIRE ET METTRE EN ŒUVRE DES CHANGEMENTS IMPORTANTS D'ORGANISATION.

Pour maintenir la qualité de nos prestations et satisfaire l'exigence de notre clientèle, notre équipe (13) recrute 2 CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU : Grandes Ecoles ou 3^e Cycle, responsabilité élevée, culture étendue, personnalité reconnue, 35/50 ans environ.

Ecrivez-nous + C.V. + photo + prétentions. Documentation de présentation sur demande.

leci développement
Conseil en Organisation
30 rue Herder
F-67000 Strasbourg

leci

LA COUPE DE FRANCE DE L'ENTREPRISE

viendrait être attribuée par l'Expansion au groupe MOËT-CHANDON. Responsables et personnel des Sociétés MOËT & CHANDON, MERCIER, RUTINART (secteur Champagne et Vin) s'en réjouissent.

Nous proposons à des candidats de voir de nous rejoindre, au sein de la Direction Planification-Informations pour des nouveaux challenges.

POUR LA MIGRATION A MVS
Ingénieur Système ou DESS Informatique maîtrisant parfaitement le système d'exploitation MVS, ayant, si possible, assuré une conversion.

POUR LES PREVISIONS DE VENTES
E.S.C. ou Maîtrise de Gestion, fort de 4 à 5 ans dans la gestion et la prévision des ventes, utilisant les moyens informatiques modernes. Etude et mise en place d'une nouvelle approche en ce domaine, en tant qu'interface entre la production, les services commerciaux France et Export, la logistique.

Lieu de travail : EPERNAY (1410 PARIS traits). Rémunération motivante. Logement facilité au départ.

POUR LE PLAN A 5 ANS
D.U.T. Techniques, initiatives de gestion, débutant ou 2 ans d'expérience, pour participer aux travaux d'élaboration du P. 5, à des analyses quantitatives de données, des études prévisionnelles.

POUR LES METHODES D'EXPLOITATION
Analyste d'exploitation chargé de la mise en place de normes et de support utilisation des ressources et de la réception d'applications. Diplômé d'enseignement supérieur ayant développé une expérience au moins 5 ans dans un environnement MVS, tant qu'adjoint du Chef d'exploitation.

Bernard MERCIER vous remercie de lui écrire avec CV détaillé, prétentions et photo à : Direction de la Gestion Sociale 20, avenue de champagne 51200 EPERNAY

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

L'une des grandes entreprises régionales de l'AQUITAINE - plusieurs filiales - aux activités diversifiées, recherche pour son siège social à BORDEAUX, le :

RESPONSABLE DU SERVICE JURIDIQUE

Il aura essentiellement pour mission de conseiller les directions opérationnelles pour tout problème nécessitant une approche juridique, qu'il s'agisse d'actes juridiques ponctuels ou d'actions planifiées. Animateur d'une structure légère, il sera l'interlocuteur des conseils extérieurs spécialisés et avocats.

Ce poste, rattaché à la Direction Administrative et Financière, est destiné à un Juriste d'entreprise expérimenté, 35 ans minimum, de formation juridique supérieure. Ses fonctions antérieures lui ont permis de consolider ses compétences dans les domaines du droit des sociétés, des baux commerciaux, des assurances et du recouvrement. Son aptitude à communiquer et à développer la notion de service, son souci de la rentabilité des actions menées lui permettront de donner à sa fonction un rôle déterminant.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération actuelle, sous la réf. M 34/554 F, à :

EGOR AQUITAINE

29 cours Georges Clemenceau - 33000 BORDEAUX

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

egor



MERLIN GERIN

Recherche pour sa direction organisation informatique et bureautique :

UN JEUNE CHEF DE PROJET

Il sera chargé de concevoir, de réaliser et de gérer des applications industrielles, pour MERLIN GERIN et ses filiales, ceci dans un environnement IBM / MVS / CICS. L'aspect relationnel de la fonction est primordial : Animation de l'équipe, contacts utilisateurs, relations fonctionnelles au sein de la direction informatique.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur informaticien, ayant une expérience d'au moins trois ans en informatique de gestion de production et de gestion industrielle. Le poste est situé à Grenoble et débouchera sur des opportunités de carrière à moyen terme.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 23/652 R à :

EGOR TECHNOLOGIES

19, rue de Béri - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

egor

QUILLE

INGÉNIEURS DÉBUTANTS OU 1^{re} EXPÉRIENCE

POUR "JOUER" LA RÉGION AVEC LES OUTILS D'UN GROUPE INTERNATIONAL...

... ENTREPRENEZ CHEZ NOUS

QUILLE, c'est une entreprise régionale qui possède son identité. Avec 1350 personnes, elle couvre la Normandie et la Picardie. Elle y réalise un CA de 700 millions de francs dans le B.T.E. Elle travaille sur des projets de diversification, notamment en créant de nouveaux produits.

QUILLE se développe et recherche ceux qui par leur formation, leur expérience et leur implication vivront, de manière active, ce développement. Ingénieurs débutants ou dotés d'une première expérience, de sensibilité commerciale ou "travaux", votre goût d'entreprendre nous intéresse autant que votre diplôme. Vous serez responsables sans être des hommes seuls car l'entreprise veillera à votre intégration et à la transmission de son savoir-faire. Vos premiers résultats et la dimension du groupe sont les garants de votre évolution.

Pour en parler, merci d'adresser une lettre de candidature manuscrite, un CV, et une photo sous référence M 10/1621 A à Daniel LENGELE.

EGOR SA

8, rue de Béri - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

egor



Etudes Electroniques Informatiques

SA au capital de 3.000.000 F
AIX-EN-PROVENCE

recherche :

INGÉNIEURS ELECTRONICIENS CONFIRMÉS

Prendre en charge la réalisation de projets à base de microprocesseurs, sous le pilotage d'un matériel que logiciel.

Gérer le budget alloué à ces projets.

Assurer la liaison entre le commercial, les clients et la production.

NOUS DEMANDONS :

Expérience de deux ans minimum dans un poste similaire.

Connaissance des microprocesseurs 16 bits et des logiciels temps réel.

Personne dynamique, autonome, motivée.

Aptitude à coordonner une équipe.

NOUS PROPOSONS :

PME (35 personnes) à fort potentiel, ne plus expansion.

Situation avantageuse par une activité pluridisciplinaire (Automatisme et Industrie).

Possibilité d'évoluer vers des responsabilités élargies.

Adresser C.V. photo et prétentions, à :

122 (Etudes Electroniques Informatiques)
Avenue de Club Méditerranée 13890 AIX-EN-PROVENCE

emplois internationaux

INGÉNIEUR VENTES/SERVICE

Pour nos opérations en

AFRIQUE OCCIDENTALE

parlent parfaitement anglais

et français, avec expérience

pratique et théorique en

extrusion, soudage, injection

et thermotraitement ; résidence

particulièrement en Europe, ou

probablement au Togo.

Les candidats sont priés de

s'adresser à l'adresse ci-dessous.

PUBLICITAS

Casa Postale

CH-8021 ZÜRICH/Suisse.

SI VOUS ÊTES UN

JEUNE INGÉNIEUR SUPÉLEC ou TÉLÉCOM

Nous vous offrons une fonction intéressante dans la région lyonnaise au sein d'une entreprise solide et dynamique, permettant des évolutions rapides et variées.

Contactez-nous en nous faisant parvenir votre C.V. avec

photo s/réf. 5736, MPA, BP 2355, 69216 Lyon Cedex 02.

Avez-vous le tonus électronique ?



Réaliser 30 % de chiffre d'affaires en plus. Figurer parmi les 4 premiers mondiaux en réseaux prédiffusés. Produire les mémoires les plus rapides dans leur catégorie et le microprocesseur 80C51, standard mondial en CMOS. Voilà le bilan de santé MHS 1985 ! Allongez votre foulée avec une équipe jeune.

Managers Produits

Responsables d'un centre de profit, ils doivent bien connaître les circuits intégrés, le marketing produit et les applications.

Chargés des études et de l'engineering du produit, ils participeront directement à la définition et à la mise en place du support aux clients.

MHS
Source de performances

Pierre-Yves SIRAUDIN - Matra Harris Semi-conducteurs - BP 942 - 44075 NANTES Cedex.

Le recrutement, métier de conseil - Lyon

ECOUTER l'entreprise, ses valeurs, ses hommes.

COMPRENDRE ses projets, ses objectifs et ses moyens.

CONSTRUIRE avec l'entreprise pour investir sur des sites de qualité, reconnus pour leur compétence, leur adaptabilité et leur potentiel d'évolution.

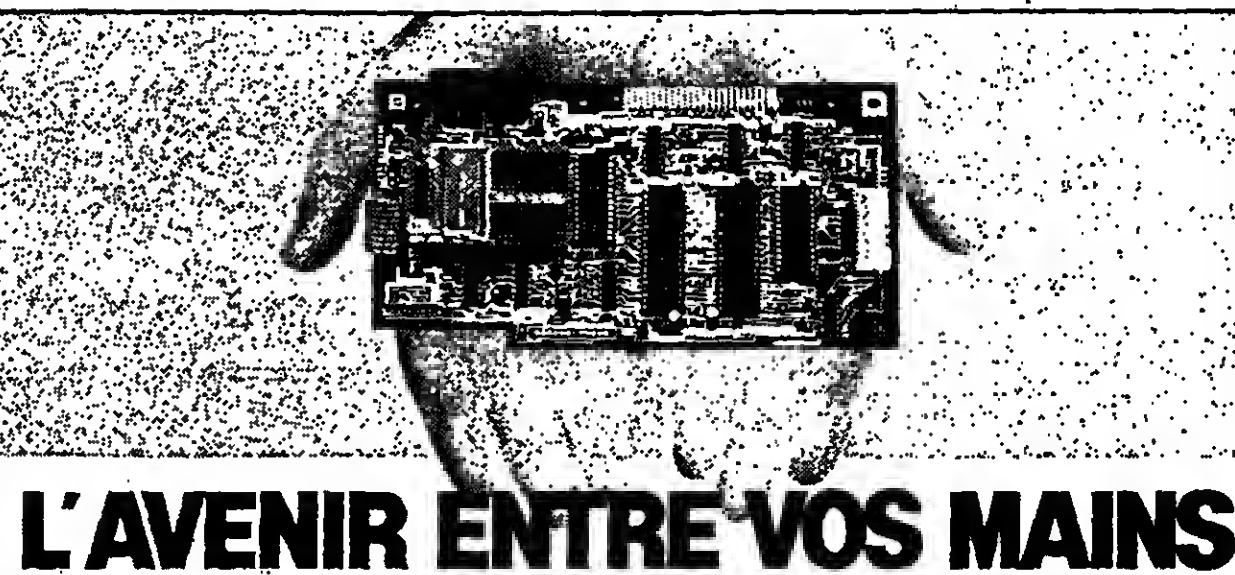


13 rue Grégoire - 69280 Lyon Cedex 02

Cette approche, nous la pratiquons avec qualité, créativité, et rigueur dans le recrutement de Cadres expérimentés, vocation de COFROR au sein du Département Ressources Humaines de PEAT MARYWICK, l'un des premiers groupes mondiaux de conseil. Elle s'appuie sur la maîtrise des techniques de recrutement, et sur l'apport des compétences diversifiées de notre Fille.

A 25 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, vous souhaitez maintenant valoriser votre première expérience de recrutement de cadres, acquise dans une entreprise performante. Vous pourriez élargir au sein de notre équipe votre champ d'action en exerçant un métier difficile et nécessitant une grande disponibilité mais ouvert sur l'ensemble des secteurs économiques.

Nous vous remercions de nous adresser votre dossier de candidature que nous étudierons en toute confidentialité (en indiquant votre rémunération actuelle, sous référence CC 86 M).



L'AVENIR ENTRE VOS MAINS

PHILIPS ECLAIRAGE

Leader dans le domaine de la fabrication de sources lumineuses.

IL UN POTENTIEL CONSIDÉRABLE par le richness et la diversité des carrières offertes, de la Recherche au Commercial, du Marketing vers la Production, chez PHILIPS comme dans les Sociétés apparentées, PHILIPS FRANCE espère attirer plus de 30.000 personnes et réalise un CA de 17,3 milliards de francs.

IL L'OUVERTURE SUR L'INTERNATIONAL Au niveau mondial, PHILIPS représente 345 000 personnes : 25% du CA mondial du Groupe est réalisé en Amérique du Nord (U.S.A. et Canada). Ces données et la longue tradition de modèles des réalisations de la Compagnie sont le gage d'une carrière ouverte sur de larges perspectives internationales.

Jeune Ingénieur développement produits

Pour son centre industriel de CHARTRES, hautement mécanisé et à vocation internationale. Quelques mois de formation spécifique aux nouveaux produits sont prévus dans nos unités de production européennes (Pays-Bas, Allemagne Fédérale). Ce poste représente une réelle opportunité pour un jeune ingénieur de valeur, possédant une bonne maîtrise de l'anglais (si possible quelques notions d'allemand) et souhaitant évoluer dans une grande entreprise à vocation internationale.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo) à PHILIPS ECLAIRAGE - Direction des Affaires Sociales - 120, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 Neuilly-s/Seine cedex.

PHILIPS



SKF

SKF, 1^{er} fabricant mondial de roulements (effectif France : 2500 pers., CA : 1,8 milliard) recherche pour son unité toulousaine (1400 pers.) un :

INGÉNIEUR A & M ou EQUIVALENT AXE SUR L'INFORMATIQUE DE GESTION DE PRODUCTION

Pour être l'organe de transmission entre la Production et la Direction Informatique, pour savoir établir un cahier des charges précis, il faut, en effet, avoir une solide formation mécanique et de bonnes connaissances en informatique. Il faut aller l'esprit concret de l'homme d'atelier à la créativité de l'homme d'études. Une forte personnalité, confirmée par 3 ou 4 ans d'expérience devra vous permettre de vous imposer dans cette fonction charnière. Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature complète sous réf. 85/37/980 à notre Conseil, Pascale GALAMPOUX



Dominique Leligois conseils

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

1 rue Grécourt, BP 1522, 37015 Tours cedex

TOURS NORD

GROUPE SOCIÉTÉS

SIÈGE SOCIAL ET RÉSIDENCE 71

recherche :

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL QUALIFIÉ

chargé de :

- Services administratifs ;
- Conseils d'administration, assemblées générales ;
- Droit des sociétés ;
- Droit social, sachant rédiger, compétences juridiques et financières ;
- Références professionnelles et morales.

Envoyer C.V. sous le n° 314 476 M

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montessuy, Paris-7.

صحنه من الامم



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LA FONCTION PERSONNEL

EMPLOI : problèmes juridiques, liaisons avec les délégués syndicaux, grilles de salaires.
COMMUNICATION : Groupes de Réflexion, House-Organ, recueil et analyse de l'information.
FORMATION : détection des besoins, élaboration des programmes de tous niveaux.
DANS LE VAL DE LOIRE : une unité industrielle de plus de 1000 personnes.
POUR : un diplômé I.E.P., E.S.C. ou Maîtrise en Droit, ayant impérativement une première expérience de la Fonction (Siège ou usine) et capable aujourd'hui de prendre la tête de ce Service.

Adressez votre dossier sous N° LM 880.
GABRIEL MARCU
 154, bd Malesherbes - 75017 Paris.

Banque privée

Rhône-Alpes - Appartenant à un important groupe national, cette banque privée de taille humaine offre à ses collaborateurs une large autonomie d'action et une prise réelle de responsabilités. Dans le cadre de son développement elle recherche :

Responsables d'agences - Agés d'au moins 28 ans, ils possèdent une formation supérieure et une expérience bancaire d'au moins cinq ans acquise en exploitation. Réf. A/3912M

Gérant de portefeuille - Doté d'une formation supérieure, il possède une première expérience des transactions financières acquise en banque ou chez un agent de change. En effet, il sera amené à prendre des décisions de gestion et l'autonomie dans le poste sera fonction de ses compétences. Réf. A/3913M

Ecrire à Marie-Odile VAGNON en précisant la référence du poste choisi.

PA

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.93.90.43
 Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Importante Société d'Ingénierie LYON
 leader mondial sur ses marchés
 et en très forte progression

INGÉNIEURS MÉCANICIENS CONFIRMÉS
 grandes écoles, ECL, AM, ENSM, ENSMA

Nous vous confierons des missions :

- d'ingénierie appliquée : traitement des anomalies, études de justification et proposition de modification de conceptions de fabrication.
 - de suivi des fabrications : qualification des procédés et des méthodes, gestion des modifications, assistance aux fabricants.

Pour ces postes d'interface clients-fabricants-études, nous recherchons des connaissances en :

- mécanique des structures, FDM et métallurgie.
 - une expérience de 8 à 10 ans acquise dans les études de fabrication, les méthodes, l'industrialisation, le suivi de fabrication.
 - une capacité relationnelle et une autonomie.
 L'anglais est impératif, l'allemand souhaité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + rémunération + photo) sous référence 852-M à Joëlle RUAUT DUY.

HAY Manager 94, rue Servient, 69003 Lyon.

ingénieur d'études

CENTRALE, AM, INSA, ENSI

Une importante Société fabriquant des matériels de laboratoire (150 km au Sud de Paris), filiale d'un Groupe Français de dimension internationale souhaite intégrer dans l'équipe jeune et dynamique du Bureau d'études un Cadre de valeur.

Il sera chargé du développement d'appareillages scientifiques et de laboratoires, de la conception à l'industrialisation.

Ce poste sera confié à un ingénieur diplômé, sachant travailler en équipe et ayant par une première expérience fait la preuve de son esprit créatif ainsi que de sa rigueur d'organisation dans la réalisation des projets.

La rémunération est ouverte en fonction de l'expérience. Adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle sous référence 4025-M à L.C.A., 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Chef de département comptabilité banque 200 000 +

Le titulaire du poste, assisté de 3 collaborateurs, prend en charge la comptabilité de la société et de 3 GIE (bilans, comptes de résultats, fiscalité...). Il devra mettre en place la comptabilité analytique et le contrôle de gestion, et assurer la production des états comptables destinés à la commission bancaire, à l'administration fiscale et aux organismes centraux.

Il a un rôle important à jouer pour moderniser l'organisation comptable avec les autres départements : crédit, titres et informatique.

Le candidat souhaité a 30 ans minimum, une formation supérieure de gestion + DECS. Il devra justifier d'une expérience d'au moins 3 ans comme responsable ou adjoint d'un service de comptabilité de banque ou dans un cabinet d'expertise comptable. Ce poste est basé à RENNES.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 7993 LM à HAVAS EMPLOI - 16, avenue de Crimée - 35200 RENNES qui transmettra.

Constructeur de machines pour industrie agro-alimentaire dans région Sud-Ouest

recherche
JEUNE INGÉNIEUR MÉCANICIEN ou ÉLECTRO-MÉCANICIEN
 POUR SON BUREAU D'ÉTUDES
 Débutant accepté si fortes motivations.

Adressez C.V. + lettre manuscrite à :
 Sté MAF, B.P. 112, 82001 MONTAUBAN Cedex.
 A l'attention de M. DUESO.

Groupe bancaire RECHERCHE

UN JEUNE AGENT COMMERCIAL

pour diffuser ses crédits immobiliers et ses produits financiers auprès d'une clientèle des 2 SAVOIES et du DAUPHINÉ.

Il sera basé à : GRENOBLE.
 - Une première expérience dans un établissement financier ou dans une banque est nécessaire pour s'imposer par ses résultats.
 - BAC + 1.

Adressez C.V., photo, lettre manuscrite à :
 LE MONDE PUBLICITE,
 sous réf. 314 467 M, 5, rue de Montesson, 75007 PARIS.

INGÉNIEURS EXPÉRIMENTÉS en conseil et organisation Informatique

Vous avez :
 - une expérience de 3 à 7 ans en informatique et organisation ;
 - le goût du challenge et la passion du management ;
 - le goût des opérations sur le terrain ;
 - une formation ingénieur grande école ou assimilé.

le **CESIA**
 centre d'études des systèmes d'information des administrations
 ÉTABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL

vous offre au sein de son équipe une possibilité unique de travailler sur les projets nationaux mettant en œuvre des techniques de pointe. Lieu de résidence MARSEILLE.

Monique COPPE attend votre lettre manuscrite, votre curriculum vitae avec photo au CESIA : B.P. 138 - 13267 Marseille cedex 09.

Laboratoire de matériaux diélectriques du CNRS de Grenoble

recherche

INGÉNIEUR DE FORMATION PHYSIQUE ou PHYSICO-CHIMIE

pour effectuer un travail de recherche qui donnera lieu à l'obtention d'une thèse.
 Rémunération : 9 000 F/mois net, pendant 30 mois.
 Envoyer C.V. à : M. TORAZON
 LEMD CNRS 166X - 38042 GRENOBLE Cedex.

RHONE-ALPES

INGÉNIEUR DE RECHERCHE DÉBUTANT

Vous êtes un jeune ingénieur diplômé d'une grande école (CENTRALE, MINES, SUPÉLEC, ENSA...).

Au sein d'un important Centre de recherche international intégré à l'une des filiales d'un des premiers groupes industriels français, votre formation de physicien de bon niveau vous permettra de mener à bien des recherches à la fois expérimentales et théoriques (thermique, mesure physique, calcul numérique), avant de vous ouvrir d'intéressantes perspectives de carrière dans les domaines de la recherche, de la production...

Le contexte international dans lequel vous évoluerez rend impérative la maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. avec photo et prétentions sous référence 100 M à : VETROTIX SAINT-GOBAIN, service Emploi-Formation, 767, quai des Allobroges, 73000 CHAMBERY.

Consultant en recrutement

Toulouse

PA Conseil en Recrutement, membre de PA International (1.300 consultants dans le monde), comprend aujourd'hui 35 consultants basés à Paris et dans cinq directions régionales (Lyon, Lille, Nantes, Strasbourg, Toulouse). Cette équipe de trois ans, la direction sud-ouest, déjà forte de cinq membres, poursuit une croissance rapide et recherche, pour renforcer son équipe, un candidat expérimenté. Sa mission consistera à mener, en totale autonomie, des actions de recrutement en utilisant les techniques d'approche les plus diverses (annonces, contacts directs...). Intervenant auprès d'entreprises très diversifiées, il sera directement responsable du développement de sa clientèle. Au-delà de la formation, l'attachement supérieur et de la bonne connaissance du monde industriel, nous recherchons un candidat ayant une première expérience de recrutement en entreprise ou en cabinet. La rémunération pourra être très motivante pour un candidat de valeur. Ecrire à M. FABRE en précisant la référence A/062M.

PA

71 bis, allée Jean-Jaures - 31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.70.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Le GROUPE CRI

Assurances - Produits Financiers - Loisirs - Formation
 Conseils aux Collectivités et Entreprises

recherche pour consolider son implantation dans la région
 PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR

RESPONSABLE de son antenne à NICE

Rompu aux relations publiques à tous niveaux, il devra participer à la promotion des produits d'épargne relatifs au développement économique et social de la région Alpes Maritimes. Il doit être un professionnel de la vente des produits financiers. C'est un homme de la région et la connaît parfaitement. Il a une expérience et des performances réussies.

Merci d'adresser votre dossier complet, CV, photo, lettre manuscrite, sous référence 298/M - GROUPE CRI - Direction du Personnel 5 avenue du Général de Gaulle - 92800 PUTEAUX

Société d'Ingénierie de renommée mondiale recherche pour son établissement implanté au HAVRE

spécialisé dans le domaine VERRIER

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

De formation supérieure (Arts et Métiers, École de Sévres ou équivalent), âgé de 30 ans minimum, le candidat aura une expérience de quelques années dans le domaine de la verrerie.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

De courts déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Ecrire avec C.V. détaillé sous réf. 30810 à
 CONFESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra
 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

OFFRES D

An-delà d

POUS P

BANQUI

REI

POTENTIAL D'E

X B.P.R

CONI DE G

analyste

eccs

emploi

UN

CHAMBERY

CHAMBERY

CHAMBERY

CHAMBERY

CHAMBERY

CHAMBERY

CHAMBERY

CHAMBERY

CHAMBERY

CHAMBERY

CHAMBERY

CHAMBERY

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Au-delà des méthodes, il y a votre avenir... et le nôtre.

Notre position de leader et notre fort développement dans la production pharmaceutique, parapharmaceutique et chimique nous conduit à accentuer nos efforts dans l'organisation industrielle de nos différents sites.

Notre équipe de Direction a besoin aujourd'hui d'un Ingénieur Méthodes pour construire sa politique industrielle de demain : véritable INTERFACE entre le siège et les 18 sites industriels, vous prendrez en main la validation des idées proposées par la Direction Générale et les vôtres (standardisation, choix d'implantation, études des postes de travail, etc.) et leur développement avec les différents Responsables Méthodes des sites.

Ingénieur ou autodidacte de talent, votre expérience réussie des Méthodes (3 ans minimum) sur un site industriel a développé votre sens de la rigueur et de l'innovation, votre capacité d'écoute et votre sens aigu des relations humaines.

La taille de notre Groupe et l'intérêt que nous portons à cette fonction vous ouvrent des possibilités d'évolution à la hauteur de votre potentiel.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions), sous la référence C/IMP/LM, à notre Conseil, Didier LESUEUR, qui vous garantira toute discrétion.

AFCEM 888



Raymond Poulin Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

VOUS êtes un PROFESSIONNEL de la BANQUE

Vous êtes **DIPLOME** de l'enseignement supérieur ou de la **FORMATION** bancaire (I.T.B.).

Vous avez une **EXPERIENCE** de plusieurs années dans l'approche des P.M.I. - P.M.E., donc le sens du risque et la connaissance des crédits.

Vous aimez la **NEGOCIATION**, le conseil, la formation.

NOTRE **BANQUE REGIONALE** implantée à **L'OUEST DE PARIS** (78, 92, ...)

structurée en Directions de Groupes de 6 à 10 agences chacun

vous propose de devenir le

RESPONSABLE ENGAGEMENTS

auprès d'un Directeur de Groupe auquel vous serez directement rattaché.

Votre **POTENTIEL D'EVOLUTION** devra vous permettre, après quelques années de réussite dans le poste, de prendre des **RESPONSABILITES EN AGENCE**.

Adressez : lettre manuscrite, C.V., photo, classification et rémunération **ACTUELLES** à :



B.P.R.O.P.

Direction des Relations Humaines
9, avenue Newton
78183 ST-QUENTIN-EN-YVELINES CEDEX

Un challenge pour un excellent professionnel

CONTRÔLEUR DE GESTION

"FINANCIERE STRAFOR" est la holding d'un groupe de 8 500 personnes aux activités diversifiées (C.A. 3,5 milliards de F.). Elle crée pour ses unités d'industrie lourde une fonction de contrôleur de gestion "groupe".

Rattaché au responsable contrôle de gestion de la holding, le candidat a pour mission de fournir aux décideurs les analyses nécessaires pour apprécier et corriger les performances des unités; il peut aussi être investi de missions d'AUDIT OPERATIONNEL.

Nous souhaitons rencontrer un candidat d'au moins 30 ans, expérimenté dans le contrôle de gestion industriel, diplômé d'une école supérieure de commerce (HEC, ESSEC, ESCP) ou ingénieur + ISA ou INSEAD. La pratique courante de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand serait appréciée. La fonction requiert une grande autonomie.

Le poste est basé à Paris ou à Strasbourg. Le groupe est performant, coté en bourse, et ses activités internationales se développent. Il peut offrir de bonnes perspectives de carrière et une rémunération supérieure à 250 000 F. si l'expérience du candidat le justifie.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la réf. M 30/129 E à :

EGOR REGION EST

18, rue Auguste Lamy - 67000 STRASBOURG

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA GENEVE LONDRE MADRID MONTREAL TOKYO



Analyste Financier

Vous possédez une formation de type Ecole de Commerce ou Maîtrise de Gestion. Vous avez acquis une solide expérience de la fonction, d'au moins 3 ou 4 ans dans un organisme financier.

Intégré dans une équipe jeune et performante, vous effectuerez des analyses financières et des études de risque sur une gamme étendue de clients.

Nous sommes la première société française de location d'ordinateurs IBM et connaissons un rythme de croissance supérieur à 50%.



Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence JB 555 à ECS
Responsable des Relations Humaines
16, rue Washington 75008 Paris.



Clinique chirurgicale mutuelle LORIENT

recherche

2 INFIRMIER(E)S

PANSEUR(SE)S

INSTRUMENTISTES

diplômés,

avec expérience.

Ecrire M. le Directeur

de la clinique

21, rue Emile-Daut

56100 LORIENT.

Téléphone : 87-84-24-83.

RÉCHARD - F.S.A.

Expertise comptable et com-

missaires aux comptes reconnus :

COLLABORATEURS

CONFIRMES

MONT 75008, 25, rue Sengier.

emploi régional

Cabinet d'Expertise

Comptable et d'Analyse Financière

dans le cadre

de son développement.

recrute

pour son service de L.L.L.

UN (E) DIPLOMÉ (E)

Ecoles de Commerce,

Sc. Eco + DECS

- ayant une exp. de 3 ans

dans le contrôle de gestion

ou l'analyse financière;

- pour poste d'analyste finan-

cier ; conseil auprès de Co-

mités d'Entreprises.

Envoyer C.V. et prétentions :

LE MONDE PUBLICITE

sous n° 314.519 M

5, rue de Montmartre, Paris-7.

Clinique importante banlieue

nord-est recherche

ATTACHE ECONOMIQUE

30-35 ans

Pour achats petits matériels et

produits consommables en tri-

staux médicaux. Poste évolutif.

Salaire brut : 10 000 F/mois.

Tél. pour R.V. 48-90-12-82.

S.S.L.I. développeur logiciels de

pointe en logistique recherche

ANALYSTE

dipl. ing. ou maîtrise inform.

exp. 2 à 5 ans. Connaissances For-

tran HP3000, si poss. IBM PC,

exp. comm. angl. courante.

Adr. CV + lettre à Sympa,

22, r. d'Artois, 92000 Nanterre.

CONSEILLERS

COMMERCIAUX (H-F)

Si vous souhaitez intégrer une

entreprise dynamique (progres-

sion C.A. 1^{er} semestre + 45 %

C.A. 84 : 512 000 000 F.

13 000 clients), rejoignez-

nous. Tél. pour R.V. 48-90-12-82.

Paris au 48-00-24-03,

poste 42 et pour 81 et 84

au 48-90-52-52, poste 228.

L'un des principaux groupes industriels français

recherche

25 INGÉNIEURS

débutants ou 2-3 ans d'expérience.

Généralistes - Chimistes - Mécaniciens - Automaticiens - Informaticiens.

INGENIEURS DE PRODUCTION

Après une formation de 2 ans environ, ils se verront confier des responsabilités importantes d'encadrement en production en France ou à l'étranger.

INGENIEURS DE BUREAU D'ETUDES

Ils auront à concevoir, réaliser et mettre au point des machines d'essais ou de fabrication dans des domaines de mécanique, d'automatique ou de conduite de process.

INGENIEURS DE RECHERCHE

Au sein d'équipes pluridisciplinaires, ils seront chargés de concevoir des produits complexes, de haut niveau technologique et passeront rapidement des idées aux réalisations.

INGENIEURS INFORMATIENS

Ils se verront confier une responsabilité globale sur des projets en informatique de gestion, en recherche opérationnelle ou en informatique scientifique. Ils utiliseront les logiciels les plus récents sur une gamme étendue de matériel.

* Envoyez curriculum vitae et photo à INTERMEDIA n°597 - 9 bis, rue Labie - 75017 PARIS, qui transmettra.

Discrétion assurée.

PUBLICITAIRE : devenez notre directeur commercial

COMMUNICATION D'ENTREPRISE

Vous êtes un(e) publicitaire confirmé(e). Vous avez des responsabilités en agence depuis plusieurs années. Nous vous proposons de mettre vos connaissances et votre expérience au service de notre agence. Fille d'un groupe de communication leader, nous sommes spécialisées en publicité de recrutement et de communication d'entreprise. Une forme de publicité variée, passionnante et d'avenir, faisant appel de plus en plus à tous les médias et techniques modernes de communication : presse, affichage, télématique, audiovisuel, édition. Sur ce marché, notre agence a trois points forts essentiels : une bonne image, des produits uniques... et beaucoup d'idées pour l'avenir. Votre rôle ? Coordonner et animer une équipe performante. Sous l'autorité du Président, vous aidez les chefs de publicité dans la conception et la présentation

des campagnes, le suivi des clients et les relations avec les supports. Ce poste que nous créons est déterminant pour l'agence. Nous serons donc très exigeants. Outre votre expérience, nous vous demandons une excellente formation supérieure, le sens du management et de la relation commerciale, de la rigueur et de la précision, mais aussi beaucoup d'idées. En contrepartie, si vous ne connaissez pas notre domaine spécifique, nous avons prévu une période d'adaptation. Votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sera étudiée avec la plus grande discrétion et aucun contact ne sera pris avec votre employeur actuel. Nous vous remercions d'adresser ce dossier sous référence MD à M. Perival - 149, rue Saint-Honoré 75001 Paris, qui transmettra.

صكنا من الامم

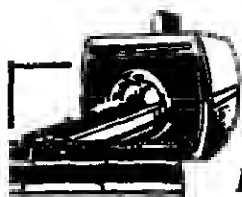
صلى الله عليه وسلم

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



THOMSON CGR L'ELECTRONIQUE AU SERVICE DE LA SANTE

Nous sommes l'un des leaders mondiaux de l'imagerie médicale. Dans un secteur stratégique, nous créons, réalisons et commercialisons des équipements de haute technologie. Nous recherchons notre

RESPONSABLE COMPTABILITE

Au sein de la Direction Après-Vente, vous prenez en charge le service comptabilité composé de 10 personnes.

Vous mettez en place les circuits et les comptes comptables correspondant aux nécessités de la gestion. Vous réalisez les travaux comptables jusqu'au bilan et suivez l'application des procédures. Outre votre formation type Ecole de Commerce, vous justifiez d'une expérience similaire d'au moins 5 ans et êtes familiarisé avec l'outil informatique.

Merci d'adresser votre dossier (CV, photo et prétentions) au Service du Personnel - THOMSON CGR - 3, rue d'Amiens, 93240 STAINS.



GRANDE BANQUE REGIONALE OUEST DE PARIS

(78, 92, ...)

renforce sa structure commerciale et recherche des **PROFESSIONNELS** de la **BANQUE** (classe IV) disposant d'une solide **FORMATION** (enseignement supérieur, diplômes bancaires)

pour leur confier le poste

d'ANIMATEUR COMMERCIAL

placé sous l'autorité du Directeur de Groupe (6 à 10 agences) :

- l'animateur commercial a pour **MISSION** d'animer, de conseiller, de former les équipes de vente des agences
- il participe à la définition et à la **REALISATION** des objectifs
- il propose et met en œuvre les **ACTIONS COMMERCIALES** appropriées

Les candidats devront :

- avoir **REUSSE** dans l'exploitation bancaire
- bien **CONNAITRE** les produits et services bancaires
- être à l'aise face à toutes les **CLIENTELES** : P.M.E., P.M.I., artisans, commerçants, professions libérales, particuliers haut de gamme.

Après quelques années de **REUSSITE DANS LE POSTE**, ils devront être capables de prendre des **RESPONSABILITES EN AGENCE**.

Adresser : lettre manuscrite, C.V., photo, classification et rémunération **ACTUELLES** à :



Direction des Relations Humaines
9, avenue Newton
78183 ST-QUENTIN-EN-YVELINES CEDEX

LES SOCIETES D'ASSURANCES DU GROUPE DE PARIS

Notre domaine : l'ASSURANCE toutes branches avec un C.A. de plus de 5 milliards de Francs.

Dans le cadre du renforcement de nos équipes d'organisation, nous recherchons :

2 ORGANISATEURS CONFIRMES

HF



leur rôle : Concevoir et mener des missions d'organisation tout en assurant l'animation d'une équipe de travail.
leur profil : Formation supérieure (école d'ingénieurs, école de gestion) complétée d'une expérience de quelques années dans une grande entreprise et si possible dans une société d'assurances.
La notoriété de notre groupe privé, reconnue pour la qualité de sa gestion, attire des hommes de valeur. De plus, la dimension des postes où les compétences techniques s'associent à l'animation d'hommes, est de nature à intéresser des candidats ayant le goût du dialogue et la capacité de réaliser.
Notre siège se situe à Paris.
Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous réf. 8855 M, à : Service Recrutement Cadres - Assurances du Groupe de Paris - 21, rue de Châteaudun - 75447 PARIS Cedex 09.

DIRECTEUR D'EXPLOITATION h/f

Le candidat, 30/35 ans, de formation supérieure apportera la preuve de sa réussite dans sa ou ses précédente(s) expérience(s) professionnelle(s). Il prendra en charge la direction et l'organisation de notre centre de tri en Région Parisienne.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un «homme de terrain» capable de s'imposer par son autorité, ses compétences et sa forte personnalité.

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo + prétentions sous référence A.D.E. à T.A.T. EXPRESS - Service du Personnel - B.P. 8237 - 37042 TOURS Cedex.



VOUS ETES INTERESSE
PAR UNE SOCIETE DE SERVICES A TRES FORTE EXPANSION
FILIALE DE LA COMPAGNIE AERIENNE T.A.T.

Nous recherchons :

ADJOINT

DIRECTEUR D'EXPLOITATION h/f

Jeune juriste Droit immobilier

HF

La Groupe de la Compagnie Bancaire, recherche pour l'une de ses filiales, un **Jeune juriste** (environ 30 ans) doté d'une Maîtrise de Droit Privé et d'un D.E.S.S. de Droit de la Construction et de l'Urbanisme, ayant une expérience professionnelle de 3 à 5 ans, acquise de préférence dans une société de promotion immobilière ou un cabinet d'avocats.

Il sera chargé, au sein d'une équipe de 7 personnes, du montage juridique d'opérations immobilières et de la conduite d'affaires contentieuses.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence 564 M à
Jean Morel - Compagnie Bancaire - Service Orientation-Recrutement
5 avenue Kléber - 75116 Paris.

groupe de la compagnie bancaire

INDUSTRIE

Dans le cadre du développement de ses activités industrielles, SESA recherche

CHEFS DE PROJET SENIORS

De formation Grande Ecole (Arts & Métiers...), vous avez acquis une expérience d'étude et de réalisation de systèmes informatiques de 4 à 8 ans dans le domaine industriel.

Pour nos clients, vous serez chargé(e) de promouvoir, de développer et de mettre en place leurs nouvelles structures industrielles, utilisant les concepts les plus récents de la production automatique intégrée, dans les secteurs suivants :

- contrôle d'ateliers flexibles, de systèmes de stockage et de manutention,
- réseaux locaux industriels et de communications,
- mise en œuvre de systèmes experts,
- organisation et gestion de production.

Ces secteurs en pleine expansion offrent de nombreuses opportunités de progression et de prise de responsabilités à des candidats de valeur.

Si vous vous sentez motivé(e) par l'un de ces challenges, merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. 45 LM à :

SESA

Direction des Ressources Humaines
30, quai de Dion Bouton
92806 PUTEAUX Cedex

Directeur de Comptabilité

390 000 F +

Une société industrielle filiale d'un groupe français de dimension internationale cherche un Directeur des services comptables. Ce poste s'adresse à un cadre expérimenté ayant eu des responsabilités similaires en secteur industriel. Formation supérieure comptable exigée. Poste basé dans l'Est. Evolution possible au sein du groupe en France. (référence 49312)

Chef Etudes Informatiques

320 000 F

Entreprise industrielle anglo-saxonne en forte croissance. Responsabilité de la définition et du développement de projets complexes, environnement IBM. Formation : Grandes Ecoles d'Ingenieurs et expérience de conduites de projets. Anglais (référence 49412)

Contrôleur de Gestion Europe

350 000 F +

Important constructeur informatique américain. Assistera le Directeur Financier Europe dans le développement d'outils de gestion prévisionnelle, business planning, forecasting. Bonnes qualités relationnelles. Formation MBA, CPA, ICA. Expérience Direction Financière. Position évolutive. (référence 49512)

Directeur Commercial

250 000 F

Equipe automobile, filiale industrielle d'un groupe international cherche un Directeur Commercial constructeur. Ce poste s'adresse à des candidats de formation supérieure connaissant bien le marché des constructeurs automobiles. Anglais nécessaire. Ville Universitaire du Centre Ouest. (référence 43009)

Jeunes Auditeurs

250 000 F +

Plusieurs banques internationales de forte notoriété recherchent des Auditeurs Internes. Formation supérieure - 3 à 5 ans d'expérience de l'audit chez un «Big Eight». Ces postes sont dans tous les cas très évolutifs vers des responsabilités opérationnelles en France ou à l'international. Anglais impératif. (référence 49612)

Jeune Cadre Financier et Comptable

200 000 F

Société de négoce internationale filiale d'un groupe puissant cherche un jeune cadre de formation supérieure comptable pour assister le Directeur Financier. Comptabilité anglo-saxonne et expérience acquise en PME, dans un environnement international. La langue de travail est l'Anglais. Arabe souhaité. (référence 46010)

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo en précisant la référence du poste choisi à TEG, 113 rue de l'Université, 75007 PARIS.



(France) Management

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Responsable du Service Financier

Un lieu privilégié où les technologies de pointe du monde entier sont représentées. Un établissement public qui développe ses activités en associant les moyens de secteurs publics et privés.

La première mission : mettre en place et organiser le service. Parallèlement, vous répondrez du circuit des engagements et liquidations, contrôlerez les dépenses et disponibilités, instaurerez un suivi analytique, préparerez et suivrez les budgets, informerez la comptabilité ordinaire, le tout, en liaison avec l'agent comptable du ministère de l'Équipement.

Vous devez posséder d'excellentes connaissances en comptabilité analytique. Une première expérience est indispensable : dans l'administration, c'est un plus. La rémunération peut aller de 180 à 220 000 F.

Christiane MARTIN étudiera les dossiers de candidature que vous voudrez bien lui confier : 1, Paroisse de la Défense, 92000 PARIS LA DEFENSE.

le Carrefour international de la communication

SOLEX, Branche Electronique Automobile du GROUPE MATRA, recherche pour le Contrôle Central de Gestion : HF

Responsable Comptabilité Analytique

A la tête d'une petite équipe, il devra mettre en place un nouvel outil informatique permettant d'assurer l'analyse des résultats de la Société. Il sera également chargé de la consolidation des budgets et du suivi des investissements. Diplômé de l'enseignement supérieur long (HEC, ESC ou équivalent), il possèdera une expérience d'environ 2 ans en milieu industriel.

Pour ce poste basé au siège de la Société, merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions) à la Direction du Personnel - 19 rue Lavoisier - 92000 NANTERRE.

SOLEX

Jeune ingénieur, futur chef de projet

Paris. Cette société en croissance régulière (1.200 personnes, 1 milliard de CA en 85) est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits de consommation industrielle. Pour contribuer principalement au développement de l'informatisation de ses 3 usines (IBM 4361, base de données relationnelle, info-centre...), elle crée un poste de chef de projet.

Placé sous la responsabilité du chef du service informatique (équipe de 10 personnes), il a pour mission d'une part la conception, le suivi de la réalisation, et la mise en place d'applications nouvelles basées sur des progiciels (gestion de production, nomenclature, stocks...), d'autre part l'étude de l'évolution des applications existantes. Il a de nombreux contacts avec les utilisateurs et les assiste en matière d'organisation. Il se déplace fréquemment dans les usines (20 à 30% du temps).

Ce poste constitue une opportunité intéressante pour un jeune ingénieur (grandes écoles, ENSI) ayant 1 à 3 ans d'expérience en industrie, désireux d'acquérir une expérience en informatique avant d'évoluer vers d'autres fonctions.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. s/rét. C 040 M à Christine BERNET, SEMA SELECTION 16, rue Barbès 92128 MONTRouGE Cedex.

SEMA SELECTION
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

Quand les aciers s'habillent de chiffres, les gestionnaires sont des ingénieurs qui comptent.

L'une des filiales du groupe USINOR, C3F conçoit, fabrique et distribue des aciers très spéciaux. Avec 3.500 personnes réparties dans 8 établissements nous réalisons plus de 1,5 Milliard de Francs de CA et sommes l'une des entreprises qui COMPTENT dans le groupe USINOR.

Pour secondar efficacement le Directeur Financier de notre société nous recherchons un

CONTROLEUR DE GESTION

INGENIEUR DE FORMATION (ECP, MINES, ECL...) votre spécialisation s'est affûtée dans le Contrôle de Gestion Industriel et la Finance.

Agé de 35 ans environ, vous serez plus particulièrement chargé de :

- diriger et contrôler les procédures budgétaires pour l'ensemble des établissements (plans, budgets, consolidation, suivi des réalisations),
- contrôler les réalisations, mettre en évidence et analyser les résultats, les performances et les écarts,
- mener les études et les analyses financières nécessaires aux prises de décision de la Société.

Basé au siège social à Paris, vous intervenirez également dans tous nos établissements de province. Prévoir donc de fréquents déplacements de courte durée.

Aujourd'hui si vous êtes cet ingénieur comptez sur un grand groupe pour mettre à profit toutes vos compétences. La réussite dans ce poste important vous conduira dans quelques années au Management Finances Gestion au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, référence 509 M)

USINOR
Innovier pour gagner

Service Recrutement, N. LE BAGOUSSE, Immeuble Ile-de-France, 92070 Paris-La Défense cedex 33

BANQUE en fort développement

à vocation générale, innovatrice et performante, de taille humaine, disposant d'un réseau d'agences couvrant le territoire national, recherche

Futurs Directeurs d'agences bancaires

qui, après une période de formation et d'adaptation prendront la responsabilité d'une agence à Paris ou dans une grande métropole de province. Ces postes seront confiés à de jeunes diplômés (grandes écoles de gestion ou d'ingénieurs), d'environ 30 ans, ayant déjà une expérience réussie de 3 à 5 ans dans l'exploitation. Les candidats retenus auront une forte personnalité, l'esprit d'entreprise et le désir de faire évoluer leur carrière vers des fonctions autonomes et d'initiatives.

Adresser curriculum vitae à Bernard Mangou, sous réf. 2161/M, 17 rue la Rochefoucauld 75009 Paris.

SEARCH

Reliez-vous à la CONNECTIQUE...

dans une multinationale, très diversifiée, qui fabrique des produits pour la plupart des secteurs de l'activité industrielle et qui intensifie ses activités dans le domaine de l'électronique et de la connectique. Pour affronter ce marché en pleine évolution, nous recherchons des

INGÉNIEURS - NÉGOCIATEURS

Votre mission :

- Vous améliorerez la pénétration de nos produits existants auprès d'une clientèle industrielle. Vos interlocuteurs sont de tout niveau.
- En étroite collaboration avec nos clients, vous déterminerez leurs besoins à long et moyen terme. Vous coopérez avec nos bureaux d'études afin de définir les nouveaux produits.

Votre profil :

De formation ingénieur électronique ou électromécanique, vous avez une expérience professionnelle en électronique ou en connectique.

Homme de contact, votre personnalité, votre motivation pour la négociation commerciale et votre volonté de réussir avec nous sont les fils conducteurs qui vous relieront à la connectique.

Maîtrise de l'Anglais indispensable.

Postes basés en Région Parisienne.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) sous réf. 79341/UM à HAVAS-CONTACT - 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.

chef produit vêtements masculins HF

Notre Société (600 MF C.A.) première sur le plan européen, recherche son Chef de Produit pièces à manches, vestons, pantalons, chemises.

Le candidat participera à l'élaboration des collections, la sélection des modèles, la réalisation des fiches techniques, l'étude des prix de revient, les prévisions de vente par ligne de produit.

CE POSTE NE PEUT CONVENIR QU'À UN PROFESSIONNEL JUSTIFIANT D'UNE SOLIDE EXPERIENCE DE CHEF DE PRODUIT ACQUISE CHEZ UN CONFECTIONNEUR REPUTE.

Ce poste est basé à PARIS et est susceptible d'évoluer vers une fonction de Direction de Collections (discretion assurée).

Ecrire sous référence 4020-M à Mamrègies qui transmettra.

Mamrègies
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

Coûts industriels : au-delà de la technicité... insuffler un état d'esprit

Parce que nos Laboratoires Pharmaceutiques - CA 500 MF, 680 personnes, filiale d'un des premiers Groupes Internationaux de la Santé - sont en pleine expansion et ambitieux pour l'avenir, Parce que notre équipe jeune et compétente recherche continuellement la performance, notre Contrôleur de Gestion recherche, comme collaborateur direct un

Contrôleur de la gestion industrielle

- Vous superviserez la comptabilité analytique de notre usine ;
- Vous devrez développer les outils de gestion industrielle des systèmes informatiques correspondants ;
- Vos analyses et commentaires alimenteront votre dialogue avec les opérationnels et leur permettront, peu à peu, d'intégrer les paramètres économiques que vous aurez mis en évidence pour mieux gérer leur entité.

De formation supérieure (Sup de Co, ESSEC) plus DECS, vous avez entre 30 et 35 ans et une expérience minimum de 3 à 5 ans au sein d'une Unité de Production industrielle. Anglais courant.

Toute l'équipe est basée à 100 km à l'Ouest de PARIS.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo, et prétentions) sous référence S/CCI/UM à notre Conseil - RAYMOND POULAIN CONSULTANTS - 74 rue de la Fédération - 75015 Paris - qui vous garantira toute discrétion.

Glaxo

Création de poste ROISSY

Chef du personnel

Jeune PME en plein développement, une de nos activités est de gérer des magasins de luxe (alcools, parfums, tabacs) situés essentiellement sur l'aéroport de Roissy. Pour cette Division regroupant 120 personnes, nous cherchons un Chef du Personnel. Sur le terrain, il mettra en place les procédures définies par la Direction des Relations Sociales au siège, supervisera la gestion administrative du personnel, mettra en œuvre le plan de formation, veillera à la bonne application des règles de sécurité et des conditions de travail. Ce poste intéresse un candidat ayant une bonne connaissance du Droit du Travail et justifiant d'une expérience de plusieurs années dans la fonction.

Adresser lettre man., CV dét. et rémunération actuelle s/référence 1144/M à Michèle RUDLOFF, S&B-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

سكيا من الاموال

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE IMPLANTÉE EN PROCHE BANLIEUE EST
recherche
JEUNE INGÉNIEUR
DIPLOMÉ (E) E.T.P., I.N.S.A.

Fonctions :
- Conception générale des structures dans le domaine du bâtiment.
- Développement des domaines d'application d'un logiciel de CAO/DAO au sein d'une entité représentant l'ensemble des corps d'état du bâtiment.

Ce poste s'adresse à des jeunes ingénieurs passionnés par le développement des nouvelles techniques informatiques de production des études, ayant 2 à 3 ans d'expérience dans le domaine de la conception et ayant la pratique des relations avec les architectes.

Envoyer candidature avec C.V., prétentions et photo sous le n° 314.571 M.
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessy, Paris-7, qui transmettra.

Notre expansion régulière et le développement important de nos activités financières nous conduisent à nous renforcer dans le domaine du contrôle et de l'organisation.
A cet effet, nous recherchons un
Organisateur-auditeur

Il aura une formation supérieure de niveau :
- Maîtrise de gestion + DECS.
- Ecole de commerce + DECS.

Une expérience souhaitée de 3/4 ans en organisation et audit dans un Etablissement bancaire.

Une connaissance de l'informatique serait appréciée.
Lieu de travail : centre de PARIS.

Merci d'adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la référence 3889.

MEDIA BA
2, Bd des Italiens 75002 Paris
qui transmettra

Afin d'assurer l'expansion de notre activité informatique nous recherchons

UN ORGANISATEUR

Chargé de l'implémentation de logiciels de gestion au sein de PME-PMI.

- De former et d'accompagner les utilisateurs du système ;
- De mettre en place les procédures d'utilisation.

Formation souhaitée :
- DECS + formation supérieure de gestion ;
- Connaissance de l'informatique ;
- Grande mobilité nécessaire pour missions nationales et internationales.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions à :
E.O. CARRIERS, 21, rue des Fossés, 75015 Paris.
R.F. ORG. 885.

Communication interne à l'entreprise

Concevoir et mettre en place des structures de communication performantes, informer clairement et rapidement notre personnel, le faire participer activement à la vie de l'entreprise... au sein d'une société de 1.000 personnes, figurant parmi les leaders de la profession et rattachée à l'un des plus importants groupes français, c'est ce que nous proposons à un jeune spécialiste de la communication interne. Les domaines concernés sont larges : stratégie de l'entreprise, action commerciale, gestion sociale... et les outils nombreux (journal d'entreprise, expression des salariés, réunions de communications...). Intégré à notre direction des affaires sociales, ce responsable aura complété sa formation supérieure (DESS de préférence) par une première expérience dans le domaine de la communication au sein d'une grande entreprise (publicité, relations humaines...) et sera bien sûr très motivé par le développement de notre politique sociale. Le groupe auquel nous appartenons, très sensible aux problèmes concernés par ce poste, pourra lui garantir de réelles perspectives d'évolution. Les réponses seront transmises directement à notre client ; prière d'indiquer le nom des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Ecrire en précisant la référence B/5858M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

ROBERT BOSCH (France) S.A.

Groupe BOSCH
- équipements automobile
- appareils ménagers
- radio-téléphones
- caméras et projecteurs BAUER
- équipements industriels

INGENIEUR

Si vous êtes intéressé par l'informatique assurant le pilotage de machines outils, robots et le dialogue homme-machine, rejoignez notre département d'études et développement des équipements industriels.

Profil :
- formation en automatique ou informatique,
- connaissances en système d'exploitation, informatique graphique, génie logiciel appréciées.
- connaissances langage assembleur,
- connaissances langage Pascal appréciées,
- anglais ou allemand nécessaire.

Lieu de travail : région Rhône-Alpes.

BOSCH

Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions au Département du Personnel, 32, avenue Michelet, 93404 St-Ouen.

BANQUE INTERNATIONALE
recherche
pour son service
EUROÉMISSIONS

COLLABORATEUR(TRICE)
300 000 F. net

ayant
- une bonne expérience de trading et de contacts personnels sur le marché des Eurobonds
- une expérience, même marginale, de gestion collective ou individuelle de portefeuille (actions/obligations) sur le marché international
- maîtrise de la technique de la gestion des options souhaitée
- âge minimum 30 ans
- très bonne connaissance de l'anglais (autres langues appréciées).

Nous vous remercions d'adresser votre candidature détaillée sous réf. 1399 à PLAIN CHAMPS - 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS.

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
CONCOURS DE CHERCHEURS
Le CNRS recrute au titre de 1985 et 1986

25 directeurs de recherche 1^{re} classe
306 directeurs de recherche 2^e classe
80 chargés de recherche 1^{re} classe
336 chargés de recherche 2^e classe

Les personnes intéressées doivent se procurer les fascicules de candidatures, au : 15, quai Anatole-France, Paris-7.
Bureau des chercheurs, avant le 16 janvier 1986.
Date limite de dépôt des candidatures : 17 janvier 1986.

Entreprise de Travail Temporaire
située à Paris, recherche son
responsable (H/F)

Un Cadre qui a la mentalité de patron avec la volonté d'animer et diriger une P.M.E. Il a une âme de vendeur.
L'expérience du travail temporaire sera appréciée. La rémunération de départ sera constituée d'un fixe + intéressement + voiture + frais.
Adresser CV + lettre manuscrite à notre conseil P. Robert, 1 Rue Gœthe - 75016 PARIS

Responsable gestion des carrières

Important Organisme Financier (300 personnes) recherche dans le cadre de son développement le RESPONSABLE DE LA GESTION DES CARRIERES ET SUIVI DE LA FORMATION.

Il sera chargé de mettre en œuvre des systèmes de promotion et d'évolution des carrières dans le cadre des classifications existantes (évaluation des fonctions, appréciation des performances, formation, promotion des Cadres...) ainsi que de déterminer et de gérer les besoins de formation sur les plans qualitatifs, administratifs et financiers.
Ce poste pourra être affecté à un Cadre de 30 ans minimum, de formation supérieure (ESG option Personnel ou DEA, DESS d'économie ou de gestion...) et possédant une expérience réussie de la fonction acquise en Entreprise.
Merci d'adresser votre dossier sous référence 1453 M au transmetteur le à CV PLUS en composant le 43.59.40.25 sur votre mobile.



Jean-Claude Maurice S.R.

12, rue de Pontbail - 75008 PARIS

INDUSTRIE DE LA SANTE
recherche pour son unité située dans la région Centre le

RESPONSABLE ACHATS

De préférence chimiste ou pharmacien, il sera chargé :
- de la négociation de prix, en liaison avec l'achat central,
- de l'approvisionnement, en liaison avec les services de planification,
- de la définition des spécifications d'usage des produits achetés, en liaison avec les services production et qualité,
- de la recherche des innovations, en liaison avec les fournisseurs,
- de l'évolution des techniques de gestion, en liaison avec le service informatique.

Une expérience industrielle dans les domaines de la fabrication, du packaging ou du contrôle est requise.
Anglais apprécié.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions sous la référence 1289 à l'attention de PARAPHIE 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

Juriste opérationnel à dimension financière
200 000 F. net

Société holding française, nous possédons d'importants actifs immobiliers et des participations dans plusieurs entreprises industrielles. Nous recherchons un bras droit pour notre secrétaire général.

De la gestion de notre patrimoine immobilier à des missions juridiques touchant au droit des sociétés et des affaires, votre responsabilité est large et motivante. Nous souhaitons progressivement vous confier aussi les aspects financiers de l'administration de nos filiales. Vous serez ainsi, pour l'ensemble de nos affaires, l'interlocuteur de nos cabinets juridiques.

La trentaine, vous êtes juriste en droit des affaires bien sûr, mais aussi financier et avez une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction administrative et juridique. Autonome et rigoureux, vous avez le sens de la communication et vous savez vous imposer naturellement.

Merci d'adresser, lettre, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse. Référence 1297 M.
24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Synco

Un très important Etablissement Financier National recherche :

un(e) Juriste en Valeurs Mobilières

Il(elle) aura pour mission de :
- participer à la création de produits en valeurs mobilières ainsi qu'à des études fiscales et juridiques concernant des opérations financières et boursières (introduction en Bourse, fusions, prises de participation).
- contrôler l'application des réglementations de ces opérations, plus particulièrement SICAV et Fonds communs.
- assurer la vie juridique des sociétés.

Une expérience de 3 ans environ d'opérations similaires acquise dans un établissement bancaire ou dans un cabinet de Conseil Juridique est exigée.

Une formation juridique DEA ou DESS fiscalité/Droit des Affaires est demandée.

Envoyer candidature avec CV, prétentions et photo sous réf. GV952 à Lévi Tournay/Asscom - 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

IMPORTANT ORGANISME SOCIAL
recherche pour son
SECTEUR MEDICO-SOCIAL

ATTACHE DE DIRECTION H/F

Maîtrise de Droit - Esprit de synthèse - Capacités de rédaction. Connaissances du secteur sanitaire appréciées. Petite expérience professionnelle indispensable.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo (restituée) et prêt, à FNMF - Division des Relations Sociales, 56 à 60, rue Nationale 75649 PARIS Cedex 13.



Réalisations Services et Conseils en Informatique

Société d'ingénierie en informatique industrielle et scientifique, équipée d'un important centre de calcul, nous recherchons dans le cadre de notre expansion et de nouveaux projets :

INGENIEURS D'ETUDES

De formation grandes écoles, vous avez une première expérience d'au moins un an dans le domaine industriel. Sous la responsabilité de la Direction, vous serez chargés de l'implémentation de techniques nouvelles : (logiciel logiciel, ADA, systèmes experts, PROLOG...). La réalisation d'un ou plusieurs des environnements : 6800, VAX, DATA GENERAL/MV, UNIX, C, PASCAL sera considérée comme un atout supplémentaire.

INGENIEURS SYSTEME

Ayant une bonne expérience des matériels : VAX (et/ou) DATA GENERAL/MV, vous aurez la responsabilité du plateau informatique des matériels VAX, DATA GENERAL/MV, APOLLO, IBM.

INGENIEURS LOGICIEL

Vous avez au moins 3 ans d'expérience dans l'un des domaines suivants :
- calculateurs : VAX, DATA GENERAL/MV, APOLLO 68000, MITRA, SOLAR.
- langages : C, PASCAL, FORTRAN, LISP, LTR.
Intégrés à des équipes dynamiques vous participerez à la conception et à la réalisation de grands projets industriels.

CHEF DE GROUPE QUALITE

De formation supérieure, vous avez une solide expérience en informatique industrielle (conduite de projet) et une très bonne connaissance du domaine méthodologique. Dans le cadre de très importantes projets logiciels, vous serez chargé de la négociation avec le client utilisateur, des rapports avec les sociétés sous traitantes, ainsi que de l'encadrement des chefs de projet.
Merci d'adresser C.V., photo et prétentions en précisant le poste choisi à : R.S.C.I. 537, rue Hélène Boucher 21, Centre 78500 BOC.

Membre de SYNTCO-Informatique

OFFRES D'EMPLOIS

hoisi la cro

Respoi Adminis

photograph

EQUIPES E

Banque Populaire

LA CHAMBRE SY

Un jour

Directe

CAM

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

FORMATION SUPERIEURE + 1^{RE} EXP.

C'est, pour vous, saisir l'opportunité de rejoindre le n° 1 français de la restauration collective, qui vous propose de larges responsabilités en tant que **CHEF DE SECTEUR**.

Vous assurerez :

- la suivi commercial de vos contrats,
- l'élaboration et la tenue des budgets,
- l'animation du personnel,
- le suivi qualitatif de nos prestations.

Manager, conseiller, gérer, telle sera votre mission.

Diplômé d'une Ecole de Commerce ou de Gestion, vous souhaitez prouver ou confirmer, après une première expérience, vos qualités de manager.

Notre Groupe, en forte croissance et de dimension internationale, saura vous offrir des opportunités d'évolution de carrière, en France ou à l'étranger.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et

présentations, s/réf. LM/350/CDE, à SODEXHO - Service

Recrutement - B.P. 36 - 78381 BOIS-D'ARCY Cedex.



Nous sommes une société française de rang international spécialisée dans le petit matériel électromécanique de haute technicité destiné aux industries de pointe : informatique, électronique, aéronautique et armement.

Nous recherchons pour notre Service Export

UN JEUNE

INGÉNIEUR
TECHNICO-
COMMERCIAL

De formation électronique, électromécanique ou électrotechnique.

La connaissance de l'anglais ou de l'allemand et une grande disponibilité pour les voyages sont indispensables.

Envoyer avec C.V. détaillé et prétentions sous réf. 02351 M à BLEU Publicité - 17, rue Label - 94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra

Responsable du personnel

Techniques de pointe - Société de taille humaine (350 personnes), nous sommes la filiale d'un des plus puissants groupes français. Nous recherchons notre responsable du personnel. Rattaché au directeur général, il prendra en charge l'ensemble de la fonction (recrutement, formation, communication, suivi des carrières, relations sociales...) et gèrera une population composée essentiellement d'ingénieurs et de techniciens. Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, Drot, Sciences Humaines...), âgé d'au moins 28 ans et ayant déjà acquis une expérience significative du monde industriel et de la gestion des ressources humaines. Au-delà des compétences techniques, il possèdera les qualités relationnelles indispensables pour maintenir et développer la qualité de notre climat social. La rémunération proposée sera motivante et les perspectives d'évolution de carrière garanties par notre groupe d'appartenance. Poste situé en proche banlieue ouest de Paris. Les réponses seront transmises directement à notre client ; pointer d'indiquer le nom des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Ecrire en précisant la référence B/5857M

PA

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.84

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable Administratif et Financier

Vous aurez en charge, pour nos 3 structures :

- la coordination de la comptabilité (BM 36) et la gestion financière,
- la gestion du personnel,
- la gestion administrative de l'association.

Titulaire du DECS ou d'une formation équivalente ou très bon autodidacte âgé de 40 ans environ, vos compétences professionnelles, votre flexibilité ainsi que vos capacités d'animateur seront retenues. Poste basé à proximité de LONJUMEAU.

Notre Conseiller, Catherine LARRY vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous réf. CL1342 (CV, lettre man, photo et rémunération actuelle) au :

CIPO Conseil, 105 av. Victor Hugo - 75114 Paris.

Groupe industriel et commercial Français du secteur biens de consommation à forte implantation internationale recherche pour son Siège

Responsable
du Service Juridique
basé à Paris

Vos responsabilités :

- gérer le personnel siège et services généraux
- gérer les assurances du groupe
- tenir les assemblées
- conseiller les directeurs de filiales françaises et étrangères sur le plan juridique
- superviser l'ensemble des contrats.

Vous avez un DESS de droit privé, droit des affaires ou licence en droit complétée par Sciences Po, 3 à 5 ans d'expérience juridique acquise en cabinet ou en entreprise et vous parlez couramment anglais.

Vos atouts pour réussir : diplomatie, faculté d'adaptation, rapidité de réaction.

Envoyer CV + photo à **CFTE** 37 C3, avenue Fr. Roosevelt 75008 PARIS. Discretion assurée, réponse garantie.

GROUPE DE DIMENSION INTERNATIONALE

recherche, pour reconstruire l'ensemble de son

SYSTÈME D'INFORMATIONS FINANCIÈRES

et construire un outil avancé :

CHEFS DE PROJET

Leur mission, au sein d'une équipe jeune de la DIRECTION FINANCIÈRE du groupe :

- Animer la formalisation détaillée des nouvelles méthodes financières, comptables et de gestion ;
- Etablir les cahiers des charges des systèmes informatiques ;
- Assurer le succès du démarrage de chaque projet.

LEUR PROFIL :

- Grande école commerciale ou d'ingénieurs, complétée d'un DECS ou équivalent ;
- Expérience d'au moins trois ans, acquise en entreprise ou cabinet, dans un poste opérationnel ou de conduite de projets, en gestion, comptabilité, consolidation ou trésorerie ;
- Créativité, dynamisme et capacités d'animation, rigueur et esprit de synthèse, aptitude à évoluer ultérieurement vers des postes de responsabilité.

Adresser C.V., lettre manuscrite et photo sous le n° 22 118 de LA PUBLICITÉ FINANCIÈRE 23-27, avenue de Neuilly, 75116 PARIS, qui transmettra. Discretion assurée.

Psychographe Confirmée

Mi-Temps

Nous sommes une équipe de cinq consultants seniors, spécialisés dans le conseil aux entreprises pour la recherche, le choix, l'intégration d'ingénieurs, cadres, dirigeants réalisateurs, la gestion des ressources humaines.

Dans le cadre de notre fort développement, nous souhaitons intégrer au sein de notre équipe une **PSYCHOGRAPHE CONFIRMÉE**. De double formation approfondie psychologie plus graphologie (G.G.C.F.) vous avez impérativement au moins deux ans d'expérience de la graphologie appliquée à la sélection professionnelle et si possible la pratique des examens de personnalité.

Vous prendrez progressivement en charge des tris, des analyses courtes ou approfondies, des bilans individuels. Vous participerez activement au fonctionnement du cabinet.

François CORNEVIN traite confidentiellement votre candidature. Il vous remercie de lui écrire, sous référence 15 6902 M, à :

EQUIPES ET ENTREPRISES

11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 42.93.18.72

Banque Populaire un grand Groupe à l'esprit d'entreprise

LA CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES Organe Central de 38 banques régionales et de 29.000 collaborateurs recherche pour son Département « Communication - Groupe ».

Un journaliste interne.

Il aura pour mission d'assurer la collecte d'informations, de les mettre en forme suivant les différents supports et de prendre peu à peu en charge le poste de Rédacteur en Chef d'une publication interne du groupe. Il possèdera une formation supérieure et une première expérience de 2/3 ans dans la communication (écrite, de préférence).

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous référence J.L. à François MARSAI - Chambre Syndicale des Banques Populaires - 131, avenue de Wagram 75847 PARIS CEDEX 17.

une énergie nouvelle en France

Directeur artistique

4 MISSIONS ESSENTIELLES :

- Définir et développer une politique originale de création et de diffusion.
- Assurer des programmations communes avec l'EIC.
- Collaborer étroitement avec le Centre Georges Pompidou.
- Prospector de nouveaux talents et assurer le rayonnement international de l'Institut.

4 QUALITES INDISPENSABLES :

- De parfaites connaissances musicales professionnelles.
- Une longue pratique du milieu musical.
- Une riche expérience d'organisateur de manifestations.
- Un esprit curieux, novateur, prospectif.



Adresser lettre manuscrite et C.V. à l'IRCAM Bertrand Perisson - 31 rue Saint-Merri 75004 PARIS

GRENOBLE
SOCIÉTÉ INGÉNIEURIE
INFORMATIQUE INNOVATRICE

- Informatique temps réel et industriel.
- Mini et micro.
- Logiciel et matériel.

recherche

• INGÉNIEUR COMMERCIAL

haut niveau technique. Déplacements fréquents en vue de prendre poste direction.

• INGÉNIEURS CONFIRMÉS

- Expérience télécom.
- Connaissance RSX, 11 M.
- Connaissance Solar + déplacements étranger.

• INGÉNIEURS DÉBUTANTS.

Pour tous ces postes il est demandé un niveau d'ingénieur grande école : X, ESE, Télécom, Centrale, ENSIMAG, ENSERG, ENSET. Ecrire avec C.V. et prêt. à : LE MONDE PUBLICITE n° 314 510 M, 5, rue de Montesson, 75007 Paris.

INSTITUT FRANÇAIS
DU PETROLE

situé à RUEIL MALMAISON (92), recrute pour sa Direction de Recherche Géophysique et Instrumentation

INGÉNIEUR GRANDES ECOLES
(Normale Sup, X, Mines,
Télécom, Centrale...)

Débutant ou quelques années d'expérience, une compétence dans les techniques les plus modernes du traitement du signal et/ou dans le domaine de la propagation des ondes acoustiques serait appréciée. Dans l'avenir, il sera demandé au candidat d'encadrer une équipe de recherche de haut niveau.

Adresser CV, photo et prétentions s/réf. 21041 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris cedex 01, qui transmettra.

Radio France

internationale recrute pour ses émissions en langue serbo-croate

JEUNES JOURNALISTES
DIPLOMÉS

PARFAITEMENT BILINGUES

Ontre une excellente connaissance de la vie politique et culturelle de la France et des pays de l'Est, l'activité implicite des horaires de travail de nuit et la pratique de la dactylographie, une expérience radio serait appréciée. Candidats français ou en règle vis-à-vis de la législation en vigueur. Disponibilité immédiate.

Adresser C.V. et présentations au service du Personnel de R.F.L., B.P. 9 516, 75762 Paris Cedex 16.

IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER A PARIS

recherche

ORGANISATEUR INFORMATICIEN

pour sa Direction du Personnel

Intégré à une équipe de cadres, il participera aux projets en cours avant de prendre en charge la responsabilité de projets devant déboucher sur une refonte intégrale du système de gestion et d'administration du personnel. (7 000 personnes à gérer).

Le candidat intervenant de la conception aux suivis de la réalisation et de la mise en place, devra :

- être de formation supérieure (BAC + 4 minimum) de préférence en informatique de gestion (MAGE...),
- avoir une expérience de 2 à 3 ans de réalisation informatique, si possible sur bases de données (IBM-DLI),
- connaître de préférence la méthode MERISE.

Nous vous remercions d'adresser : lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous réf. 20820 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

comelog comelog comelog

COMOLOG SA, au capital de 2.200.000 F 180 personnes - 45 millions de F. de C.A. poursuit son développement dans la région parisienne et souhaite embaucher, un

CHEF D'AGENCE

- VENDRE du Service en Informatique
- MANAGER des Equipes d'Ingénieurs
- GÉRER un Centre de profits.

Agé de 30 ans environ, de formation supérieure, il a les aptitudes et les motivations pour développer de façon importante une activité de service de qualité.

Ecrire à : COMOLOG - Mr PERQUIER - 7, rue Louis David - 75116 PARIS.

comelog comelog comelog

BANQUE INTERNATIONALE
PARIS 8^{me}

recherche pour sa Direction Financière

COLLABORATEUR Classe V ou VI
H/F

connaissant les marchés et produits financiers ainsi que leur fiscalité. Des connaissances plus particulières sur le marché obligataire français, primaire ou secondaire, seraient appréciées.

L'allemand et/ou l'anglais parlé est souhaité mais pas indispensable. Adresser C.V. sous référence 587 à CEPIAD, 135, avenue de Wagram, 75017 Paris. Monsieur A. Dannenberger vous garantit la discrétion.

دكتور في الادارة

50 من الالاهل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Développement électronique grand public

Société leader sur son marché Equipements de loisirs (Banlieue Nord Est) souhaite renforcer son potentiel Recherche et développement en intégrant un INGENIEUR B.E. (Electronique appliquée) chargé d'améliorer les produits existants et de concevoir de nouveaux produits en liaison étroite avec le Marketing et la Production.

Le candidat retenu devra posséder une première expérience réussie dans une fonction similaire si possible dans des applications proches de notre Métier (électronique, audio vidéo, micro-informatique...).

Envoyer votre dossier complet (CV + photo + prétentions) sous réf. 1416 M ou transmettez-le à CV PLUS en composant le 43.59.40.25 sur votre minitel.



Jean-Claude Maurice S.A.

12, rue de Ponthieu - 75008 PARIS

JAGENBERG

Filiale d'un groupe allemand très important en France, nous commercialisons des machines destinées à la fabrication et à la transformation du papier et du carton. Nous recherchons un

Ingénieur Commercial

Top Niveau

Bilingue Allemand

Vous avez : • une formation d'ingénieur ; • 35 à 45 ans environ ; • une expérience professionnelle réussie dans l'industrie papetière ; • des talents de négociateur à haut niveau.

Nous vous proposons de vendre des machines de haut niveau après avoir réalisé les études techniques préalables. Votre lieu de travail sera Jarmers (V) et de fréquents déplacements seront à prévoir au siège de notre groupe en Allemagne. Votre rémunération et vos possibilités d'évolution seront fonction de votre expérience et de votre potentiel.

Adressez votre dossier de candidature (lettre mon. CV, photo (retournée), rémunération actuelle et souhaitée) s/réf. AS 05/12 à Catherine LARRY, CNPE Conseil 105 Avenue Victor Hugo, 75116 PARIS.

Larges responsabilités dans un secteur de pointe

Jeune ingénieur

Electronique - automatismes - informatique industrielle

Réputée par la qualité et la maîtrise des procédés, déjà leader sur le marché des équipements robotisés très sophistiqués de fabrication de semi-conducteurs, notre société, filiale d'un groupe de 2 000 personnes (qui lui apporte l'appui de ses services de recherche), connaît une croissance spectaculaire et un développement international.

Pour répondre aux évolutions rapides des besoins de nos clients de l'électronique, nous concevons et réalisons autour de notre processus des installations sur mesure. Aussi nous recherchons un jeune ingénieur qui aura des responsabilités étendues : analyse des cahiers de charge, conception, calculs, programmation, assistance à la réalisation, essais (en salle blanche), mise en route sur les sites.

Cette opportunité passionnante par son autonomie, l'intérêt des projets et les perspectives d'avenir s'adresse à un jeune ingénieur de moins de 30 ans maîtrisant impérativement l'anglais et ayant démontré au cours d'une première expérience ses potentialités créatives et son sens pratique sur le terrain. Notre équipe est jeune, soudée, accueillante.

Le poste est basé en Région Parisienne (banlieue sud) et nécessite de fréquents déplacements.

Adressez votre candidature (lettre + C.V. + photo + prétentions), sous la référence 4156 à Jacques GUYON.

50, bd Gal-de-Gaulle
93100 ROUBAIX
T. 20.73.71.70

HAY Manager

UN CHEF DU PERSONNEL

Groupe international de services en fort développement, nous recherchons pour la Direction Parisienne de l'une de nos filiales, un jeune Chef du Personnel. Homme de contacts, en relations avec nos différentes hiérarchies opérationnelles, vous devez mettre en oeuvre pour l'ensemble de la fonction personnel une politique dynamique, notamment dans les domaines suivants :

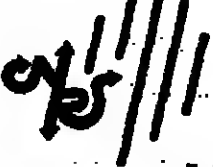
• gestion du personnel (recrutement, accueil, formation, appréciation),
• relations syndicales
• supervision de l'administration et de la paie.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez 3/5 ans d'expérience dans la fonction personnel, si possible dans le domaine des services.

Adressez votre candidature complète (avec prétentions) sous référence 4928 à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS, qui transmettra.

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

1er Etablissement Public de Recherche
- 25 000 personnes - budget : 8 milliards de Francs



INGENIEUR ou UNIVERSITAIRE

option informatique de gestion
débutant ou 1re expérience

Vous participerez au développement de son informatique de gestion et serez d'abord affecté à la conception du nouveau système de gestion du personnel (réseau, base de données). Vous contribuerez ensuite à la mise en place du Schéma Directeur. Il vous sera donné la possibilité d'accéder à un corps de la fonction publique. Adressez votre candidature (avec prét.) sous référence IUM à : CNRS-SIG - 23, rue du Maroc - 75940 Paris Cedex 19

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Grande Ecole de gestion ou équivalent. Débutant ou première expérience. Connaissance micro-informatique appréciée. Envoyer lettre, CV, photo et prétentions à C.C.I.P. - D.P.R.S. - 8, rue Chateaubriand 75008 PARIS

Banque Paris-Ouest

RESPONSABLE TECHNIQUE

Notre Société développe ses activités dans l'électronique, le laser, etc. A la tête de l'équipe technique, vous assurerez l'étude, la mise en place et le suivi d'équipements de contrôle et marquage.

De formation supérieure électronique, vous avez une expérience équivalente de 5 ans, vous êtes mobile et pratiquez l'anglais.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M5/1623 A, à :

EGOR TECHNOLOGIES

Département Industrie
19, rue de Berri - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

AGENT DE CHANGE AUPRES DE LA BOURSE DE PARIS

recherche

ANALYSTE FINANCIER EXPERIMENTE (H/F.)

PROFIL :

- Parfaite maîtrise des états comptables ;
- De préférence, membre de la SFAP ;
- Bonne connaissance des sociétés cotées en Bourse.

MISSION :

- Etudes de sociétés françaises à destination de la clientèle institutionnelle française et étrangère, et des services commerciaux de la charge ;
- Visite des sociétés et comptes rendus.

Adressez C.V. et lettre manuscrite à : BERTRAND MICHEL, AGENT DE CHANGE, 7, rue de la Bourse, 75002 PARIS.

FIDAL

fiduciaire juridique et fiscale de France

recherche

Conseil en Droit des Sociétés

Formation Universitaire, bonnes connaissances en droit des affaires et comptabilité. Préférerons à candidat ayant expérience dans un cabinet, une entreprise ou une banque. Envoyez lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous référence 8881 M à : FIDAL PARIS - 18 Bis rue de Villiers - 92300 LEVALLOIS-PERRET.

Notre société élabore du matériel de haute qualité destiné aux secteurs industriels de pointe tels que électronique et aéronautique. Nous recherchons pour la Région Parisienne

TECHNICO-COMMERCIAL

Formation électronique, électrotechnique ou électromécanique. Quelques déplacements en province de courte durée sont à prévoir.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 02350 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX

IMPORTANT CABINET COMMISSARIAT AUX COMPTES ET AUDIT

recherche candidats de formation supérieure, libères rapidement :

1. **KAPERI** niveau manager cabinet international
2. **REVISIORS** confirmés, 2 à 3 ans d'expérience en cabinet (pratique de l'audit informatique appréciée)

Adressez C.V., photo et prétentions pour étude à : M^{me} NOUVEL, 9/13, rue Saint-Amand, 75015 PARIS.

Crédit Mutuel d'Ile de France

Responsables d'agence

Vous avez une solide expérience dans le secteur bancaire et vous êtes un véritable technicien dans ce domaine. Aujourd'hui, vous désirez valoriser vos compétences. Le Crédit Mutuel, acteur dynamique du développement économique et social, vous offre cette opportunité. Homme de service et de conseil, vous apporterez des solutions personnalisées aux besoins nouveaux et aux attentes de nos clients. Vous mettrez vos qualités d'animateur et de gestionnaire au service d'une structure originale décentralisée et efficace. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle, en précisant la référence M 1712, à la Direction des Relations Humaines et Sociales. Crédit Mutuel d'Ile-de-France, 19 Cité Voltaire 75541 Paris Cedex 11.

L'esprit pionnier

LA FEDERATION NATIONALE DE LA MUTUALITE FRANCAISE

recherche

JEUNE DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ECONOMIQUE ET FINANCIER

possédant de bonnes connaissances comptables (DECS) et d'analyse financière afin de participer, au sein d'une équipe, à des analyses financières traditionnelles, à des missions d'audit, à diverses études ou recherches sur le secteur. Ce futur collaborateur devra faire preuve d'esprit de méthode et d'initiative et présenter une grande capacité d'adaptation. Une expérience dans les domaines précités serait appréciée. Le poste est basé à PARIS mais des déplacements en province sont à prévoir.

Adressez CV détaillé, photo (retournée) et prêt. à : FNMF - Division des Relations Sociales, 66 à 68, rue Nationale, 75949 Paris Cedex 13.

BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE

recherche

CONSULTANT INFORMATIQUE DE SERVICE NF (Infocentre, bureautique intégrée)

De formation supérieure (Ingénieur Ecole Supérieure de Commerce ou MIAGE), il aura si possible une première expérience d'un ou deux ans.

Le poste nécessite :
• une réelle aptitude à la communication et à la négociation
• un fort potentiel technique pour résoudre les problèmes informatiques (de la conception à la réalisation).

Le candidat retenu aura à faire l'analyse des besoins (fonctionnels et organiques) des utilisateurs, la promotion des produits et la mise en place des procédures informatiques.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 21050 à B.U.E. - Service du Recrutement 75017 PARIS Cedex 02.

Informatic

Le Service d'Etudes et de Recherche de l'Informatic, recherche un CHEF d'ÉQUIPE INFORMATIQUE, avec une bonne connaissance des problèmes de RESEAUX.

Votre profil :

- maîtrise des systèmes informatiques et des réseaux télématiques,
- une démarche créative et pragmatique,
- un sens relationnel affirmé, une connaissance de la banque serait appréciée.

Votre mission : Vous participerez :
- à l'étude et à la mise en place de réseaux interbancaires actuellement en projet,
- à la conception et au fonctionnement des services communs aux membres de la Société.

Rémunération en fonction de l'expérience.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : SIBES - 75, rue St-Lazare - 75005 PARIS.

BASF

Commercialisée en France une gamme complète de matériels et de supports informatiques. Pour secondar la Direction de cette activité, nous recherchons un

CONTROLEUR DE GESTION

Il devra mettre en place de nouveaux outils de gestion, suivre les budgets, assurer la coordination inter-services, et apporter pour les clients et les distributeurs des solutions de financement de ces matériels.

Ce poste conviendrait à un Assistant confirmé, de formation ESC, parlant anglais (l'allemand serait souhaitable) et connaissant bien le financement des biens d'équipement.

Merci d'écrire, sous référence 385/RSI, à la COMPAGNIE FRANÇAISE BASF - 140, rue Jules-Guesde - 92303 LEVALLOIS-PERRET

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

CHARGE DE RECRUTEMENT CADRES ET NON CADRES

Jeune diplômé d'Etudes Supérieures (Psycho, CELSA, ESC...) vous avez déjà une première expérience du recrutement en entreprise ou en cabinet.

Nous vous proposons de rejoindre une équipe jeune au sein de la Direction des Affaires Sociales d'une entreprise industrielle et commerciale de 5 000 personnes.

Vous serez basé à Paris.

Après quelques années dans la fonction, vos qualités de contact, d'adaptation et votre mobilité géographique seront des atouts déterminants pour une évolution de carrière intéressante au sein d'une organisation de 30 000 personnes.

Merci d'envoyer CV, lettre manuscrite et prétentions au CENOD 60, rue Caumartin, 75009 PARIS.

Société d'ingénierie informatique de 300 personnes
recherche plusieurs

Ingénieurs informaticiens

pour travailler dans les domaines suivants :

- bases de données • génie logiciel
- télécommunications • commutation
- simulation, logiciels embarqués.

Compétences recherchées :
MOTOROLA, INTEL, ZILOG,
DEC, HP, MITRA, SOLAR, MINI 6, SM 90, SPS 7, SPS 9,
IBM VM/CMS.

Assembleurs, PASCAL C, LTR.

Envoyer lettre, CV et prétentions à Marie-France BURQ
EUROSOFT S.A. 38, bd Henri Sellier 92150 SURESNES.

EUROSOFT

abeille paix igard

Un des tout premiers groupes d'Assurances recherche pour son
Département Informatique

un ingénieur diplômé grande école ou un actuaire

Sa mission comportera :

- La révision de l'ensemble des indicateurs d'activité et de rentabilité de l'entreprise par l'utilisation des techniques d'Infocentre (ICI).
- La présentation des chiffres à la Direction Générale.

Ce poste pourrait convenir à un candidat ayant acquis une première expérience ou un débutant après formation par l'entreprise.

Possibilités d'évolution dans le Groupe pour candidat de valeur.

Prière d'adresser lettre, CV + photo sous réf. IA à Mme IMBERT - ABEILLE PAIX - 52, rue de la Victoire 75009 PARIS.

Nous sommes la jeune filiale d'un très grand groupe français (400 sociétés consolidées). Notre société, gestionnaire de services, est de taille moyenne (200 personnes, 400 M de CA). Nous recherchons, pour assister notre Directeur Administratif, un

Chef Comptable

Basé à Paris

Animateur d'une équipe de 5 personnes, vous superviserez la comptabilité et serez responsable de l'établissement du bilan et des diverses déclarations fiscales, ainsi que de la gestion courante de notre trésorerie.

Vous participerez à la réorganisation de notre comptabilité, visant à assurer un meilleur suivi de nos budgets.

Cette offre s'adresse à un excellent professionnel de la comptabilité, âgé de 35 ans minimum. Nous recherchons un homme responsable, disponible, ouvert au dialogue et capable de motiver et de faire progresser son équipe. En un mot, un PATRON.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à ERNST & WHINNEY Conseil, 150 Bd Haussmann 75008 Paris, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.

EW Ernst & Whinney Conseil

Filière d'un Groupe important nous opérons dans le secteur du CONSEIL.
Pour participer au développement de nos ETUDES FINANCIERES nous recherchons des

Economistes Statisticiens

attestant d'une formation de haut niveau
(ENSAE, ISUP, HEC, ESSEC ou équivalent).

Deux postes sont à pourvoir.

Le poste d'Economiste confirmé requerra une expérience de plusieurs années dans les études économiques et financières.

Le poste d'Economiste sera pourvu par un titulaire d'un diplôme comptable ayant déjà prouvé son aptitude à mener des travaux d'analyse financière et d'études de marché.

Envoyer CV et photo sous référence MD5/1156 à AXIAL Publiant 27, rue Taitbout - 75009 Paris, qui transmettra.

la caisse centrale des mutuelles agricoles

recherche

contrôleur de gestion H/F

Dépendant du responsable en charge du contrôle de gestion, il participera à la création et au développement d'un système de contrôle de gestion en milieu informatisé.

Le candidat, d'environ 30 ans, de formation supérieure, aura une première expérience réussie dans l'implantation et/ou la mise en œuvre d'un contrôle de gestion performant. Dynamique, il devra posséder de réelles qualités personnelles et professionnelles.

gestionnaire comptable H/F

de formation D.U.T. Comptable et/ou de Gestion, ayant une première expérience en gestion comptable dans un milieu informatisé.

Ses qualités personnelles et son dynamisme seront des atouts importants pour le poste à pourvoir.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à U.C.C.M.A. Service Recrutement - 8/10, rue d'Astorg - 75380 Paris Cedex 08

JEUNE PASSIONNE

LA FONCTION PERSONNEL

Une jeune femme, diplômée d'Etudes Supérieures, titulaire d'un diplôme de 1^{re} année de l'Université de Paris, cherche à exercer la fonction de gestionnaire de personnel dans une entreprise de taille moyenne ou grande.

Nous vous offrons une opportunité de travailler dans une entreprise dynamique, où vous pourrez mettre à profit vos connaissances et votre goût du travail.

L'entreprise est en pleine expansion et votre mission initiale sera de participer à la mise en place d'un système de gestion de personnel.

Vous serez responsable de la gestion du personnel, de la paie, des absences, des congés, etc.

Pour en savoir plus, appelez le 42.96.15.16, du lundi au vendredi, de 9h à 12h et de 14h à 17h (précisez la réf. 396).

Vous pouvez également adresser votre candidature, CV, photo et prétentions à ALLO-CARREERS, 8, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

16 42 96 15 16

BANQUE PRIVEE

recherche un

ANALYSTE

spécialisé sur
les marchés
nord-américains

Il pourra lui être confiée la gestion d'OPCVM.

Expérience souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à PLAIN CHAMPS, sous réf. 1405, 37, rue Froidevaux, 75014 Paris qui transmettra.

fiducial
fiduciaire juridique et fiscale de France
recherche pour son second
Secrétaire Général

Collaboratrice

Afin d'animer les relations
extérieures de l'entreprise

La fonction comporte des tâches administratives (gestion de fichiers...) et des relations extérieures (contacts avec la clientèle et collaborateurs de l'entreprise, organisation de l'action d'exteriorisation, réceptions, séminaires, publications).

Une formation HEC, J.F., CPSS ou DESS de relations publiques serait souhaitée.

Une expérience professionnelle de quelques années sera exigée.

Envoyer lettre manuscrite, CV + prétentions, sous référence 8880 M, à FIDUCIAL 18 bis rue de Villiers - 92300 LEVALLOIS-PERRET.

Ingénieur Commercial

Jeune société en forte expansion, nous développons, importons et distribuons des logiciels et périphériques de haut de gamme pour Macintosh.

Vous êtes jeune, vous avez déjà de l'expérience et vous aimez la vente. Nos clients sont des concessionnaires et vous saurez dialoguer avec eux. Vous aurez la responsabilité d'une de nos régions.

Votre évolution sera à la mesure de vos capacités à développer nos ventes et à accompagner notre croissance rapide.

Le poste, basé à Paris, nécessite de nombreux déplacements en province.

Envoyer CV, photo et prétentions à Stéphane Landry.

P-INGENIERIE

226, boulevard Raspail - 75014 Paris

Important organisme
de garanties financières
recherche pour son siège
Paris-9

UN ANALYSTE FINANCIER

Maîtrise de gestion financière, débutant ou ayant une première expérience. Il devra posséder de solides connaissances en comptabilité et analyse de bilan. Une ouverture aux problèmes juridiques est requise. Rattaché au service d'Etudes et d'Analyses, il aura la responsabilité d'approuver en permanence le risque présenté par un ensemble d'entreprises garanties dont la surveillance lui sera confiée.

Adresser C.V. + photo, sous la réf. M 516 à notre conseil, Charles Reynaud Consultants, 17, rue de Grenelle, 75015 Paris. Tél. : 45-75-87-87.

URGENT PYC-ÉDITION

pour différentes revues

1. JOURNALISTE SPÉCIALISÉ (E)

Équipement agricole et IAAI pour rédaction, rédaction, mise en forme d'articles techniques, interviews, reportages, illustrations par questions industrielles, capable suivre rédaction revue dans partie équipe en collaboration directe avec rédaction en chef (notions de rédaction). Réf. GH.

2. JOURNALISTE TECHNIQUE

à temps partiel (dominants agricoles), pour interviews, reportages, rédaction et mise en forme d'articles techniques (industries lourdes). Évolution possible à temps plein. Réf. TRT.

Écrire lettre manuscrite, détaillée + C.V. et prétentions sous réf. de poste à Pyc-Édition, 254, rue de Valenciennes, 75740 Paris Cedex 15.

Société de Conseil, leader dans le domaine de l'immobilier et de l'urbanisme, recherche jeune

CHARGÉ D'ÉTUDES

De formation supérieure, économique ou commerciale, vous aurez, de préférence, une première expérience dans ce domaine. Un esprit créatif et ouvert, des qualités de contact et le sens de l'analyse vous permettront une progression rapide au sein d'une équipe performante.

Adresser C.V. + photo + prétentions à GRECAM, tour Maître-Montparnasse, 75755 Paris Cedex 15.

PME recherche

RESPONSABLE COMPTABLE EXPERIMENTÉ

Niveau OECF, Envoyer C.V. et photo à : Sté DIMAPE, 41, rue de Sèvres, 92100 Boulogne.

Mémoire d'États Société de conseil en ingénierie aéronautique (270 pers.) recherche

CONTROLEUR DE GESTION

Sous l'autorité du contrôleur financier, de mission : responsabilité de la comptabilité analytique, établissement et suivi du budget, élaboration des tableaux de bord.

La candidate possédant une formation maîtrise en gestion ESC ou équivalente, Débutante à fort potentiel accepté.

Envoyer une lettre manuscrite avec photo et C.V. à CRMA, 6, rue Marcelle, 92133 Issy-les-Moulineaux Cedex.

CHEF COMPTABLE H/F

connaissant « reporting » (rapport anglo-saxon). Lire rapidement de préf. Adr. lettre manuscrite, C.V., photo sous réf. 314.500 M. LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, Paris-7.

Banque quartier Opéra service juridique recherche COLLABORATEUR (TRICE) ayant bonnes connaissances juridiques, comptabilité, opérations de banque et information.

Pratique dactylo et télé obligatoires. Langues portugaises souhaitées. Age min. 35 ans. Adr. lettre manuscrite, C.V., photo et réf. à TD, 84, av. Ch.-de-Gaulle, 92200 Nanterre.

Importante société de distribution

Recherche son

HOMME SYSTÈME

Sur IBM 4381 DOS/VSE CICS. La rémunération sera établie en fonction du niveau d'expérience.

Tél. 46-55-12-14 ou 46-55-87-87.

Cherche pour être préparant agrégation de Lettres PROF. D'ANGLAIS. Cours part. Envoyer sous la réf. 314.500 M. LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, Paris-7.

Notre métier depuis plus de 30 ans : la création et l'installation de stands. Nous recherchons un :

ATTACHÉ COMMERCIAL

pour prospecter, suivre et développer une importante clientèle. Vous avez une expérience réussie de la vente de produits et/ou de services et, dans le cadre de votre activité, vous avez des connaissances de décoration. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 88/852 M à notre conseil, Klaus Schoenberger, 2, avenue du Général-Leclerc, 75014 Paris.

RÉDACTEUR CONCEPTEUR V.P.C.

Société de vente par correspondance de matériel de bureau en forte expansion, étude près de ROISSY, recherche pour compléter son équipe marketing/publicité un rédacteur-concepteur, à qui sera confiée la réalisation de textes pour nos catalogues et mailings.

Des qualités de persuasion, de rigueur et de précision seront nécessaires. Une expérience de la communication V.P.C. sera appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo, en précisant votre spécialisation actuelle à M. SIROT, Société V.P.C., S.P. 24, 85470 ROSSIGNOL.

Organisme agricole prospecte

UN CONSEILLER JURIDIQUE ET FISCAL

titulaire d'une maîtrise de droit privé ou équivalent. Expériences de quelques années en droit et fiscalité agricoles. Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à l'adresse suivante : F.O.S.E.A. MAISON DE L'AGRICULTURE 10, rue Desfontaines-Cottet 28024 CHARTRES CEDEX.

TECHNICO-CIAL

30 ans minimum, expérience matérielle de travaux publics et bâtiment : relations avec clientèle, recherché par société prestation de services réelles. Adresser C.V., photo et réf. à : réf. 10674 à P. LEBLANC, 10, rue de Valenciennes, 75003 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Entreprise BTP recherche

pour chantier important Algérie logement en base-vie

CUISINIER RESPONSABLE ADMINISTRATIF

expérience Algérie indispensable. Envoyer C.V. et prétentions à : M. M. 2 714 BLEU, 17, rue Labat, 84307 VIMONT Cedex qui transmettra.

Société d'exportation comptable et commissariat aux comptes

STAGIAIRES et COLLABORATEURS CONFIRMÉS

Envoyer C.V. et photo à : SODIP (réf. GS) 60, rue du Rendez-vous, Paris-12.

ENTREPRISE DE PRESSE

JOURNALISTES

pour son service POLITIQUE. Bonne connaissance des structures politiques, parlementaires et administratives demandées. Écrire sous la réf. 841. LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, Paris-7.

Si vous avez le goût

des contacts à haut niveau, le sens des responsabilités et la volonté d'entreprendre, effectuez un stage pour devenir l'un de nos

CONSEILLERS

COMMERCIAUX (H. ou F.) Tél. pour r.v. pour 79-82-83-85, Paris au 45-00-24-03, poste 40 et pour 91 et 94 au 46-60-52-52, poste 223.

Banque quartier Opéra service juridique recherche COLLABORATEUR (TRICE) ayant bonnes connaissances juridiques, comptabilité, opérations de banque et information. Pratique dactylo et télé obligatoires. Langues portugaises souhaitées. Age minimum 35 ans. Adr. lettre manuscrite, C.V., photo et réf. à TD, 84, av. Ch.-de-Gaulle, 92200 Nanterre.

secrétaires

Une PUBLICATION

quotidienne de haut niveau

recherche une

secrétaire assistante

EXCELLENTE STENO-DACTYLO

Pour travailler dans une équipe

restreinte, assurer la réalisation de la

publication et la gestion des travaux

de la Rédaction.

Excellente Steno-Dactylo, bilingue

anglais, ayant si possible une

expérience de la Presse.

Horaires : 15 h à 24 h, 5 jours par

semaine, du dimanche au jeudi.

Adresser dossier de candidature

(C.V. + photo) sous réf. 3134 M -

à préciser sur l'enveloppe - à

DEVELOPPEMENT,

10, rue de la Paix, 75002 PARIS.

Recherchons

SECRÉTAIRE BILINGUE

FRANÇAIS/ALLEMAND

pour secondar dirigeant PME.

Lieu de travail : LONGJumeau.

Env. C.V. sous la réf. 314.486

M. LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, Paris-7.

Société d'Édition de mobilier et Accessoires de Décoration recherche libra de suite

SECRÉTAIRE, bonne présentation, anglais courant.

Porte de Chabry, Téléphone au 46-55-18-18.

travail à domicile

Artisans effectuez tous travaux de traitement de texte et dactylo-graphie. Tél. : 94-51-14-22.

صبراً من الامل

الاحلام

formation professionnelle formation professionnelle

Marketing et gestion des achats

Formation permettant d'acquies les outils de marketing et les techniques commerciales qui revalorisent l'exercice de la fonction achat-apprvisionnement et transforme son organisation.

Stage à temps plein de 20 semaines (mi février-début juillet 1986).

Public concerné :
• études supérieures ou équivalent et expérience professionnelle
• Salariés en Plan de Formation ou Congé Individuel de Formation
• Demandeurs d'emploi (possibilité de rémunération d'Etat).

Informations et inscription : Stage M.A.G.D.A. - Sylvia DEMMER - Tél. 47.27.88.96

UNIVERSITÉ PARIS X - NANTERRE INSTITUT D'ÉDUCATION PERMANENTE

stages de formation :

- ANALYSTE UNIX - 600 heures
LICENCE DE TECHNOLOGIE UNIVERSITAIRE
Janvier à Juin. Niveau Bac + 2.
Contenu : Système d'exploitation UNIX, PASCAL, LANGAGE C, APPELS SYSTÈME, BASE DE DONNÉES, réseau et relationnelle, cime et inform.

- CADRE EXPORT
stage intensif - Janvier à Mars (Poste 858).

- CRÉATION D'ENTREPRISE
stage intensif - Janvier à Mars (Poste 777).

Renseignements et inscriptions :
Tél. 47.25.92.34 aux postes indiqués,
200, avenue de la République
92001 NANTERRE



**ANGLAIS
RAPIDE
ET
EFFICACE**

COURS INTENSIFS
(1 A 4 SEMAINES)
9 H-13 H
SPÉCIAL INTENSIFS NOËL
16-23-30 DÉCEMBRE
- ANGLAIS COURANT
- ANGLAIS « VIE DES AFFAIRES »
1, rue de la Pépinière, 75008 Paris.
Face gare Saint-Lazare. - Tél. : 45-22-51-18.

STAGE DE FORMATION
SAISONNIERS AUTO-CEDEX
Ecr. A. Forget s.a., 20, av. de
la Porte-de-la-Vierge, 75018.

STAGE DE CRÉATION
D'ENTREPRISES
POUR CANDIDATS DES
HAUTES-DE-SEINE
Fin déc. 85, mi-juin 86
3.000 F.
UCRA, 46-02-18-87 (9/13 H).

Emplois Cadres

CHAQUE MERCREDI LE PANORAMA DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans le Monde, plus une sélection d'annonces du Herald Tribune.

Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 10 F

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____
Nombre d'exemplaires _____ x 11 F (frais de port inclus)

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro
5, rue des Italiens 75421 PARIS CEDEX 09

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX-I

organisée, dans le cadre de la formation continue, un stage d'Expertise Juridique, Economique et en Sciences Politiques sur les Pays Sud-Est.

FORMATION THÉORIQUE :
du 3 février au 4 juillet 1986
(à temps partiel).

STAGE PRATIQUE :
du 1^{er} sept. au 31 oct. 1986
(à temps plein).

NIVEAU DE RECRUTEMENT :
maîtrise en droit, 3^e cycle en Droit,
Economie, Gestion.

RENS. ET INSCRIPTIONS :
UNIVERS. DE BORDEAUX-I
73, avenue Paul
30 465 TALENCE CEDEX.
Tél. : 58-80-84-80, p. 388.

propositions diverses

Les possibilités d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées. Découvrez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (I.M.).
R.P. 281, 28 PARIS
L'Etat offre des emplois à l'étranger : 15 minutes Paris, 15 minutes Lyon, 15 minutes Marseille. A-t-on les Français avec ou sans diplôme. Découvrez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (I.M.).
R.P. 281, 28 PARIS.

traduction demande

Toutes traductions de textes, laques de sur et d'enduit.
Téléphone : 43-25-95-82.

capitaux propositions commerciales

Rassemblement et jointe pour l'association des sociétés.
Fabricant allemand bien implanté et jouissant d'une excellente réputation internationale, cherche à développer son activité en France. Offre de capitaux commerciaux.
Les sociétés intéressées sont priées d'adresser leur candidature sous le n° 1.231 à :
SOMIC, B.P. 31
67001 STRASBOURG.
Discrétion assurée.

automobiles

de 8 à 11 C.V.
MAZDA 323 FSFX,
5 portes, bleu nuit, 1200 cc, 140 000 km, parfait état.
Px 29 000 F. T. 39-88-01-47.

ventes

BOIS VINCENTS
RER 200 m. Très beaux jardins.
4 chambres, 146 m².
DEMICHELI
48-73-80-22 - 48-73-47-71.

DEMANDES D'EMPLOIS

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

20 ans expérience Entreprises industrielles et commerciales (Filières de multinationales)
ÉTUDE TOUTES PROPOSITIONS (Mandat social accepté)
Ecrire sous le n° 8.103
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

CONSULTANT MARKETING

ASIE DU SUD-EST / JAPON
Très intéressé dans milieu d'entreprises industrielles, énergétiques et de biens de consommation. Cadre supérieur 45 ans, bilingue français, anglais, japonais. Offre services CONSULTANT MARKETING large palette de services. De passage à Paris :
- déc. 85/évac. 86, Tél. pr. H-VS
7 ans exp. DCS/COM/GEOM/42-23-75-88 p. 4938/4228.

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Formation IAP : COBOL 74 + ALGOL 68. 18 ans exp. sur Wang US 55, USAM
Exp. ind. ABS, 6902 + labo physique. E. RAYNAUD, 4, rue des Roques, 91300 MASSY.
H. 54 ans ch. trav. comptabilité et gestion. Libre 1 jour/semaine. Tél. : 48-33-78-28.

CADRE DIRECTION

40 ans, « ICG », bilingue anglais, 15 ans expérience gestion, gestion, commerce interne (2 ans direction filiale à Tokyo) cherche poste responsable en France ou à l'étranger. C.A. 80 MF/80 personnes. Recherche : dir. commerciale, marketing ou D.G.A. (gratuite à court terme P.M.E.).
Ecrire sous le n° 8.103
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy, Paris-7.

ATTACHÉ DE PRESSE

formation EFAP (promo 85) dynamique, enthousiaste, sans du tonnerre, cherche poste de presse Truffaut, 75011 Paris.

L'immobilier

appartements ventes

6^e arrdt
SAINT-PLACIDE
Bel imm. GD 3 P., plain de charme, 4^e étage, clim., 1.850.000 F. - 42-25-82-34.

7^e arrdt
SAINT-DOMINIQUE, 78 m²
47-03-32-44.

MAISONNETTE-JARDIN.

INVALIDES 3 P.
refait neuf, sec. 47-03-32-31.

9^e arrdt
Bel immeuble, p. de t., sec. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

15^e arrdt
EN CONSTRUCTION !
- 168 bis, R. CROIX-ROUGE
STUDIOS à part. 497.000 F.
- 168 bis, R. CROIX-ROUGE
2 pièces à part. 724.000 F.
- 168 bis, R. CROIX-ROUGE
3 pièces à part. 850.000 F.
(Précisions de qualité)
CEDEX SA 45-75-82-78.

BIR-HAKEM
4 P. Impecc. balcon, expo sud. Immeuble récent, calme, 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

17^e arrdt
MAIRIE XVII^e
Dans immeuble récent, calme, 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

91 - Essonne
A VENDRE
Dans petite résidence agréable, 15 minutes Paris, 15 minutes Lyon, 15 minutes Marseille. A-t-on les Français avec ou sans diplôme. Découvrez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (I.M.).
R.P. 281, 28 PARIS.

94 - Val-de-Marne
BOIS VINCENTS
RER 200 m. Très beaux jardins. 4 chambres, 146 m².
DEMICHELI
48-73-80-22 - 48-73-47-71.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

BOISSY-SAINT-LEGER
Bel appart. 5 pièces, 105 m². Cuisine équipée, séjour double, 3 chambres, 3 salles de bain, 2 WC. Nombreux placards. Parking en sous-sol. 5 ans à part. 1.000 000 F. - 48-78-87-82.

appartements achats

ORPI
1^{re} force de vente à PARIS.
recherche tous appartements
REALISATION PARIS
ORPI - 45-66-80-75.

Recherche 1 à 3 P. Paris. Préf. 1^{er} arrdt, 2^e arrdt, 3^e arrdt, 4^e arrdt, 5^e arrdt, 6^e arrdt, 7^e arrdt, 8^e arrdt, 9^e arrdt, 10^e arrdt, 11^e arrdt, 12^e arrdt, 13^e arrdt, 14^e arrdt, 15^e arrdt, 16^e arrdt, 17^e arrdt, 18^e arrdt, 19^e arrdt, 20^e arrdt, 21^e arrdt, 22^e arrdt, 23^e arrdt, 24^e arrdt, 25^e arrdt, 26^e arrdt, 27^e arrdt, 28^e arrdt, 29^e arrdt, 30^e arrdt, 31^e arrdt, 32^e arrdt, 33^e arrdt, 34^e arrdt, 35^e arrdt, 36^e arrdt, 37^e arrdt, 38^e arrdt, 39^e arrdt, 40^e arrdt, 41^e arrdt, 42^e arrdt, 43^e arrdt, 44^e arrdt, 45^e arrdt, 46^e arrdt, 47^e arrdt, 48^e arrdt, 49^e arrdt, 50^e arrdt, 51^e arrdt, 52^e arrdt, 53^e arrdt, 54^e arrdt, 55^e arrdt, 56^e arrdt, 57^e arrdt, 58^e arrdt, 59^e arrdt, 60^e arrdt, 61^e arrdt, 62^e arrdt, 63^e arrdt, 64^e arrdt, 65^e arrdt, 66^e arrdt, 67^e arrdt, 68^e arrdt, 69^e arrdt, 70^e arrdt, 71^e arrdt, 72^e arrdt, 73^e arrdt, 74^e arrdt, 75^e arrdt, 76^e arrdt, 77^e arrdt, 78^e arrdt, 79^e arrdt, 80^e arrdt, 81^e arrdt, 82^e arrdt, 83^e arrdt, 84^e arrdt, 85^e arrdt, 86^e arrdt, 87^e arrdt, 88^e arrdt, 89^e arrdt, 90^e arrdt, 91^e arrdt, 92^e arrdt, 93^e arrdt, 94^e arrdt, 95^e arrdt, 96^e arrdt, 97^e arrdt, 98^e arrdt, 99^e arrdt, 100^e arrdt, 101^e arrdt, 102^e arrdt, 103^e arrdt, 104^e arrdt, 105^e arrdt, 106^e arrdt, 107^e arrdt, 108^e arrdt, 109^e arrdt, 110^e arrdt, 111^e arrdt, 112^e arrdt, 113^e arrdt, 114^e arrdt, 115^e arrdt, 116^e arrdt, 117^e arrdt, 118^e arrdt, 119^e arrdt, 120^e arrdt, 121^e arrdt, 122^e arrdt, 123^e arrdt, 124^e arrdt, 125^e arrdt, 126^e arrdt, 127^e arrdt, 128^e arrdt, 129^e arrdt, 130^e arrdt, 131^e arrdt, 132^e arrdt, 133^e arrdt, 134^e arrdt, 135^e arrdt, 136^e arrdt, 137^e arrdt, 138^e arrdt, 139^e arrdt, 140^e arrdt, 141^e arrdt, 142^e arrdt, 143^e arrdt, 144^e arrdt, 145^e arrdt, 146^e arrdt, 147^e arrdt, 148^e arrdt, 149^e arr

J.P. Morgan holding de la Banque Morgan à la Bourse de Paris

Comment Morgan Guaranty Ltd aide les émetteurs sur les marchés internationaux des capitaux



La Banque Morgan, par l'intermédiaire de Morgan Guaranty Ltd, aide les émetteurs à accéder aux marchés internationaux des capitaux. Elle leur propose des services de conseil et d'assistance technique, ainsi que des services de placement. Morgan Guaranty Ltd est une société américaine qui agit en France sous le statut de succursale de la Banque Morgan.

Banque Morgan

Comment les analystes financiers de Morgan vous aident à résoudre des problèmes complexes



Les analystes financiers de Morgan vous aident à résoudre des problèmes complexes. Ils vous fournissent des conseils et des recommandations basés sur une analyse approfondie de votre situation financière. Morgan Guaranty Ltd est une société américaine qui agit en France sous le statut de succursale de la Banque Morgan.

Banque Morgan

Morgan aide les directeurs financiers sur des marchés de plus en plus complexes



Morgan aide les directeurs financiers sur des marchés de plus en plus complexes. Elle leur propose des services de conseil et d'assistance technique, ainsi que des services de placement. Morgan Guaranty Ltd est une société américaine qui agit en France sous le statut de succursale de la Banque Morgan.

Banque Morgan

La Banque Morgan, pour réussir sur le marché américain



La Banque Morgan, pour réussir sur le marché américain. Elle propose des services de conseil et d'assistance technique, ainsi que des services de placement. Morgan Guaranty Ltd est une société américaine qui agit en France sous le statut de succursale de la Banque Morgan.

Banque Morgan

Morgan crée et anime des marchés pour les investisseurs internationaux



Morgan crée et anime des marchés pour les investisseurs internationaux. Elle propose des services de conseil et d'assistance technique, ainsi que des services de placement. Morgan Guaranty Ltd est une société américaine qui agit en France sous le statut de succursale de la Banque Morgan.

Banque Morgan

Gestion de trésorerie internationale: Morgan vous offre de nouvelles possibilités



Gestion de trésorerie internationale: Morgan vous offre de nouvelles possibilités. Elle propose des services de conseil et d'assistance technique, ainsi que des services de placement. Morgan Guaranty Ltd est une société américaine qui agit en France sous le statut de succursale de la Banque Morgan.

Banque Morgan

Depuis plus d'un siècle, la Banque Morgan est connue, ainsi que l'évoquent ses campagnes de publicité, pour sa créativité et la qualité de ses services.

Cette longue tradition de succès se retrouve dans nos résultats et notre bilan. Depuis 20 ans, les actionnaires de J.P. Morgan, la société holding de la Banque, ont vu leurs dividendes augmenter de façon régulière.

Parmi les principaux établissements

bancaires américains, au 30 septembre 1985, J.P. Morgan était:

- 1^{er} pour la rentabilité des fonds propres
- 1^{er} pour la rentabilité des actifs
- 1^{er} pour le ratio fonds propres/total des actifs
- 2^e pour le montant des profits
- 4^e pour le montant des fonds propres
- 5^e pour le total du bilan

Les actions de J.P. Morgan & Co. Incorporated, société holding de la

Banque Morgan, sont cotées à la Bourse de Paris depuis le 11 décembre.

A l'occasion de cette cotation, J.P. Morgan & Co. Incorporated a publié une note d'information ayant reçu le visa de la COB N° 85 350 en date du 12 novembre 1985 (Balo du 18 novembre 1985).

Celle-ci peut être obtenue sur simple demande en écrivant à la Banque Morgan, 14, place Vendôme, 75001 Paris.

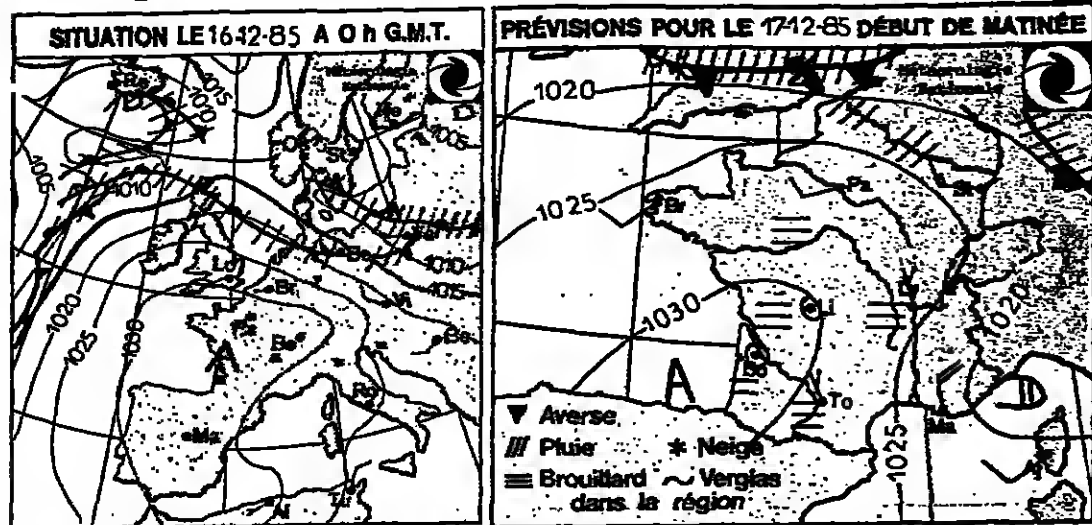
Banque Morgan

صكنا من الامم

صحة من الامم

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 16 décembre à 0 heure et le mardi 17 décembre à 24 heures.

Persistance de conditions anticycloniques sur la majeure partie du pays. Passage atténué de perturbations en bord de Manche.

Mardi : Temps gris et brumeux le matin. Ciel couvert sur les régions au nord de la Loire et dans le quart nord-est. Sur les autres régions, brume de brume et de brouillard fréquents et souvent épais n'épargnant que les régions méditerranéennes où le mistral soufflera modérément.

Dans la journée sur la moitié nord, temps humide et nuageux avec de petites brumes sur la Bretagne et un ciel couvert le long des frontières du Nord-Est. Quelques éclaircies de la région parisienne à la Champagne et à l'Alsace.

Sur la moitié sud après dissipation des brouillards, belles éclaircies, surtout dans le Sud-Est.

Températures de 7 à 8 degrés sur la moitié nord le matin, 11 à 12 degrés l'après-midi ; de 1 à 4 degrés le matin

sur la moitié sud avec localement 6 à 7 degrés près de la Méditerranée dans l'après-midi 12 à 16 degrés.

Dans la vallée du Rhône persistance d'un mistral modéré.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 16 décembre, le second le minimum de la nuit du 16 décembre au 17 décembre) : Ajaccio, 16 et 1 degrés ; Biarritz, 15 et 2 ; Bordeaux, 10 et -1 ; Brest, 11 et 9 ; Caen, 11 et 3 ; Cherbourg, 11 et 3 ; Clermont-Ferrand, 5 et 3 ; Dijon, 7 et 3 ; Dinard, 11 et 8 ; Embrun, 11 et -3 ; Grenoble-St-Martin, 12 et 1 ; La Rochelle, 7 et 4 ; Lille, 12 et 10 ; Limoges, 7 et 1 ; Lorient, 11 et 7 ; Lyon, 5 et 4 ; Marseille-Marguare, 12 et -1 ; Nancy, 9 et 7 ; Nantes, 6 et 3 ; Nice-Aéroport, 15 et 6 ; Paris-Montsouris, (a.c.) : Paris-Orly, 10 et 5 ; Pau, 16 et 0 ; Perpignan, 16 et 15 ; Rennes, 10 et 6 ; Rouen, 11 et 3 ; Saint-Etienne, 6 et 4 ; Strasbourg, 8 et 7 ; Toulouse, 10 et -2 ; Tours, 11 et 5.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 15 et 7 ; Genève, 6 et -3 ; Lisbonne, 15 et 7 ; Londres, 13 et 10 ;

Madrid, 13 et (a.c.) ; Rome, 17 et 2 ; Stockholm, -7 et -9.

(Document établi avec le rapport technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du samedi 14 décembre :

UNE LOI

N° 85-1317 du 13 décembre 1985 modifiant la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 et portant dispositions diverses relatives à la communication audiovisuelle.

UN DÉCRET

N° 12 du 12 décembre 1985 déclarant d'utilité publique la réalisation d'un complexe sportif et socio-éducatif sur un terrain sis à Paris (19).

UNE SAISON

N° 85-1321 du 14 décembre 1985 modifiant diverses dispositions du droit des valeurs mobilières, des titres de créances négociables, des sociétés et des opérations de bourse.

UNE DÉCISION

N° 85-198 DC du 13 décembre 1985 (Communication audiovisuelle).

Sont parus au Journal officiel du dimanche 15 décembre :

UNE LOI

N° 85-1321 du 14 décembre 1985 modifiant diverses dispositions du droit des valeurs mobilières, des titres de créances négociables, des sociétés et des opérations de bourse.

UN DÉCRET

N° 85-1327 du 10 décembre 1985 portant publication : 1° de la convention de 1936 pour la répression du trafic illicite des drogues nuisibles (telle qu'amendée par le protocole signé à Lake Success, New-York, le 11 décembre 1946), signée à Genève le 26 juin 1936, du protocole de signature et de l'acte final du même jour ; 2° de la déclaration faite par la République française le 19 février 1969 en application de l'article 44, alinéa 2, de la convention unique sur les stupéfiants du 30 mars 1953.

UN ARRÊTÉ

N° 22 du 22 novembre 1985 modifiant l'arrêté du 13 avril 1959 relatif à la constitution de stocks de réserve par l'industrie pétrolière.

Alarme et sécurité pour les Parisiens

Un millier de Parisiens âgés et malades, habitant dans les 18^e et 19^e arrondissements, sont reliés depuis plusieurs mois à une centrale d'écoute qui leur permet d'envoyer de l'aide vingt-quatre heures sur vingt-quatre. La centrale est prévue sans qu'il soit nécessaire de composer son numéro de téléphone : une simple pression sur un bouton suffit à établir la communication. La centrale peut alors à son tour alerter les voisins, la famille, la police, un médecin ou les pompiers.

Ce système, baptisé « télé-alarme Ville de Paris », semble avoir donné satisfaction. Il va donc être étendu à tous les services de la capitale. Pour bénéficier gratuitement des plus de soixante-cinq ans de la carte d'identité, handicapés, malades graves, vivant seuls et habitant Paris, depuis plus de trois ans. Tous renseignements leur seront donnés dans les mairies d'arrondissement, au bureau d'aide sociale. On estime que huit cent cinquante nouveaux postes de télé-alarme seront installés d'ici à la fin de l'année et mille deux cents en 1986.

Les Parisiens qui ne remplissent pas les conditions prévues mais qui souhaitent bénéficier aux aussi de la télé-alarme peuvent le faire en souscrivant un abonnement de 40 F par mois, à laquelle la municipalité a concédé la gestion de la centrale d'écoute (1). On pense que les clients de ce réseau paieront ne

dépasseront pas quelques milliers dans deux ou trois ans.

De leur côté, les correspondants qui se plaignent d'être fréquemment attaqués (horlogers, bijoutiers, joailliers, armuriers et pharmaciens notamment) ont désormais la possibilité de faire installer dans leur boutique un dispositif dit de « télé-sécurité (le Monde) du 16 juin 1985 ». En cas d'agression, la personne qui se trouve dans la boutique peut, par simple pression sur un bouton, appeler la centrale d'écoute en branchant aussitôt les micros qui ont été disposés dans le local et peut donc informer la police de ce qui se passe. Celle-ci intervient sur-le-champ, en connaissance de cause.

L'appareillage coûte environ 10 000 francs, et le commerçant paye un abonnement de 200 francs par mois. Environ cent boutiques devraient être ainsi protégées d'ici un an.

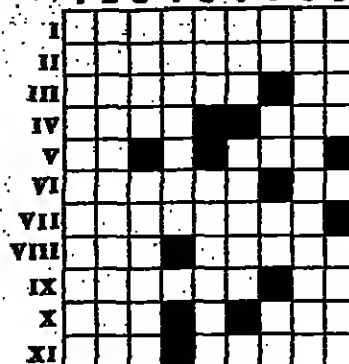
Une télé-sécurité simplifiée est également à la disposition du grand public. A condition de payer l'installation de l'appareillage (7 000 à 10 000 francs) et de prendre un abonnement de 60 francs par mois, n'importe quel Parisien peut être relié à la centrale d'écoute, faire surveiller son appartement pendant son absence par cette même centrale et provoquer éventuellement l'intervention d'un voisin ou du gardien de l'immeuble. La concession de ce service a également été confiée par la Ville à la SAGE.

(1) SAGE : 175, rue Blomet, 75015 Paris, tél. : 45-32-87-06.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4119

1 2 3 4 5 6 7 8 9



HORIZONTALEMENT

1. Incident de parcours. - II. Appareil à projections. - III. Etait beau comme un dieu. Symbole chimique. - IV. Est à la verticale ou met à l'horizontale. Pour un bon ou pour un mauvais coup. - V. Lac. Un homme d'armée. - VI. Bête de somme. Personnel. - VII. Présentation maintes fois représentée. - VIII. Fait relâche. Se prennent pour aller loin. - IX. Plongé dans le noir. Drame. - X. Refuse d'être chargé. Semblable. - XI. Font garder la ligne. Est souvent difficile à fendre.

VERTICALEMENT

1. Rumeur de grève. - 2. Donne accès au coffre. - 3. Cri des Bacchantes. Bien polis. - 4. Est de grâce. - 5. C'est une manière d'agir. A perdu de nos jours son cheval de bataille. - 6. Personnel. Milliers très formés. - 7. La suite est toujours royale. Forme de pouvoir. Possessif. N'a donc pas transpiré. - 8. Comme un acte non prémédité. - 9. Symbole de force. Plate comme une limande.

Solution du problème n° 4118

Horizontalement

I. Mégalomane. Air. - II. Omnipotent. - III. N. D. Etire. Eden. - IV. Tu. Sarcelle. - V. Ripe. Suite. Islam. - VI. Elé. Aide-mémoire. - VII. Cacod. Esoufée. - VIII. Reconu. Noo. Aoz. - IX. Alate. Rénée. - X. Cédiez. Mite. - XI. Issue. Tirasse. - XII. L. Tue. Telson. - XIII. Elles. Essé. Iéna. - XIV. Tec. Pi. Tisse. - XV. Escalier. Anté.

Verticalement

1. Montre-bracelet. - 2. Enduit. Eve. Lec. - 3. G.I. Pécadilles. - 4. Arté. Auriste. - 5. Lot. Années. Spé. - 6. Omission. Zut ! Il. - 7. Mardaud. Euc. - 8. Anerie. Et. Este. - 9. Ne. Cément. Sir. - 10. Etire. Enormités. - 11. Se. Limonier. Sa. - 12. Nelson. Italien. - 13. Dédicace. - 14. L. Arène. Sonne. - 15. Raminée. Vénale.

GUY BROUTY.

SOLIDARITÉ

LE PARTAGE DE NOËL. - Pour beaucoup Noël est une fête de joie, de partage de cadeaux. Pour les personnes âgées et démunies, c'est un jour de tristesse et de solitude. Comme chaque année les Petites Frères des pauvres organisent de nombreuses actions (animations ou réveillons) pour les vieillards isolés, mais aussi pour les nouveaux pauvres. Vous pouvez les aider en adressant vos dons aux Petites Frères des pauvres, 64, avenue Parmentier, 75558 Paris Cedex 11. CCP 2463 98 E (ils sont déductibles dans la limite de 5 % du revenu imposable pour les personnes privées, de 1 % du chiffre d'affaires pour les entreprises).

TROISIÈME AGE

DESSINE-MOI UNE MAISON. - Après cent trente ans d'âge, « Ma Maison », établissement pour personnes âgées géré par les Petites Sœurs des Pauvres et sis boulevard Berthier, doit être rénové et en partie reconstruit. Les installations vétustes ne répondent plus aux besoins des résidents et ne sont plus conformes aux normes de sécurité. En 1984 déjà, une partie des bâtiments a été démolie et les pensionnaires dispersés dans les divers foyers des Petites Sœurs des Pauvres. Le projet de reconstruction partielle prévoit une cinquantaine de chambres individuelles (jumelées pour les couples) un foyer-logement de dix-huit studios pour les personnes valides. On peut faire des dons (déductibles dans la limite de 5 % de l'impôt sur le revenu). Les employeurs assujettis au versement du 1 % en contribution à l'effort de construction peuvent le destiner à la subvention du projet. Un reçu libératoire leur sera délivré.

* « Ma Maison », 62, avenue de Breteuil, 75007 Paris, CCP 6487-37 E Paris.

2 super cagnottes

NATIONAL
LOTO

18 et 21 décembre

c'est facile, c'est pas cher, et ça peut rapporter gros



Le Monde ECONOMIE

Questions sur la stabilisation du dollar

EN écrivant son livre *Le Dollar, histoire du système monétaire international* depuis 1945 (1), Jean Denizet ne savait peut-être pas à quel point sa publication tomberait à point. L'adversaire acharné des changes flottants et du « monétarisme » qu'il n'a cessé d'être trouve dans l'actualité ambiante maintes occasions propres à fustiger ses convictions. Mieux encore : on assiste à une véritable déroute de ces deux idées-forces qui ont depuis une quinzaine d'années dominé le monde occidental, intellectuellement et pratiquement. Idée-force ne signifie pas idée forte.

Ces deux idées-forces-là se révèlent à l'usage pour ce qu'elles n'ont jamais cessé d'être : bâties sur du sable, autrement dit sur des analyses faussées et de rapides analogies. Il ne se passe plus de semaines sans qu'une voix ne s'élève, officielle ou non, pour prendre ses distances avec elles, et dénoncer les incohérences qu'elles ont inspirées.

C'est le gouverneur de la Banque de France, M. Michel Camdessus, qui déclare, à propos des statistiques de la masse monétaire, comités d'après les adeptes du Milton Friedman, être les meilleurs indicateurs et de l'inflation et de l'activité, « les radars sont rouillés ». C'est le *Wall Street Journal*, longtemps un des porte-parole les plus écoutés du monétarisme et du régime des changes flottants, qui rompt avec l'un et avec l'autre, la dernière de ses prises de position datant du jeudi 5 décembre, par la publication d'un éditorial particulièrement critique.

Particulièrement significative est la volte-face opérée par l'administration Reagan, qui ne voulait pas jusqu'à une date récente entendre parler d'interventions concertées des banques centrales pour influencer le cours des monnaies. Elle y est désormais favorable, du moins en principe, depuis la fameuse réunion des ministres des finances des Cinq (Etats-Unis, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Japon), le 22 septembre à New-York. On a appris depuis lors, à l'occasion d'une conférence organisée par deux parlementaires américains, Jack Kepps et Bill Bradley, que c'est le Congrès qui réclame une baisse suivie d'une stabilisation du dollar.

Une prétendue « clause d'exception »

Si le livre de Jean Denizet répond aux préoccupations du jour, il ne constitue pourtant, à proprement parler, ni une thèse, car l'auteur n'y démontre pas, celle qu'il défend, ni un ouvrage d'histoire, car son récit, s'il apporte sur quelques points des précisions intéressantes (notamment concernant la négociation du rapprochement franco-américain entre 1973 et 1976), est incomplet sur plusieurs autres et parfois simplement allusif.

L'auteur croit, par exemple, que l'abandon des taux de change fixes au début des années 70 est le résultat d'un véritable « complot flexibiliste », allant jusqu'à parler d'un « chef d'orchestre invisible ». Outre l'empouement qu'on en tire grâce au talent de l'auteur, la lecture de ce livre court est

Tout le monde souhaite une stabilisation du dollar, mais les méthodes pour y parvenir supposent le problème résolu.

vivement recommandable du fait des questions qu'il pose, pas toujours explicitement, il est vrai. Parmi celles-là, il en est une qui domine toutes les autres et qui, à n'en pas douter, se trouvera projetée à nouveau, au cours des prochains mois, au centre du débat. C'est simplifier, mais non pas déformer la pensée de Jean Denizet, que d'en faire le résumé suivant : si le monde avait compris dès 1947 ce que, lui, a compris, à savoir qu'un système de parités fixes est « parfaitement viable », en l'absence d'un « étalon monétaire », à condition que toutes les banques centrales concernées acceptent de jouer le jeu en participant à des interventions multilatérales.

Jean Denizet rappelle l'économie des accords de Bretton Woods (juillet 1944), qui ont jeté les fondements du système monétaire de l'après-guerre. Chaque pays avait le choix pour défendre la parité de sa monnaie entre, d'une part, ce que notre auteur appelle une « règle générale », à savoir l'obligation d'intervenir sur le marché des changes (en vendant des devises étrangères quand la valeur de celles-ci tendait à s'élever de plus de 1 % au-dessus du pair, en les achetant quand elles risquaient de tomber de plus de 1 % au-dessous) et, d'autre part, ce qu'il qualifie de « clause d'exception », consistant à rendre sa monnaie librement convertible en or à un prix fixe, moyennant des marges de fluctuations du

même ordre de grandeur que celles du marché des changes.

Les Etats-Unis choisirent le deuxième parti, en réalité le plus contraignant, car cela les obligeait théoriquement à verser de l'or à toute banque centrale étrangère qui lui présenterait les dollars qu'elle avait achetés pour empêcher la baisse. Que les Américains aient en réalité cherché par tous les moyens à limiter l'étendue de cette obligation (avant de s'y soustraire complètement le 15 août 1971) au lieu de faire en sorte, par une saine politique monétaire et budgétaire, que le dollar n'ait pas besoin d'être soutenu sur les marchés des changes — ce qui aurait du même coup supprimé toute demande de conversion en or — c'est une chose dont notre auteur ne se soucie guère.

De même, il ne s'interroge pas sur la signification profonde de la création du pool de l'or en 1961, qui consistait pour les banques centrales à stabiliser le prix du métal précieux sur le marché libre. C'est par une brève citation de M. Guido Carli (gouverneur de la banque d'Italie pendant les années 60) que le lecteur intéressé à ces choses apprend qu'il pourrait bien s'agir tout simplement d'une disposition assurant le fonctionnement de l'étalon-or par le seul moyen à travers lequel celui-ci puisse exister : la faculté donnée aux citoyens qui consentent une diminution de la valeur

de la monnaie de l'échanger contre de l'or, demandes de conversion qui devaient, si les autorités font correctement leur métier, enclencher un processus stoppant la dégradation.

La vérité est que le monde a vécu sous un système proche de l'étalon-or à partir de 1959 (et encore plus à partir de 1961) jusqu'en mars 1968 (dissolution du pool de l'or). La grande question qui domine toutes les autres est la suivante : n'est-ce pas à cette circonstance qu'il convient en définitive d'imputer les remarquables succès qui ont caractérisé cette courte période (lançement du marché européen, libre échange, plein emploi, etc.).

L'exemple fallacieux du SME

Jean Denizet, en passant, rappelle que « dans le langage financier de l'entre-deux-guerres la « suspension de la convertibilité » était l'euphémisme employé pour annoncer qu'une monnaie était désormais flottante ». Le langage ne trahit-il pas une profonde vérité, à savoir que les changes flottants sont le régime normal des monnaies « à cours forcé » (une expression qu'on n'emploie plus guère depuis que les hommes se sont persuadés qu'une monnaie-papier se suffit à elle-même) ? C'est un fait que le dollar est devenu flottant dès qu'il a cessé d'être convertible en or le 15 août 1971.

Il aurait pu en être autrement, répond Jean Denizet. Encore faudrait-il en apporter la preuve convaincante. Pour notre auteur, cette preuve existe bien. Elle est administrée tous les jours par

l'existence du SME. Il ne nous en dira pas davantage. C'en est donc à sa place que son lecteur s'interrogera. Il partira par exemple de la constatation suivante : très sagement, les créateurs du SME ont fait obligation aux pays membres de rembourser dans un bref délai les crédits qu'ils se consentent mutuellement.

Cela empêche l'accumulation de « balances » dont la constitution permettrait à tel pays du SME de s'endetter durablement vis-à-vis des autres et de voir par là même sa monnaie subrepticement devenir... monnaie de réserve. Cependant les coups de chien ne manquent pas sur la scène monétaire européenne où la plupart des interventions se font encore en... dollars. Dans sa constitution actuelle, le SME implique que le dollar joue le rôle de monnaie de réserve. Pour qu'il en soit autrement, il faudrait qu'une première étape pour l'étalon-or soit franchie en Europe par le biais de l'ECU (déjà émis à concurrence de 80 % en contrepartie de réserves métalliques), une éventualité que Jean Denizet repousserait sans doute avec horreur.

Le moment pourrait bien approcher où des questions embarrassantes de ce genre risquent de se poser concrètement : si, pour pousser à la baisse du dollar, les Européens et les Japonais vendent sur les marchés les avoirs de leurs banques centrales respectives constitués en cette monnaie, on pourrait voir : 1) Les tendances déflationnistes s'accroître dans ces pays, à cause de la diminution de leurs réserves inscrites à l'actif de leurs instituts d'émission ; 2) Les taux d'intérêt monter aux Etats-Unis, car la mobilisation effective des réserves en dollars des Européens et des Japonais ne peut se faire qu'à travers la vente, par ces derniers, des bons du trésor américains qu'ils détiennent (2).

A l'inverse, supposons que les Européens et les Japonais cherchent à s'opposer, par des achats massifs de dollars, à une chute précipitée de la monnaie américaine, comme cela s'est produit sous Carter — une expérience sur laquelle Jean Denizet préfère ne pas s'appesantir. Ce serait le plus sûr — et sans doute aujourd'hui le seul — moyen de relancer... l'inflation.

Le jeu des interventions en devises n'est pas innocent. On aurait aimé que Jean Denizet nous découvre aussi cet aspect des choses. Le plus probable est que le système préconisé par lui sera, après tant d'autres échecs, pris à son tour à l'essai dans les mois ou les années à venir. Raison de plus pour lire et discuter Denizet.

PAUL FABRA.

- (1) John Naisbitt, *Les Dix Commandements de l'avenir*, Megatrends, Paris, Ed. Sand, 1984.
(2) Michel Crozier, *Le Mal américain*, Paris, Fayard, 1980.
(3) Jacques Lesourne et Michel Godet, *La Fin des habitudes*, Paris, Seghers, 1985.

Les rebonds des Etats-Unis

Quand une région paraît s'assoupir, une autre prend la relève, comme maintenant la zone des Grands Lacs.

par HENRI MENDRAS (*)

contraint à choisir et à adopter une conception beaucoup plus étroite de leurs intérêts. C'est cette modification de stratégie, et non une quelconque résurgence de l'Amérique impériale, qui rend compte de l'influence sur le monde de l'Amérique reaganienne. En d'autres termes, les Etats-Unis ne sont plus assez puissants pour assurer la régulation du système mondial, mais ils le sont encore assez pour un rôle

Ce pays, si grand et si divers, a d'extraordinaires capacités de rebondissement. Lorsqu'une région paraît s'assoupir, une autre prend la relève. Il y a cinq ans, les observateurs européens habitués de l'Est, traditionnel et raffiné, et fascinés par toutes les nouveautés californiennes n'avaient pas vu la renaissance du Sud, où ils ont

monde qu'il faut préserver et gérer. Chaque Etat évalue ses atouts, cherche son ouverture et mise gros pour se régénérer, notamment en aidant les petites et moyennes entreprises dans les secteurs d'avenir.

Le Japon comme allié

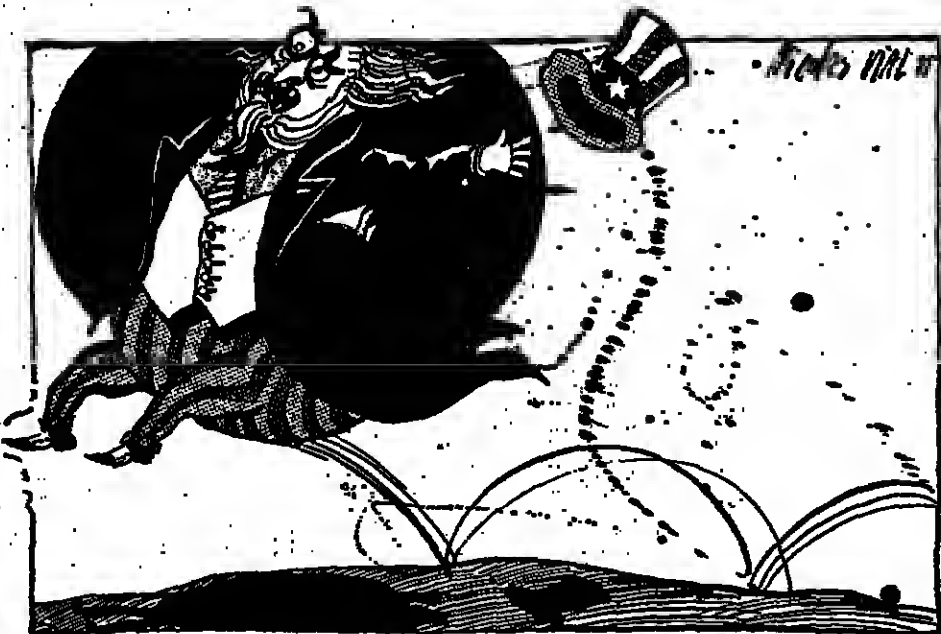
Ainsi, le Wisconsin a créé une « Authority » pour financer les petites entreprises qui rapportent

financit son énorme potentiel scientifique et technologique et attend en retour des financements. En 1982, la législature de l'Etat a voté une loi qui permet d'utiliser 5 % du fonds de retraite de ses fonctionnaires pour financer du capital-risque.

En dehors des Grands Lacs, Naisbitt propose aux investisseurs une douzaine d'autres « bassins » favorables pour démarquer une entreprise : Atlanta (Géorgie), Mesa (Arizona), Minneapolis, Saint-Paul (Minnesota), San-Antonio (Texas), San-Diego (Californie), Tampa (Floride), Raleigh (Caroline-du-Nord), Loudon (Virginie), etc.

(Lire la suite page 37.)

- (1) John Naisbitt, *Les Dix Commandements de l'avenir*, Megatrends, Paris, Ed. Sand, 1984.
(2) Michel Crozier, *Le Mal américain*, Paris, Fayard, 1980.
(3) Jacques Lesourne et Michel Godet, *La Fin des habitudes*, Paris, Seghers, 1985.



NICOLAS VIAL

perturbateur et pour empêcher de s'installer d'autres règles du jeu (3). Réduire les Etats-Unis à un empêcheur de danser en rond paraît aujourd'hui discutabile.

La crise de conscience qui a suivi la guerre du Vietnam est aujourd'hui bien terminée, et la foudroyante reprise économique frappe le visiteur même rapide.

moins l'habitude d'aller et moins d'informateurs.

Pour 1986, Naisbitt nous annonce la renaissance des Etats qui bordent les Grands Lacs : le Waterbelt. L'eau douce est une ressource essentielle, et les Grands Lacs en sont sans doute la réserve la plus importante du

et paient des impôts. En reconstruisant les compétences techniques de ses vieilles industries en déclin, le Michigan développe une « Automation Valley », de Detroit à Cincinnati, qui doit concurrencer la « route 128 », de Boston et la Silicon Valley. L'université du Michigan à Ann-Arbor est l'un des piliers de l'entreprise : elle

Dévotion

La « guérison » se perçoit par beaucoup de signes, dont le plus remarquable est sans doute fourni par un récent « Gallup report » sur la religion : les années 70 ont été marquées par une chute de tous les indices de pratique et de croyance. Or, en 1985, tous ces indices sont remontés à leur niveau antérieur : les Américains sont de nouveau les plus dévots des grands pays occidentaux.

Cependant, dans l'introduction de leur dernier livre, Jacques Lesourne et Michel Godet écrivent : « La perte de puissance relative des Etats-Unis les

Alfred SAUVY
De la rumeur à l'Histoire
Haro sur l'Histoire officielle qui pour plaire déforme la vérité
L'outil économique 98F

صلى الله عليه وسلم

صحة من الامم

Les leçons du sauvetage de Chrysler

Sans l'intervention du gouvernement et du Congrès, la firme de Detroit était condamnée

par RÉMY PRUD'HOMME (*)

EN 1979 et 1980, Chrysler était au bord de la faillite. Pendant ces deux années-là, le troisième constructeur automobile des Etats-Unis a perdu 3 milliards de dollars. Quatre ans plus tard, Chrysler est une entreprise florissante, qui a gagné plus de 2 milliards de dollars durant la seule année 1984. La façon dont Chrysler s'en est sorti est triplement intéressante.

Tout d'abord, l'histoire est passionnante, avec du tragique, du pathos, du suspense. C'est plus fort, plus vrai, plus poignant que du Sultzer. Ce sauvetage ferait un beau film, qui pourrait même - compte tenu de l'intérêt nouveau du public pour l'économie - avoir du succès. Ensuite, cette histoire est particulièrement intéressante pour des Français.

En effet, Chrysler en 1980, c'est Renault en 1984. Les deux entreprises ont à peu près la même dimension (près de 100 000 employés), la même production, le même endettement - et les mêmes pertes. Il n'est pas facile de comparer les pertes des deux firmes, à la fois parce que les conventions comptables ne sont pas identiques dans les deux cas, et parce qu'il faut convertir des dollars 1980 en francs 1984, ce qui peut se faire de plusieurs façons.

Toutefois le déficit de 1,7 milliard de dollars de Chrysler en 1980 n'est pas très différent du trou de 14 milliards de francs de Renault en 1984. Peut-on trouver dans l'expérience de Chrysler les recettes qui permettraient à Renault de gagner 15 milliards de francs dans quatre ans, en 1988 ?

Enfin, et surtout, comme le notent justement Reich et Donahue, les auteurs de la meilleure étude sur la renaissance de Chrysler (1), cette histoire en dit long sur la façon dont fonctionne le système politico-économique américain, c'est-à-dire sur le capitalisme contemporain. Tant d'abord, l'histoire. Elle peut être présentée comme un drame en cinq actes.

L'acte I se passe à Detroit, en 1978. On y voit Chrysler glisser vers le gouffre. Sous l'effet combiné des réglementations antipollution et pro-énergie, du déclin de la demande vers les

petits véhicules, de la concurrence japonaise, des salaires élevés, des erreurs de gestion, et de la malchance, la firme perd des parts de marché, et des millions de dollars par centaines.

Belle composition de Felix Rokstyn, dans un rôle de traître : le banquier démocrate de Lazard Frères, appelé comme conseil, essaie de prendre le pouvoir ; il échoue ; on le verra bientôt aller raconter à son ami Carter qu'il faut laisser tomber Chrysler. Entrée tonitruante de Iacocca, qui vient de se faire mettre à la porte de chez Ford. Chrysler liquide ses usines ; Peugeot achète en Europe, Volkswagen au Brésil, General Motors au Venezuela, et Mitsubishi en Australie. Mais cela ne suffit pas. Chrysler est-il condamné ?

A temps

A l'acte II, qui se passe en 1979, la scène se déplace à Washington. Chrysler a dû se résoudre à demander l'aide du gouvernement fédéral. Cette aide prendra la forme d'une garantie d'emprunt. Mais viendra-t-elle ? Et viendra-t-elle à temps ? Il ne suffit pas de gagner le président Carter (le maire noir de Detroit, Young, s'en charge), il faut aussi convaincre le Congrès. Et l'opinion publique. Beaucoup, en effet, sont ouvertement partisans de la faillite - qui menace de plus en plus. Cela va de Ralph Nader et de Gary Hart à gauche, jusqu'à Barry Goldwater et au Wall Street Journal à droite.

Les gens de Chrysler se démentent. Ils engagent le meilleur lobbyiste de Washington, Tommy Boggs. Ils adressent à chaque parlementaire la liste des fournisseurs et concessionnaires de Chrysler dans sa circonscription, qui seraient touchés par la faillite. Ils multiplient les études sur le coût social et économique d'une banqueroute - 600 000 chômeurs de plus, dit-on. Dans une scène à la Corneille, le président de Chrysler, John Riccardo (qui n'était là que depuis dix-huit mois, et n'avait rien à se reprocher), accepte de jouer le rôle du bouc émissaire et remet sa démission.

Finalement, le Congrès vote la loi de garantie de prêt à Chrysler.

Mais attention ! la garantie est conditionnelle : le gouvernement est autorisé à garantir un emprunt de 1,5 milliard de dollars, mais seulement si les syndicats, les fournisseurs, les collectivités locales et surtout les banquiers acceptent de donner en contrepartie 2 milliards de dollars supplémentaires. Rien n'est joué. Le pire peut encore arriver.

L'acte III se passe en 1980. A Detroit et à New-York. Les ouvriers vont-ils accepter les concessions exigées par le Congrès ? Ils sont dirigés par Douglas Fraser, un grand syndicaliste aux vues larges. Surtout, ils n'ont guère le choix. Finalement, ils acceptent de voir leurs salaires - élevés, il est vrai - augmenter moins vite que ceux de chez Ford et GM, et de voir réduire leurs congés payés.

Les banquiers vont-ils accepter de prêter encore davantage à une entreprise en laquelle ils ne croient plus guère ? Cela sera beaucoup plus difficile. Chrysler a plus de cinq cents banquiers, dans des dizaines de pays : le refus d'un seul rendra impossible la mise en œuvre de la garantie de prêt ; et beaucoup refusent ; il faut les convaincre un par un. Et le temps presse : Chrysler est pratiquement en état de cessation de paiement. A la fin, il n'y a plus que deux récalcitrants : la Deutsche Genossenschaftsbank de Francfort, et une petite banque de l'Arkansas. Le ministre des finances en personne téléphone au patron de cette banque pour exercer de « amicales pressions ». Elle cède enfin.

Tout est prêt pour l'émission d'obligations garanties, qui doit avoir lieu le 24 juin 1980, à New-York. Le 23 au soir, un incendie éclate dans le bâtiment qui abrite tous les documents de l'affaire, Park Avenue. Les cadres de Chrysler et les juristes à 1 000 dollars par jour bousculent les papiers, enfoncent les portes, les bureaux enfumés, emballent les précieux documents, les transportent en lieu sûr. Le lendemain, Chrysler emprunte, avec la garantie du gouvernement, 500 millions de dollars. La faillite est évitée - on retardée, mais la guerre n'est pas terminée.

L'acte IV, qui se passe pendant la seconde moitié de l'année 1980, à Detroit, est sombre. Reagan est élu ; on sait qu'il croit aux durs lors du marché, et qu'il est prêt à laisser tomber Chrysler. Le marché automobile américain rétrécit, la part des constructeurs américains sur ce marché recule - au profit de la part des Japonais, - et la place de Chrysler recule plus encore : les ventes, la production et les profits s'effondrent. Chry-

ler licencie massivement : plus de quarante mille travailleurs. Chrysler vend son usine de tanks, qui était bénéficiaire. Chrysler gèle les salaires, c'est-à-dire les réduit en termes réels.

Chrysler emprunte de nouveau avec la garantie du gouvernement (300 millions, puis 400 millions). Chrysler transforme des créances en actions, ce qui réduit les intérêts et améliore le bilan. Chrysler sort un nouveau modèle, le modèle K. Rien n'y fait. Les pertes augmentent. Chrysler est à vendre. Peugeot pouvait acheter la firme pour une bouchée de pain. Mais personne ne veut d'une entreprise qui perd 1,7 milliard de dollars. La banqueroute continue de frapper à la porte.

Paradoxalement

Le dernier acte est celui de la résurrection. Les efforts d'économie, d'une part, d'investissement, d'autre part, commencent à porter leurs fruits. Chrysler est aussi, paradoxalement, aidé par deux mesures prises par le gouvernement de son ennemi Ronald Reagan. Celui-ci, dans son train de mesures fiscales, autorise les entreprises déficitaires - qui ne bénéficient pas d'amortissements accélérés ou de crédit d'investissement, puisqu'elles n'ont pas de bénéfices impossibles - à vendre (puis à louer immédiatement) leurs équipements à des firmes bénéficiaires qui peuvent profiter de ces réductions d'impôts. Chrysler fut en quelque sorte autorisé à vendre des allègements fiscaux.

En outre, Reagan invita poliment mais fermement les Japonais à « restreindre volontairement » leurs exportations de voitures aux Etats-Unis. Chrysler fut encore dans le rouge en 1981, mais fit un profit en 1982, un plus gros profit en 1983, et un profit record en 1984. En 1983, la firme émit des actions, et rembourna, par anticipation, et en faufilant, les 1 200 millions de dollars empruntés avec la garantie du gouvernement. En 1984, la firme servait de nouveaux dividendes à ses actionnaires, pour la première fois depuis 1978. Sur la période 1974-1984, la firme a gagné de l'argent.

Quelles leçons tirer pour Renault de ce roman ? La première est que tout peut arriver, et arrive, dans l'industrie automobile. Les ventes, et les recettes, des firmes automobiles fluctuent beaucoup, beaucoup plus que les coûts, qui sont largement des coûts fixes. La même firme peut gagner, puis perdre, puis de nouveau gagner énormément.

(*) Professeur à l'université Paris-XII.

d'argent. Rien à voir avec l'industrie sidérurgique ou la construction navale, qui sont en quelque sorte structurellement en déficit.

Il ne faut pas se laisser impressionner par les résultats d'une ou de deux années seulement. Il faut voir large. Chrysler n'est d'ailleurs pas la seule firme automobile à avoir frôlé la faillite : British Leyland, Fiat, et même une firme japonaise, Toyo Kogyo, ont vécu la même histoire.

La deuxième leçon est qu'il ne faut pas sacrifier l'avenir au présent. Chrysler n'a jamais relâché son effort de recherche et d'investissement. Aux pires moments, lorsque la firme saignait de toutes parts, lorsque la confiance du public s'évanouissait, Chrysler dépensait des centaines de millions de dollars par mois pour mettre au point de nouveaux modèles, et construisait même de nouvelles usines.

La troisième est que la réduction des coûts est possible, et pénible. Les contribuables américains n'ont pas déboursé un même prêt d'un dollar. Mais les cadres, les travailleurs, ont chèrement payé, en diminution de salaires, et surtout en licenciements. Les actionnaires, les banquiers, les fournisseurs, les collectivités locales aussi. Ces sacrifices ont été réalisés sous la menace de la faillite. Sans cette terrible pression, les réticences et les lenteurs auraient été insurmontables. Une telle pression et une telle mobilisation existent-elles en ce qui concerne Renault ?

Enfin, et surtout, le sauvetage de Chrysler éclaire le fonctionnement du système américain contemporain. Ce qui frappe d'abord, c'est l'incapacité des mécanismes capitalistes ordinaires à gérer cette crise. La Bourse et les banques ont été totalement incapables de la prévoir, et encore moins de la résoudre. Les banquiers, notamment, ont été lamentables. Avec les analystes financiers et les journalistes, ils ont tous parié sur l'incapacité de Chrysler à survivre. Ils se sont tous trompés. Sans l'intervention du gouvernement fédéral, leur erreur aurait été fatale, et serait devenue une vérité : ils auraient retiré leurs billes, et Chrysler aurait disparu.

Car ce sont bien des mécanismes politiques qui ont sauvé Chrysler. Sans l'intervention du gouvernement fédéral et du Congrès, la firme de Detroit était condamnée. Il est du reste à peu près certain qu'un gouvernement républicain n'aurait pas fait pour Chrysler ce qu'a réalisé l'administration démocrate du président Carter. Les Français pensent sou-

vent que les Etats-Unis ont un secteur privé efficace et un secteur public inefficace : c'est le contraire qui s'est avéré dans l'affaire Chrysler.

Le président et ses ministres, cependant, n'ont pas empêché le Congrès de jouer un rôle décisif. Aussi invraisemblable que cela puisse paraître à des Français, c'est à la Chambre et au Sénat qu'a été discuté, puis arrêté, le principe d'une intervention. C'est là encore qu'ont été négociées et décidées les modalités - complexes - de cette intervention.

L'Etat garantissait un emprunt, en prenant toutes sortes de garanties qui ne faisaient courir aucun risque au contribuable américain ; mais il exigeait des efforts de toutes les parties intéressées. Le gouvernement, sous la forme d'un comité présidé par le ministre des finances, était chargé de la mise en œuvre de cet accord, qui était une loi. Ce comité a joué un grand rôle, exigeant des informations et des décisions de la part de la firme, comme, par exemple, la liquidation de ses avions privés.

En silence

Le contraste avec les interventions publiques négociées par l'administration en France, dans le secteur de la sidérurgie, par exemple, est frappant : ici ce sont des technocrates qui donnent en silence l'argent des contribuables sans exiger des contreparties efficaces ; là ce sont des élus qui garantissent publiquement un prêt en échange des sacrifices qui sauveront l'entreprise.

Une grande entreprise apparaît ainsi comme une entité politique, qui gère des droits et des obligations, et il n'est pas surprenant qu'elle ait dû être sauvée par des politiciens. Cette intervention directe du gouvernement fédéral n'est ni la seule ni la première : Washington a déjà sauvé de la faillite la firme aéronautique de Lockheed, les chemins de fer Conrail et la ville de New-York.

Mais le sauvetage de Chrysler a été le plus spectaculaire et le plus réussi. Il soulève plus de questions qu'il n'apporte de réponses sur l'avenir de nos sociétés. Mais il montre que les frontières de l'économie et du politique, même et peut-être surtout aux Etats-Unis, sont moins tranchées que certains ne semblent le penser ou le désirer.

(1) Robert B. Reich et John D. Donahue, *New Deals, The Chrysler Revival and the American System*, Times Books, New-York, 1985, 359 p. ; voir aussi Iacocca, Lee, Iacocca, Robert LaFont, Paris, 1985, 380 p.

HAUT INSTRUMENT COMMERCIAL



ICN NANCY L'UNIVERS-CITY

Il est en France une grande école de commerce de dimension internationale : ICN. Une envergure que le dynamisme d'une grande métropole a rendu possible. Nancy est, on le sait, délibérément tournée vers l'avenir.

Il est en France, la seule grande école de commerce de statut universitaire : ICN. Les Prépa., DEUG, DUT, BTS (Licences, Maîtrises, Ingénieurs - en 2^e année) doivent présenter le concours national de cet institut réputé.

Une réputation justifiée par FORMATION : tiers-temps-terrain intégral et le haut niveau des quatre spécialisations : Commerce-Marketing, Finance-Comptabilité (14 UV/16 à la MSTCF), Gestion des Systèmes d'Information, Affaires Internationales.

Don't forget! On entre à ICN par un concours spécial. Demandez vite la brochure détaillée par le bon ci-dessous.

ICN

POUR MEILLEUR CONNAITRE L'ICN

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Tél. _____

ICN : 4, rue de la Ravennat - Case of n° 120. 54037 NANCY CEDEX - Tél. : 83.35.22.52

*donc gratuite. **dans 30 villes.

Dans le cadre de sa collection

« ANALYSES DE SECTEURS »

le groupe DAUSA KOMPASS vient de publier une étude sur

L'INDUSTRIE EUROPÉENNE DE L'ÉLECTROMÉNAGER

Depuis quelques années, le secteur de l'électroménager en Europe doit faire face à un environnement économique difficile (saturation des marchés pour certains produits, les « produits blancs », notamment ; stagnation du pouvoir d'achat des ménages dans la plupart des pays ; émergence de nouveaux concurrents) qui a fortement pesé sur son évolution.

La situation apparaît néanmoins différenciée suivant les pays. Ainsi, en ce qui concerne les trois principaux pays producteurs, qui sont aussi les trois marchés les plus importants :

- l'Italie, dont l'industrie nationale, largement exportatrice, a longtemps occupé la première place du secteur, est la plus touchée du fait de sa spécialisation dans les produits blancs « bas de gamme », désormais fortement concurrencés par des appareils en provenance d'Espagne et des pays de l'Est, Yougoslavie notamment ;
- la R.F.A., au revers, semble avoir profité de la crise pour conforter ses positions, grâce au positionnement de la plupart des fabricants nationaux dans les produits « haut de gamme » ;
- la France, enfin, importatrice nette en même temps que pays le plus ouvert en matière d'échanges économiques, souffre comme l'Italie de la concurrence des nouveaux producteurs, mais bénéficie quand même d'une meilleure adaptation de ses produits grâce à la spécificité de certains marchés (machines à laver le linge) et à la renommée de certains types d'appareils (appareils de cuisine).

Pour cette conjoncture menaçante, les stratégies adoptées par les constructeurs européens se sont développées autour de quelques grands axes communs à l'ensemble de la profession, notamment :

- effort soutenu d'innovation (utilisation croissante de l'électronique et de nouveaux matériaux, mise au point de nouveaux produits...) ;
- constitution de groupes multinationaux.

Ce dernier point apparaît essentiel, et constitue dès à présent une condition impérative de survie à terme, car seule cette politique permet de disposer en même temps des capacités industrielles et financières pour affronter les nouvelles réalités du secteur.

Ainsi, en 1984, après la prise de contrôle de fait de Zanussi par Electrolux, sept groupes seulement se partagent plus de 75 % du marché européen, et ce mouvement de concentration devrait encore s'accroître, en fonction de l'évolution des situations d'Isdest et ARG-Telefunken.

Il faut souligner enfin que les caractéristiques du secteur pourraient être profondément modifiées à l'avenir en raison de la stratégie des groupes japonais de l'électroménager, qui ont déjà profité de l'expansion du marché de tous à zéro-centes pour commencer à s'implanter en Europe, en profitant des faiblesses de l'industrie britannique.

Cette étude est en vente à DAUSA
7, rue Bergère, 75009 PARIS. Téléphone : 42-33-21-23.

C'EST CLAIR ET TOUT Y EST!

PANORAMA DE L'ECONOMIE FRANÇAISE

REMY ARNAUD

Pas de l'abus inutile. Il y a là tout ce qu'il faut savoir... La matière est hachée très fin, assaisonnée de petits tableaux comparatifs, et le plus vaste public peut avoir accès à ce menu qu'on a débarrassé de tout ce qui pèse trop souvent sur l'estomac du lecteur dans ce genre d'entreprise.

"LE MONDE"

Science et Vie Economie / ECOMAR 89 F
5, RUE DE LA BAUME - 75008 PARIS 89 F FRANCO

L'ONISEP PUBLIE...



repères sur l'emploi

7 grands thèmes autour de l'emploi

- 224 pages
- 128 tableaux et graphiques
- 1 lexique
- 1 bibliographie

• Commande ou documentation à ONISEP
• 75035-PARIS CEDEX 13
• En vente sur Paris
• à notre librairie
188, Bd. Montparnasse
(14^e)
• dans les 3 FNAC

Prix 120 F

La chronique de Paul Fabra

Parlons français, Rue de Rivoli

A première vue, on ne devrait que se réjouir d'apprendre que la commission de terminologie, que préside le directeur des monnaies et médailles (actuellement M. Jacques Carpet), reprend ses délibérations. La constante dérive à laquelle on assiste, n'est-elle pas le résultat de l'usage de la langue tant parlée qu'écrite, à cause notamment (mais pas seulement) de l'abus des anglicismes, ne rend-elle pas souhaitable une reprise en main chaque fois que cela est possible ? On concentrera aujourd'hui l'attention sur quelques aspects de l'œuvre accomplie depuis plus de quatre ans dans le domaine particulier du vocabulaire économique et financier par la commission de la rue de Rivoli, créée par arrêté en date du 16 juin 1971.

Ses travaux ont débouché sur l'établissement d'une liste d'un peu moins de deux cent cinquante termes (correspondant à deux cent quarante-quatre entrées) qui a été publiée dans les *Notes bleues* (1) de la semaine du 14 au 20 février 1983. A quelques exceptions près, il s'agit de mots, nouveaux ou anciens, proposés ou théoriquement imposés, selon le cas, comme équivalents d'expressions anglaises. C'est un autre arrêté ministériel pris par Valéry Giscard d'Estaing le 29 mars 1973 qui a rendu obligatoires dans les documents officiels l'emploi de plusieurs de ces termes qui sont actuellement au nombre de vingt-quatre (*Journal officiel* du 4 janvier 1974). Ils ont été repris, avec la mention AM, dans la liste dont il vient d'être question. Si ce souci de classification est une preuve supplémentaire du sérieux avec lequel le ministère de l'économie et des finances entretient la défense de la langue française, il n'est pas sûr, au vu des premiers résultats, qu'il ait jusqu'à ce jour beaucoup contribué à son illustration.

Je me contenterai ici de quelques exemples. Il n'est pas douteux qu'un examen plus approfondi en révélerait

d'autres, tout aussi troublants. Certains sont particulièrement inquiétants car ils témoignent, chez leurs auteurs, sinon d'une perte, à tout le moins d'un affaiblissement du sens de la langue. Pour quel propos comme traduction de *hot money* (l'argent qui brûle les doigts et qu'on dépense d'un emploi à l'autre, en quête de la plus forte rémunération) « capitaux fébriles » ? Si l'on parle communément de la fièvre des marchés, les amateurs de métaphores hardies hésiteront à écrire : pour stopper la hausse des tentatives fébriles, le ministère de l'Agriculture a autorisé des importations supplémentaires en provenance du Maroc ! Pourquoi imposer par arrêté ministériel (AM) l'adoption du terme anglais « activation » dans le sens de « mise en œuvre d'une procédure organisée à l'avance » (a-t-on jamais vu, soit dit en passant, une procédure dont les formalités et le déroulement seraient laissés à la discrétion de ceux qui y ont recours ?). C'est ainsi que les rédacteurs de la rue de Rivoli, et avec eux les journalistes peu exigeants, ont déformé le droit (en réalité l'obligation) d'écrire, comme la font sans sourciller les membres de la commission de terminologie dans les *Notes bleues* : « l'activation des droits de tirage spéciaux par le Fonds monétaire ». Un lecteur non prévenu comprendrait déjà un peu mieux si on lui parlait de l'émission de droits de tirage spéciaux par le FMI.

Sous prétexte de francisation, on en arrive à imiter l'orthographe des cancras. La commission propose sans rire qu'on écrive *fiel* et *fioul*, une suggestion qui a été retenue par les rédacteurs des communiqués de presse de la rue de Rivoli. Personne sur le fidèle « Agètas » proposé d'après les initiales d'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, pour remplacer GATT. Cette malheureuse initiative n'a trouvé aucun écho, car d'instinct — l'instinct

est bien le meilleur mais fragile allié de la langue dans cette affaire — les usagers l'ont rejeté. C'est peine perdue que de chercher à proscrire tout apport étranger. Ce n'est pas non plus un objectif souhaitable.

Il arrive aussi que la commission pêche par ignorance ou, ce qui est le même résultat, par refus d'acquiescer des expressions traditionnelles pour peu qu'elles soient un peu compliquées, comme si un petit nombre de fonctionnaires pouvait, pour éviter des maux de tête à leurs concitoyens, arbitrairement faire le tri dans le vocabulaire dont nous disposons par héritage, et comme si la langue française n'avait plus droit à la « sophistication » (un mot que, pour leur part, ils n'emploient plus que dans ce sens, venu de... l'anglais). C'est ainsi que, s'interrogeant sur la façon de traduire « fixing », ils proposent « cotation », ce qui est bon, mais en l'occurrence insuffisant car, techniquement, le *fixing* dont est fait à Londres deux fois par jour le cours de l'or et de quelques autres produits correspond à ce que les professionnels appellent chez nous une « cotation par opposition ».

Le summum de la fausse simplicité est sans doute atteint par la laborieuse traduction de « swap », une opération que les membres de la commission commencent par définir de la façon suivante : « un troc portant sur des monnaies différentes et effectué entre banques... », ce qui est à la fois maladroit et redondant car, premièrement, on troc est un échange sans monnaie et, deuxièmement, à supposer qu'on accepte la façon de s'exprimer de nos experts de terminologie, on voit mal comment l'échange pourrait porter sur des monnaies semblables. Forts de leur explication, les experts ont fait valoir, par décret ministériel s'il vous plaît, leur amphigourique traduction : « crédit croisé », qui semble effacer toute di-

rection entre prêteur et emprunteur. Il se fait que, dans le vocabulaire français traditionnel que seule la Banque de France et quelques banques... suisses semblent encore connaître, le mot « report » ait plusieurs significations dont l'une, qui correspond à « swap », est la combinaison d'une opération au comptant et d'une opération à terme (une autre est la plus-value d'une devise à terme par rapport au cours du comptant : dans ce dernier cas, report s'oppose à déport).

Autre exemple plus banal : la commission répugne inexplicablement au terme consacré de « sous-produits » pour lui préférer l'expression de « produits fatals » afin de désigner « les produits utilisables ou non, liés inévitablement à la production d'un bien déterminé ».

UN des caractéristiques de l'anglais que le français possède beaucoup moins est qu'il offre des expressions toutes faites pour pratiquement chaque situation et chaque phénomène particuliers. C'est à la fois une commodité, un signe de richesse, mais aussi, si l'on n'y prend garde, une facilité. En français, cela passe généralement assez mal, si bien qu'il convient d'être assez possible une traduction stéréotypée. Cela n'empêche pas la commission, dans sa sollicitude technocratique, de proposer des équivalents pour des expressions métaphoriques qu'il appartient au traducteur, selon les exigences du contexte, de rendre par des expressions variées. C'est ainsi qu'elle voudrait nous voir employer systématiquement l'expression « coups d'accordéon » pour traduire « stop and go » et le mot « noyau » chaque fois que les Anglo-Américains les « noyaux » et « hercures » dans une négociation menée au sein de l'Agence (voir plus haut).

La vérité est que ce ne sont pas les crocheteurs de Port-au-Foin qui sont re-

ponsables de l'introduction en France d'innombrables anglicismes, dont certains sont bien venus mais la plupart parasitaires. Les passeurs de mots sans droit de dictonnaire, c'est précisément l'école des inspecteurs des finances et des douanes qui les adoptent sans discrimination alors qu'ils pourraient d'eux-mêmes en trouver, trois fois sur quatre, la traduction appropriée s'ils en avaient le goût. Les documents officiels les plus soignés dont ils sont les auteurs sont rédigés dans une langue de plus en plus pauvre et fautive, où « générer » se substitue à « créer », « produire », « engendrer », « provoquer », où « initier » est systématiquement employé dans le sens anglais de « to initiate » (commencer, être la cause de...), où le mot « environnement » est utilisé si souvent qu'on se demande comment on pouvait s'exprimer dans notre langue avant l'adoption récente de ce néologisme (traditionnellement, environnement a un sens actif : l'environnement de Sedan par les troupes allemandes), où le dollar s'apprécie alors que, en bon français, ce dernier verbe n'est pas symétrique de « se déprécier », etc.

Selon une habitude bien française, on a chargé les responsables de la tâche de ramener aux origines qu'ils causent. Cela aurait pu en l'occurrence avoir des avantages si les membres de la commission l'avaient entreprise avec un minimum d'humilité qu'ils auraient pu, par exemple, les conduire à consulter attentivement les documents des années 20 et 30, écrits dans un français impeccable et riches de mots et de concepts proches de la réalité d'aujourd'hui. C'est Roland Berthès qui disait : « Il n'y a pas de crise de la langue. Il y a une crise de l'amour de la langue ».

(1) Les *Notes bleues*, du ministère de l'économie et des finances, reproduisent les principales communications officielles par la rue de Rivoli. On peut se les procurer sur place au CEDEF, 182, rue Saint-Hippolyte, Paris, ou par correspondance, 192, rue Saint-Hippolyte, 75006 Paris. Abonnement : 280 F par an ; 6 F plus envoi par mandat.

A travers les revues françaises

La France est un « pays intermédiaire »

LE thème général de l'annuaire 1985 de la *Revue d'économie politique* est « La France dans la hiérarchie économique internationale ». Brigitte Desaugues retrace un siècle d'histoire économique en analysant l'évolution de la position internationale de la France (1). Jusqu'en 1871, la France est la deuxième puissance commerciale et financière du monde, derrière l'Angleterre. A la veille de premier conflit, elle a régressé en quatrième position ; elle n'assure plus que 7,6 % du commerce mondial, derrière l'Angleterre (17,6 %), l'Allemagne (12,5 %) et les Etats-Unis (7,6 %).

Au début des années 20, nous commerçons de plus en plus avec nos colonies et de moins en moins avec nos anciens partenaires, ce qui traduit peut-être une baisse de notre compétitivité sur les marchés extérieurs. En 1938, la France passe au cinquième rang de commerce mondial, le Canada l'ayant devancée ; elle a également perdu sa position financière dans la tourmente de la crise de 1929.

Après la seconde guerre mondiale, la France s'ouvre très largement sur l'extérieur, connaît une croissance sans précédent et redonne la quatrième puissance exportatrice de monde. Mais comment se situe-t-elle maintenant dans la hiérarchie internationale ?

François Vellas explique pourquoi la France n'est pas un pays leader mais comment elle répond à l'hypothèse du pays intermédiaire (2). Cette hypothèse résulte d'une nouvelle approche de la division internationale qui oppose au sein des pays industrialisés les pays leaders et les pays intermédiaires, puis au sein des pays en développement les nouveaux pays industriels, les pays relais et les pays moins avancés.

C'est la situation de la France. Notre commerce international est déficitaire en travail qualifié avec les Etats-Unis, la RFA et le Japon, excédentaire avec l'URSS et, naturellement, avec les pays en voie de développement. Cependant, notre commerce présente quelques contre-exemples comme la construction aéronautique et spatiale ou l'industrie pharmaceutique où nous sommes leaders.

Handicaps structurels
Malgré ces contre-exemples, la spécialisation internationale de la France semble moins voulue que subie, car nous sommes pris entre deux feux : les pays leaders d'un côté, les nouveaux pays industrialisés et les pays de l'Est de l'autre, pour certains secteurs au moins.

L'article de Gérard Lafay, « Spécialisation française : des handicaps structurels », permet d'apporter quelques compléments (3). L'auteur calcule en effet les gains et les pertes sur les marchés extérieurs ; il s'agit de comparer les flux d'exportations pendant une période à ceux que l'on aurait constatés si les parts de marché avaient été conservées. Entre 1973 et 1979, les gains de l'industrie française ont été réduits de moitié ; nous avons gagné des marchés pour nos exportations destinées aux autres pays développés, au Moyen-Orient et à l'Amérique latine, et perdu des marchés en Europe occidentale, surtout en Afrique et en Asie. Pendant cette période, la RFA et les Etats-Unis enregistraient des pertes nettes. Pendant la période 1979-1983, la France a perdu du terrain sur toutes les destinations, sauf l'Amérique latine.

L'auteur calcule un indice de polarisation des échanges ; il s'agit du rapport du solde commercial de chaque catégorie de produits à la valeur du commerce extérieur. Les échanges extérieurs de la France sont relativement peu polarisés, depuis fort longtemps : sur les cinq pôles que l'on peut trouver, trois relèvent de l'agro-alimentaire, les céréales en particulier, et deux de l'industrie, l'aéronautique tenant une place de choix. Au Japon, au contraire, les pôles de compétitivité relèvent tous de l'industrie manufacturière ; il en est de même en RFA, mais à un niveau très inférieur.

La recherche-développement

L'auteur calcule enfin un indicateur de l'adaptation d'une économie à la demande mondiale. Les Etats-Unis sont de loin les plus adaptés ; la position des Bri-

La commerce extérieur est déficitaire en travail qualifié avec les Etats-Unis, le Japon et la RFA

par DANIEL VITRY (*)

tanniques se dégrade depuis le milieu des années 70. Contrairement à des idées reçues, la position de la France est très proche de celle de la RFA ; malheureusement, ces deux pays sont les moins bien adaptés à la demande mondiale depuis presque dix ans.

Dans la *Revue économique*, Luc Soete et Pari Patel se sont livrés à une comparaison internationale de « la recherche-

largement mais non totalement financée sur fonds publics, ce qui n'est pas le cas de la recherche-développement ». Traditionnellement on n'écrit jamais recherche-développement en toutes lettres, mais simplement : R.D.

L'article de Soete et Patel a pour objet de préciser les relations entre les investissements en R.D. et la croissance économique. Tous

au Japon, en France et en RFA, alors qu'il s'est accru aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

Les auteurs cherchent à estimer un stock de capital technologique ; celui-ci résulte de l'accumulation des investissements en R.D. compte tenu d'un processus de dépréciation de ce type de capital estimé à 15 % l'an. Les auteurs tiennent compte de ce qu'une partie de la R.D. peut être émise en achetant de la technologie étrangère, quitte à payer une redevance.

Les calculs montrent qu'une variation de 1 % de ce stock de

L'investissement crée-t-il des emplois ?

DANS la revue *Economie et statistique*, Hervé Paezson et Paul Zagamé montrent la nécessité et les conséquences d'investissements plus performants, dans leur étude de référence : de 1983 à 1988, la production automobile devrait augmenter comme le produit intérieur brut de 2 % par an en moyenne. Pour sa part, la productivité dans l'industrie automobile devrait augmenter de 5 % par an ; les effets employés devraient alors baisser de 440 000 à 390 000 personnes.

Les auteurs veulent tester l'hypothèse d'une amélioration plus grande de la productivité et d'une gestion plus rigoureuse de la main-d'œuvre, c'est-à-dire d'une adaptation des effectifs employés au niveau souhaitable en six mois au lieu de vingt-deux

actuellement. Les auteurs supposent d'abord qu'autant que possible l'investissement n'est pas changé. Si la productivité augmentait de deux points de plus que prévu dans les « Perspectives », les effectifs nécessaires pour la production prévue baisseraient de 35 000 personnes de plus.

Mais la baisse des charges salariales qui en résulterait permettrait de baisser les prix de 1,6 % et d'améliorer la compétitivité, ce qui relancerait la demande et aurait un effet favorable sur l'emploi et sur le solde extérieur de la branche. En définitive, l'effet net sur l'emploi ne serait plus qu'une baisse supplémentaire de 27 000 (au total 67 000 suppressions d'emplois, au lieu des 60 000 prévues dans les « Perspectives »).

Si les entreprises changeaient de comportement et profitaient de la baisse des coûts salariaux pour réduire les prix au maximum, sans améliorer leurs marges comme actuellement, l'augmentation supplémentaire de productivité conduirait à une baisse des prix de 2,6 %, et tous les effets en retour s'écartant produits, l'emploi ne baisserait que de 20 800 personnes de

plus que dans les « Perspectives ».

Que se passerait-il si les investissements réalisés étaient plus efficaces que ceux prévus ? La productivité du capital en serait grandement accrue. Les auteurs calculent qu'en 1988 la production pourrait augmenter de 7,3 milliards de francs ; ils supposent, avec un optimisme qu'ils reconnaissent, que cette augmentation de la production se traduira, franc pour franc, par une augmentation des exportations. Une fois la simulation faite, l'effet total sur l'emploi se réduit à 16 000 suppressions d'emplois de plus que dans les « Perspectives », et le solde extérieur s'améliore de 8,2 milliards de plus en 1988.

Les auteurs se demandent ce qui se passerait si l'on réduisait cette amélioration du solde extérieur pour faire une redevance de l'économie. Si la redevance se fait par la baisse des dépenses publiques, ils estiment que l'emploi global augmenterait de 60 000 unités par rapport aux « Perspectives », ramenant ainsi le niveau de l'emploi prévu pour 1988 à la situation de 1983.

D. V.

capital technologique se traduit par une variation de la production nationale de 0,3 % au Japon et presque autant en RFA, de 0,13 % en France, de 0,08 % aux Etats-Unis et seulement de 0,04 % en Grande-Bretagne. Par ailleurs, les auteurs estiment la part du ralentissement du taux de croissance de la productivité, que l'on constate partout depuis dix ans, imputable à la baisse des dépenses de R.D. Cette part serait très faible aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, mais d'environ

50 % en RFA et au Japon ; elle serait proche de 100 % dans le cas de la France.

L'étude sur données individuelles publiée par Jacques Mairesse et Philippe Cusédo dans le même numéro, « Recherche-développement et performances des entreprises », va tempérer la vigueur des conclusions précédentes (5). Les auteurs s'intéressent à la rentabilité des investissements en R.D. en analysant un échantillon d'entreprises de la chimie, parachimie et pharmacie, construction mécanique, électrique et électronique, sur la période 1974-1979. Ces secteurs font la moitié des dépenses de R.D. et occupent le tiers des chercheurs. Dans l'échantillon, certaines de ces entreprises font de la R.D. mais d'autres n'en font pas.

Il apparaît que les entreprises qui font beaucoup de recherche emploient en général deux fois plus de monde que les autres. La valeur ajoutée par tête y est sensiblement plus élevée (14 %), et elles sont plus capitalistiques que celles qui ne font pas ou font peu de R.D. Cependant les ventes par personnes employées ne sont pas plus importantes dans une catégorie d'entreprises que dans une autre.

De façon générale, toutes les analyses qui distinguent le capital physique et le capital recherche donnent des résultats nettement plus précis, plus robustes en termes statistiques, que celles qui ne font pas cette distinction. Cela confirme l'importance du capital recherche pour expliquer des différences entre les entreprises. La rentabilité du capital recherche semble identique à la rentabilité du capital physique ; cela veut dire que les deux types de capitaux contribuent autant à la rentabilité de l'entreprise. Les dépenses de R.D. sont donc rentables.

(1) Brigitte Desaugues : « Le rang de la France a-t-il changé (1860-1970) ? Evolution de la position internationale de la France », *Revue d'économie politique*, n° 5, 1985.

(2) François Vellas : « Les critères de la hiérarchie économique internationale et typologie des pays intermédiaires », *Mémoires d'économie*.

(3) Gérard Lafay : « Spécialisation française : des handicaps structurels », *Mémoires d'économie*.

(4) Luc Soete et Pari Patel : « Recherche-développement, importations de technologie et croissance économique : une tentative de comparaison internationale », *Revue économique*, n° 5, 1985.

(5) Jacques Mairesse et Philippe Cusédo : « Recherche-développement et performances des entreprises : une étude économétrique sur données individuelles », *Mémoires d'économie*.

TAUX DES

DES

DES

DES

économie

REPÈRES

Dollar : 7,7115 F

Le dollar est légèrement remonté, lundi 16 décembre à Paris, où, sur un marché calme à l'approche des fêtes de fin d'année, il s'échangeait à 7,7115 F contre 7,6980 F à la veille du week-end. Le franc français, toujours en tête dans le système monétaire européen, faisait preuve de fermeté à l'égard du deutschemark à 3,057 F, tandis que le franc belge restait faible, à 14,978 FF pour 100 FB.

SNCF : la CGT garde la tête

La CGT demeure majoritaire aux élections des délégués du personnel qui viennent d'avoir lieu à la SNCF, même si elle recule légèrement. Sur 256 526 inscrits, il y a eu 82,53 % de votants et 76,43 % de suffrages exprimés. La CGT a obtenu 46,82 % (soit - 1,85 point par rapport aux précédentes élections de décembre 1983 et d'octobre 1984 pour le collège maîtrise et cadres) devant la CFDT 26,26 % (+ 1,03 point), la FMC (cadres autonomes) 9,85 % (+ 0,32), FO 6,44 % (- 0,40), la CFTC 5,04 % (- 0,41), la FGAAC 3,2 % (+ 0,66), les 2,36 % restants se partageant entre la CGC et les « divers ». Lors des récentes élections aux comités d'établissement de la SNCF le 10 octobre dernier, la CGT avait obtenu 45,81 % des suffrages, soit, là aussi, une légère baisse.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS	
	+ ou - haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	
SE-IL	7,740	7,707	+ 35 + 70	+ 185 + 135	+ 370 + 470
Scm	5,533	5,534	- 20 - 18	- 44 - 18	- 56 - 35
Yen (100)	3,983	3,980	+ 22 + 35	+ 57 + 78	+ 321 + 398
DM	3,057	3,057	+ 113 + 128	+ 287 + 226	+ 610 + 663
Flora	2,718	2,712	+ 72 + 81	+ 133 + 148	+ 396 + 442
F.B. (100)	14,973	14,969	- 24 + 63	- 29 + 102	+ 289 + 563
E.S.	3,652	3,651	+ 146 + 182	+ 288 + 291	+ 522 + 589
L.O. (100)	4,465	4,468	- 70 - 28	- 57 - 55	- 159 - 138
E.	12,976	12,927	- 283 - 239	- 528 - 454	- 1.084 - 1.224

TAUX DES EUROMONNAIES

	3/4	8	8	8 1/8	7 1/8	8 1/8	7 7/8	8
SE-IL	4 1/4	4 1/2	4 11/16	4 13/16	4 13/16	4 13/16	4 11/16	4 13/16
DM	5 5/8	5 7/8	5 9/16	5 7/8	5 3/4	5 7/8	5 13/16	5 13/16
Flora	7 5/8	8 5/8	8 9/16	8 11/16	8 1/2	8 5/8	8 1/2	8 5/8
F.B. (100)	1	2	4 7/16	4 9/16	4 1/4	4 3/8	4 1/4	4 3/8
E.S.	11 1/4	11 1/2	11 5/8	11 3/4	11 5/8	11 3/4	11 5/8	11 3/4
L.O. (100)	9	9 1/4	11	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 7/8	11 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

FINANCES

Les industriels dans la course du capital-risque

Un colloque organisé du 12 au 14 décembre à Sofia-Antipolis sur le financement initial et le capital-risque a permis de constater le retard de la France mais aussi de mesurer les multiples initiatives prises dans ce domaine.

De notre envoyé spécial

Sofia-Antipolis (Nice). — Le 12 décembre dernier, la société de capital-risque Elysee-Investissement a fait officiellement son entrée au second marché de la Bourse de Paris. Dans un mois environ, elle sera suivie, sur la même cote, par Sofinnova, l'ancêtre des sociétés financières d'investissements en France, puisque cette société de capital-risque a été créée en 1972.

Si ces deux opérations donnent en quelque sorte leur titre de noblesse à cette activité importée des Etats-Unis, où elle a vu le jour après la seconde guerre mondiale (comme en Grande-Bretagne, pratiquement à la même époque), elles confirment surtout l'internationalisation croissante de ces sociétés à capital multiple, spécialisées dans les prises de risques à travers un choix d'entreprises en voie de création, ou en phase de développement. La forte croissance de ces sociétés doit permettre à l'investisseur de réaliser une importante plus-value.

Axée sur les entreprises non cotées, Elysee-Investissement, qui détient en portefeuille une importante participation dans la société Maintenance-Informatique-Service (MIS), possède un capital détenu en grande partie par la société britannique Elysee-Investments.

De même, Sofinnova, qui investit en France depuis de longues années, a tiré l'essentiel de ses bénéfices d'une filiale américaine au portefeuille bien garni.

Cette nécessité de détecter à temps l'entreprise innovatrice, gé-

rale de haute technologie, susceptible de devenir une *success story*, oblige à balayer les continents, et le *venture capital*, comme l'appellent les Anglo-Saxons, s'est rapidement propagé à l'Europe et à d'autres pays tels le Japon ou Israël.

Le fossé n'est pourtant pas près d'être comblé entre la vieille Europe et les Etats-Unis, qui bénéficient encore d'une avance considérable. A la fin de l'année dernière, les investissements en capital-risque représentaient 19 milliards d'ECU (1 ECU = 6,80 F environ) et à peine 1,7 milliard d'ECU pour la CEE (hors Grande-Bretagne), dont 163 millions d'ECU seulement pour la France.

Ce décalage s'explique, outre la particularité des Etats-Unis de recueillir un énorme réservoir de capitaux et d'entreprises, par la faible rentabilité offerte par ce type de sociétés en Europe, devait expliquer M. Jacques-Henri David, directeur financier du groupe Saint-Gobain. « La seule façon de surmonter ces problèmes est de donner aux sociétés financées par le capital-risque une dimension européenne. Ainsi assurées de débouchés plus larges, elles pourront obtenir des résultats comparables à ceux de leurs concurrents nord-américains. »

Mettant à profit le colloque sur le financement initial et le capital-risque, organisé à Sofia-Antipolis du 12 au 14 décembre par Technopol-Service, en collaboration avec le Crédit lyonnais et le Vie française, M. David devait annoncer la création d'Euroventures-France.

Il s'agit d'une émanation d'Euroventures BV, un fonds de droit hollandais créé en janvier 1985, à l'initiative de douze membres de la « table ronde » des industriels européens, pour mener à bien des opérations de *venture capital* sur le marché européen.

Succédant à trois fonds qui ont déjà vu le jour en Italie, au Benelux

et en Scandinavie, le fonds satellite français, dont le capital atteindra 100 millions de francs, réunira outre Euroventures et la BNP, la Compagnie financière de Suez, le Crédit national, le GAN, Lafarge-Coppée, Publicis et Saint-Gobain.

Faire coïncider les intérêts de l'industrie et de la finance, c'est également le but que vise la Compagnie générale d'électricité, qui a activement participé en mars 1985 à la création d'une structure comparable, SV Eurofund. Complète à un fonds américain (Summit Ventures), qui dispose d'une force de frappe de près de 100 millions de dollars, cette entité, dotée pour sa part de 60 millions de dollars d'argent frais, regroupe trois industriels (CGE, Matra, Thomson-CSF), des groupes bancaires (Crédit lyonnais, Société générale, BNP, CCF et American Express), et les investisseurs institutionnels (Caisse des dépôts, le GAN, les AGF et l'UAP).

100 000 entreprises nouvelles

Si les entreprises industrielles s'intéressent au capital-risque, c'est entre autres raisons, parce qu'elles trouvent dans ses structures « des occasions uniques de prendre des contacts avec de nombreuses jeunes entreprises dynamiques à un coût raisonnable ». Les accords éventuels conclus entre deux sociétés peuvent permettre à la petite entreprise de vendre ses produits sur le marché de la grande entreprise, et à cette dernière d'utiliser le réseau, détenu par la petite, pour vendre ses propres productions et développer ensemble de nouvelles productions mieux adaptées aux besoins, explique M. Laurent Citi, directeur du développement de la CGE.

Si l'argent ne manque pas, ce sont les bons dossiers qui font défaut.

Pour susciter la demande et répondre aux besoins des entreprises lors de leur phase de démarrage,

M. Jean de Flasseux, président du Crédit lyonnais, a annoncé à Sofia-Antipolis la naissance d'une société spécifique, Innolion, dotée d'un capital de 35 millions de francs, et regroupant des grandes banques, des institutionnels, mais aussi des représentants des milieux scientifiques.

Un moyen supplémentaire d'encourager la création des 100 000 entreprises nouvelles escomptées pour l'ensemble de cette année, si l'on en croit M. Bérégovoy, qui extrapole ce chiffre à partir de données officielles fournies pour les neuf premiers mois par le crédit d'équipement des PME : 79 000 entreprises nouvelles créées contre 66 000 pour les trois premiers trimestres de l'année précédente.

« Le gouvernement socialiste a réconcilié la France avec ses entreprises », a déclaré le ministre de l'économie et des finances, en clôturant ce colloque.

Et d'ajouter : « Grâce à la mise en place d'un cadre simple et incitatif, conforté par des mesures spécifiques, les sociétés de capital-risque, qui ont réalisé plus de 5 milliards de francs d'investissements en 1985, contre à peine 1 milliard l'année précédente, auront réussi à rendre ce type d'investissement suffisamment instructif pour l'épargne. »

SERGE MARTI

• Une association propose de consacrer 1 % du revenu imposable aux chômeurs. — L'association Solidarité-Emploi, qui regroupe des partenaires de l'économie sociale, a proposé le mercredi 4 décembre la création d'un fonds spécial pour aider des chômeurs à créer des emplois d'outil social. Ce fonds serait alimenté par des contributions représentant 1 % du revenu imposable. D'ici la fin de 1986, Solidarité-Emploi espère toucher cinq mille souscripteurs et réunir, au bout d'un an, près de 3,6 millions de francs.

★ Solidarité-Emploi, 32, rue Traversière, 75012 Paris. Tél. : 43-41-57-05.

DES NUITS ET DES NUITS DE DÉFONCE.



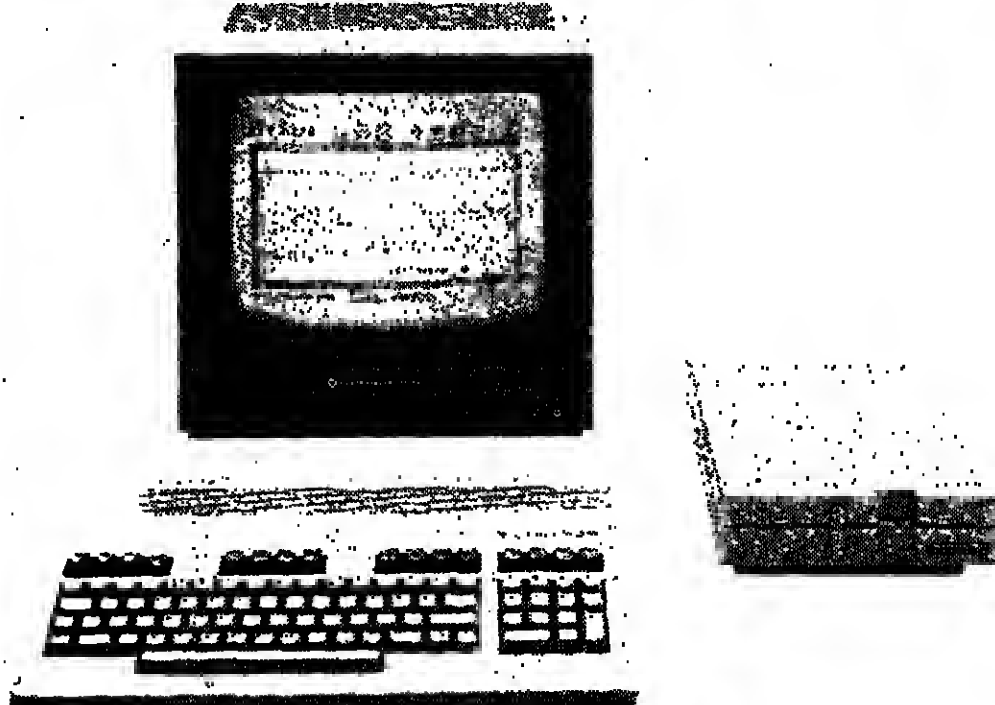
Virtuose de la programmation, mordus du clavier, avec le C 128, toutes sortes d'ivresses s'offrent à vous car le C 128 c'est trois ordinateurs en un.

LE C 128 SOUS LE MODE 64. DES LOGICIELS A HAUTE DOSE.
Pour ceux qui n'ont pas de C 64, cela veut dire d'emblée plus de 6 000 logiciels. Quant à vous, fans du C 64, vous allez pouvoir continuer à vous adonner à vos applications préférées. Le C 128 est 100 % compatible avec le C 64 et ses périphériques.

LE C 128 TRAVAILLE SOUS LE MODE CP/M. LA DOSE DES PROFESSIONNELS.
Une dimension nouvelle : 3 000 logiciels conçus pour faire de vous des professionnels mûs.

LE C 128 : UN BASIC 7.0. LE FLASH.

« Le meilleur basic jamais vu sur un micro-ordinateur » d'après la presse américaine. Le flash ! Une puissance de 128 Ko extensible à 512 Ko, dont 120 Ko utilisables sous basic en configuration standard. Une programmation facilitée par un basic très structuré et par la puissance des commandes graphiques et sonores : un affichage de 40 à 80 colonnes ; la possibilité d'utiliser une souris ; plus de touches pour une meilleure programmation. Le C 128 est une drogue dont on peut user sans modération. Attention, les effets dépassent tout ce que vous avez connu à ce jour !



COMMODORE 128. UN BEL AVENIR.

commodore
COMPUTER

☐ Je désire connaître l'adresse du distributeur Commodore proche de chez moi.

☐ Je désire recevoir de la documentation sur le Commodore 128.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Tél. : _____

Application : _____

Commodore France - 3, rue du Docteur Lancereaux - 75008 Paris

Tél. : (1) 45.62.01.09

CHAPEAU COMMODORE!

صلى الله عليه وسلم

FINANCES

AUX ASSISES NATIONALES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Trois mesures pour renforcer la révision comptable légale au sein des PME

Fort des résultats d'une enquête effectuée récemment en Grande-Bretagne sur l'utilité du contrôle légal des comptes pour conforter les tiers participant au capital de petites et moyennes entreprises, les commissaires aux comptes français, qui tenaient leurs assises annuelles le 13 décembre, en présence du garde des sceaux, M. Robert Badinter, ont décidé de renforcer et d'affiner leur travail au sein des PME.

Cent vingt mille petites et moyennes entreprises sont concernées en France par le contrôle légal effectué par les commissaires aux comptes. Mais la taille des PME, l'attitude de leurs dirigeants et l'argent disponible ne permettent pas toujours aux entreprises de disposer de structures lourdes pour mettre en place des outils précis de gestion et de révision comptables.

Pour pallier cet état de fait, les commissaires aux comptes, « auditeurs légaux », emploieront désormais des techniques de contrôle plus strictes : contrôle physique des inventaires (le commissaire est présent lors de l'inventaire), confirmation directe des comptes, en consultant au moins les fournisseurs et en avisant les clients de l'entreprise.

D'autre part, experts comptables et commissaires aux comptes cessent de jouer « au chat et à la souris ». L'assistance comptable des uns équivaut souvent à une révision contractuelle proche d'une révision légale des comptes des autres. Les

deux professions, étroitement liées (certains auditeurs ont d'ailleurs la double casquette d'expert et de commissaire), coordonneront, voire fusionneront leurs missions sur le terrain.

Enfin, le coût d'intervention des commissaires aux comptes a nettement progressé ces dernières années (1). Or la profession a exprimé le souci de ne pas perturber les entreprises par une aggravation des charges de révision légale.

Elle propose donc de mettre en œuvre progressivement l'application du décret : « Il ne s'agit pas de tout casser », a expliqué M. René Ricol, président de la Compagnie des commissaires aux comptes. « Il s'agit d'accroître progressivement la sécurité des comptes en travaillant d'une manière plus rigoureuse et systématique, sans pour cela grever abrutement le budget des entreprises ».

Par souci d'économie et pour « ne pas réinventer la roue », la solution réside peut-être, là encore, dans une meilleure coordination entre experts comptables et commissaires aux comptes.

JEAN-MICHEL DUMAY.

(1) Un décret a relevé les tarifs de révision légale exercée par les commissaires aux comptes. Cette réévaluation n'avait pas été effectuée depuis quinze ans.

ENTREPRISES

Alcatel-Thomson 970 emplois supprimés, 1 100 menacés

Selon la direction d'Alcatel-Thomson, les mesures de restructuration industrielle (annoncées lors des comités centraux d'entreprise des 10 et 11 octobre) conduisent à la suppression de 970 emplois, chiffre auquel « pourraient s'ajouter quelque 1 100 emplois résultant du refus par certains salariés des transferts de postes qui leur seraient proposés ». Les CCE du mois d'octobre avaient prévu la suppression de 2 275 personnes, transferts que les syndicats avaient dénoncés, les considérant comme des « licenciements déguisés ». On sera tenté de voir dans la menace planant sur 1 100 emplois supplémentaires un avertissement à l'adresse des pouvoirs publics afin qu'ils facilitent l'aboutissement de l'accord CGE-ATT.

Un navire pour la SNCF construit à Dunkerque

La président de la SNCF, M. Philippe Essig, et M. Jacques Dolloia, président des chantiers navals Normed, ont signé, le jeudi 12 décembre, un protocole d'accord pour la construction à Dunkerque d'un navire assurant la liaison de Dunkerque à Douvres. Il transportera des wagons et des camions et sera livré fin août 1987. Le coût de la commande est de 224 millions de francs.

Fonds d'industrialisation de la Lorraine : 100 millions de francs de plus en 1986

Le Fonds d'industrialisation de la Lorraine (FIL), créé en 1984 et doté de 500 millions de francs, sera doté de 100 millions supplémentaires en 1986. Le programme « productifs » sera reconduit l'an prochain à hauteur de 32 millions. Ces deux décisions ont été annoncées, le vendredi 13 décembre, par M. Edith Cresson, ministre du redéploi-

ment industriel et du commerce extérieur, à l'occasion de l'inauguration de l'Ecole supérieure d'électricité (Sup-Elec) sur la technopôle Metz 2000. — (Corresp.)

Union Carbide rejette l'offre d'achat de GAF Corp.

La société américaine de produits chimiques, Union Carbide, a rejeté, le 15 décembre, l'offre d'achat de GAF Corporation pour 4,13 milliards de dollars (environ 31,8 milliards de francs), au prix de 68 dollars l'action, et son président, M. Warren Anderson, a annoncé que sa société entendait racheter 35 % de ses propres actions, à 85 dollars l'une. GAF possède déjà 8,9 % d'Union Carbide. Rappelons qu'Union Carbide, trente-cinquième société industrielle des Etats-Unis, annonce une perte de 371 millions de dollars pour les neuf premiers mois de 1985 et doit faire face à des procès à la suite de la catastrophe de Bhopal (Inde).

AFFAIRES

Brutus au CNPF

(Suite de la première page.)

Il enrage d'autant de se retrouver assez isolé au moment où il faudrait, dit-il, que chacun prenne ses responsabilités et fasse preuve de courage.

M. Giral n'y va pas par quatre chemins et affirme qu'à l'aube d'une année qui s'annonce difficile, le CNPF a besoin à sa tête d'un homme fiable et solide ; un dirigeant qui ne dise pas blanc un jour, noir le lendemain. Pour le président de la Fédération des travaux publics, qui ne cache pas ses sympathies pour l'opposition, et notamment pour le RPR, outre une répugnance à travailler en équipe et à tenir compte des avis de ses vice-présidents ou des trente-cinq barons qui constituent le conseil exécutif, M. Gattaz, durant son règne, a excessivement privilégié les contacts avec les pouvoirs publics établis et négligé les rapports avec les tenants de l'opposition. Il a corrigé le tir il y a quelques semaines, mais cette hâte à quelque chose de suspect.

« L'actuel président du CNPF manifeste un esprit impérialiste pour régner à sa guise toute la confédération, comme s'il dirigeait sa propre entreprise », renchérit M. René Bernasconi, président de la Confédération des PME, organisation rivale du CNPF, qui siège au conseil exécutif en tant que président de la chambre syndicale du commerce et de la réparation automobile. « Il a mis des hommes à lui qui sont des postes-clés. Or, pas plus que la CGPME ne m'appartient, le CNPF n'appartient à M. Gattaz ».

Sachant que le patronat n'aime pas les affrontements publics parce qu'ils font le jeu de ses adversaires, M. Gattaz se réfugie dans le silence et laisse les « tribuns » endosser le risque d'avoir à répondre un jour d'une crise provoquée pour des raisons de pure tactique politique, voire politicienne. Le patron du CNPF a fait adresser par son secrétaire général, aux membres du conseil exécutif les photocopies d'articles de presse où M. Giral apparaît comme le fauteur de troubles.

Les collaborateurs de M. Gattaz expliquent qu'au cours des dernières semaines le président du CNPF a noué des contacts approfondis avec tous les chefs de l'opposition, et notamment, à trois reprises, avec le maire de Paris. La tradition constante du CNPF veut, d'ailleurs, que le numéro un de l'organisation ait des relations fréquentes avec le pouvoir en place puisque ce sont l'Elysée, Matignon et les ministères qui orientent la politique économique.

On admettra que la tâche de M. Gattaz depuis 1981 a été, de ce point de vue, plus délicate que celle de son prédécesseur, M. Ceyrac, et qu'il peut se prévaloir d'avoir à la longue gagné à la cause des entreprises un pouvoir socialiste à l'origine peu enclin à les flatter. « Le CNPF est moins efficace s'il avait joué un double jeu, allant officiellement à l'Elysée ou à Matignon le matin et rencontrant dans l'ombre l'opposition le soir », ajoute-t-on avenue Pierre-Ie-de-Serbie.

Les libertés

L'assemblée générale, qui sera précédée ce lundi d'une réunion, qu'on prévoit tendue, du conseil exécutif si M. Gattaz demande un vote de confiance, devrait en tout état de cause dresser un bilan d'une « législature du patronat » depuis quatre ans et tracer les perspectives de l'après-mars 1986. Il est peu probable — ce serait déroger à une tradition écorchée, il est vrai, entre les deux tours de 1981 — que le CNPF exprime ce qui devrait être à ses yeux le bon choix. D'autant que les programmes de l'opposition, pour autant qu'on les connaisse, s'équilibrent au fil des jours.

Mais neutralité ne signifie « ni que le CNPF se taise ni qu'il se taise », explique-t-on au siège de l'organisation patronale. Les libertés (des prix, des changes, des licenciements), la réconstitution de l'épargne des salariés, le recul d'un Etat omnipotent qui infantilise les entreprises, la sup-

pression des subventions compensées par les allègements de charges, constituent plus que jamais les credo unanimement partagés par les membres du CNPF.

Comme le danger du maintien d'une gauche doctrinaire au pouvoir s'éloigne, les appétits se réveillent et les querelles d'hommes s'exacerbent. Quoi de plus normal, au demeurant, dans une confédération d'entreprises très diverses ?

Derrière cette répétition des contournements, un homme observe la scène dans l'ombre. Pensant que son heure n'est peut-être pas très éloignée l'autre Yvon — Chotard celui-là, premier vice-président — voudra-t-il prendre une revanche anticipée ? Aux commandes depuis quatre ans, le couple de compromis Gattaz-Chotard n'a jamais fonctionné à la perfection. Les cicatrices ouvertes à l'heure de la succession de M. Ceyrac, que briguaient les deux hommes, ne sont pas complètement refermées. Elles se rouvrent, d'autant que — laisse entendre M. Giral — les qualités que n'a pas M. Gattaz, précisément M. Chotard, respect de tous et solides, les possède. Le CNPF n'est pas Rome, mais le souvenir de Brutus flotte encore.

FRANÇOIS GROSCHARD.

● La rencontre CNPF-CGC : pas de résultats, selon M. Marchelli. — A sa sortie de la rencontre entre le CNPF et la CGC, le vendredi 13 décembre, M. Paul Marchelli a indiqué : « Je n'ai rien de très positif à déclarer ». Déplorant que « le CNPF se présente avec un profil bas » avant les élections législatives, le président de la CGC a affirmé qu'il s'était heurté à un triple refus : sur l'entrée du personnel d'encadrement dans les conseils d'administration, sur une nouvelle politique salariale et sur une négociation pour la flexibilité. Selon M. Marchelli, le patronat attend « de faire le constat public de l'impossibilité de négocier dans les branches professionnelles », après l'adoption du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail, pour ensuite répondre positivement à la demande de négociations nationales et interprofessionnelles.

SOCIAL

L'ÉTAT RISQUE DE PAYER AVEC RETARD 10 MILLIARDS DE FRANCS À LA SÉCURITÉ SOCIALE

L'Etat reste mauvais payeur. A la fin de cette année, la réserve de trésorerie du régime général de Sécurité sociale devrait atteindre le niveau record de 23 milliards de francs. Un succès plus significatif que l'excédent de gestion de 5 milliards de francs sur l'exercice, dû davantage à des décalages de versement (2 milliards de francs sur les allocations familiales, près de 3 milliards de francs sur les dotations des hôpitaux) qu'aux économies décidées avant l'été et aux meilleures reverses de cotisations sociales en cours d'année.

Mais il est hautement probable que, comme en 1984, l'Etat, empêtré dans des difficultés de règlement budgétaire, s'ensuivra encore en retard, et que, comme l'an dernier, 10 milliards de francs seront versés avec plusieurs semaines de retard, si ce n'est plusieurs mois. Ce qui ramènerait la « dette sociale » de trésorerie en fin d'année à un niveau nettement plus modeste.

Le ministre de l'économie se flatte, à juste titre, d'avoir rétabli l'équilibre du régime général en 1985-1986. Il a plaidé pour qu'on ne décide pas de plan de financement pour l'an prochain. On peut être surpris de le voir priver à nouveau le régime général d'une partie de sa trésorerie...

G. H.

● Colloque sur la protection sociale complémentaire. — La revue Droit social organise le 31 janvier prochain à Paris un colloque sur l'entreprise et la protection sociale complémentaire, avec M. Suzanne Silland, coauteur du rapport Glaser sur ce sujet, MM. Michel Lucas, chef de l'inspection générale des affaires sociales, Gérard Lyon-Caen et Jean Schmidt, professeurs à l'université Paris-I, Laurent Ayès, professeur à l'université de Tours, Bernard Teyssie, professeur à l'université Montpellier-I, et Jacques Barthelemy, conseil juridique en droit social.

★ Droit social, 3, rue Soufflot, 75005 Paris ; renseignements : 43-25-15-25 ou 43-29-21-40, GS16121102 postes 445 et 538.

EN BOURSE

Terraillon : Bernard Tapie au second marché de Lyon

Numéro un français de pesage domestique (pèse-personnes et balances de ménage), avec 75 % du marché national, Terraillon devait faire son entrée, le mardi 17 décembre, sur le second marché de Lyon, sous la forme de 64 000 actions proposées au public à un prix minimum de 205 F par titre, représentant 10,67 % du capital de la société. Le solde restant détenu par le groupe Bernard Tapie.

Au-delà du show médiatique qui accompagne invariablement toute manifestation publique de celui qu'on a baptisé le SAMU des entreprises en difficulté, cette opération, conduite par la Crédit lyonnais, sa filiale la Société de banque occidentale (SBOC), et la charge d'agents de change lyonnais Giraudet, constitue indiscutablement une consécration.

Née en 1942, l'entreprise Terraillon d'Annemasse (Haute-Savoie) a connu d'emblée le succès grâce à ses pèse-personnes et balances de ménage, dont elle produisait 2 millions d'unités en 1979. Pourtant, faute d'avoir su adapter à temps son outil industriel et d'avoir su résister à la concurrence étrangère, notamment celle de l'allemand Krups, numéro un ouest-européen, Terraillon a sombré dans le rouge à partir de 1980 et déposé son bilan en juin 1981, avec un passif évalué alors par le repreneur, Bernard Tapie, à 70 millions de francs.

Un plan de redressement drastique est aussitôt appliqué, avec au bout le succès que l'on sait. L'association américaine Weight-Watchers, qui compte 25 millions d'adhérents dans le monde entier (dont 5 millions en Europe), a commandé, par exemple, plus de 100 000 balances à Terraillon et l'exportation représente près de 30 % du chiffre d'affaires de la société. Cette

dernière a retrouvé des effectifs (près de 450 personnes actuellement), supérieurs au nombre de salariés comptabilisés au moment du dépôt de bilan. Et elle a réalisé au cours de l'exercice 1984-1985 un chiffre d'affaires consolidé de 176 millions de francs (contre 150 millions précédemment). Celui-ci devrait atteindre 222 millions pour l'année civile 1986.

Dans le même temps, le bénéfice net après impôts, passé de 7,5 millions à 8,8 millions de francs d'une année à l'autre, devrait atteindre 10,5 millions de francs en 1986.

Ce qui représente, sur ces bases, un prix d'offre de neuf fois le bénéfice net arrêté au 31 août dernier, et sept fois et demi celui de 1986.

De l'avis des spécialistes, l'élément moteur du développement de Terraillon reste la Société de conception et d'application d'instruments de mesure électroniques (SCAIME), qui fabrique les fameux capteurs de force.

Cette filiale, qui a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 40 millions de francs, essentiellement avec Testut (autre société de pesage du groupe Bernard Tapie), aura commercialisé 30 000 capteurs en 1985. Une production destinée ultérieurement à d'autres secteurs. Par exemple, ceux de l'aéronautique et de l'électroménager.

Cette présentation publique a aussi permis à Bernard Tapie de confirmer la prochaine cession à des intérêts anglo-saxons de 20 % du capital de la vie claire. En attendant peut-être d'autres cessions dans ses activités de prêt-à-porter, puisque seuls semblent intéresser à présent les piles (Saf, Wonder), le pesage (Terraillon, Testut) et le sport (Look, Adams, Gaze).

S. M.

le guide de projets des décideurs industriels

réussir l'investissement productif

Adresser à : IECI développement 30 rue Herder F-57000 Strasbourg tel. 88 36 18 26

Management 2000

GROUPE IECI

SOCIAL

UNE ÉTUDE SUR LE CLIMAT PSYCHOLOGIQUE DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Une certaine « sinistrose »

« Le climat psychologique dans la fonction publique est très nettement teinté de sinistrose. » Telle est une des conclusions d'une « étude qualitative » menée par la Sofres, à la demande du secrétariat d'État à la fonction publique, entre le 29 avril et le 20 mai 1985 sur le climat psychologique dans la fonction publique (le Monde daté 4-5 août). Seuls quarante-six agents, dont une moitié de femmes, entre vingt-cinq ans et soixante-cinq ans et représentant la diversité des personnels - à l'exception de la haute fonction publique, des militaires et des enseignants - ont fait l'objet d'entrevues individuelles approfondies, soit d'investigations collectives par des réunions de groupes de huit à dix personnes, ce qui a permis l'analyse de l'état d'esprit. Mais le caractère très poussé de l'investigation permet de dégager des tendances très significatives sur ce qui apparaît bien comme un malaise.

L'étude indique d'emblée que la notion de service public est actuellement l'objet d'un « remaniement » en profondeur dans la pensée des fonctionnaires. N'est-elle pas symbolique que, lors des entretiens menés par la Sofres, l'état soit perçu comme le grand absent, jamais évoqué, par exemple, comme le garant de l'intérêt général et considéré souvent négativement dans sa fonction répressive? La puissance publique, note l'étude, semble être réduite à quelques acteurs « lointains », comme le gouvernement, les cabinets ministériels ou les « énarques ». Le débat sur le plus ou moins d'État ne fait pas partie des préoccupations des fonctionnaires interrogés, qui ont tendance à ne voir l'avenir du service public que comme un enjeu de luttes politiques.

« Refuge pour laissés-pour-compte » ?

Autre évolution, l'administration est d'abord perçue comme un prestataire de services, et les fonctionnaires ont tendance à prendre le parti du public contre l'administration. On assiste même à une certaine « mythification du privé ».

Certains fonctionnaires affirment que, dans le privé, ils pourraient faire une carrière plus brillante. A contrario, ils refusent de reconnaître la « différence » entre la fonction publique et le secteur privé, évoquant l'insécurité des conditions de travail, les surcharges de travail, voire les réductions d'effectif. En même temps, l'étude fait apparaître une réputation du statut de « privilégié », en le dissociant de la sécurité de l'emploi, notion sur la pérennité de laquelle on entretient le doute.

Pour nombre de fonctionnaires, le privilège, ce n'est pas la sécurité de l'emploi mais la « liberté » (les agents de catégorie A n'ayant pas à subir la « dureté de la compétition », ceux des autres catégories se félicitant de leur liberté d'expression, face à la hiérarchie).

La question de la promotion et de la carrière a rencontré « un véritable discours de plainte, qui s'accompagne

d'une forte revendication de reconnaissance ». La sélectivité jugée croissante des concours d'entrée n'a pas entraîné de remise en cause de l'image selon laquelle l'administration est « un refuge pour les laissés-pour-compte, les petits de la société ou bien encore ceux qui manquent de formation de base ».

Le discours est également critique, à travers cette étude, sur la promotion. Les concours internes sont jugés inaccessibles (difficulté croissante des épreuves et inflation du nombre de candidats), et certains les jugent d'autant plus injustes qu'ils ont le sentiment que « seuls ceux qui ne s'investissent pas dans leur travail ont le loisir de préparer un concours ». Quant à la promotion par l'ancienneté, elle est lente et au demeurant de faible amplitude. Alors que la notation des fonctionnaires est critiquée pour son « caractère inflationniste », la promotion au choix apparaît comme symbolique d'un certain arbitraire. Quant à l'« impératif de la mobilité », y compris géographique, il est jugé différemment suivant les catégories : pour les agents qui sont en A et une petite partie de ceux qui sont en B, c'est un problème d'arbitrage « par rapport à une ambition », mais pour les catégories C et D, c'est vécu comme une « véritable dépossession de soi ». L'idée du « pion » que l'on déplace.

Les espoirs de l'informatique

Ainsi l'étude souligne que « l'insécurité de l'emploi n'est pas le seul thème qui se retrouve chez tous les interviewés. Elle donne une tonalité dépressive à l'ensemble du corpus ». Cela a pour conséquence un refus d'une identité collective et « la nécessité de mettre en place des stratégies individuelles visant à la reconstruction de l'image de soi et non de celle du fonctionnaire ».

Paradoxalement, pourtant, au moment où M. Le Garsme fait de la modernisation de l'administration une de ses priorités, l'informatique ne suscite pas que des craintes. Elle entretient, étonnement des espoirs : « Les interviewés, dans leur ensemble, accueillent favorablement l'informatique. Elle est le signe de la modernité. Certains, et plus fréquemment chez les catégories C et D, la croient d'un pouvoir véritablement régénérateur ».

L'informatique est ainsi décriée, car elle est perçue comme « un attribut du privé », et permet de « jouer avec les idées de rendement et surtout d'insécurité d'emploi. Elle favorise aussi l'amalgame avec le secteur privé ». Un effet quasi magique. Certes, elle peut avoir des retombées négatives pour l'emploi, mais, selon l'étude, « on doute que l'évolution soit rapide. On mentionne la pauvreté du secteur public et l'insécurité de sa structure. L'idée dominante est que, en fait, tout continuera comme par le passé ». Paradoxe du paradoxe.

MICHEL NOBLECOURT.

« LA PETITE ENTREPRISE »

« Donner une chance à tous »

En créant La petite entreprise en 1983, le Secours Catholique a quitté le terrain de l'assistance pour celui de l'insertion sociale par le travail. Installée au 28 de la rue Mazarin (75011 Paris), elle a ouvert divers ateliers : travaux de table (conditionnement de parfums, de cosmétiques, de bougies, etc.), mécanique.

L'association a mis au point une formule spécifique. Ni atelier protégé ni entreprise intermédiaire (structure créée pour les jeunes), elle accueille des personnes de tous âges qui sont venues s'inscrire dans ses centres d'hébergement. Handicapés familiaux, sociaux et professionnels, ils ont été rejoints en marge du monde du travail sans espoir d'y entrer ou d'y retourner. Son objectif : « Leur donner la chance nécessaire afin qu'ils cherchent du travail ».

Fortes de 500 000 F d'avances (versées par le Secours catholique) la petite entreprise s'est organisée. Quatre personnes et un directeur ont été embauchés pour encadrer dix stagiaires (ils seront bientôt quinze) et vingt bénévoles dont deux psychologues et plusieurs cadres bénévoles mettent leurs compétences à la disposition de l'organisme : agents commerciaux, comptables, experts juridiques.

L'association se veut néanmoins une véritable entreprise : les salariés sont payés à l'heure sur la base du SMIC mais ils sont proportionnels aux rendements. Elle cherche activement ses marchés propres.

Dix-huit mois d'expériences ont amené La petite entreprise à faire preuve de réalisme : « Je ne prépare pas les jeunes au CAP », affirme Maurice, directeur en mécanique. Certes, de handicaps amènent à la passivité : « Il faut toujours être derrière eux, répéter des fois la même chose ». Mais les stagiaires affirment à leur

façon leur dignité de salarié : « Quand on leur donne un conseil, ils répondent qu'ils savent déjà ». La première expérience de formation tentée avec un organisme spécialisé dans un public en mal d'insertion a été un échec, elle était « trop ambitieuse ». « Les jeunes ont des difficultés mais même les plus démunis ont toujours plus de dynamisme que les adultes marginalisés depuis leur enfance », constate M. Jean Anquetil, directeur de l'entreprise. On va désormais enseigner aux salariés à remplir un formulaire administratif, une quittance de loyer, à utiliser le mètre. L'heure de formation, facultative, aura lieu après les heures de travail et sera payée.

Les responsables de La petite entreprise estiment que de telles formules sont appelées à se développer : « Les grandes entreprises fabriquent des exclus : des salariés qu'elles mettent sur la touche et qu'elles laissent s'enfermer dans des années, affirme M. Etienne Vignon, préretraité. Les nouvelles technologies vont encore accentuer ce phénomène. Il faudra trouver une solution pour les milliers de salariés adultes au cours des années à venir ».

Ce salarié vietnamien qui est là en attendant que ses efforts « pour apprendre le français » portent leurs fruits. Cette jeune fille, élève de longue durée en dépit de ses vingt ans, « accepterait n'importe quel travail s'il n'est pas trop dur », mais sur quarante stagiaires accueillis depuis la création de l'entreprise une dizaine seulement ont trouvé du travail. La petite entreprise sait qu'elle aura toujours un déficit structurel et a fait appel aux pouvoirs publics, car, ainsi que l'affirme M. Anquetil, « nous sommes là pour indiquer que la société offre une chance à tous ».

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

EN VUE DE LA RENTRÉE DE SEPTEMBRE 1986

Date limite de dépôt des dossiers de candidature pour la première session Vendredi 10 janvier 1986

École supérieure de commerce de Lyon **cesma** Centre d'études supérieures de management

25, Av. Guy de Collongue - BP 174 - 69132 Ecully Cedex - Tél. 78 33 81 22



HISTORIEN DU SCOUTISME RECHERCHE
Historien du scoutisme voudrait acquérir, pour un bon prix, ces variations du badge en tissu représentés pour compléter sa collection.
Ecrire: Michael Feigenbaum
1820 First Ave - New York NY 10021 - Etats-Unis

FRANCE 1927
MATRISSE
MARIANS
EXTENSION
ZODIAQUE
PASSEREAUX
C.M.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

INVESTIR. Soyez aussi exigeant que les financiers de PARIBAS

Devenez actionnaire de l'OFFI-PARIBAS.

OFFI-PARIBAS décline et gère la diversité de 4 milliards de francs, au 31/12/84 et fin novembre 1985 en progression de 47% en 1 an. (F 310 au 25/11/85). Investir dans OFFI-PARIBAS, c'est profiter des choix exigeants de Paribas et de son portefeuille de participations.

OFFI-PARIBAS, c'est un portefeuille

Souscrivez à l'augmentation de capital.

Prix d'émission : F 220 par action. nouvelle pour 4 actions anciennes. Souscriptions : du 9 décembre 1985 au 9 janvier 1986 inclus auprès de la Banque Paribas, 3, rue d'Autin - 75002 PARIS.



Le présent avis est publié à titre d'information seulement



Centrale Nucléaire Européenne à Neutrons Rapides S.A. — NERSA

ECU 100.000.000
OBLIGATIONS GARANTIES, 9%, 1990

Bénéficiaire à l'origine de la garantie inconditionnelle de

Electricité de France

réduite à une garantie conjointe non solidaire à hauteur de 51% dès la délivrance par

Ente Nazionale per l'Energia Elettrica (ENEL)

d'une garantie conjointe non solidaire à hauteur de 33%, et dès l'obtention pour les obligations du

bénéfice, à hauteur de 16%, de sûretés contractuelles délivrées par

Schnell-Brüter-Kernkraftwerksgesellschaft mbH (SBK)

Société Générale

Banca Commerciale Italiana

Deutsche Bank Capital Markets Limited

Generale Bank

Algemeene Bank Nederland N.V.

Banque Générale du Luxembourg S.A.

Banque Internationale à Luxembourg S.A.

Baring Brothers & Co., Limited

Crédit Commercial de France

Dresdner Bank Aktiengesellschaft

Istituto Bancario San Paolo di Torino

Lloyds Merchant Bank Limited

Société Générale Alsacienne de Banque

Luxembourg

S.G. Warburg & Co. Ltd.

Al Saudi Banque

Bank Mees and Hope N.V.

Banque Ippa S.A.

Banque de l'Union Européenne

Caisse d'Epargne de l'Etat du Grand Duché de Luxembourg

CIBC Limited Compagnie Monégasque de Banque

Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine

Daiwa Europe Limited

Goldman Sachs International Corp.

Manufacturers Hanover Limited

Nederlandsche Middenstandsbank N.V.

Nippon European Bank S.A.

Rabobank Nederland

Sumitomo Trust International Limited

Westdeutsche Landesbank — Girozentrale

Banca Manasardi & Co.

Bank of Tokyo International Limited

Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet

Bayerische Landesbank Girozentrale

Caisse Nationale de Crédit Agricole

Crédit du Nord

Crédit Suisse

Deutsche Genossenschaftsbank

Great Pacific Capital S.A.

Merrill Lynch International & Co.

Nederlandsche Credietbank N.V.

Orion Royal Bank Limited

Sal. Oppenheim jr & Co.

Takugin International Bank (Europe) S.A.

Westpac Banking Corporation

Yasuda Trust Europe Limited

Banca Nazionale del Lavoro

Bank Leu International Ltd.

Banque Française du Commerce Extérieur

Banque de Paris et des Pays-Bas Belgique S.A.

Berliner Handels- und Frankfurter Bank

Cazenove & Co.

Credit Communal de Belgique

Credito Italiano

Euromobiliare S.p.A.

Finacor

LTGB International Limited

Mitsubishi Finance International Limited

The Nikko Securities Co., (Europe) Ltd.

PK Christiania Bank (UK) Limited

Standard Chartered Merchant Bank Limited

Tokai International Limited

Yamaichi International (Europe) Limited

26 Novembre, 1985

سكيا من الاموال

صكنا من الامل

CHARLES LEROUX
aime les grandes femmes
et les chausse avec élégance
du 41 au 45
7, rue St-Roch, 75001 Paris. Tél. 42-40-67-70

LENNON
Vêtements pour hommes,
sur mesures
costumes - vestes - jeans - chemises
19, rue Breton - 75017 Paris
(Grande Arrière) 45 74 45 45

التشريع الجزائري

LA LEGISLATION ALGERIENNE
(en langue Arabe)

rédigée par une équipe de juristes Arabes
- 12500 pages de grand format, réparties en 24 volumes, dont un pour l'Index Général; reliure permettant la mise à jour périodique de l'oeuvre.
- Collection complète de tous les textes législatifs actuellement en vigueur en Algérie lois, ordonnances, décrets, arrêtés, décisions, conventions et accords internationaux.

Editeur et Distributeur Mondial:

E.N.A.L., Entreprise Nationale du Livre,
Division du Livre Arabe,
11 bis, Rue Larbi ben M'hidi, Tél. 636094, 649612, Alger,
République Algérienne Démocratique et Populaire.

CESSATION DE GARANTIE

Cofinca - Compagnie Française de
canton, Société anonyme au capital de
20 895 700 F, dont le siège social est à
Paris (8^e), 11, rue Portalis, caution des
activités - Conseil Juridique - de :

Monsieur Roger GERNOT
7, rue de la Paix
92300 ISSY-LES-MOULINEAUX
informe le public qu'elle dénonce la
garantie donnée à M. GERNOT.
Cette garantie cessera le 31 décembre
1985.

La garantie reste acquies aux
créances, s'il en existe, non antérieure-
ment à l'expiration de ce délai à condi-
tion d'être produites par les créanciers
dans les trois mois à compter de la pré-
sente publication, au siège social de
Cofinca CFC.

STEMI

Il est rappelé qu'il a été décidé la dis-
tribution d'un acompte sur dividende de
15 F net par action, donnant droit à un
avoir fiscal de 7,5 F, au titre de l'exer-
cice 1985.

Cet acompte sera mis en paiement le
27 décembre 1985.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE

IMMOBANQUE

47, rue de Monceau 75008 Paris - Tél.: 45 61 20 20

L'expansion d'Immobanque en quelques chiffres

en millions de F.H.T.	1982	1983	1984	1985
Engagements de l'exercice	137	206	598*	258
Engagements bruts cumulés en fin d'exercice	1 335	1 518	2 107	2 368
dont Crédit-Bail	1 128	1 311	1 496	1 757
Location simple	207	207	611	611

* dont opérations de fusion et d'apports: 345

Recettes	1982	212 272
locales	1983	241 188
(en millions de F.H.T.)	1984	302 022

Bénéfice	1982	51 645
net	1983	62 083
(en millions de F.H.T.)	1984	74 183

Dividende	1982	35,00
unitaire	1983	30,00
(en francs)	1984	42,30 (1)

(1) dont avoir fiscal de F630

SICOMI
Société
Immobilière
pour le
Commerce
et l'Industrie

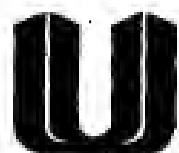
EMPRUNTS OBLIGATAIRES DÉCEMBRE 1985

Pour assurer
son développement,
Immobanque vient d'émettre
deux emprunts d'un montant
global de F200 millions,
l'un à taux fixe de
F150 millions (taux de
rendement actuariel brut
11,50 %), l'autre à taux
variable de F50 millions
(intérêt T.A.M. + 0,25 %).

R.A.L.O. du 21.12.1985
Visa C.O.B. N° 85-381 du 27.11.1985

Ces emprunts ayant été entièrement souscrits, le présent avis est publié à titre d'information seulement

Décembre 1985



UNILEVER FRANCE

FRF 250.000.000

Emprunt obligataire 10 3/8 % 1985-1992

Garantie inconditionnelle de

UNILEVER N.V. et UNILEVER PLC

Prix d'émission 100 %

Banque Nationale de Paris

Morgan Guaranty Ltd

Algemeene Bank Nederland N.V.

Bankers Trust International Limited

Crédit Commercial de France

Crédit Lyonnais

Crédit Suisse First Boston Limited

Deutsche Bank Capital Markets Limited

EBC Amro Bank Limited

Goldman Sachs International Corp.

Kreditbank International Group

La Compagnie Financière

Lazard Frères et Cie

Société Générale

Swiss Bank Corporation International Limited

S.G. Warburg & Co. Ltd.



LA VOLONTÉ D'UNE DYNAMIQUE DE L'IMMOBILIER.

AUGMENTATION DE CAPITAL

Pour développer et diversifier ses activités dans le domaine des prêts immobiliers, le Crédit Foncier de France vous propose de souscrire à son augmentation de capital en numéraire. Les souscriptions sont reçues du 16 décembre 1985 au 15 janvier 1986 inclus.

Souscription à titre irréductible uniquement

- UNE action pour CINQ anciennes
- Émission de 973.260 actions de 200F nominal
- Prix d'émission: 600F
- Jouissance: 1^{er} janvier 1986

Distribution de 1.167.912 actions gratuites de 200F nominal

L'augmentation de capital en numéraire sera suivie d'une distribution gratuite à raison de:

- UNE action nouvelle pour CINQ anciennes y compris les actions souscrites en numéraire.
- Jouissance: 1^{er} janvier 1986.

Une note d'information (visé C.O.B. n° 85-385) du 26 novembre 1985 est tenue, sans frais, à la disposition du public au Crédit Foncier de France et auprès des Établissements chargés du placement. Balo du 9 décembre 1985.

crédit foncier de france
POUR ENTRER CHEZ VOUS, ENTREZ CHEZ NOUS.



Donnez des oreilles à la terre.

EMPRUNT À TAUX VARIABLE (T.M.O.)

Montant : 700 millions de francs.
Prix d'émission : 98,84 % soit 4.942 F par titre.
Taux d'intérêt : 95 % du T.M.O.
(Moyenne des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts garantis par l'Etat et assimilés).
Taux minimum : 6,5 %.
Amortissement en totalité à la fin de la 11^e année.
Remboursement anticipé possible au gré de la CNT (à compter du 7^e anniversaire contre versement d'une prime telle que définie dans la note d'information).

EMPRUNT À TAUX FIXE

Montant : 1,3 milliard de francs.
Durée : 9 ans.
Prix d'émission : 95,68 % soit 4.784 F par titre réglé en deux versements : 2.392 F le 30 décembre 1985 et 2.392 F le 30 juin 1986.
Taux nominal : 10,10 %.
Taux actuariel brut : 10,90 %.
Amortissement en totalité à la fin de la 9^e année.
Remboursement anticipé possible au gré de la CNT (à compter du 6^e anniversaire contre majoration des intérêts versée telle que définie dans la note d'information).

Souscription dans les Banques, Bureaux de Poste, Trésor, Caisses d'Épargne.

CNT

Caisse Nationale des Télécommunications.

Prêtez l'oreille à nos emprunts.

Visé C.O.B. n° 85-393 du 26 novembre 1985. Une note d'information est tenue gratuitement à la disposition du public.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

16 décembre

A NOUVEAU TRÈS SOUTIEN

La semaine a bien commencé à la Bourse de Paris, où les valeurs françaises ont encore pris un peu plus de 0,7 % en moyenne.

Aucune fièvre, toutefois, n'a été notée, malgré la très forte avance de Wall Street à la veille du week-end précédent. L'ampleur de cette avance, très rapide depuis plusieurs semaines à présent, a pu inciter certains investisseurs sur la place de Paris, où les opérateurs craignent un éventuel retour de flamme (à New-York bien entendu).

Car, sur notre place, les acheteurs étrangers sont toujours présents, de sorte que les acheteurs français, notamment les grands investisseurs institutionnels, qui ont d'importantes disponibilités à répliquer. Le résultat est que la cote a encore progressé, mais bien sagement, consolidant ses gains précédents.

C'est ainsi que Michelin est resté inchangé, que Peugeot a cédé quelques points après l'échange de plus de 500 000 titres vendredi (dont un bloc de 400 000 pièces).

En revanche, Schneider, dont la cotation a été un instant réservée, a gagné 7 %. Mot-Hennessy a encore battu ses records à près de 2 400 F, de même que la Lyonnaise des Eaux à plus de 1 000 F.

Vive avance, également, des valeurs sur lesquelles courent des rumeurs d'OPA: Nord-Est (+ 5,5 %) Luchaire. Quelques boîtes: Auzanet-Ray, Maisons Phénix, Immobilière Monceau. La Compagnie du Midi, qui s'apprête à lancer une offre sur la Providence SA est restée pratiquement stable.

Quant aux pétroles, ils remontent lentement après leur sévère recul de la semaine dernière.

Sur le marché de l'or, le lingot a gagné 300 F à 79 300 F et le napoléon 1 à 522 F.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice général de base 100: 26 décembre 1984

6 déc. 13 déc.

Valeurs françaises à revenu variable

Valeurs étrangères

Pétroles

Général

Indice des valeurs étrangères à revenu variable

Indice des valeurs étrangères à revenu fixe

Indice des valeurs étrangères à revenu mixte

Indice des valeurs étrangères à revenu total

Indice des valeurs étrangères à revenu net

Indice des valeurs étrangères à revenu brut

Indice des valeurs étrangères à revenu ajusté

Indice des valeurs étrangères à revenu corrigé

Indice des valeurs étrangères à revenu purifié

Indice des valeurs étrangères à revenu épuré

Indice des valeurs étrangères à revenu nettoyé

Indice des valeurs étrangères à revenu poli

Indice des valeurs étrangères à revenu lustré

Indice des valeurs étrangères à revenu brillant

Indice des valeurs étrangères à revenu miroir

Indice des valeurs étrangères à revenu reflet

Indice des valeurs étrangères à revenu image

Indice des valeurs étrangères à revenu reflet

Indice des valeurs étrangères à revenu image

Indice des valeurs étrangères à revenu reflet

Indice des valeurs étrangères à revenu image

Indice des valeurs étrangères à revenu reflet

Indice des valeurs étrangères à revenu image

Indice des valeurs étrangères à revenu reflet

Indice des valeurs étrangères à revenu image

Indice des valeurs étrangères à revenu reflet

Indice des valeurs étrangères à revenu image

Indice des valeurs étrangères à revenu reflet

Indice des valeurs étrangères à revenu image

Indice des valeurs étrangères à revenu reflet

Indice des valeurs étrangères à revenu image

Indice des valeurs étrangères à revenu reflet

Indice des valeurs étrangères à revenu image

Indice des valeurs étrangères à revenu reflet

Indice des valeurs étrangères à revenu image

Indice des valeurs étrangères à revenu reflet

Indice des valeurs étrangères à revenu image

Indice des valeurs étrangères à revenu reflet

Indice des valeurs étrangères à revenu image

Indice des valeurs étrangères à revenu reflet

Indice des valeurs étrangères à revenu image

Indice des valeurs étrangères à revenu reflet

Indice des valeurs étrangères à revenu image

Indice des valeurs étrangères à revenu reflet

Indice des valeurs étrangères à revenu image

Indice des valeurs étrangères à revenu reflet

Indice des valeurs étrangères à revenu image

Indice des valeurs étrangères à revenu reflet

Indice des valeurs étrangères à revenu image

Indice des valeurs étrangères à revenu reflet

Indice des valeurs étrangères à revenu image

Indice des valeurs étrangères à revenu reflet

Indice des valeurs étrangères à revenu image

Indice des valeurs étrangères à revenu reflet

Indice des valeurs étrangères à revenu image

Indice des valeurs étrangères à revenu reflet

Indice des valeurs étrangères à revenu image

Indice des valeurs étrangères à revenu reflet

Indice des valeurs étrangères à revenu image

Indice des valeurs étrangères à revenu reflet

Indice des valeurs étrangères à revenu image

Indice des valeurs étrangères à revenu reflet

Indice des valeurs étrangères à revenu image

Indice des valeurs étrangères à revenu reflet

Indice des valeurs étrangères à revenu image

Indice des valeurs étrangères à revenu reflet

Indice des valeurs étrangères à revenu image

Indice des valeurs étrangères à revenu reflet

Indice des valeurs étrangères à revenu image

Indice des valeurs étrangères à revenu reflet

Indice des valeurs étrangères à revenu image

Indice des valeurs étrangères à revenu reflet

Indice des valeurs étrangères à revenu image

Indice des valeurs étrangères à revenu reflet

Indice des valeurs étrangères à revenu image

Indice des valeurs étrangères à revenu reflet

Indice des valeurs étrangères à revenu image

Indice des valeurs étrangères à revenu reflet

Indice des valeurs étrangères à revenu image

Indice des valeurs étrangères à revenu reflet

Indice des valeurs étrangères à revenu image

Indice des valeurs étrangères à revenu reflet

BOURSE DE PARIS Comptant

16 DECEMBRE

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0
5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0	5 %	4 370	4 370	0

0 192	2040	1889	1927	1927	- 0 61	273,4	271 495	283 380	15 300	Place François (10 h)	451	
0 331	480	506	472	470	- 0 42	273,4	271 495	283 380	15 300	Place François (10 h)	451	600
	506	506	472	470	- 0 42	273,4	271 495	283 380	15 300	Place François (10 h)	451	600
5 516	435	435	430	430	+	100 370	100 280	98 102	102	Socoratti	3520	3645
5 288	265	265	265	265	+	100 370	100 280	98 102	102	Socoratti	3520	3645
5 193	265	265	265	265	+	100 370	100 280	98 102	102	Socoratti	3520	3645
5 278	265	265	265	265	+	100 370	100 280	98 102	102	Socoratti	3520	3645
5 224	265	265	265	265	+	100 370	100 280	98 102	102	Socoratti	3520	3645
5 657	265	265	265	265	+	100 370	100 280	98 102	102	Socoratti	3520	3645
6	584	584	584	584	+	100 370	100 280	98 102	102	Socoratti	3520	3645
5 240	265	265	265	265	+	100 370	100 280	98 102	102	Socoratti	3520	3645
5 168	265	265	265	265	+	100 370	100 280	98 102	102	Socoratti	3520	3645
820	U.L.S.	811	800	820	+	100 370	100 280	98 102	102	Socoratti	3520	3645
5 111	390	390	408	408	+	100 370	100 280	98 102	102	Socoratti	3520	3645

...is, on n'avait qu'une
...reins.

...e. Après 1986. Et
... 1988: Francher-
...aurait pas envie de
... un homme aussi
...si complètement, aussi
...ceptible pour deux
... le Père fouettard, il
...ant le jeune surdoué
...s, un vrai papa gâ-
...t, déboul. Bien sûr
... à ordier sa propre
...a petit. Passez mes
...; on va arranger ça.

...u et le pape Noël. Il
...si une petite sur-
...romis-promis. Mais
...ous allez voir, on ne
...pas. Elles vont être
...-dramés. Et Ro-
...arque avec ses gros
...rân dans *Newsweek*
...e, la gauche, elle
...chances. En mars, ça
...endacée. Je n'en sa-
...à sa place. Il n'a
...venir moi, la présen-
...on et c'est même
...oir de la Saint-
...u va nous présenter
...me demande sur
...omme il est parti, il
...vires et nous taper
...a. Pourvu qu'il ne
...bide.

DE SARRAUTE.

AVIS DE GRÈVE
PILOTEURS AÉRIENS
LE 20 DÉCEMBRE

...ats de contrôleurs du
...SNCTA, FO, CFDT,
...et CGC ont déposé au
...trahère d'Etat aux trans-
...chères Josselin, un
...ève pour la journée du
...20 décembre. Ils deman-
...date de négociations
...vraies, publiques; notam-
...ment les primes solet
...upte dans le calcul des
...retraite, revendication
...nement n'est pas disar-
...tée. En revanche les
...rlices, qui ont mis en
...ouppes de travail avec
...aériens, sont prêts à
...gime de retraites com-

...trôleurs travaillant
...trafic sera gravement
...décembre, jour du dé-
...calsaires de Noël.

Sur
CFM
...eres à 19 h 30
...rie (89 MHz)
...u (100,3 MHz)
...ux (101,2 MHz)
...re-La Baule (94,8)
...es (102,1 MHz)
...use (88,6 MHz)

16 DÉCEMBRE,
le Monde
...-20-52-97
...risés.
ANÇOIS KOCH
...ape du monde
...football
...s chances
...la France
...avec
QUES BOZONNET

17 DÉCEMBRE
onde **reçoit**
DENIS BREDIN
...ur du rapport
...divisions privées
LIPIPE BOUCHER

VENDRE
AMÉRICAINNE
...MENT CONSTITUÉE
...VITES AUTORIZÉES
...IX: 489 \$
...IATION FLORIDE
...FRANCS FRANÇAIS
7.42.05.40 H de B

...rganisme
...ir le
...ent d'un fœtus
...er ?
...l amour unique
...p,
...logique,
...étonne la
...et passionnant.
ITE PARTOUT